

Les pâturages de la région de Sion du Moyen-Age à nos jours

Théodore KUONEN

Avant-propos

Le présent article constitue en fait la première partie d'une importante étude englobant les pâturages et les forêts. Vu l'ampleur des résultats de cette recherche, la question des forêts et du bois fera l'objet d'un ouvrage à paraître prochainement dans la collection des *Cahiers de Vallesia*¹.

Toute l'étude porte sur les communes de la région de Sion.² Dans le présent chapitre sont décrits les anciens usages qui, dans un pays essentiellement agricole et pastoral, ont trait à l'exploitation des pâturages et alpages, les conditions sociales et les droits féodaux du Moyen Age, les droits exercés par les bourgeoisies et les consortages d'alpage sur les communaux et les propriétés privées ainsi que la lente évolution qui s'ensuit pour se libérer de ces redevances et servitudes.

La Révolution française annonce une modification fondamentale de ces systèmes.

Les relations intercommunales et celles des communautés avec les consortages d'alpage font apparaître une véritable lutte pour les pâturages.

L'évolution du droit de jouissance d'un alpage pour rester ou devenir bourgeoisial ou de consortage a été examinée. Une foule d'arrêtés concernant l'exploitation soulignent l'usage communautaire et en consortage des pâturages et alpages. Chaque commune y trouvera ses particularités.

La pâture des «mayens-hauts» ou des «bans» attenants aux alpages a été la source de longs procès entre les consorts d'alpage, les communiers et les propriétaires privés. Ils ont abouti à des solutions de rachat du parcours, bien souvent par un cantonnement.³

¹ La bibliographie ainsi qu'un glossaire seront annexés à ce livre.

² Le périmètre de la région de Sion est reporté sur la carte du Valais, au début de l'*Histoire des forêts*.

Les noms des lieux, lorsqu'ils ont une orthographe ancienne, sont mis en italiques.

³ Il s'agit en l'occurrence du rachat d'un droit d'usage par abandon d'une parcelle de terrain à titre d'indemnité.

La séparation des biens communs entre les communautés villageoises et celles des alpages finit par se faire malgré les longues interventions, de part et d'autre, visant à conserver les usages ancestraux; elle influence la délimitation définitive des territoires communaux.

L'étroite corrélation entre pâturages et forêts ressort également des textes. Les interventions dans le massif forestier ont eu comme but principal la création d'aires de pâture et de champs de céréales. La jouissance de pâturages et de bois qu'on trouve souvent sur les terres d'une commune avoisinante va de pair.

Les pâturages jouent un rôle important jusqu'au début de l'industrialisation, au seuil du XX^e siècle. Les nouveaux règlements bourgeoisiaux concernant la jouissance des pâturages et des alpages sont mentionnés dans l'étude.

Etant donné la sécheresse du climat, le problème de l'arrosage se pose : une large place est donc consacrée aux débats concernant l'eau et il est fait l'historique des grands bisses d'arrosage entre la Lienne et la Morge.

Principales abréviations

ABS: Archives de la Bourgeoisie de Sion

ACS: Archives du Chapitre de Sion

AES: Archives de l'Evêché de Sion

AEV: Archives de l'Etat du Valais

Ay. = Archives de la commune d'Ayent

Bram. = Archives de la commune de Bramois

Cham. = Archives de la commune de Chamoson

Cthey = Archives de la commune de Conthey

Evol. = Archives de la commune d'Evolène

Grim. = Archives de la commune de Grimisuat

Hér. = Archives de la commune d'Isérables

Ley. = Archives de la commune de Leytron

Ndz = Archives de la commune de Nendaz

Sal. = Archives de la commune de Salins

Sav. = Archives de la commune de Savièse

Vern. = Archives de la commune de Vernamiège

Veys. = Archives de la commune de Veysonnaz

Généralités

La pratique du parcours du bétail remonte au temps des premiers colonisateurs qu'on attribue au **Néolithique** : l'homme devenu sédentaire cultive la terre et pratique l'élevage du bétail. La pâture libre du bétail va s'étendre sur de vastes secteurs. Les terrains incultes, les pâturages, les forêts sont soumis à un système communautaire qui est le fondement de l'exploitation des biens communs.

Pour être utilisables, les alpages doivent être défrichés et leur exploitation ne peut se faire qu'en commun.

Au **Moyen-Age**, sous le régime de la féodalité, les terrains communaux vont passer à de puissants seigneurs. Mais les communautés qui vont réapparaître au XIII^e siècle vont pouvoir jouir en commun de ces possessions sous certaines conditions. Le fait d'appartenir à une communauté, d'habiter le village ou encore d'être propriétaire d'immeubles sur le territoire communal donne à chacun des droits égaux.

Le parcours du bétail est étroitement lié à la pratique des jachères qui laisse annuellement une parcelle sur deux (éventuellement sur trois) inculte, donc sans rapport, et à l'usage de l'assolement des champs lequel consiste en une rotation des cultures qui se succèdent méthodiquement.

Cette alternance des cultures était rendue nécessaire par l'épuisement des sols produisant des céréales et à l'impossibilité de pouvoir embourger toutes les parcelles chaque année : une seule parcelle produisait des froments pendant une année. Ensuite, il fallait lui permettre de se régénérer. Ce renouvellement pouvait être accéléré par le labour et l'apport des engrais, mais surtout, par la rotation des cultures : en introduisant une plante moins exigeante, on pouvait même améliorer la fertilité.

La rotation se faisait sur deux ou trois ans. L'assolement biennal semble avoir été pratiqué le plus souvent en Valais. On alternait surtout le seigle et l'avoine, puis des légumineuses et, plus tard, des pommes de terre.

La commune pouvait autoriser la pratique des esserts sur les terrains communaux. Il s'agit alors plutôt d'exploitations complémentaires et de courte durée, soit pour deux à trois récoltes, laissant ensuite le terrain au repos pendant plusieurs années.

Après la moisson à la faucille et encore pendant l'année où la parcelle restait en friche, les membres de la communauté pouvaient amener leur bétail sur les champs, ce qui constituait un complément précieux pour la païsson. Au point que certaines communautés défendaient de convertir un champ en pré sans leur consentement.

En raison du morcellement successif des terres par suite des héritages, on en arrivait à des bandes de champ très étroites ; en sorte que tous les propriétaires devaient respecter une uniformité de culture afin que l'utilisation des jachères ne nuise pas aux parcelles cultivées.

Le parcours du bétail était pratiqué non seulement sur les terres laissées en commun mais aussi sur les propriétés particulières : à cet effet, les clôtures existantes devaient être enlevées le moment venu. Le parcours était appelé « **vaine pâture** » s'il était exercé en automne, après les récoltes, ou « **printée** » s'il avait lieu au printemps, pour la première herbe.

Les propriétés particulières, à peine la récolte rentrée, devenaient donc des libres parcours, d'abord pour tout le bétail, plus tard pour les moutons et les chèvres seulement. Comme seuls les membres de la communauté exerçaient le droit de parcours sur toutes les terres après les récoltes, y compris celles des

étrangers à la communauté¹, il restait peu de temps au propriétaire non-bourgeois pour jouir de ses biens.

Comme les statuts prévoyaient qu'on ne pouvait pas amener plus de têtes de bétail sur ces pâturages qu'on ne pouvait en hiverner du produit de ses propres terres, ce système avait pour conséquence que le riche éliminait le pauvre de la jouissance du parcours. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant non plus que le petit propriétaire n'ait pas cherché à améliorer ses biens.

Les réglementations pouvaient varier dans certains détails d'un endroit à l'autre.

Certaines communes autorisaient la pâture en commun pendant toute l'année sur les champs non semés, d'autres à des périodes précises. On trouve le parcours en commun autorisé pour tous les bestiaux et sur tous les prés existants, de la Toussaint ou la Saint-André [30 novembre] jusqu'à la Purification [2 février]. Quant aux champs semés, les dispositions variaient le plus souvent.

Les pâturages pour le petit bétail étaient souvent désignés par secteur ou village.

Nombreux sont les règlements concernant le parcours des porcs, des chèvres et des moutons.

En général, les porcs devaient, en tout temps, être tenus en dehors des prés semés et, du début avril à la Saint-Michel [29 septembre], hors de toute propriété (sauf la sienne).

Chèvres et moutons sont, dans bien des endroits, exclus toute l'année de toute propriété. Le Conseil communal pouvait aussi fixer le nombre de chèvres par ménage ; elles devaient être menées à la bergerie (chevrière), et il était défendu au berger de prendre en garde chèvres ou moutons appartenant à des non-communiers.

Aucune brebis ni chèvre ne pouvait être gardée pendant l'été dans le périmètre du village.

A l'origine, les pâturages communs, en allemand «**Allmends**», faisaient partie du domaine seigneurial ; leur jouissance était cédée à des feudataires ou à la communauté sous certaines conditions.

De nombreux documents en témoignent : ainsi, dans l'arbitrage entre l'évêque de Sion, Conon, et son vidomne, Guillaume de la Tour, en 1179², il est spécifié que les pâturages, dans leur ensemble, sont du domaine de l'évêque, lequel les possède en paix. Toutefois, ceux que le vidomne possède et cultive à Champsec, l'évêque les lui cède à nouveau et gratuitement.

Le seigneur pouvait permettre à son feudataire de remettre à cens une partie de ces pâturages communs.

¹ Au reste les étrangers ne pouvaient pas du tout pâturer leur bétail sur leurs propres terres s'ils n'habitaient pas la commune.

² J. GREMAUD, « Documents relatifs à l'histoire du Vallais », 8 vol. dans *Mémoires et Documents publiés par la Société d'Histoire de la Suisse Romande*, Lausanne dès 1837. 1^{re} série, t. XXIX-XXXIII et XXXVII-XXXIX (cité : GREMAUD), n° 161.

J. GREMAUD, « Chartes Sédunoises », dans *Mémoires et Documents publiés par la Société d'Histoire de la Suisse Romande*, t. XVIII, pp. 461-500 (cité : Ch. Séd.), n° 17.

Nous ne citerons ici qu'un seul cas : Amédée VIII, comte de Savoie, confirme, en 1411, aux bourgeois de Saint-Maurice, et étend à toute la châteltenie, la permission que son prédécesseur, le comte Aymon, leur avait déjà accordée d'accenser leurs pâturages communs.³

Les ayants-droit réglementent alors la jouissance de ces communs en établissant des arrêtés au nombre desquels on trouve les dispositions importantes de la **mise à ban des pâturages**.

Les époques de la mise à ban pouvaient varier selon les conditions géographiques et climatiques de la région, l'altitude des prés-mayens, les usages des communes.

La mise à ban englobait également les propriétés privées et tous les pâturages pouvaient être ouverts au parcours à des dates déterminées : à partir de la mi-août, de la Saint-Barthélemy [24 août], de la Nativité de la Sainte-Vierge [8 septembre], de la Saint-Michel [29 septembre] et cela jusqu'à la mi-mars, au 1^{er} avril, au 1^{er} mai, à trois semaines avant la Saint-Jean-Baptiste [24 juin].

La mise à ban des prés « recordains » (à regain) se faisait d'ordinaire de la mi-mars jusqu'à la Saint-Michel.

En principe, le parcours du bétail dans les mayens communaux était formellement défendu pendant la saison d'alpage.

Les **mayens-hauts** étaient ouverts au parcours, par décision du Conseil communal, à une date déterminée. C'était le jour de la « débandia ». Dès l'inalpe, ces mêmes mayens ne pouvaient être pâturés que par le bétail de l'alpage concerné. Pour ne pas ramener le bétail prématurément sur les communaux, il était défendu de désalper avant la date fixée.

Les arrêtés ou règlements relatifs aux mayens communaux sont nombreux et souvent renouvelés.

Une **règle généralement appliquée** était celle qui défendait de pâturer sur les biens communaux plus de têtes de bétail qu'on n'en pouvait hiverner avec son propre foin ou qui auraient été nourries de fourrage provenant du bien loué de personnes non-communières ; ou encore de faire paître sur les communaux du bétail étranger à moins de l'avoir nourri tout l'hiver de son propre foin ; ou encore celle qui interdisait aux non-communiers la pâture sur les biens communs.

En principe, le non-bourgeois devait payer son droit d'usage des biens communaux. Le non-bourgeois habitant pouvait, le cas échéant, y pâturer son gros et menu bétail en payant une indemnité ou un droit annuel.

Pouvait également être soumis à une taxe celui qui conduit du bétail sur les communaux sans avoir de propriété à un endroit précis de la commune.

Celui qui n'a de biens que hors de la commune et fait paître ses vaches en automne et au printemps sur les communaux, devra payer une somme par vache qu'il peut nourrir en hiver avec les produits de ses biens sis hors de la commune.

Le forain, pouvait être autorisé, à la miséricorde des procureurs, à faire paître les biens communaux par ses vaches.

³ GREMAUD n° 2606.

Les premiers statuts réglant l'utilisation des possessions communes sont basés sur les coutumes et usages pratiqués. Ils s'adapteront ensuite aux nouvelles exigences ; ils sont donc l'expression des préoccupations des communautés essentiellement rurales et du droit local.

Les procureurs ou syndics avaient l'obligation d'assurer la sauvegarde intégrale des biens communs en les défendant contre leurs seigneurs ou contre toute intrusion des communautés avoisinantes.

Dès le XIII^e siècle apparaissent dans les documents des règles sur l'usage des pâturages :

La charte de 1269 statue sur l'administration des biens communs attribués par l'évêque à **la commune de Sion**.⁴

Une sentence arbitrale entre l'Abbaye et **la commune de Saint-Maurice** règle, en 1280, l'usage des pâturages et des bois sis sur le territoire de Saint-Maurice.

En 1298, les statuts de la commune de Saint-Maurice interdisent le parcours dans les limites indiquées.⁵

Chamoson régit l'usage des pâturages, en 1323, lors de son plaid général tenu sur la place Saint-André : les dispositions concernent les mises à ban de prés et de pâturages.

C'est ainsi que les prés de Merdesson et de Combis sont embannisés pour tous les animaux depuis le jour de la fête de Sainte-Marie-Madeleine [1^{er} avril], et que tous les autres prés en dessous du village, à savoir ceux de la Chavana, de la Rotta et de la Genevrina, sont à ban à partir du 1^{er} mai et jusqu'à la fête d'août. On régit encore le pâturage sur d'autres prés et on statue que personne ne doit faire le regain sur lesdits prés.

Tous les autres prés sis en amont du village sont à ban à partir du 1^{er} mai et jusqu'à la Saint-Michel [29 septembre].
Personne n'est autorisé à clôturer ses prés.⁶

Une composition amiable a lieu, en 1389, entre les gens d'**Isérables** et ceux de **Fey-Nendaz**.⁷

La commune de Sion a pris très tôt des dispositions pour réglementer l'usage de ses pâturages en plaine, à savoir, en 1339 et 1414.

Les premiers statuts connus de **Savièse** datent de 1447 et rappellent des défenses qui concernent les biens communaux, tels les pâturages, les mayens, les alpages, que les procureurs et syndics ont le droit d'embanniser, et fixent les peines et les droits de saisie.⁸

La communauté d'Hérémence, dans ses statuts de 1490, arrête des mesures au sujet du parcours du gros et du petit bétail et de son commerce.

L'établissement des statuts se généralise dans tout le pays et prend surtout de l'ampleur après l'établissement des **Statuts du pays**, en 1571. Cela vaudra autant pour les pâturages que pour les forêts.

⁴ GREMAUD n° 751.

⁵ Les contrevenants paieront au comte de Savoie 12 deniers pour le gros bétail et 4 deniers pour le petit bétail, ainsi qu'un denier aux gardes.

GREMAUD n° 1111.

⁶ GREMAUD n° 1491.

⁷ Isér., Pg-7.

⁸ Sav., Pg-54.

Nous avons donné, par là, quelques exemples typiques mais nous reviendrons sur d'autres arrêtés lors de la description des relations entre les communautés.

Il s'agit, en principe, d'arrêtés de police réglant l'usage des communaux pour en empêcher l'exploitation abusive : la sauvegarde des intérêts locaux est vitale.

Chaque communauté était divisée en tiers ou en quarts pouvant se donner ses propres statuts lors des assemblées des probes et honnêtes hommes, lesquels, selon la formule usuelle de tels actes : « s'étaient réunis, en vertu d'une assignation à eux faite par leur syndic, au son de la cloche, au lieu et place où ils ont coutume de se réunir pour traiter des affaires de leur communauté, d'en délibérer, consulter, ordonner et exposer de plein gré, sciemment et de leur propre volonté, pour eux et leurs héritiers, pour tous et pour chacun de leurs successeurs, ayant considéré et mûrement pesé et établi avec esprit de sagesse et de droiture de bonnes règles et ont d'un commun accord, après délibération, sanctionné, statué et ordonné les arrêtés ci-après, consignés et écrits pour être observés à perpétuité ».⁹

Dès le XIV^e siècle, la population augmente et le cheptel également ; l'élevage, qui est l'occupation principale, devient si important qu'il faut se procurer de nouveaux pâturages par l'extension des alpages, au besoin sur d'autres communes et même sur d'autres cantons. La lutte pour les **pâturages d'alpage** ne tarde pas à se faire jour : nombreux sont les documents qui nous parlent de litiges entre les communautés voisines, de sentences arbitrales, d'accords, de jugements des tribunaux.

Nombreux aussi sont les arrêtés, statuts, râteaux, renouvelés périodiquement : l'usage satisfaisant des pâturages et alpes ne peut se faire que sur la base de réglementations définissant l'exercice ordonné de leurs droits par les intéressés.

Les règlements fixent les jours de l'inalpe et de la désalpe, les chemins à suivre pour la montée et l'heure et la place du rassemblement.

Aucun consort ne pourra désalper ses bestiaux avant la date fixée par le Conseil communal ou les procureurs.

Il est défendu d'alper plus de têtes de bétail que son propre fonds ne peut en porter, d'alper une vache louée ou achetée en vue de l'inalper ; personne ne pourra donc investir plus qu'il n'a de droit de fonds et celui qui aura plus de mesures de lait qu'il n'a de fonds devra descendre les vaches en trop.

Celui qui a trop d'herbe doit l'admodier au premier consort qui la demande et, s'il ne peut pas la louer, ils sera indemnisé par les procureurs.

Celui qui n'a pas assez d'herbage sur la montagne dont il est consort peut être appelé à payer une taxe par vache.

Nombreuses sont les dispositions qui se réfèrent à l'alpation des vaches, génisses, veaux, porcs, moutons : les vaches sont classées en vaches à traire (laitières), en vaches sans lait, ou ne donnant pas la mesure prescrite ; les génisses sont classées d'après l'âge ou comme devant mettre bas leur veau à la montagne.

On peut alper un porc ferré en proportion du nombre de vaches alpées, c'est-à-dire du lait de tant de vaches. Il en va de même pour les veaux. Les moutons ont, en général, un espace réservé.

Celui qui arrive le matin avec chevaux ou mulets devra les redescendre le soir, car on ne pourra pas les abandonner de nuit sur les pâturages.

⁹ Cthey, P-1.

L'administration de l'alpage, l'organisation du travail, les taxes à payer pour chaque sorte de bétail figurent dans les statuts. Chaque allodiateur est tenu aux charges et aux «manœuvres» ou corvées de la montagne en proportion de ses droits et chacun peut être appelé à faire une manœuvre, par exemple à la Saint-Jean.

On doit conduire à la «remointze» une charge de bois par vache à lait et, pour trois porcs, une charge de litière.

On est en outre tenu aux fournitures pour l'entretien des domestiques.

Aussi, chaque alpateur doit se rendre à l'alpage le jour de «chevuaz» et de mesurage du lait.

Il y a encore le «poyazo», c'est-à-dire le contrôle des fonds en jouissance et le recensement du bétail alpe.

Quelques récompenses attendent les consorts à la mi-été, lorsqu'ils ont droit, à titre «d'arpiezoz», à une ration de fromage, de beurre et de crème, et lors de l'assemblée générale, quand les procureurs distribuent fromage, pain et vin.

Les amendes prévues en cas de contraventions aux arrêtés sont fixées en détail ; il se peut que le contrevenant soit obligé de séparer son lait d'avec les autres consorts et de le fructifier à titre personnel.

Les statuts fixent les conditions de base pour être admis comme consort ou allodiateur, l'unité donnant le droit d'alper une vache, ainsi que les obligations à remplir pour être admis dans la société. Les modalités de vente et d'échange des droits de fonds sont également prescrites.

La jouissance des alpages communaux est subordonnée d'abord à la condition de bourgeois.

Dans un grand nombre de cas, les statuts devaient être approuvés par l'évêque, lequel réservait les droits de sa mense auxquels les statuts en question ne devaient en rien déroger.

L'utilisation des communaux dits aussi «bans» ou «mayens-hauts», est liée aux pâturages d'alpage ; nous y reviendrons dans la description particulière des différentes communes.

Il existe une grande variété dans les coutumes et statuts d'alpages ; une étude approfondie sur les anciens usages, les notions de droit et leur terminologie ne manquerait pas d'intérêt.

Le transfert ou l'aliénation des droits d'alpage est également réglementé.

A ce titre, les plus vieux statuts connus et qui concernent l'alpage de l'Egina, méritent d'être cités :

Ils datent de 1240 ; les hommes de Reckingen et d'Ulrichen établissent que personne ne peut vendre ou aliéner des droits sans le consentement de tous les consorts.¹⁰

La commune de Binn suivra cet exemple, en 1429, lorsque le juge de la vallée et 34 hommes, réunis au cimetière, décident, au nom de la communauté, des règles relatives à l'aliénation de leurs droits.¹¹

Les statuts de **la communauté de Riddes**, de 1544, contiennent, entre autres, la défense faite à chacun de vendre, d'échanger, d'aliéner ses biens propres, sis sur

¹⁰ GREMAUD n° 2170.

¹¹ GREMAUD n° 2798.

le territoire de Riddes, à des étrangers et de vendre aux gens d'Isérables foin, regain et paille. On doit vendre exclusivement aux hommes de la communauté.¹²

Quant aux alpages, les hommes de la commune de Riddes ont fixé, en 1610, les règles à observer pour toujours sous peine d'être exclu de la communauté :

Aucun consort des montagnes de Chassoure et des Etablons, rière Riddes, ne peut vendre ou aliéner à un non-consort son droit d'alpage, sous peine de perte du droit de communier ; s'il veut le vendre, il doit le proposer aux consorts ou à un communier : si ceux-ci le refusent, il doit le proposer aux criées, trois dimanches de suite et il doit alors le remettre au plus offrant ; si on ne peut s'entendre sur le prix, il faut le faire taxer par la justice.

Suivent les conditions d'hivernage du bétail à alper.

Il ressort de ces arrêtés que, jusqu'alors, les hommes avaient, pour le bien et l'utilité de toute la communauté, établi certaines lois et restrictions à la vente, l'échange ou l'aliénation des biens sis sur la métralie de Riddes.

On recourt à l'autorité pour faire observer lesdites lois et supprimer les abus découlant de l'introduction de nouveaux allodiateurs qui chargent exagérément la montagne : c'est ainsi que la Diète, dans sa session de mai 1647, confirme et homologue ces arrêtés qui datent en partie déjà de 1544, 1610 et 1623.

Une autre sentence suprême, de 1653, confirme la précédente et stipule que les consorts des alpages de Riddes ne peuvent alper plus d'une vache pour 4 cuillerées, vu que diverses personnes aliènent leur droit d'alpage au détriment de cette montagne.

Par la suite, les ratements sont renouvelés à intervalles réguliers ; ils fixent le nombre de vaches pouvant alper sur chaque alpage, soit 96 vaches sur Chassoure et 108 sur Etablons, ce qui représente respectivement 16 et 18 «fromages d'alpage».

Le conseil communal est chargé de faire observer le règlement.

La commune de Riddes a augmenté, par des achats au cours des années, ses fonds de montagne qu'elle met annuellement en location.¹³ En 1799, elle donne en partage à chaque communier domicilié, entre autres : 2 cuillerées de montagne (une de chaque alpage). A partir de 1840, elle acquiert nombre de cuillerées sur les deux alpages.

Le statut de 1581 des 5 montagnes d'Ayent-Arbaz, à savoir, Ravin, Duez, Serin, *Zaland* et Combaz d'Arbaz, dit que celui qui veut se défaire d'un droit de montagne doit le vendre à un consort après l'avoir fait annoncer trois dimanches de suite ; si personne ne se présente, il peut le vendre où il veut.¹⁴

En 1621, Arbaz-Ayent décide que les biens de la commune ne peuvent aller à un étranger.¹⁵

Aucun communier des Deux-Tiers d'Ayent n'est autorisé à vendre sa portion de fonds de montagne en Ravin, Serin ou *Zaland*, si ce n'est à ceux qui ont part à la bourse commune d'Ayent.¹⁶

La commune d'Arbaz avait pris, en 1657, des dispositions analogues.

¹² Riddes, S-23.

¹³ Isér., P-676, 172, 106.

¹⁴ Ay., L-6.

¹⁵ Ay-154.

¹⁶ Ay., b-1077/1681.

Grimisuat, dans son arrêté de 1578 concernant l'alpage de Singlinaz, défend l'aliénation hors de la communauté (que ce soit à un étranger ou à un habitant) d'une part d'alpage ou de mayen.

La part d'un homme sans héritier revient à un consort ou alors à la communauté. Et la fille qui épouse un non-communier perd ses droits aux biens communaux et ne peut hériter des droits à l'alpage.¹⁷

Les statuts de 1693 de la commune de Grimisuat prescrivent que lors d'une vente de biens, ceux-ci doivent d'abord être offerts aux parents ou aux autres communiens.¹⁸

Quant aux alpages de Conthey, citons l'arrêté de 1520 relatif aux alpages de *Chevelly* et de *Geneschyr* (Genevroz) où il est dit que personne ne pourra vendre son fonds ou partie à quiconque, si ce n'est aux allodiateurs et qu'on ne pourra louer qu'à un consort, et non à d'autres, si on a plus de fonds que le nécessaire ; et si on ne trouve pas à qui admodier, les consorts devront payer l'indemnité fixée sur le revenu général de la montagne.¹⁹

Divers arrêtés de **la commune de Savièse** préviennent la vente, la cession, l'aliénation, d'une façon quelconque, à un étranger qui ne participe pas aux biens communaux, des droits sur les montagnes et mayens.

La fille qui épousera un étranger à la commune sera privée de toute participation aux droits communaux.²⁰

Pour ce qui est des herbages sis sur le territoire de l'actuel canton de Berne, Savièse fait approuver par l'évêque, en 1749, encore, son règlement qui stipule que les filles mariées hors de la commune sont privées de leur droit d'herbage sur la région ; les autres frères et sœurs, mariés dans la commune de Savièse, doivent reprendre ses droits.

La même loi vaut pour les hommes qui se marient en dehors de la commune ou qui quittent la communauté de Savièse pour demeurer ailleurs : s'ils n'y a pas de frères et sœurs, ce sont les plus proches parents qui doivent reprendre la part.²¹

Au XVII^e siècle, les statuts de **Mage** (Mase) prévoyaient que les filles qui se mariaient hors de la commune et les hommes qui épousaient des femmes originaires d'au-delà de l'eau de *Magnyz*, perdaient leur droit de communier.

En revanche, les hommes d'Hérens (Saint-Martin) épousant des femmes de *Mage* étaient reçus.²²

Dans les arrêtés de la montagne de Miribel (Mérivé), rière la commune d'Hérémente, il est spécifié qu'il est défendu d'aliéner du fonds de la montagne à quelqu'un qui n'est pas consort, sans l'avoir au préalable offert aux consorts.²³

Le règlement de **la montagne de Tortin**, de 1654, prévoit que personne, désormais, n'use d'un autre droit que du droit héréditaire pour devenir allodiateur.²⁴

La liste des exemples pourrait être allongée encore ; mais ceux-ci prouvent suffisamment l'importance attachée aux pâturages et à la protection des biens communs : il fallait surtout éviter que des droits d'alpage ou d'herbage tombent aux mains de non-communiens et d'étrangers.

¹⁷ Grim., D-13 et B-7.

¹⁸ Grim., B-10.

¹⁹ Cthey, G-12^{bis}

²⁰ Sav., livre 7.

²¹ Sav., livre 7.

²² Bram., P-2.

²³ Vex, P-345.

²⁴ Ndz, Pg-67.

Droits d'alpage et redevances féodales

Examinons l'**organisation pastorale communautaire**, telle qu'elle ressort des premiers documents et comment elle s'est maintenue à travers les siècles.

On trouve dès le XIII^e siècle des associations au sein des communautés rurales ou des consortages indépendants jouissant de possessions communes moyennant paiement de redevances au seigneur souverain ou féodal.

La propriété des alpages et pâturages s'est développée dans **deux directions principales**.

A l'origine, chaque habitant d'un village pouvait user du pâturage communautaire selon ses besoins.

L'ancienne communauté des usagers ou des habitants d'un village se transforme par la suite en une communauté des bourgeois, basée sur le système égalitaire, répartissant le bétail sur les alpages de la bourgeoisie. Ce droit de jouissance est inaliénable.

Tel était le cas, par exemple, à Ayent-Arbaz où, au départ, chaque bourgeois pouvait alper selon ses besoins et autant de têtes de bétail qu'il en pouvait hiverner.

Les membres de la bourgeoisie alpent toujours sur le même pâturage ont formé petit à petit une communauté d'alpents avec partage des droits et formant ainsi un consortage qui fixe les conditions donnant le droit d'alper. Bruttin²⁵ les appelle consortages d'usagers mais qui ne sont pas propriétaires du fonds.

Les bourgeois se réunissant ensuite en consortages géraient l'alpage par l'entremise de procureurs; ce qui n'empêchait pas la bourgeoisie d'exercer une influence tout de même importante: son conseil fixait l'ouverture du parcours des bans, c'est-à-dire des terrains bourgeoisiaux appelés aussi mayens-hauts, l'inalpe et la désalpe du bétail.

La bourgeoisie participait aux frais de la construction des abris, des chemins, des conduites d'eau et cédait le bois nécessaire à l'exploitation de l'alpage.

Citons comme autre exemple Savièse où s'est pratiquée la répartition des divers alpages de la bourgeoisie entre les bourgeois réunis également en consortage. Mais le fonds bourgeoisial s'est maintenu.

A la suite de diverses transactions, comme nous le verrons aussi à propos des servitudes, les alpages sont devenus, dans bien des cas, propriété exclusive des consortages (par partages, attributions, abandons, ventes).

Revenons au point de départ, à savoir la cession des pâturages par le seigneur aux hommes qui dépendent de lui. Les exemples à ce sujet ne manquent pas:

Ainsi, les hommes de Granges et d'Ayent passent, en 1257, un accord avec leurs seigneurs au sujet de l'usage des pâturages situés des deux côtés de la *Rière*.²⁶

²⁵ E. BRUTTIN, *Essai sur le statut juridique des consortages d'alpages valaisans*, Sion 1931, et *Origine et organisation des consortages*, Sion 1931.

²⁶ GREMAUD n° 641.

Noble Rodolphe d'Ayent, donzel, vend, en 1285, la moitié de l'alpe de la Chisereta au métral de la Place d'Ayent, et en 1295, la seconde moitié, moyennant les redevances.²⁷

Pierre de Rarogne, seigneur d'Anniviers, amodie en 1406, au nom de l'évêque, l'alpe de Ravin aux frères Salteri de Grimisuat.²⁸

Jean de Cervent, seigneur de Conthey, ayant des droits dans la contrée d'Ayent, alberge, en 1425, à un certain Martin Albi, chevalier de Saxonne, représentant de la paroisse d'Ayent, l'alpage inférieur de Ravin avec tous les accessoires sauf la grande chaudière. L'évêque confirme l'acte et se réserve une redevance annuelle d'un chapon à la Saint-Martin.

Ainsi, la montagne passe aux gens d'Ayent.²⁹

En 1302, lors du renouvellement des franchises de Conthey par le comte de Savoie, il est précisé que les procureurs et syndics de la communauté auront la faculté de disposer des pâturages, des forêts et d'autres biens communs à l'intention des ayants-droit, sous la direction du châtelain.³⁰

Les consorts de l'alpage de Larsey reconnaissent, en 1465, tenir en fief les biens des nobles de Cervent. Ensuite c'est la bourgeoisie de Sion qui a acquis par des héritiers des de Cervent les droits sur la montagne ;

les procureurs reconnaissent, en 1627, en faveur des illustres et nobles bourgeois de Sion, devoir, pour 2 «huytans» d'alpage :

— 1 obole avec pogésie³¹ mauricoise de servis, annuellement à la Saint-Martin

— 1 denier avec une obole mauricoise de plaît.

Cette reconnaissance a été renouvelée, en 1710, dans les mains du capitaine du gouverneur de Saint-Maurice, commissaire pour le renouvellement des extentes de reconnaissances.³²

Après 1475, on trouve les actes de ratement pour tous les alpages conthey-sans.

Les redevances du pays sujet passeront aux seigneurs Patriotes.

En 1699, une reconnaissance est faite par les consorts des montagnes de Genevroz, Osé et *Chevelly* en faveur des Patriotes pour 2 «huytans» et devoir ainsi 11 sols mauricois, soit 4 deniers avec 1/2 pogésie mauricoise, annuellement à la Saint-Martin.³³

Au système d'égalité des droits de chacun a dû se substituer la **notion du nombre de droits** au moment où les alpages ne suffisaient plus aux besoins de tous.

Nous constatons qu'**au XIII^e siècle, des alpages sont déjà partagés entre un certain nombre d'usagers** qui possèdent des parts aliénables et héréditaires. De nombreux documents attestent de cette division des alpages en parts mais ils ne laissent pas apparaître clairement l'origine de ces consortages ou les conditions qui

²⁷ GREMAUD n° 930 et 1068. La Chisereta était donc un fief des seigneurs de Granges ; la partie supérieure et inférieure de l'alpe de Serin, par contre, faisait partie de la mense épiscopale.

²⁸ GREMAUD n° 2571.

²⁹ Ay-6.

³⁰ A. HEUSLER, *Rechtsquellen des Kantons Wallis*, Basel, 1890, (cité HEUSLER), n° 559.

³¹ Petite pièce de monnaie, fraction de l'obole.

³² Cthey, D-21.

³³ Cthey, D-25^{bis}.

ont amené à leur constitution. Il peut y avoir une raison économique exigeant la restriction des droits d'alper, ou des circonstances d'ordre politique. Citons quelques exemples de cette répartition en parts :

Un acte de 1238 mentionne la donation en fief, par Jean de Cerise à Aymon de Venthône, doyen de Sion, de 3 parts de l'alpe de *Lautaret* (Altaret) moyennant la somme de 53 sous, plus 2 sous et 3 deniers de plaît et 4 deniers de servis à payer les années d'estivage du bétail et se réservant les fromages. En 1239, on lui vend le quart de ladite alpe.³⁴

En 1286, Pierre de Raffort de Chamoson vend à Etienne du Larsey et à ses frères un « dozan d'aisseman » dans la montagne de *Challand*.³⁵

Pierre Fontana vend, en 1309, à Nantelme d'Ayent 3 quarterons d'aisseman avec tous les droits à l'alpe de *Serein* près de Duez.³⁶

De 1264 date l'acte par lequel vente est faite à Nicolas de Grimsuat, chanoine de Sion de 1 « oyttan » à l'alpage de Tracui dans le vallon de Réchy.³⁷

En 1442, on trouve l'alpage de *Tracuyt* sur Nendaz dans les mains de particuliers de Nendaz qui en vendent 3 seysans à la communauté d'Isérables.³⁸

Des hommes de la communauté d'Ardon sont seigneurs de tous les « arpagia » des montagnes d'*Enion* et de *Chan*, ce qui ressort d'un document de 1575.³⁹

Des documents, de 1461 et 1482, nous apprennent que la montagne de *Veruyt* et de Motellon est aux mains des gens de *Herdes*, lesquels reconnaissent la tenir en fief des Messieurs d'Arbignon et de Collombey auxquels ils doivent les redevances annuelles et le plaît.⁴⁰

Les alpages de la vallée d'Hérémente, à savoir Mandelon, Novelley, Essertze, Orchéraz, Allèves, Métail, apparaissent au XV^e siècle comme propriétés de consortages payant une redevance à leur seigneur.⁴¹ En 1535, les hommes d'Hérémente, à l'instance des commissaires aux extentes des Patriotes, reconnaissent tenir d'eux l'usage de leurs pâturages, forêts, eaux, alpages, et tous autres droits.⁴²

Les alpages des communes de la rive droite de la Borgne ont suivi divers cheminements.

Si ceux de Nax et Vernamiège sont restés alpages bourgeoisiaux, ceux de *Mage*, propriétés de consortages, les montagnes de Saint-Martin et d'Evolène en sont venues à un statut de consortage avec droits de fonds après de longues procédures entamées dès la fin du XVIII^e siècle entre les communes et les consorts au sujet de la jouissance des pâturages de montagne par les communiers au printemps et en automne. Nous y reviendrons lorsque nous traiterons des communes.

Les alpages sur Nendaz sont des montagnes de consortages.

³⁴ GREMAUD n° 430 + 436.

³⁵ GREMAUD n° 947.

³⁶ GREMAUD n° 1304.

³⁷ GREMAUD n° 706.

³⁸ NdZ, Pg-19.

³⁹ Ardon, Pg-41.

⁴⁰ Ardon, P-2.

⁴¹ A. GASPOZ, J.-E. TAMINI, *Essai d'histoire de la vallée d'Hérens*, St-Maurice, 1935.

⁴² Hér., PG-14.

Les bourgeoisies d'Isérables et de Saxon sont propriétaires des alpages.

Les deux alpages sur Riddes, Chassoure et Etablons, appartiennent à des consortages. La Bourgeoisie de Riddes y possède des parts.

A Conthey, les alpages se sont développés en alpages de consortages indépendants de la bourgeoisie.

Pourtant, en 1825, le Conseil communal de Conthey fait une proposition pour la rédemption des huit montagnes afin de les rendre communes et de mettre fin à des difficultés; les villages rejettent cette motion malgré qu'il y avait difficulté d'alper tout le bétail par manque de fonds ce qui provoquait une surcharge des montagnes.

En 1838, le Conseil communal arrête que chaque alpage doit recevoir le nombre de vaches qui lui est déterminé de sorte que tous les communiens puissent alper toutes leurs vaches en observant la proportion juste de chaque montagne. Pour chaque vache qui n'a pas de fonds il sera payé, suivant les montagnes, 15 à 25 batz au procureur respectif.

Une commission est chargée de la répartition du nombre des vaches que chaque montagne doit recevoir.

Des particuliers interviennent à nouveau, en 1839, auprès du Conseil communal pour faire opérer le partage des montagnes qui peut également représenter un avantage par rapport aux bois dont la commune ressent une grande pénurie. Mais les alpages resteront aux consortages.⁴³

Les consorts des alpages sur Ayent et Arbaz sont devenus également propriétaires du fonds à la suite de transactions avec les communes, aux XIX^e et XX^e siècles. Nous y reviendrons aussi.

Dans d'autres cas, les alpages sont allés à la bourgeoisie par l'achat de droits (Chamoson, Ardon, Isérables, Arbaz/Métal).

La **charge totale d'un alpage** a pu être fixée par l'expérience acquise et transmise. La chaudière complète représentait l'ensemble des droits d'alpage; la jouissance a été liée à un droit de fonds dit aussi d'éychimen (aisseman), de vache ou d'herbage.

Le nombre d'unités pour alper une vache varie d'un alpage à l'autre.

La cuillerée est la plus petite unité pour représenter un droit de fonds ou la part de l'ensemble des droits (1 cuillerée d'herbage). Le droit s'exprimait anciennement en **unités de produit** voire en cuillerées, celles-ci pouvant être groupées en quartan, huitan, eytan, dozan ou seizan, et également en fromages, en «pastor alpis» ou berger.

De nos jours, la notion du droit d'alpage n'est plus liée à l'unité de produit.

Mentionnons encore quelques exemples d'alpages bourgeoisiaux et de consortages où les **seigneurs ecclésiastiques faisaient valoir leurs droits seigneuriaux**. Les droits de l'évêque sont reconnus à maintes reprises.

Un document de 1206, nous apprend que l'évêque Landri donne en fief le fumier de **l'Alpe Nouvelle** dans le val d'Anniviers.⁴⁴

Les hommes d'Arbaz reconnaissent la juridiction de l'évêque et de sa mense épiscopale sur leurs pâturages.⁴⁵ L'évêque, héritier des biens de la Tour,

⁴³ Cthey, G-4 + 5.

⁴⁴ GREMAUD n° 416.

⁴⁵ Arbaz, SPg-2.

confirme, en 1377, entre autres, la concession par les frères Antoine et Jean de la Tour de **l'alpe de Ravin** à Rolet de Chantonay, lequel prête ensuite hommage à l'évêque.⁴⁶

L'évêque Landri donne en fief, en 1228, les deux tiers de **l'alpe de la Nouvelle Chiseria** à Pierre de Pré et à ses confrères moyennant redevances fixées.⁴⁷

Par acte de 1231, l'évêque Landri donne en fief **l'alpe de Leytron** à Henri de Vions et à ses consorts pour 3 sols de servis annuel à la Saint-Martin et 10 sols de plaît.⁴⁸

Le major de Vernamiège reconnaît, en 1339, tenir en fief de l'évêque tout **l'alpage de l'Arpetta** situé sur le mont de *Mage* pour lequel il lui doit une redevance, tandis que le major de Vex⁴⁹ tient **l'alpe de Miribel** en fief du Chapitre.⁵⁰

L'alpage d'Arpetta est ensuite tenu en fief par les consorts qui le reconnaissent d'abord entre les mains du métral du Chapitre (propriétaire dès le XI^e siècle) et plus tard entre les mains du major épiscopal.

On a conservé des reconnaissances de 1650, 1725 et 1771. L'office de la majorie est vendu, en 1652, aux communes de Nax et Vernamiège. Nous verrons aussi que la commune de *Mage* avait été privée de la judicature sur l'alpe de l'Arpetta et qu'elle sera réintégrée dans son office, en 1780. Elle rachètera ensuite les 3 sous mauriçois de servis annuel auprès des communes.⁵¹

Dès 1231, la major épiscopal de Suen tient de l'évêque la tour d'Eison, et du Chapitre **l'alpe d'Eison**. Il prête, en 1307, hommage au Chapitre pour la métairie d'Hérens et un cop d'aisseman à l'alpe d'Eison. Il peut recevoir les clames et imposer les bans. En 1342, il prête hommage à l'évêque et reconnaît tenir en fief l'office de major et, outre la tour d'Eison, divers biens et un moulin, et devoir 12 deniers de servis et 10 sols de plaît.⁵²

L'évêque Edouard de Savoie proclame, en 1381, qu'aucun étranger n'a le droit de faire paître les animaux sur les terres d'Hérens (Evolène et Saint-Martin) sous peine de 60 sols d'amende et 4 livres mauriçoises à payer à la mense épiscopale.⁵³

L'évêque édicte, en 1612, deux ordonnances concernant les pâturages de Vernamiège et de Nax :

- la première défend d'user des pâturages communaux sans sa permission ;
- la seconde ordonne de payer les redevances avant les récoltes de l'année suivante.⁵⁴

En 1652, l'évêque décrète :

- qu'on ne pourra jouir des biens communaux sans avoir l'autorisation de la communauté et

⁴⁶ GREMAUD n° 2232.

⁴⁷ GREMAUD n° 351.

⁴⁸ GREMAUD n° 374.

⁴⁹ Les deux majories ont été, pendant un certain temps au XVI^e siècle, tenues par le major de Vernamiège-Nax.

⁵⁰ GREMAUD n° 856 + 1787.

⁵¹ Mase, Pg-50 et P-39.

⁵² GREMAUD n° 1254 + 1285.

⁵³ Evol., Pg-3.

⁵⁴ Vern., P-18.

— qu'à l'avenir on ne pourra récolter aucun grain si l'on n'a pas payé la dîme dont est grevé le champ.⁵⁵

Les nobles d'Anniviers — à partir de 1351: les Tavelli de Granges — tenaient en fief de l'évêque l'**alpage du Larduzan** (sur Grône et Nax) ainsi que la partie inférieure de l'**alpage du Gothier**. Cette dernière partie, inféodée auparavant à un certain Jean Chambaz de Grône, a été cédée à la commune de Nax, en 1309, par les seigneurs d'Anniviers.

En 1338, noble Jean, seigneur d'Anniviers, vend à perpétuité à la commune de Nax, l'investiture de 3 «bergers» à la montagne du *Gothier* inférieur, avec tous les droits de pâturage et dépendances ainsi que l'eau descendant de la montagne jusqu'à Grône.⁵⁶

Les gens de Grône contestent ensuite les droits de Nax sur l'alpe inférieure. L'affaire ira jusque devant l'évêque.

Néanmoins les hommes de Nax arrêtent, en 1569, les conditions pour alper les animaux à *Gauthier*, à savoir:

- de posséder une demi-fauchée de pré ou bien paternel ou maternel;
- d'avoir été requis pour les corvées; la personne qui ne l'a pas été pendant 30 ans continus sera exclue de la communauté.⁵⁷ En 1698, les procureurs demandent à l'évêque de mettre la commune en pleine possession de l'alpe. L'évêque publie les mandats de barre; ne rencontrant aucune opposition, il décrète l'investiture en faveur de Nax.⁵⁸

Quant à l'alpage du Larduzan (Haut-Champ), il est vendu avec tous les droits et dépendances, en 1603, avec la seigneurie de Granges, à la bourgeoisie de Sion.

En 1841 sont vendus aux communes de Nax et de Grône, à parts égales, des droits de vache et des fiefs-plans par un certain Nicolas Roten de Sion, au nom de l'hoirie J.-E. de Riedmatten, bourgmestre de Sion, et par l'hoirie Antoine de Lavallaz, soit le droit de 22 vaches avec droits des fiefs-plans consistant en 6 sous et 6 deniers maurïçois de rente annuelle plus la traite de toutes les vaches pendant 3 jours et demi, soit 7 «soyes» ou tirées, plus les droits aux 2 émines avec la demi-part au droit d'y alper 5 poulains et 5 génisses, avec toutes les charges, droits et honneurs, conformément aux usages pratiqués alors et selon ratement de 1780. Le prix est de 700 écus bons, à partager entre les deux communes.

Plus tard, soit en 1866, une convention est passée pour le rachat des droits seigneuriaux entre les consorts, d'une part, et les bourgeoisies de Grône et de Nax et les co-seigneurs de Sion, d'autre part.⁵⁹

Les dizains vendent, en 1418, pour 105 livres maurïçoises, à 20 hommes de Grimisuat une montagne dévolue aux communautés des dizains, jadis propriété de Guichard de Rarogne, appelée **alpe du Ravin**, située sur le territoire d'Ayent, près de *Mondralesse*, au levant, qui est une montagne de ceux de Lens, près de la montagne de *Serein* et les *Trovers*, au couchant, et qui va de l'eau de la *Ryey*

⁵⁵ Vern., Pg-68.

⁵⁶ Nax, Pg-14.

⁵⁷ Nax, Pg-111.

⁵⁸ Nax, Pg-214; Vern., P-6.

⁵⁹ Nax, P-119 +172. Voir aussi sous Vernamiège.

(Rière) jusqu'aux rochers des terres de Sibental au nord. Une demi-livre de poivre et autres redevances d'usage restaient dues à la mense épiscopale.⁶⁰

En 1726, Joseph Albi se reconnaît homme-lige de la mense épiscopale pour la montagne du Ravin qu'il a reçue en fief. Il paie une sufferte annuelle d'un chapon et un sérac.⁶¹

L'évêque lance, en 1742, un mandat au sujet de l'alpe du Ravin, par lequel il intime à tous ceux qui ont des droits d'alpage à Ravin de se réunir à la maison communale pour traiter des affaires dudit alpage.⁶²

L'évêque a, sur la moitié supérieure de l'**alpage de Duez**, une double rente : d'une part, 18 deniers (l'équivalent à des ménaydes) perçus tous les 4 ans et, d'autre part, la moitié de 2 deniers, pour les bergers occupés à faire la feuille, à conduire et reconduire les chèvres à Anzère. Il vend en 1591 ses droits de ménaydes et la moitié de 2 deniers aux allodiateurs de la montagne pour le prix de 60 livres mauriçoises.⁶³

Quand, en 1442, la commune d'Isérables avait acheté de quelques hommes de Nendaz, une certaine part des droits, soit 3 sayzains, sur l'alpe de **Tracuit** et **Dzerjounaz**, elle avait pris à sa charge les redevances en faveur du prieuré de Saint-Pierre-de-Clages, dont relevait l'alpe de Dzerjounaz.⁶⁴

Un acte de reconnaissance de cet alpage est fait par Isérables, en 1570, avec le vidomne de Martigny, Jean de Monthéolo, envers le prieur de Saint-Pierre-de-Clages. Les précédentes reconnaissances avaient été faites, en 1468 et en 1515.

Elles se répèteront encore, en 1608 et 1680, devant les commissaires de l'Eglise de Sion représentant ledit prieuré.

En 1742, le prieuré dépendra de l'Eglise de Sion.

Le servis annuel pour l'objet reconnu était de 4 deniers mauriçois et le plaît, au changement de seigneur, de deux parties de 20 deniers mauriçois. Le seigneur devait 1 denier et la commune 3 des 4 deniers.⁶⁵

La commune d'Isérables prenait également à sa charge les redevances en faveur :

- de l'hôpital Saint-Jacques de Saint-Maurice⁶⁶,
- du duc de Savoie, suzerain du mandement de Conthey-Nendaz.

Les alpages de Tortin et Cleuson devaient, à partir de 1257, à la maison de Vétroz de l'Abbaye de Saint-Maurice, le lait de deux jours. Cette dernière a conservé ce droit jusqu'en 1844.⁶⁷

⁶⁰ GREMAUD n° 2675.

⁶¹ Ay., b-43.

⁶² Arbaz, SP-276.

⁶³ Ay-117.

⁶⁴ Isér., Pg-14.

⁶⁵ Isér., P-110 + 128 + 161 + 39.

⁶⁶ Cela s'explique par un document de 985; par cet acte, Conrad le Pacifique, roi de Bourgogne, inféode en faveur de l'hôpital de Saint-Maurice à un certain Erembert et à son fils, un mas dans la villa de Nendaz moyennant un cens de 12 deniers. En échange, Erembert donne à l'hôpital un pré et un champ qu'il possède à Nendaz et qu'il reprend en fief. A leur mort, les propriétés retournent à l'hôpital (GREMAUD n° 67).

⁶⁷ Voir la reconnaissance des procureurs et consorts de l'alpage de Tortin au profit de l'abbaye de Saint-Maurice en 1598. (Ndz., P-41.)

Au sujet des droits sur cet alpage, il y a un différend entre la maison de Vétroz et le curé de Nendaz, qui se liquide par une sentence de l'évêque, en 1624: la cure prendra un fromage à son choix.⁶⁸

Les consorts renouvellent, en 1781, à l'Abbaye de Saint-Maurice les reconnaissances de 1722, 1624, 1575:

ils confessent tenir en fief perpétuel les 12 fauchées de pré en mayen, près de la Printze, pour lesquelles ils doivent payer annuellement 12 deniers mauriçois de servis, ou un fromage équivalent lors de l'élection de l'abbé, et 2 sous et demi de plaît.⁶⁹ Ils reconnaissent en outre que l'abbé peut retirer, comme alpage, durant 2 jours entiers, le lait sur Tortin la Plana, à savoir le lendemain du jour où l'on mesure le lait et à la Saint-Jacques [25 juillet]. Le curé de Nendaz se réserve son droit sur un fromage fait de ce lait, à son choix, qui est partagé en deux parts dont une va à l'abbé. D'autre part, un tiers va au curé et deux tiers à des consorts participants qui tiennent un nombre précis de cuillerées indivises.

Le procureur, lui, reconnaît tenir en fief de l'Abbaye 2 eytans et demi à Tortin-Plana et 11 fauchées de pré commun moyennant des redevances à l'abbé, soit 8 deniers mauriçois de servis annuel et 4 sous de plaît.⁷⁰

En 1834, certains particuliers cèdent au procureur de la montagne pour les consorts tous les droits qu'ils retirent en vertu de la reconnaissance de 1781 de la royale Abbaye, à l'exception du droit de l'Abbaye et de la cure de Nendaz.⁷¹ Les consorts rachèteront, en 1844, les droits de lait et de fromage de l'Abbaye.⁷²

Le bénéfice paroissial de Saint-Séverin avait un droit immémorial d'alper son bétail alternativement dans **les montagnes de Flor, Eyroz, Larsey** ainsi que dans celles de **Cheville, Vosé et Lodzoz** (val de Triqueux). En 1906, les alpages rachètent ce droit moyennant Fr. 300.— par alpage.⁷³

En 1551, il y avait difficulté entre les procureurs de **l'alpage d'Antagnet** (Dorbon) et le curé d'Ardon. L'évêque mande au curé de Conthey de barrer la moitié d'un droit sur ledit alpage faute de paiement d'un fromage de 12 livres dû à la cure d'Ardon et pour défaut de reconnaissance; le litige durera plusieurs années. La sentence favorable au curé d'Ardon sera même portée en appel devant la Diète, en 1571.⁷⁴

La séparation définitive des montagnes d'Ardon et de Dorbon se réalise, en 1575. Les trois montagnes des consorts d'Ardon deviennent bourgeoisiales. Les hommes de la communauté d'Ardon reconnaissent, en 1581 et en 1649, tenir en fief-lige de la mense épiscopale les biens en l'alpe d'Enzon avec les droits inhérents exprimés en «pastores alpis», en fractions de ceux-ci et en quartan; et de même à l'alpe de Champ. Ils doivent les redevances annuelles et le plaît.⁷⁵

L'affaire des fromages dus au bénéfice de la cure d'Ardon revient sur le tapis, en 1857, lorsque le curé d'Ardon comparaît devant le juge instructeur du tribunal de Conthey avec son avocat pour procéder contre la commune d'Ardon.

⁶⁸ Ndz, P-42.

⁶⁹ Ndz, P-84.

⁷⁰ Ndz, P-84.

⁷¹ Ndz, P-248.

⁷² Ndz, P-269.

⁷³ Cthey, C-13/1.

⁷⁴ Ardon, P-16 + 17 + 30 + 31.

⁷⁵ Ardon, P-67. Il ne nous a pas été possible de déterminer la valeur de l'unité que représente un «berger» ou «pastor».

Le curé produit les titres concernant les visites épiscopales de 1737, 1766, 1776 et 1812, qui doivent prouver le droit aux deux fromages dont un d'Enzon et l'autre de Veruyt, le jour de la fête de Saint-Antoine ; un interrogatoire des témoins a lieu, dont il résulte que les deux fromages étaient fournis comme offrande pour la bénédiction des alpages.

Après la séparation des paroisses d'Ardon et de Chamoson, deux fromages de 20 livres chaque étaient offerts par les deux alpages de Chamoson.⁷⁶

Le mont de Dyez (Val des Dix) était, comme toute la vallée d'Hérémence, devenu, vers 1130, terre de l'évêque de Sion après avoir appartenu à l'abbaye d'Agaune depuis 515. Le mont comprenait les montagnes de la Barma, de *Lautaret*, de *Lerbousa*, du *Glappey* et de *Seylon* qui s'étendaient depuis le *Chargiour* jusqu'au sommet des monts.

Des familles y ayant des droits apparaissent très tôt.

Ainsi, Jean de Cerise, donne en fief, en 1238, au doyen de Sion, trois parts de l'alpe de *Lautaret* moyennant redevances.

La vallée d'Hérémence passe à la Savoie vers 1230, mais il est fort probable que le mont de *Dyez* est resté sous la juridiction de l'évêque qui l'aura inféodé à son vidomne : en effet, l'office de vidomne de l'évêque a subsisté durant la période savoyarde. Au surplus, le futur évêque⁷⁷, André de Gualdo, donne à cens, en 1429, pour 9 ans, l'alpe de *Dyez* à son familier, Mathias Gobelini, bourgeois de Sion.⁷⁸

Au XVI^e siècle, Peterman de Chevron, en tant que vidomne de Sion, a la juridiction temporelle et le domaine direct du Mont de *Dyez*.⁷⁹

En 1483, il y a procès entre le vidomne et les consorts des cinq alpages du mont de *Dyez*, ces derniers ne voulant plus reconnaître les trois fromages dûs. Le vidomne demande alors à l'évêque d'être réintégré dans ses droits. L'évêque prononce, en 1486, la sentence selon laquelle les droits des Chevron sont reconnus.

En 1559, l'évêque lance un mandat de barre à l'instance de Nicolas de Chevron, vidomne de Sion, contre les consorts de *Seylon* qui doivent payer 3 fromages plus ceux des quatre dernières années. Mais les consorts prétendent sur la base de titres que le vidomne leur doit un pain, 3 chandelles et 4 fichelins d'avoine.

Par sentence arbitrale de 1563, l'évêque décide que les allodiateurs ne donneront que 2 fromages et que, par contre, Nicolas de Chevron sera libéré de ses contributions.⁸⁰

En 1532, Nicolas de Chevron avait vendu à ses censitaires feudataires de la commune d'Hérémence tous les cens, revenus, impôts de fiefs en blé, seigle, froment, orge, fèves ou autres légumes, la haute et la basse juridiction, titres et droits à Hérémence, une dîme du croît de bétail, mais s'était réservé la dîme du mayen et montagne de *Dyez* et la chasse sur cette montagne.⁸¹

⁷⁶ Cham., A-68 ; B-32/5+10+13.

⁷⁷ Il n'est alors que l'administrateur du diocèse de Sion.

⁷⁸ GREMAUD n° 2796.

⁷⁹ GREMAUD n° 2596.

⁸⁰ ABS, 5-22.

⁸¹ Hér., Pg-11 et P-10.

Ensuite, c'est en 1616, que le major d'Hérémence, en tant que seigneur de la haute et basse juridiction du mont de *Dyez* pour feu Nicolas de Chevron, vend aux frères Bournissent d'Hérémence pour les allodiateurs et consorts de la montagne de la Barma, sous juridiction de *Dyez*, tous les droits des Chevron pour alper sur le mont de *Dyez* moyennant 30 livres et 27 gros, avec tous les droits depuis le haut du *Chargyour* (ou torrent de Dessenaz) à la condition d'entretenir les chemins que le vidomme entretenait à raison des alpages.⁸²

En 1636 encore, Hilteprand Waldin, vice-bailli du Valais, lègue par testament à son fils et à ses descendants mâles la juridiction et domaine du mont de *Dyez* avec le droit d'alpage des jeunes chevaux.⁸³

La commune d'Hérémence vend, en 1675, à **l'alpe de la Barma** le territoire de *Motteau* au pied de la cluse qui sépare le Val des Dix du val inférieur, mais se réserve la propriété de la forêt.⁸⁴

Bien plus tard, soit en 1879, l'alpage de la Barma demandera la libération de toutes charges qui pourraient grever la montagne et faire l'objet d'une procédure éditale.

Cette dernière a été introduite par le juge instructeur du district d'Hérens. La commune d'Hérémence consignera le droit de juridiction et de surveillance des bois de haute futaie.

A ce sujet une convention est passée, en 1880, disant que la commune laisse à la montagne les bois qui se trouvent sur le territoire de *Motoc* en ban de réserve. Les consorts se serviront desdits bois autant que faire se pourra, mais la surveillance et juridiction restera à ladite commune.

De leur côté, les consorts des montagnes de *Lutaret-Liapet* et de *Scheillon* prétendent, lors de cette procédure éditale, être libérés de toutes charges concernant les chemins et les ponts dont ils se servent pour traverser la montagne de la Barmaz, d'avoir le droit d'arrêter et de faire paître leurs troupeaux sur la Barmaz le jour de la montée à l'alpage, droits définis dans la transaction du 10 décembre 1879.

Le juge instructeur du district admettra, le 14 juin 1880, la demande en libération de toutes charges pouvant grever la montagne de la Barmaz.⁸⁵

En 1961, le consortage vend à la Société Grande Dixence S.A. l'ensemble de l'alpage avec la région de Motôt. Celle-ci comprend la forêt de mélèzes qui mérite d'être protégée. A la suite de l'intervention du service forestier, Grande Dixence passera, en 1970, avec l'Etat du Valais et la Ligue valaisanne pour la Protection de la Nature, une convention ayant pour but la création d'une réserve de faune et de flore d'une surface d'environ 15 ha.

Dans la même vallée d'Hérémence, le Vénérable Chapitre de Sion avait des droits sur **l'alpe de Miribel et les mayens de Pralong**. Il les inféodait à son major de Vex qui pouvait les alberger à des tiers tout en payant ses redevances au Chapitre.

En 1577, le Chapitre vend aux Patriotes des 7 dizains, dont relevait la commune d'Hérémence, toute la juridiction haute et basse qu'il possédait sur la montagne de *Miribel* et les mayens de Pralong au prix de 80 livres mauriçoises.

⁸² Vex, Pg-182.

⁸³ ABS, 5-22.

⁸⁴ J. E. TAMINI, P. DÉLÈZE, P. DE RIVAZ, *Essai d'histoire du district de Conthey*, Sion 1935.

⁸⁵ Vex, P-139.

Cela mettait également fin aux litiges pour la juridiction, entre les gens d'Héré-mence, sujets des Patriotes, et ceux de Vex, sujets du Chapitre.⁸⁶

L'accord de 1571 sur la juridiction, réserve à Vex l'exercice de droits de garde à *Miribel*. On trouve ainsi dans les arrêtés de ladite montagne de 1788 un article stipulant que le procureur d'alpage est tenu de payer au major de Vex, annuellement, 5 sols de servis et autant à titre de plaît. Le procureur a, par contre, la jouissance de l'herbage pour une vache.⁸⁷

On a procédé ensuite, périodiquement, à des ratements ou reconnaissances des droits de fonds d'alpage tout en renouvelant les arrêtés du consortage et en fixant la part minimale du fonds qu'il faut détenir pour être admis comme allodiateur.

Il ressort d'une supplique que les Saviésans ont adressée, en 1783, à l'évêque et au Vénérable Chapitre, qu'ils leur fournissaient 3 fromages et 3 demi-fromages pour chacune **des montagnes de la Lex, de la Crettaz et de Sous-le-Scex**.⁸⁸

Ils payaient en outre 1 fromage et demi à la garde et une demi-livre de poivre au duc de Savoie pour son droit de seigneur sur la garde des montagnes.

Ce droit de garde fut vendu ensuite aux procureurs des montagnes. Le souverain Etat réclama, après 1476, la demi-livre de poivre pour lesdites montagnes.

L'acheteur de la garde, la famille Bertholet, paya ensuite 80 florins aux Patriotes.

La supplique évoque aussi la **montagne du Senin** qui comprend la vallée du Chatelet jusqu'au Mont du Senin: elle faisait partie de la juridiction du comte de Gruyères et la commune payait annuellement les tributs.

Une transaction entre le comte et les Saviésans avait été passée, en 1379, sous l'arbitrage de Poypon, bailli du Valais, au Pas de Senin (sommet de la vallée du Chatelet) au sujet du parcours et du bois nécessaire pour les alpages et mayens du Chatelet et, en aval de ladite vallée, vers Gessenay, droits dont la commune disposait depuis un temps immémorial, et de la redevance que Savièse payait au comte, à savoir deux muids de vin, mesure de Sion.

Après de longues disputes, on est convenu que les hommes de Savièse payeront annuellement au comte de Gruyères 12 setiers de bon et pur vin du crû de la paroisse de Saint-Germain, payables à Chandolin le jour de la dédicace de l'église de Sion [13 octobre] pour la coupe des bois, pour l'entretien et la construction des chalets et cela selon leurs besoins.⁸⁹

La supplique relève en outre que, uniquement en cas de guerre, les Saviésans doivent cinq fromages pour la garde des bêtes pendant 14 jours dans le vallon du Senin, à laquelle les sires de Gruyères étaient tenus.

La redevance de 12 setiers alla ensuite au gouverneur de l'Etat de Berne; elle était payée au bailli du Gessenay. Savièse s'en était affranchi, en 1637, en payant 400 ducats.

⁸⁶ ACS, Th 57-84^{bis}.

⁸⁷ Vex, P-345.

⁸⁸ Sav., P-125.

⁸⁹ GREMAUD n° 139.

Pour les trois autres alpages cités, ni l'évêque ni le Chapitre n'avaient plus demandé de redevances et tailles depuis la reconnaissance et recouvre de 1581.

Des privilèges, affranchissements ou rachats ont dû intervenir, tenant compte des services rendus par les Saviésans ; ce que la commune ne manque pas de souligner dans sa supplique.

Ainsi, par un choix d'exemples typiques nous avons voulu illustrer les conditions existantes (confirmées par les plus anciens documents connus) dans un domaine qui a profondément marqué la vie économique et sociale durant la période féodale, voire jusqu'au nouveau régime.

Petit à petit, à la suite d'**affranchissements ou de rachats**, les alpages soit bourgeoisiaux, soit de consortages, ont pu se libérer de tous les droits seigneuriaux.

On peut conclure que le droit de jouissance des alpages est allé dans deux directions principales :

1. **Vers un alpage bourgeoisial** ou devenu tel par achat de droits, dont le fonds appartient à la bourgeoisie et dont la jouissance est fondée sur le principe de l'égalité entre les bourgeois :

- il est administré et surveillé par un conseil bourgeoisial ou une commission des alpages ;
- la jouissance est réglée par des taxes à payer pour le bétail ou par un prix de location ;
- la bourgeoisie, dans bien des cas, participe à des travaux extraordinaires ;
- il est exploité, en vertu d'un règlement bourgeoisial, par un consortage, soit une association de droit cantonal lui attribuant la personnalité morale par approbation des statuts par le Conseil d'Etat ; le but est une exploitation rationnelle ; les travaux ordinaires sont toujours à la charge des consorts.

2. **Vers un alpage de consortage** qui est soit d'origine ancienne et inconnue, ou qui s'est formé progressivement, ou encore qui est devenu propriétaire du fonds par convention avec la bourgeoisie :

- l'ensemble de l'alpage est alors réparti en nombre d'unités, souvent subdivisées en groupes ;
- les droits se transmettent par héritage ou par acquisition ;
- on perd son appartenance par la vente de tous les droits de fonds ;
- un minimum de droit de fonds est exigé pour être consort et être incorporé dans la société moyennant, au surplus, une finance d'entrée ; la part du fonds donnant droit à alper le bétail et à faire partie des allodiateurs est fixée.

Dans chaque cas, les statuts déterminent l'organisation plus ou moins structurée, les attributions des organes (direction, procureurs, charge-ayants), des domestiques dénommés suivant leur tâche spécifique, les prestations, les obligations des allodiateurs et consorts, les taxes pour le bétail, les fournitures et corvées des consorts, les salaires en nature.

Nous allons suivre maintenant des évènements particuliers qui se sont produits entre les communautés, notamment lors des luttes pour la possession des pâturages.

Les communautés et les pâturages sur la rive gauche du Rhône

Sion - Les Agettes

Selon H. Evêquoz⁹⁰, les habitants de la ville de Sion et leur mode de vie ne se distinguent guère de la population de la campagne. Cependant les rapports étroits de la ville avec l'évêque, les services qu'elle peut lui rendre favorisent l'octroi de privilèges qui contribueront au développement des libertés communales.

Si la charte de 1179⁹¹, premier document qui laisse apparaître un embryon de commune, fait état de pâturages appartenant à l'évêque mais pas encore de pâturages communaux, celle de 1269 statue⁹² pour la première fois sur l'administration par la communauté des biens communs et des pâquiers ainsi que de la forêt de Thyon.

Ces statuts sont édictés par l'évêque, le vidomne, le major, le sautier et les citoyens de Sion réunis en plaid général.

En ce qui concerne les pâturages, il est dit que des citoyens de Sion seront choisis pour réglementer, sur le conseil du vidomne, le parcours des pâturages, du Rhône à la Sionne jusqu'en Nanz⁹³ et qu'ils doivent ordonner à ceux qui empêcheraient le parcours qu'ils libèrent ces pâturages dans le terme indiqué. Si ceux-ci n'obtempéraient pas, les élus libéreraient les pâturages à leurs frais.

Les 12 consuls statueront, avec le conseil des citoyens, sur toutes les affaires qui concernent la communauté.

Comment et quand ces pâturages et forêts sont-ils devenus la **propriété directe** de la ville de Sion ?

Dans les documents qui nous sont parvenus, il n'est pas question de redevances dues au seigneur évêque pour les pâturages communs attribués à la Ville. Par contre, il s'avère qu'en 1324, la Ville donne droit de pâture dans les communaux moyennant 8 livres mauricoises par an et à condition que l'on réside à Sion en permanence⁹⁴. En 1333⁹⁵, elle accepte des gens de Salins dans les pâturages et bois communaux sis au-delà du Rhône pour 35 sols.

On peut citer, dans ce contexte, le don que l'évêque de Sion fait, en 1380, à la ville de Sion, de tout le glarier de la Sionne, depuis la porte du Rhône jusqu'au fleuve, c'est à dire au sud des remparts de la Ville⁹⁶.

Selon divers actes, le territoire de la baronnie de Sion devait s'étendre jusqu'au sommet du mont de Thyon. Cependant il ressort des documents sur les rapports avec les communautés avoisinantes, la longue lutte que Sion a menée pour les pâturages, les eaux et les forêts, tant en plaine qu'en montagne.

⁹⁰ H. EVÊQUOZ, *Essai sur l'histoire de l'organisation communale et des franchises de la ville de Sion*, Lausanne 1925.

⁹¹ Ch. Sédun. n° 17.

⁹² GREMAUD n° 751; ABS, 6-29.

⁹³ Nanz se trouve dans la vallée de la Sionne, entre Savièse et Grimisuat.

⁹⁴ ABS, 22-21.

⁹⁵ ABS, 22-22.

⁹⁶ ABS, 2-2.

Le territoire de Sion n'incluant pas de pâturages d'alpage, la commune et les bourgeois furent contraints d'acquérir des droits sur divers alpages situés sur d'autres communes, à savoir à Thyon, Cleuson, Méribé, Métail et en bien d'autres endroits encore.

Nous allons d'abord résumer les relations entre Sion et Les Agettes.

En 1314⁹⁷, Rodolphe de Curtinal a remis à Jacques de Gessenay, entre autres, ses droits sur les hommes des Agettes et leurs consortages : cela suppose l'existence d'une communauté qui se manifestera lorsqu'il s'agira de défendre ses droits aux pâturages, forêts et sources, en particulier contre la commune de Sion.

Des difficultés ont dû amener, en 1375⁹⁸, à la reconnaissance des limites des biens communs, situés entre Veysonnaz et Vex, dans le périmètre de la baronnie de Sion.

Perrodus de Bastia, clerc, lieutenant de noble dame Amphélise de Chevron, vidomnesse de Sion, à la demande des bourgeois de Sion et des représentants de Salins, a fait délimiter les pâturages communs de Sion et de Salins par des arpenteurs qui ont également fixé les dates pour la pâture des prés situés en amont et en aval de la route de *Champdavid*, à l'exclusion des prés qui sont des fiefs de la vidomnesse.

Mais les gens des Agettes ne tiennent pourtant pas l'affaire pour réglée : ils contestent aux bourgeois de Sion l'utilisation des pâturages du district des Agettes. Les contestations à ce sujet ont dû reprendre vers 1403 car, en 1405⁹⁹, l'évêque cite à nouveau des témoins devant le bailli.

En 1431, des gens des Agettes ont molesté des Sédunois en ville de Sion et provoqué des désordres ; l'évêque les cite à son tribunal en 1433, et ils comparaissent en 1434. En présence du Chapitre, on s'efforce de trouver un compromis¹⁰⁰.

En 1435, l'évêque se prononce en faveur des Agettes¹⁰¹.

Mais les Sédunois font appel devant la Diète ; ils invoquent l'abornement de 1375 et la Diète se prononce en leur faveur.

La même année, ceux des Agettes font citer des témoins à Vex, lesquels affirment que les procureurs de la ville de Sion n'ont jamais eu le droit de pâturage sur les biens et la juridiction des Agettes, à moins qu'ils n'y aient pénétré de force, 4 ou 5 ans auparavant.

A leur tour, les Sédunois produisent, contre Les Agettes, des témoins dont les déclarations prouvent que les bourgeois de Sion sont en possession de ces pâturages depuis 60 ans¹⁰².

Finalement, les bourgeois de Sion, en 1486, vendent, moyennant la somme de 100 livres, aux gens des Agettes et de La Verna, leurs droits de pâturage sur les terres des Agettes et de La Verna, soit en amont de la route de *Champdavid*, à savoir les prés et autres possessions figurant dans les viances dressées par le notaire Perrodus de Bastia en 1375. Ce que la commune de Sion possède entre ces limites et la forêt de Thyon est expressément réservé au pâturage des bourgeois.

⁹⁷ GREMAUD n° 1362.

⁹⁸ GREMAUD n° 2201 ; divers documents des ABS : 5-205+209 ; 22-146.

⁹⁹ ABS, 6-1.

¹⁰⁰ ABS, 6-4+5.

¹⁰¹ ABS, 6-10

¹⁰² ABS, 6-12.

Les relations entre Sion et les Agettes continueront cependant d'être tendues. C'est en 1516, que le cardinal Schiner, à l'instance du procureur général de la commune de Sion, prononce une barre générale sur tous les biens de la commune situés sur le territoire de Sion et touchant aux pâturages communs et aux terres de Vex et des Agettes ainsi qu'à la commune de Bramois, à l'est, aux terres et aux biens communs de la paroisse de Nendaz et de Veysonnaz, à l'ouest, et situés entre les alpages de Thyon, de Vex et le Rhône. Il s'agit aussi bien des pâturages que des forêts¹⁰³.

En 1525, le conseil de la ville de Sion délibère sur l'usurpation, par les gens de Vex et des Agettes, de l'eau des sources qui jaillissent dans la forêt de Thyon et de l'admodiation éventuelle de celles-ci à ces gens, mais tout en confirmant le droit de propriété de la ville¹⁰⁴.

Les procureurs sédunois relancent la procédure contre les gens des Agettes en 1533.

En 1536, l'évêque Adrien de Riedmatten, met une barre générale sur les sources de la forêt de Thyon, de la *Ziffeuse* et des prés communs se trouvant dans les limites bien connues de la baronnie de Sion, jouxtant à l'est les terres communales de Vex et à l'ouest celles de Nendaz. Il invite à dénoncer tous ceux qui, pendant les trois dernières années, ont dévié les eaux, de nuit ou de jour, pour l'arrosage de leurs prés et empêché les bourgeois de Sion de s'en servir, ainsi que ceux qui ont favorisé ou couvert les contrevenants¹⁰⁵.

En 1540, l'évêque cite à comparaître les gens des Agettes.

En 1550, Sion dépose un mémoire contre les Agettes.

Lorsque les délégués de la commune de Sion et les procureurs des Agettes et de La Verna comparaissent devant l'évêque, Sion exige tous les droits sur toutes les fontaines de la baronnie et juridiction de Sion prenant leur source dans la forêt de Thyon, dans celle de la *Ziffeuse* et sur les biens communs. Sion se plaint en outre de ce que les gens des Agettes et de la Verna ont séquestré des bêtes des bourgeois alors qu'elles pâturaient sur les biens communs de la ville, en prétendant que les bourgeois n'y avaient pas droit.

Tandis que ceux des Agettes invoquent le fait que ces sources affluent sur leur territoire et que l'eau a été utilisée pour leurs biens ; quant aux parcours, ils déclarent être en possession de ces droits depuis plus de 50 ans et se réfèrent à l'acte de la vente que leur avaient consentie les bourgeois de Sion en 1486.

Finalement, l'évêque Jean Jordan prononce, en 1557¹⁰⁶, une sentence arbitrale :

- les sources sont attribuées à Sion qui devra alberger l'eau excédentaire à ceux des Agettes et de la Verna ;
- ceux des Agettes maintiendront le droit de parcours conformément à l'acte de vente de 1486.

Plus aucun document révélant un évènement particulier n'est à citer jusqu'en 1756, date à laquelle Sion, pour favoriser la pousse des bois, défend de pâturer la partie de la jeune taille en la *Ziffeuse*¹⁰⁷.

¹⁰³ ABS, 2-87, 5-210, 6-29.

¹⁰⁴ ABS, 22-46.

¹⁰⁵ ABS, 5-205.

¹⁰⁶ ABS, 5-204 et 6-26.

¹⁰⁷ ABS, 5-202.

Dès lors, les litiges entre Sion et Les Agettes se concentrent sur les exploitations de bois et le parcours du bétail dans les forêts de Thyon. Nous y reviendrons dans le chapitre consacré aux forêts.

Salins

C'est surtout à partir du XV^e siècle que **les gens de Sion** s'implantent sur les terres de Salins, village auquel l'église Saint-Pierre, à Sion, servait de paroisse.

A. Lugon¹⁰⁸ considère Salins comme la banlieue de Sion.

Les pâturages constituant la base principale de l'activité économique, les documents qui concernent Sion et Salins traitent donc des droits de parcours, des coupes de bois et des délimitations.

A la suite, sans doute, de différends survenus au sujet de la pratique du parcours sur les terres de Salins, qu'elles soient communes ou particulières, il a été procédé par le notaire Perrodus de Bastia, à la demande de la commune de Sion et des gens de Salins, à la délimitation de 1375 que nous avons déjà mentionnée pour les Agettes.

Il s'agissait de régler définitivement le parcours du bétail en fonction des conditions de croissance de l'herbe selon l'altitude : suivant que les prés se trouvaient au-dessous ou au-dessus du chemin de *Champdavi*, ils pouvaient être broutés à partir de la Saint-Michel [29 septembre] ou de la Nativité de la Sainte Vierge [8 septembre].

On peut déduire de ce document que Sion jouissait de pâturages communs avec Salins.

D'autres difficultés ont dû surgir dès 1413, date à laquelle l'évêque promulgue une monition à propos du parcours du bétail. Ce genre de différend n'existait pas uniquement avec Sion mais aussi avec les villages voisins.

En 1377, un litige opposa les gens de Salins, des Agettes, d'Arvillard et de Veyonnaz, à ceux de Turin, à cause de la pâture dans les vergers de ces derniers.

Nous avons souligné, dans l'introduction de ce chapitre, la pratique généralisée de l'assolement et de la vaine pâture ; il va sans dire que les cultures en souffraient. C'est donc à ce sujet que les gens de Turin se plaignent à l'évêque.

Un arrangement¹⁰⁹ est trouvé, en 1377, selon lequel tous les prés à deux récoltes appartenant aux gens de Turin ou aux gens de Salins et autres consorts, seront mis à ban pour toujours et interdits au bétail ; quant aux chèvres, elles ne pourront plus paître dans les prés plantés d'arbres fruitiers.

Au surplus, les ordonnances de l'évêque Henri 1^{er} de Rarogne et de son successeur restent en vigueur.

Le parcours du bétail entraînait des difficultés telles qu'elles dégénéraient parfois en bagarres : ainsi en 1438, entre ceux de Salins et ceux des **Agettes**, au sujet des limites et des droits aux biens communautaires. Les Agettes durent alors

¹⁰⁸ A. LUGON, «Une communauté suburbaine d'autrefois. Essai d'histoire de Salins» dans *Annales valaisannes* 22 / 1983-1984.

¹⁰⁹ GREMAUD n° 2244.

se plier à la sentence du châtelain, celle-ci étant confirmée par l'évêque qui s'insurgea contre les voies de fait.¹¹⁰

Ensuite c'est avec **Sion** que surgirent des différends: nous avons déjà fait allusion au fait que les bourgeois de Sion étaient toujours en quête de pâturages, ceux de la plaine ne pouvant leur suffire. C'est en 1443 que Salins se plaint à l'évêque de ce que les bourgeois de Sion mènent paître leur bétail et provoquent des dommages aux récoltes.

L'évêque fait publier un monitoire par le curé de Sion. Il donne aux citoyens de Sion un délai de 6 jours pour réparer les dommages sous peine d'excommunication. Quant aux gens de Salins ils devront prouver que ceux de Sion n'ont jamais eu de droit de pâturage.¹¹¹

Mais peu après, par un deuxième monitoire, l'évêque se prononcera en faveur des bourgeois de Sion, leur accordant le droit de faire pâturer leur bétail sur les communaux de Salins tant que les gens de Salins mènent leur bétail sur les prés communs de la Ville, à Champsec, et sur une île de la plaine.¹¹²

Le procès continue cependant.

En 1461, le tribunal de l'évêque Walter Supersaxo prononcera une sentence arbitrale.¹¹³

Lors du procès, Sion prétendra avoir eu de tout temps le droit de pâturer son bétail comme ceux de Salins, et présentera comme preuve la délimitation de 1375 (voir plus haut) et un arbitrage de la Diète en faveur des Sédunois, selon lequel ceux de Salins ont le droit de pâturage, avec les citoyens de Sion, dans les prés de Champsec, dans l'île et sur tous les pâturages communs au-delà du Rhône.

Salins, de son côté, n'admet pas que les gens de Sion soient en possession du droit de pâturage sur les biens des gens de Salins.

L'arbitrage fixe les limites du territoire à l'intérieur desquelles les bourgeois de Sion n'auront plus le droit d'amener leur bétail sur les possessions des gens de Salins et de leurs consorts.

Exception est faite pour les prés de Fontaneys.

Reste également réservé aux Sédunois le droit de pâture dans les champs des Condémines de Turin pour autant qu'il n'y ait pas de blé.

En compensation, les gens de Salins renoncent au droit de pâturage à Champsec et dans tous les autres prés où ils pâturaient avec les Sédunois, sauf dans les prés de l'île où ils ne pourront, toutefois pas faire pâturer avant les gens de Sion.

En 1478, au plaid général de mai, les citoyens de Sion demandent au vidomne de Sion de faire avec ceux de Salins les viances entre le territoire de la Baronnie et les limites de juridiction de la commune de Nendaz, ainsi que pour les prés et pâturages communs de Sion et de Salins.

¹¹⁰ Sal., Pg-1 et P-48.

¹¹¹ ABS, 121-1.

¹¹² En 1404, Sion avait autorisé les gens de Salins à pâturer sur l'île en question. ABS, 22-146 et 121-2,3,4,5.

¹¹³ ABS, 44-8 et 22-146.

Les procureurs de Nendaz et de Sion sont convoqués à cet effet.¹¹⁴
Des pâturages communs entre Sion et Salins continuent à exister.

Dans l'acte de 1668, par lequel la commune des Agettes vend à ceux de Veysonnaz son tiers des Esserts (sous le bisse de Vex), indivis qu'elle partage avec la commune de Sion et les gens de Salins, il est également fait mention de la Place des Charboneys, sur le territoire de Salins qui reste indivise entre Veysonnaz, Salins et la commune de Sion.¹¹⁵

Lors des viances de 1773, entre Sion et Salins, pour ce qui concerne le chemin tendant de Veysonnaz en Salins, les représentants de la commune de Sion, en passant par Charboneys, prétendent à une part de l'indivis, bien que les deux autres communautés s'y opposent.¹¹⁶

La trêve qui s'était installée dans la question des parcours ne fut pas de longue durée.

En 1484, Salins doit à nouveau se défendre contre ceux des Agettes qui prétendent avoir des droits de parcours sur les prés de Salins après la première herbe. On se plaint à l'évêque. Ceux de Salins exposent durant le procès que ceux des Agettes, armés et avec le renfort de voisins, ont amené le bétail sur leurs prés.

L'évêque se prononce en faveur des gens de Salins et ceux des Agettes doivent payer les dommages.¹¹⁷

La commune va établir, en 1541, des arrêtés sur l'usage des biens communaux, le parcours des chèvres et des porcs, la clôture et la garde des propriétés.¹¹⁸

Réunis en l'église paroissiale (Saint-Pierre), à Sion, les communiens ont convenu que :

- deux procureurs seront établis, qui régleront les affaires communes ; ils devront se réunir dans l'église paroissiale et devront assigner durant les offices, en présence du peuple réuni, les probes hommes élus à comparaître en conseil, à l'heure et au lieu désignés ;
- la période durant laquelle les porcs doivent être retirés des possessions et gardés à part sera fixée ;
- on devra éviter les prés en floraison et les champs semés lorsqu'on amènera paître les chèvres entre le chemin de la plaine et celui de *Chandavy* ;
- les estroules des champs devront être pâturées par les animaux et les chevaux de la commune ;
- on devra clôturer au début mai les possessions jouxtant les pâturages communs et les chemins ;
- on ne pourra pas garder sur les communaux des bêtes de personnes qui ne font pas partie de la commune.

En 1570, les hommes de Salins et ceux des Agettes établissent en commun des arrêtés de police au sujet des amendes que les gardes peuvent percevoir en cas de saisie d'animaux et contraventions sur les pâturages de l'une ou l'autre communauté.¹¹⁹

Les gens de Salins ont eu, au surplus, de nombreuses difficultés avec la **mense épiscopale**, propriétaire de la ferme de Turin, du fait qu'ils se permettaient de mener leur bétail sur les terres de celle-ci. De nombreuses procédures s'ensuivirent.

¹¹⁴ ABS, 69-63.

¹¹⁵ ABS, 5-131 ; Veys., Pg-66.

¹¹⁶ Sal., P-26.

¹¹⁷ Sal., Pg-4.

¹¹⁸ Sal., P-8.

¹¹⁹ Sal., Pg-7 et P-48.

Après l'intervention de Mathieu Schiner, c'est à l'évêque Jean Jordan de lancer, en 1549, un mandat interdisant aux gens de Salins l'accès à la forêt en Turin, tant pour y faire paître le bétail (brebis, chèvres, bœufs et autres animaux) que pour y prendre du bois.¹²⁰

Cependant l'évêque Hildebrand de Riedmatten devra intervenir à son tour, en 1571 et 1574, par des mandats défendant à ceux de Salins, sous peine de 25 livres d'amende, de faire paître leurs animaux, de couper du bois et de ramasser la feuille sur les terres et dans la forêt de la ferme de Turin située à l'intérieur de la baronnie de Sion. L'évêque mettra un garde.¹²¹

Mais l'évêque se voit dans l'obligation de lancer un nouveau mandat en 1581.

En 1586, l'affaire sera portée devant la Diète :

Dans son préambule, le procureur fiscal de l'évêque rappelle le procès intenté devant la cour de justice du vice-bailli aux gens d'Arvillard, de Miseriez, de Salins et aux bourgeois de Sion ayant des biens sur Salins, accusés d'avoir pratiqué le parcours des chèvres (considérées comme spécialement nuisibles), la coupe de bois et le ramassage de la feuille dans la forêt en question. Il demande à la Diète de casser la sentence du vice-bailli. Pour sa défense, Salins présente un arbitrage épiscopal entre les villages et la commune de Sion, en 1461, aux termes duquel le parcours sur les champs non semés de la ferme est maintenu. En outre, Salins prétend que ce parcours constitue pour elle un droit de propriété et qu'elle l'a toujours exercé.

En vérité, cette transaction ne faisait pas mention expresse du droit de pâturage dans la forêt contigüe et ne préjugait en rien des droits de l'évêque. La pâture exercée avait été usurpée par les gens de Salins. Mais ceux-ci concluaient au droit de parcours des champs non fermés et au pâturage de la forêt, de la même façon qu'ils usaient d'un tel droit sur des possessions dont le fonds appartenait à des particuliers.

La Diète constate que l'usage de faire paître le bétail dans la forêt est établi de mémoire d'homme et confirme la sentence à cet égard ; cependant, elle attribue à l'évêque seul le droit de couper du bois.¹²²

Ces difficultés au sujet des pâturages et coupes de bois n'avaient pas empêché des propriétaires réunis en consortium de passer, en 1456, conjointement à l'évêque, une convention avec les gens de la majorité de Brignon et de Baar, au sujet du bisse dit de Baar.

Ces derniers accordent à ceux de Turin et d'Arvillard la faculté de prendre et de conduire chez eux l'eau par l'aqueduc qui part du torrent de la Printze, coule entre la majorité de Brignon et la métairie de Nendaz et amène l'eau jusqu'aux propriétés de Baar.¹²³

Une nouvelle convention est passée, en 1768, et une autre, en 1831, entre ces mêmes intéressés au sujet de la correction partielle du bisse.

En 1808, l'évêché lance à nouveau un mandat de barre : les représentants des deux parties comparaissent devant le juge de la commune de Salins.

Les gens de Salins prétendent aux bois de l'épine verte, au bois mort, c'est-à-dire à tout bois sec qui repose par terre et non tombé par des moyens malicieux, ainsi qu'au droit de pâturage ou herbage et à la litière dite «schottair» (sotter).

¹²⁰ ABS, 92-76.

¹²¹ Sal., P-6,9,10.

¹²² AEV, ATL, 6-148.

¹²³ Ndz, PS-11.

Le représentant de l'évêque trouve que la prétention au bois mort est trop étendue car ainsi il pouvait s'agir aussi de bois versé par un orage, une tempête, une ravine, voire alors de bois de service. Il dit que les citoyens de Sion ne peuvent prendre dans les îles que le bois pouvant être cassé avec les mains.

Finalement on s'en tient à ce qui est pratiqué généralement dans les autres communes du pays¹²⁴.

En 1808, il a été également procédé à la délimitation de cette forêt de l'Evêque qui est entourée de propriétés privées¹²⁵.

L'Etat du Valais a succédé, en 1848, à la mense épiscopale, suite au décret de sécularisation des biens du clergé. C'est aussi le point de départ de nouvelles difficultés: l'Etat veut se libérer du parcours et invite la commune de Salins à faire valoir ses droits pour, le cas échéant, négocier le rachat de cette servitude.

Salins répète au Conseil d'Etat que les droits qu'elle possède sur la forêt sont des droits de propriété et non des droits de servitude.

Le Conseil d'Etat demande les preuves de ces prétentions.

Sur quoi Salins réplique qu'elle ne peut considérer l'Etat comme propriétaire de cette forêt, qualité déjà contestée aux évêques deux siècles auparavant. Le différend tourne au procès entre l'Etat et la commune; on échange des mémoires.

En 1850, le tribunal civil du district de Sion adjuge la forêt à l'Etat. Salins interjette appel en 1851¹²⁶. Mais la forêt reste attribuée à l'Etat.

Le rachat de la servitude est en suspens.

Salins rappelle, en 1853, au Conseil d'Etat ses lettres des 10 novembre et 29 décembre 1852 au sujet de la procédure pendante.

L'inspecteur cantonal des forêts écrit, le 12 janvier 1856, au Département que la majeure partie de cette forêt est susceptible d'être livrée à la culture, vu la fertilité du sol et les avantages au point de vue financier; il lui fait une proposition de partage de l'ensemble, estime la valeur actuelle et fait un devis pour le défrichement.

C'est, à l'époque, la seule forêt que l'Etat possède.

Un nouvel entretien a lieu, en avril 1856, entre les autorités de Salins et l'inspecteur cantonal, dans le but de libérer la forêt des servitudes (parcours, droits d'usage, passages). Les propositions vont dans le sens d'une cession de terrain faisant partie du même domaine et se trouvant en dessous du bisse de Baar, d'une surface d'environ 15'000 toises, à condition de le partager entre les communiens à titre de lots cédés en jouissance et livrés à la culture dans un délai de deux ans. Les travaux de défrichement se feront selon les directives du Département. L'assemblée des communiens accepte les propositions.¹²⁷

Le partage est réalisé avec l'approbation du Conseil d'Etat du 18 août 1856.

L'Etat se réserve les bois existant sur la partie abandonnée à la commune laquelle établira un chemin à char contigu à l'aqueduc et destiné à la vidange des bois de l'Etat.

De plus, l'Etat abandonne à Salins une lisière de 3'400 toises, au levant de la propriété domaniale de Turin et traversée sur toute sa hauteur par le chemin public qui va de Sion à Salins.

La partie au-dessus du bisse sera cultivée en bois d'une manière régulière.¹²⁸

¹²⁴ AES, 320-171.

¹²⁵ AES, 320-371.

¹²⁶ Sal., P-119.

¹²⁷ AEV, DTP-49

¹²⁸ AEV, DTP, 46-3.

Quant à la partie de forêt revenue à l'évêque, en 1859, nous y reviendrons plus loin.

En 1856 encore, l'Etat avait fait marteler 480 plantes: une partie fut livrée à la Compagnie du chemin de fer. L'exploitation donna lieu à de nombreuses difficultés et l'Etat se vit contraint de procéder à plusieurs confiscations de bois.

L'Hôpital de Sion avait, en 1825, également racheté le droit de parcours des moutons que les gens de Salins avaient sur sa ferme, sise en Aproz, moyennant 45 écus bons, valeur de Sion.¹²⁹

Un autre droit de parcours de moutons sur des biens de la famille Rey en Aproz avait été cédé, en 1815, par la commune moyennant 4 louis et une merenda¹³⁰ évaluée à deux écus.¹³¹

Pour revenir aux **relations entre Salins et Les Agettes**, nous voulons relever encore ce qui suit: Les deux communautés procèdent, en 1694-1695, après avoir limité à plusieurs reprises les biens communs et les propriétés privées sur Salins, avec le consentement de leurs seigneurs, à la reconnaissance et au rétablissement des limites de leur territoires respectifs commençant au plan de *Zenzaffrey* et progressant en amont jusqu'aux édifices de l'hôpital de Sion. Les gens de Salins ont alors déclaré n'avoir aucun droit au-dessus de cette limite mais qu'il s'agissait de la propriété de la commune de Sion. Ceux des Agettes n'ont rien objecté à cette conclusion.¹³²

Bien plus tard, soit à partir de 1821, cette délimitation sera poursuivie du côté ouest, séparant ainsi les territoires de Salins et des Agettes et démarquant en même temps les propriétés respectives de la commune de Sion et de celle de Salins.¹³³

Les **pâturages de la Franière** sous Salins qui se trouvent sous la route Sion-Nendaz ont fait l'objet de plusieurs tractations internes. Une sentence du grand-châtelain de Sion, en 1646, les adjuge à la communauté de Salins.¹³⁴ Et les particuliers vendront, en 1680, à la communauté de Salins tous les droits qu'ils pouvaient encore avoir sur le territoire de la Franière et d'Arvillard moyennant l'échange de quelques pièces de terre et d'une somme d'argent.

La même année, Salins fait procéder par les députés de la ville de Sion et ses procureurs à la viance des biens communs.¹³⁵

En 1821 et 1889, on rétablira le limitage de ce commun.¹³⁶

Le Conseil d'Etat autorise en 1931 Salins à vendre une parcelle de forêt de 8500 m2 en la Franière.¹³⁷

¹²⁹ Sal., P-60.

¹³⁰ Sorte de collation — éventuellement le prix en espèces de cette collation. (Cf. en italien: «merenda»: goûter).

¹³¹ Sal., P-49.

¹³² ABS, 21-35 et 5-204.

¹³³ ABS, Tir 5-119, 134, 135.

¹³⁴ Sal., Pg-17.

¹³⁵ Sal., P-48 et Pg-24.

¹³⁶ ABS, 5-135; Sal., R-23.

¹³⁷ AEV, 6900-1/634.

La ville de Sion avait acquis, en 1601, la juridiction de Salins. Un règlement de police, établi en 1752, signé par le châtelain, stipule que :

- chaque habitant de cette juridiction sera obligé de payer annuellement, à la Saint-Martin, pour le droit de focage, 25 gros en argent ;
- les années où les habitants seront employés à des manœuvres pour la communauté, ils payeront chacun 20 gros ;
- pour chaque vache et génisse qui profitera de l'herbage commun : 3 gros ;
- pour les cochons, s'il n'est pas permis d'en hiverner plus de deux, 6 gros pour le second ;
- chaque habitant sera obligé de consigner le nombre de bêtes qu'il voudrait laisser profiter des communs herbages et payer les taxes prévues en consignant ;
- le bétail, selon son espèce, ne sera envoyé que dans les endroits permis par arrêté de la communauté et non point dans les endroits défendus.¹³⁸

En 1798, en vue des événements qui se préparent, Salins procèdera au partage entre les communiens des biens mobiliers et immobiliers.¹³⁹

Les communiens se sont assemblés en la maison de commune, le 12 mars 1798, pour délibérer sur cette affaire. Le lieutenant les informe sur «un éventuel changement de la forme du gouvernement» et qu'il serait prudent de décider ce qu'il convient de faire au sujet de toutes les propriétés qui leur appartiennent en commun et dont ils ont joui jusqu'alors en indivis.

Il est alors décidé que les propriétés communautaires¹⁴⁰ seront partagées entre les communiens en 70 portions égales, que seront établies 70 portions de la valeur des mobiliers à vendre et 70 portions des obligations.

Suivent alors toutes les modalités du partage sur lesquelles nous passons.

Au début du XIX^e siècle, commence un autre procès entre la commune de Sion et celle de Salins, cette fois au sujet des forêts à Thyon-Prolin : nous relatons ce procès dans l'*Histoire des forêts* au chapitre de la formation du domaine forestier.

Relevons encore ici, qu'en 1821, a lieu la révision des limites entre **les communes de Salins et de Nendaz** pour éviter toutes difficultés relatives à l'étendue de leurs juridictions respectives.

Partant du Pra-Berthod (n° 15), les représentants des parties descendent par le Croux du Tilla vers le chemin conduisant de Nendaz à Sion et jusqu'au chemin de Nendaz à Sion vers le Rhône.

Ce limitage ne doit préjudicier en rien aux droits éventuels de pâturage sur les biens communs de l'une ou l'autre des communes.¹⁴¹

En 1875, on procède à la **délimitation du territoire entre Sion et Salins**, à l'est, en aval de *Zenzaffrey*, vers la plaine et de là vers le couchant, jusqu'à la limite de la juridiction de Salins et de Nendaz où se trouve un ancien four à chaux. Cette limite porte le n° 30 ; elle sera révisée, en 1899, entre Sion, Salins et Nendaz.¹⁴²

¹³⁸ Sal., P-22.

¹³⁹ Sal., P-34.

¹⁴⁰ Les biens-fonds consistent en diverses pièces de terrain (dont une partie est albergée, en la Franière), et en la forêt indivise entre les communiens.

¹⁴¹ Sal., P-57 ; ABS, 3-28.

¹⁴² Sal., R-22 ; Ndz, R-8.

Veysonnaz

C'est une ancienne seigneurie de l'évêque avec laquelle la bourgeoisie de Sion a eu des intérêts d'ordre pastoral et sylvicole durant le Moyen-Age et jusqu'au milieu du 19^e siècle.

Les questions de pâturage n'ont cependant pas donné lieu à des tensions particulières.

Veysonnaz entretenait aussi des relations avec les communautés de Salins, des Agettes et de Nendaz: formant une enclave entre la baronnie de Sion et la grande majorité de Nendaz, son propre espace vital était bien réduit et l'occupation agricole devait s'étendre sur les terrains voisins. Des difficultés au sujet de pâturages ont effectivement surgi, en 1377 et 1463, entre les communautés de Salins, des Agettes et de Veysonnaz.¹⁴³

En 1607, les trois communautés et la bourgeoisie de Sion s'accordent sur un prononcé quant aux pâturages de Charbonnay sur les territoires de Veysonnaz et de Salins.¹⁴⁴

En 1668, la commune des Agettes rend à celle de Veysonnaz son tiers des communs sis dans la partie de la forêt du Rard et tenu en indivision avec la bourgeoisie de Sion et avec Salins qui reprend à son tour le tiers de Veysonnaz. Les Agettes n'auront désormais plus aucun droit aux biens communs sis sur le territoire de Salins qui ne profitent plus qu'à la bourgeoisie de Sion et à Salins.¹⁴⁵

Nous avons vu que diverses familles nobles avaient des droits à Veysonnaz. Dès 1400, on trouve des actes qui nous renseignent sur des albergements et des ventes, à des gens de l'endroit, de fiefs d'hommage-lige et de droits d'eau contre redevances. Après qu'ils eurent bénéficié de certains affranchissements, les gens de Veysonnaz et des villages voisins purent procéder à des ventes et à des échanges de terrain.

Pour l'arrosage de ses terres, Veysonnaz devait amener de l'eau à travers le territoire de Nendaz. Elle était donc économiquement dépendante de cette grande voisine.

Il ressort d'un acte de 1469 que les consorts du bisse de Veysonnaz reconnaissent devoir 8 sols de cens annuel pour l'eau d'arrosage des prés de Brignon, de Clèbes et de Veysonnaz, payable à la Saint-Martin au duc de Savoie.¹⁴⁶

En 1596, les consorts du même bisse passent une convention pour le paiement d'une rente annuelle de 8 sous mauricois à la Saint-Martin, mais cette fois aux Patriotes du Valais.¹⁴⁷ Une telle reconnaissance avait déjà eu lieu, en 1592, envers le secrétaire de la patrie valaisanne. Elle se répètera encore en 1621.

Veysonnaz passe, en 1476, une convention avec les gens de Vex et des Agettes pour la construction d'un aqueduc puisant son eau dans le bisse de Veysonnaz au lieu-dit *Dusenchy*. Les conditions pour la construction, l'entretien et la réparation des dommages causés par une éventuelle rupture y sont mentionnées.¹⁴⁸

¹⁴³ Veys., P-6.

¹⁴⁴ ABS, 121-26.

¹⁴⁵ Veys., Pg-66; ABS, 5-131.

¹⁴⁶ Veys., Pg-28.

¹⁴⁷ Veys., Pg-46^{bis}.

¹⁴⁸ Veys., Pg-29^{bis}.

Auparavant, la communauté de Vex, par son major, avait passé, en 1453, une convention avec le major du duc de Savoie pour la construction, sur le territoire de *Bouson*, *Breygnon*, *Cleby et Heys*, d'un nouveau bisse et aqueduc, dit «treyseur» ou «bey», depuis l'eau de l'*Exprency* jusque sur le territoire de Vex.

Les consorts de Vex pourront construire cet aqueduc qui devra prendre sa source dans l'*Exprency* et l'amener directement vers l'aqueduc de Veyonnaz¹⁴⁹ pour passer par ce dernier sur toute sa longueur jusqu'à sa fin et par les lieux qu'ils voudront jusqu'à Vex. Ils devront s'entendre avec Veyonnaz à ce sujet.¹⁵⁰

Les gens de Vex restent responsables de tous les dommages occasionnés par le bisse à ceux de Nendaz. Ils feront passer le bisse par des canaux et ponts sur les ruisseaux et feront des ponts suffisants sur le bisse pour chemins et dévaloirs qui seront entretenus à perpétuité par les gens de Vex.

L'autorisation est accordée moyennant la somme de 8 livres mauriçoises de bonne monnaie courante dans la châtellenie de Conthey, et une poutre de bois de mélèze dite «tendeur» que ceux de Nendaz devaient fournir chaque année à la ville de Sion pour l'entretien du pont du Rhône; Vex payera au major de *Breygnon*, *Cleby et Heys* une rente annuelle de 3 sous mauriçois.¹⁵¹

Selon les anciennes coutumes, les ressortissants de Veyonnaz, bourgeois de Nendaz, pouvaient jouir des pâturages et des bois sur le territoire de Nendaz.

Mais ce droit de jouissance donna matière à litige: de 1466 à 1488, il y a procès entre ceux de Veyonnaz et ceux de Clèbes et de Verrey.

En 1466, l'évêque, à l'instance du métral et des procureurs de Veyonnaz, lance une monition aux paroissiens de Nendaz. Clèbes et Verrey font appel de cette monition; les deux parties se retrouvent devant l'évêque.

Et en 1487, l'affaire est instruite par le chanoine Mantz, lieutenant de l'évêque, qui porte un jugement en faveur de Clèbes-Verrey.

C'est au tour de Veyonnaz de faire appel à l'évêque. Ce dernier confirme le jugement, en 1488.

Les districts faisant l'objet du litige sont les forêts de Chorebisse et du Rard du Gieppel ainsi que l'aqueduc à Treyty.¹⁵²

¹⁴⁹ On ne connaît pas la date à laquelle avait été construit le premier bisse de Veyonnaz dans lequel le nouveau devait puiser son eau.

Un titre de 1419 mentionne la vente d'un droit d'eau au métral de Veyonnaz et à des consorts par les gens de la paroisse de Nendaz pour 20 sous mauriçois. Il se peut qu'il s'agisse de ce bisse de Veyonnaz. (Veys. P-7^{bis})

¹⁵⁰ Nendaz fait référence à cette convention de 1453 lors du procès qu'elle intente, vers 1862, à la commune de Vex, à la suite d'une coupe de bois effectuée par les gens de Vex pour la correction de leur grand bisse: ceux-ci avaient coupé, dans la forêt de Seyti, 260 mélèzes et épicéas dont la valeur avait été estimée à Fr. 320.— par le garde forestier lequel avait dressé procès-verbal contre la commune de Vex. L'affaire fut portée devant le tribunal du district d'Hérens.

Dans son exploit, le président de Vex s'oppose à la saisie de droits d'eau par Nendaz: la commune de Vex comme telle n'ayant aucun intérêt au bisse de Vex venant de Nendaz et n'ayant aucun droit d'eau, il estime les consorts seuls responsables. Il relève en outre que la procédure de Nendaz est contraire à la transaction de 1453.

Par jugement de 1886, Nendaz est débouté.

La commune passe alors une transaction avec les consorts du bisse, ce qui met fin au procès.

Rappelons que l'acte de 1453 prévoyait que les différends entre les parties au sujet de l'aqueduc, des pâturages et des forêts en corrélation avec le bisse devaient être tranchés, sans procès, par des arbitres à désigner par les deux parties, à parts égales.

Cependant, ceux de Vex n'avaient pas le droit de changer le tracé du canal sans aviser et faire taxer les dommages suite à la correction ou à des éboulements.

¹⁵¹ Ndz, Pg-23.

¹⁵² Veys., P-11+15.

Toujours à ce sujet, le bailli du Valais prononce, en 1664, une sentence en faveur des hommes de Veysonnaz, communiens à Nendaz: ils pourront jouir des biens communaux s'ils supportent également les charges.¹⁵³

Bien plus tard, soit en 1817, une convention est passée entre la commune de Nendaz et les hommes de Veysonnaz, communiens de Nendaz: ceux-ci pourront à l'avenir, comme par le passé, jouir pour leur propre usage des bois, litières et pâturages dans les forêts communales de Nendaz comme les autres communiens.

Mais en 1863, Nendaz conteste la validité de ladite transaction; cette prise de position mène l'affaire devant le Tribunal du Contentieux de l'Administration cantonale.

Après plusieurs mémoires, duplicques et répliques, le tribunal décide que ceux de Veysonnaz pourront, à l'égal des autres bourgeois, jouir de leur droit de bois, de litière, de pâturage et de passage; il reste défendu de couper du bois pour en faire commerce.¹⁵⁴

Des transactions auront lieu entre la bourgeoisie de Sion et les communautés de Nendaz et de Salins au sujet de la délimitation du territoire de Veysonnaz.

Une première délimitation est connue par l'acte de 1478 fait entre les nobles bourgeois de Sion et les honorables représentants de Nendaz depuis le lieu-dit *Loz Darbel de Tyon* (Trabanta) en descendant du côté couchant le long des limites séparant la baronnie de Sion et la paroisse de Nendaz jusqu'à la fontaine dite de *Santy* (Tassoneyre), soit la limite séparant les terres de Sion, Nendaz et Veysonnaz.¹⁵⁵

A cette occasion, ceux de Veysonnaz s'opposèrent à ce que ceux de Nendaz procèdent à quelques viances depuis le pré Amondry en aval avec ceux de Sion: ils estimaient que cette procédure n'appartenait qu'à Sion et à Veysonnaz, comme il avait été d'usage dans le passé; (d'autres limitations entre Veysonnaz et Sion avaient donc déjà eu lieu).¹⁵⁶

Le 26 juillet 1587, les trois parties réunies procèdent à une nouvelle délimitation du territoire de Veysonnaz.¹⁵⁷

Les relations entre Sion et Veysonnaz étaient en particulier d'ordre forestier et concernaient la forêt du Rard, partie occidentale de la forêt de Thyon.

Mais Sion a également abbergé le parcours du bétail dans ce secteur moyennant paiement d'une redevance annuelle.

Ainsi, en 1611, les procureurs et autres probes-hommes de Veysonnaz, en leur nom et au nom de toute la communauté du lieu, reconnaissent devoir trois fichelins de seigle et huit deniers de rente annuelle aux seigneurs bourgeois de Sion pour les pâturages du Rard situés dans la forêt de Thyon.¹⁵⁸

Dans *l'Histoire des forêts*, nous pourrions suivre une série d'actes d'albergement de la forêt du Rard à ceux de Veysonnaz dont le plus ancien date de 1312.

¹⁵³ Veys., P-64.

¹⁵⁴ Ndz, SP-18; Veys., P-46; Contentieux, 1103/187c/8.

¹⁵⁵ ABS, 69-63 et 117-12.

¹⁵⁶ ABS, 69-63.

¹⁵⁷ ACS, Th 16-117.

¹⁵⁸ ABS, 5-179.

Au point de vue viances, mentionnons encore que le major de Nendaz-Hérémence, pour la République du Valais, avec le procureur fiscal sous la Morge pour l'évêque, le représentant de l'abbaye de Saint-Maurice, les syndics et jurés des communes renouvellent, en 1691, les limites de juridiction entre la métralie de Veysonnaz, la majorie de Nendaz et la seigneurie de Clèbes.¹⁵⁹

Pour mettre fin aux difficultés encore existantes en 1886, entre Nendaz et Veysonnaz au sujet de la délimitation de la juridiction sur certains parcours, soit dans la région de la croix des Combes, des Pras et des Tassonnaires, une commission est chargée de donner un préavis au Département de l'Intérieur.

Les parties produisent, lors de la procédure engagée, divers actes de délimitation, à savoir de 1587, 1691 et 1722.

Veysonnaz proteste contre les conclusions de la première commission.

Le Conseil d'Etat propose ensuite une nouvelle commission d'expertise; celle-ci donne son préavis au Département de l'Intérieur en 1888.

Les parties vont signer ensuite la transaction du 1^{er} septembre 1889.

Mais au vu de la situation créée par la découverte de nouvelles limites par Veysonnaz, la commission préconise l'extension du territoire de Veysonnaz selon ces limites.

L'affaire est finalement portée devant le Grand Conseil qui, dans sa session de novembre 1891, se déclare incompétent et la renvoie au Tribunal du Contentieux de l'Administration, à moins que les deux communes s'en tiennent à la transaction mentionnée.¹⁶⁰

Nendaz écrit alors à Veysonnaz, lui demandant si elle veut admettre la transaction ou non. A défaut, Nendaz fera recours au Tribunal du Contentieux.

Le 23 avril 1899, les deux communes déclarent renoncer à recourir pour liquider ces difficultés de juridiction et acceptent la transaction.

Le limitage est considéré comme définitivement établi.¹⁶¹

Vex et l'alpage de Thyon

Par sa situation privilégiée, l'alpage de Thyon a joué un rôle économique important dans la région de Sion.

Il a fait l'objet d'écrits de plusieurs historiens.

La bourgeoisie de Sion faisait partie du consortage de l'alpage de Thyon tout en disposant d'un district précis.

La partie supérieure de la forêt de Thyon, attenante à l'alpage occasionnera, au XIX^e siècle, un procès entre les divers groupements du consortage.

Il n'apparaît nulle part dans les actes que l'alpage ait fait, à un moment donné, partie de la communauté bourgeoise de Vex et qu'il ait passé ensuite à un consortage indépendant et propriétaire du sol. Thyon est toujours cité comme un alpage de consortage et dont on n'arrive pas à éclaircir l'origine, comme nous l'avons dit dans les généralités de ce chapitre.

¹⁵⁹ Ndz, PS-12.

¹⁶⁰ Ndz, PS-15 et P-376+378+391.

¹⁶¹ Ndz, R-8.

Aurait-il pu faire partie d'un fief noble et dont l'usage aurait été acquis par un groupement de consorts comme cela s'est passé dans d'autres cas ?

Il est reconnu que les la Tour avaient, dans la région, des droits qui passèrent ensuite dans d'autres mains.

Le nom de *Mont de Tyons* est cité dans l'acte de 1340 duquel il ressort que Jeannod de la Tour assigne en reconnaissance de dot, à sa femme, Agnès de Bex, ce qu'il possède sur les terres de *Sallens*, des *Agiettes*, de Vex et au mont de *Tyons*. L'évêque Philippe de Chamberlhac approuve la donation.¹⁶²

La montagne de Thyon se trouve sur le territoire de Vex qui fait partie du domaine du Chapitre de Sion : les nombreuses viances entre Vex, Sion et Hérémenche prouvent cette appartenance.

On ne trouve cependant aucune mention de redevances ni au Chapitre ni à la mense épiscopale et il n'est donc pas étonnant qu'il n'y ait aucun rachat à signaler.

L'alpage de Thyon ne figure pas dans le rôle de revenus du Chapitre au XI^e siècle, édités par Gremaud dans ses Chartres Sédunoises. En revanche, le Chapitre ou des chanoines ont dû y avoir des droits.

Un acte de 1306 se réfère à une donation par maître Martin, chanoine et chancelier du Chapitre, au clerc Nicolas d'Ernen, de ses bois sis à *Tyons*.¹⁶³

Un acte de 1290 des archives du Chapitre prouve la provenance de ces bois d'une vente consentie par maître Albert de *Saleyn* au chanoine Martin du quart d'un bois situé à *Tyons* dont l'investit le donzel Rodolphe de la Tour moyennant 40 sols, 2 deniers de service et 6 deniers de plait.¹⁶⁴

De plus amples recherches pourraient éventuellement amener à une explication des origines du statut du consortage.

Nous savons cependant que la montagne de Thyon était répartie en 3 alpages, à savoir :

- la Muraz
- le Borzey
- la Montagne Noire,

occupés respectivement par des consorts de Grimisuat, Arbaz, Saint-Léonard, par ceux de la bourgeoisie de Sion et par les communiers de la communauté de Vex qui, à la fin de la saison, mélangeaient leurs troupeaux pour pâturer en commun.

Cette situation ne manquait pas d'entraîner des difficultés.

En 1539, débute un procès entre les consorts de la paroisse de Vex et les consorts forains au sujet du parcours sur les pâturages communs de Vex, sous le lieu-dit *Crestello*.

Ce procès se déroule au pied de la montagne de Thyon devant le doyen de Valère et vidomme de Vex et juge de la cause, le doyen de Sion, le châtelain de Sion, en présence des consorts et allodiateurs de la montagne de Thyon et des procureurs de la communauté et paroisse de Vex à la suite d'une saisie opérée par le garde de la montagne de Thyon sur les bêtes des consorts forains, étrangers à la commune de Vex, qui paissaient les biens communs de Vex, en dessous de la garde de Thyon.

¹⁶² GREMAUD n° 1809.

¹⁶³ ABS, 30-14.

¹⁶⁴ ACS, Th 51-173.

Un compromis est finalement trouvé, en 1543, par lequel le pâturage commun est maintenu entre tous les consorts rière la «garde de la montagne» et non au-delà; mais les forains ne pourront paître leurs animaux sur les communaux de Vex et sur la sérande en dehors de la garde sans l'autorisation de la communauté de Vex.

Les consorts qui sont de la paroisse et communauté de Vex peuvent faire usage du pâturage sur les communaux au temps de l'alpage, tandis que les consorts forains et leurs héritiers ont le droit de passage avec les autres consorts par le châble de la commune pour pâturer ensemble sur la grande sérande *deys Perryers*, achetée par les consorts sous le pâturage des biens communs de Vex. On fixe au surplus le droit d'utiliser les chemins pour monter et descendre avec les bêtes.

Suivent encore les règles concernant les eaux, la coupe de bois et de buissons.

Il est précisé au surplus que la dite montagne de Thyon devra désormais rester dans le périmètre des limites et lieux ainsi que de la garde de ladite montagne comme en usage jusqu'alors.¹⁶⁵

Au cours du XVII^e siècle, les propriétaires de la Muraz remirent leurs droits aux habitants de Vex.

Restaient donc encore les consorts de Vex et de Sion.

La bourgeoisie de Sion se voit toujours plus contrainte de préciser ses limites territoriales face aux abus exercés par des consorts de l'alpage malgré les monitions et barres générales des évêques de 1516 et 1529.

Le 7 décembre 1529, comparaissent les parties, une première fois devant l'official. L'affaire est renvoyée à plusieurs reprises et on ne connaît pas l'issue de ce procès.¹⁶⁶

Cependant, lors des viances, sous le vidomne Pierre de Chevron, en 1587, il fut reconnu que le territoire de la ville de Sion s'étendait en *Tyon* jusqu'au lieu-dit «Los Darbes» au-dessus du plan de Vacheresse.¹⁶⁷

En 1632, on renouvelle la reconnaissance de ces limites avec les voisins de la forêt de *Tyon*: ils attestent que cette forêt ainsi limitée appartient exclusivement à la baronnie de Sion et que jamais d'autre délimitation n'a existé.¹⁶⁸

Un ratement de l'alpage de *Tyon* sur territoire de Vex est fait, en 1583, et des statuts sont établis par les probes hommes du dizain de Sion et par ceux de Vex et des Agettes, en leur nom et au nom de tous les allodiateurs de *Tyon* et de leurs héritiers et successeurs.¹⁶⁹

L'arrêté de 1641 ainsi que le ratement de 1726 prévoient dans l'article 20 que les remuentzes se feront: l'une sur le plan de Vacheresse, l'autre sur le plan de *Tyon* où ceux de Sion et de Vex construisent une chesièrre.¹⁷⁰

Le document de 1726, copié en 1739, contient les diverses règles de la montagne:

- il est précisé que pour être allodiateur, il faut avoir une cuillerée de fonds (d'herbage);
- deux cuillerées donnent droit à alper une vache.

¹⁶⁵ Vex, Pg-175^{bis} et P-1+2. (Traduction Grenat)

¹⁶⁶ ABS, 5-35.

¹⁶⁷ ABS, 129-1.

¹⁶⁸ ABS, 129-1.

¹⁶⁹ ABS, 5-211.

¹⁷⁰ ABS, 5-106.



Village alpestre de Thyon sur Vex (vers 1915)

Cet alpage, cité dès le XII^e siècle, a joué un rôle économique important dans la région de Sion; les communiens de Vex, la bourgeoisie de Sion, l'hôpital de Sion, des consorts de Grimisuat, d'Arbaz, de Saint-Léonard faisaient partie du consortage; le Chapitre et l'évêque y possédaient des droits. Les droits d'alpage ont donné lieu à maintes procédures entre les intéressés; elles sont évoquées dans la présente étude.

Photo: P. Odier, AEV



L'ancien village alpestre du consortage d'Essertse sur Hérémence

Vue de 1970 sur le complexe des constructions avec le bâtiment principal et les écuries individuelles en bois, disposées en forme d'enclos. L'ensemble fut abandonné en 1971/1972 lors de la construction, un peu plus haut, des nouvelles étables communautaires.

Photo: J.-M. Biner



Autre ensemble de bâtiments d'alpage communautaires: Nava, au val d'Anniviers

Locaux pour le personnel et la fabrication du fromage, cave, grenier; «chottes» (abris) pour le bétail, couvertes par un toit de planches reposant sur des colonnes et défait chaque automne.

Photo: P. Odier, AEV



Tortin: un village d'alpage à Nendaz

L'alpage de Tortin est déjà mentionné dans un acte de 1257 comme redevable à la maison que l'abbaye de Saint-Maurice possédait à Vétroz.

On voit ici, à l'arrière-plan, la grande étable construite entre 1930 et 1935; les poutres et les planches en ont été façonnées sur place, au moyen d'une scie à eau. A droite se trouve la chalet qui servait anciennement à la fabrication du fromage et au logement du personnel. Le chalet du milieu porte la date de 1783 sur la poutre au-dessus de la porte d'entrée: c'était l'ancienne cave; il abrite aujourd'hui la fromagerie. A gauche se trouve le bâtiment construit en 1939: on y trouve les dortoirs du personnel et la nouvelle cave aux fromages.

Photo: Th. Kuonen

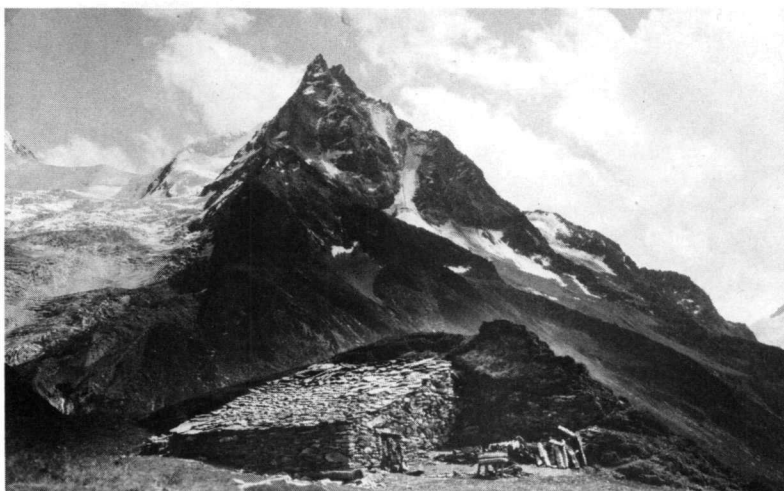


L'abreuvoir à l'alpage

Photo: Th. Kuonen

Divers types d'abris primitifs appelés aussi « itres » servaient à la fabrication du fromage et à l'hébergement du personnel.

Pendant l'été, le bétail se déplaçait entre le « chiesso » (séjour principal) et les « remointzes » (subdivisions) disséminées sur l'alpage. Les bergers logeaient alors souvent dans des abris de fortune, voire simplement sous roche, tandis que le bétail passait la nuit dehors.



△

L'itre à la remointze de l'alpage de l'Arpitetta, avec vue sur le Besso et le glacier de Moming.

Photo: P. Odier, AEV



▷

Abri sous roche au val d'Anniviers.

Photo: W. Egloff, Schweizerisches Bauernhausforschungs-Archiv, Zug

Dans ce document figurent les droits de fonds de tous les allodiateurs de Vex et de Sion, parmi lesquels on compte l'évêque et le Chapitre.¹⁷¹

Les rapports vont aussi se gâter entre les consorts et la communauté de Vex du fait que la montagne s'étendait démesurément et comme cela lui plaisait sur les terres de Vex.

Les syndics de la commune et les probes-hommes réunis devant le notaire public désignent, en 1682, Jean-Jodok Kuntschen, bourgeois et conseiller de Sion, comme leur procureur, lui donnant tous les pouvoirs et l'autorité de limiter l'alpage et de le séparer des biens communaux de Vex.¹⁷²

La partie supérieure de la forêt bourgeoisiale de Sion fera plus tard l'objet d'un procès entre le consortage de la montagne et ladite Bourgeoisie, procès qui débute en 1821 pour se terminer en 1847.

En 1852, les deux secteurs d'alpage, la Muraz et *Tyon*, fusionnent.

Les Sédunois cèdent à leur tour leurs droits à des ressortissants de Vex et des Agettes.

L'Hôpital de Sion, par contre, continue à y alper un troupeau. Il faut croire que les limites entre les communaux de Vex et la montagne du consortage continuaient à susciter des difficultés entre les deux propriétaires : cela a amené au délimitage de 1852, entre la bourgeoisie de Vex et le consortage d'alpage, qui sépare la forêt bourgeoisiale de ladite montagne du côté du levant et au couchant sans déroger aux usages et droits antérieurs des deux parties, notamment aux droits de la commune aux bois se trouvant rière son territoire.

Les mêmes droits ont été conservés sur les grandes sérandes de l'alpage.¹⁷³ Rappelons, à cette occasion, la convention de 1504, entre le consortage d'alpage et la communauté de Vex dans laquelle il est dit : « Il a été agi et conclu que les bois serrés, croissant sur la dite montagne de *Tyon* en plus des besoins de la montagne appartiennent à la communauté de Vex de façon toutefois que les propriétaires de la dite montagne aient la faculté de se servir et jouir des bois croissant sur ladite montagne et de les employer à leur guise pour les nécessités seulement de ladite montagne. »¹⁷⁴

Lors d'une procédure éditale, en 1867, le tribunal décide que la commune de Vex a droit aux bois croissant sur la montagne de *Thyon* et est propriétaire de la forêt.

Le consortage de *Thyon* a droit au fonds et à l'herbe ainsi qu'aux bois nécessaires pour les besoins de l'alpage.¹⁷⁵

Nous verrons que l'alpage introduit la procédure du rachat de ces droits de la commune, en 1942.

Quant aux tractations entre l'alpage et la bourgeoisie de Sion qui ont amené à la convention de 1847, la procédure en est exposée dans l'*Histoire des forêts* au chapitre de la formation du domaine forestier.

¹⁷¹ ABS, 5-106; Fonds Charles Allet, P-94+95.

¹⁷² ABS, 5-205.

¹⁷³ Vex, P-344.

¹⁷⁴ AEV, 6900-1/145.

¹⁷⁵ AEV, 6900-1/145.

Hérémençe et Vex

Les deux communautés apparaissent dans un acte de 1328, avec des syndics et des biens communaux. Hérémençe était sous domination savoyarde, tandis que Vex, sous domination épiscopale, constituait un vidomnat administré par le Chapitre.

Leurs rapports ont pour objet l'économie pastorale, ce qui implique des questions d'eau et de délimitation de territoire.

Ce premier acte connu, dont existe une copie de 1339, traite en effet d'un litige entre les deux communautés au sujet d'eaux et de pâturages.

L'évêque intervient dans cette affaire. Il s'est adjoint le Chapitre de Sion, l'abbé de Saint-Maurice et d'autres conseillers.

La communauté d'Hérémençe est représentée par le major et les syndics ; le châtelain de Conthey est également présent.

Il est procédé alors à la délimitation des pâturages qui doivent rester communs entre les deux parties et qui se trouvent au pied de l'alpe de Thyon, soit au Plan Verney, et de ceux qui seront de la juridiction de l'une ou de l'autre des communautés. On fixe également les droits des parties sur **l'eau de Lescherchy (d'Essertze) et des sources**.

Il est décidé qu'il est loisible aux gens de Vex d'amener cette eau jusqu'à leur village. Cependant l'entretien de l'aqueduc incombera aux gens d'Hérémençe sur leurs terres. Tandis que l'eau de la Muraz et les autres sources voisines resteront propriété de ceux d'Hérémençe.¹⁷⁶

En 1382, les deux communautés concluent un nouvel arrangement concernant l'eau de *Lescherchy*.

En effet, les hommes de Vex, réunis selon l'habitude dans l'église Saint-Sylve cèdent et vendent aux hommes d'Hérémençe le droit sur toute cette eau qu'ils peuvent maintenir sur leur territoire, et avec tous les droits afférents pour le prix de 20 livres.¹⁷⁷

La Diète s'occupera encore de cette eau en 1772 et reconnaîtra alors qu'elle appartient à Hérémençe.¹⁷⁸

En 1825, les deux communautés passent une autre convention, selon laquelle Hérémençe accorde à Vex la possibilité de prendre l'eau dans la Dixence pour amener par **l'aqueduc** construit au XVIII^e siècle, **dit de Fan** (Fang), la quantité nécessaire à l'irrigation des propriétés.

Outre les conditions relatives aux travaux d'élargissement et aux dommages occasionnés, il est précisé que les droits des consorts actuels du bisse doivent être maintenus. Vex payera à Hérémençe une rente de 1 louis, soit fr. 16.—.

Un règlement de l'aqueduc est établi en 1875.¹⁷⁹

Un autre aqueduc fait encore l'objet de tractations entre les deux communes.

C'est en 1838, que les consorts de Vex avaient demandé à Hérémençe l'autorisation de construire un aqueduc sur Hérémençe captant l'eau à la Dixence.

¹⁷⁶ Hér., Pg-1 ; Vex, Pg-5.

¹⁷⁷ Hér., Pg-2.

¹⁷⁸ Hér., P-45.

¹⁷⁹ Hér., P-97 ; Vex, P-334.

Ils préfèrent ensuite, vu le coût de cette construction, s'associer aux consorts d'Hérémente pour le canal qu'ils avaient construit en 1670.

Ils s'adressent à cet effet, en 1858, au Conseil d'Etat qui se reconnaît juge compétent et écarte l'opposition de la commune d'Hérémente à ce nouvel aqueduc.

Le Conseil d'Etat, ayant chargé une commission de vérifier le tracé du canal, autorise, en 1862, Vex à réunir les eaux de son nouveau bisse avec celles de la grande Traite depuis la prise à la Dixence jusqu'au point fixé pour le partage des eaux des deux bisse, au lieu-dit Berno, au-dessus de Prolin. Il fixe certaines conditions de répartition d'eau, de construction, d'entretien, d'expropriation, de paiement, de surveillance. Vex doit payer une somme forfaitaire de fr. 2'000.— à Hérémente.

Un règlement doit être établi par les deux communes.

Hérémente devra réclamer la dite somme encore en 1883, en faveur des consorts du Grand Bisse.¹⁸⁰

Les travaux de construction sont adjugés en 1863.

Mais des difficultés vont surgir entre les deux consortages. Chaque consortage va nommer, en 1884, une commission pour clore ce procès en cours au sujet des droits d'eau respectifs. Les commissions établissent une transaction qui doit être approuvée par les assemblées des consorts. Cela ne sera pas le cas: en effet, l'affaire ira au tribunal de première instance et à la cour d'appel.

Ensuite, les consorts de la branche de Vex de l'aqueduc neuf venant d'Hérémente sont invités par publication dans le Bulletin Officiel de novembre 1887, à se réunir pour prendre connaissance des jugements portés par les tribunaux civils et à prendre les décisions les plus appropriées. Ils décident de recourir au Tribunal fédéral estimant qu'il y a erreur dans le mesurage admis par la cour d'appel.

Dans son jugement du 10 juin 1887, le Tribunal fédéral fixe le débit qui est à donner aux consorts de Vex auxquels il appartient d'agrandir à leurs frais la canalisation existante depuis Létégeon au Torrent de Prolin et ensuite de la prolonger jusqu'aux terres de Vex. (Ce qui a été fait en 1890).

Un accord ne pouvant encore être trouvé sur l'écluse et le volume d'eau et la somme à payer à Hérémente, le procès ne finira que par un nouveau jugement de la Cour d'appel du 9 novembre 1891.¹⁸¹

En 1885, la commune des Agettes demanda à Vex de pouvoir prolonger le bisse venant d'Hérémente à travers la forêt du Ban jusqu'à Ziffeuge. Ce qui fut accordé.¹⁸²

En 1856, s'était posée pour Vex la question de prendre part au **nouvel aqueduc de Chervé** captant les eaux de la Printze à 2'300 m d'altitude pour les conduire à Thyon. La commune s'était réservé un droit de quatre heures. Les consorts qui s'étaient inscrits pour cet aqueduc furent invités, en 1857, à consigner le nombre d'heures de fonds. Le bisse fut construit en 1858.¹⁸³

¹⁸⁰ Vex, L-56+25.

¹⁸¹ Vex, P-336.
Vex aura droit à 2/5 de l'eau.

¹⁸² Vex, L-25.

¹⁸³ Vex, L-23; Bulletin Officiel 34/1857. Le bisse traversait 6 alpages avant d'arriver à Thyon. Vu les difficultés du terrain, il a été abandonné très tôt sur son premier parcours ensuite définitivement sur la totalité des 11 km, en 1915.

Les biens communaux de Vex et d'Hérémence ont à plusieurs reprises été l'objet de délimitations ainsi que la «terre vague» en Plan Verneys, au-dessus des biens communaux d'Hérémence.

Un litige au sujet des limites de la montagne de Plan Verneys est connu par l'acte de 1469: l'évêque, les chanoines, les représentants du duc de Savoie et des communes arbitrent le différend et tracent les limites.¹⁸⁴

En 1567, on procède à de nouvelles viances entre les biens communaux de Vex et d'Hérémence audit Plan.

On se base sur l'acte de 1328, et d'autres, tout en décidant qu'une parcelle doit rester commune. Celle-ci va depuis la Zarmettaz jusqu'au pied de la *Syaz de Monthyel Quarraz*, ce qui correspond également à l'acte de 1469.¹⁸⁵

D'autres pâturages encore donnent lieu à des controverses entre les deux communautés.

C'est ainsi que la Diète met fin, en 1566, à un litige au sujet des pâturages situés entre la Borgne et la *Diesenychyz* (Dixence), au *Grossus de Fay* (Fang), au Buyl de Fang et à la route d'Hérens, en se prononçant en faveur de la commune de Vex. Sont compris dans ce périmètre les hameaux de la Comba et de Combyola.¹⁸⁶

Un procès resurgit, en 1593, entre les procureurs des seigneurs Patriotes des 7 dizains et les procureurs du Chapitre au sujet des limites de leur juridiction, entre Vex et Hérémence, et des limites des domaines respectifs.

Des commissaires procèdent au renouvellement des reconnaissances des délimitations ordonné par la Diète.

Il s'agit donc des fiefs de Combyola et de *Mayoral* (Comba):

Hérémence prétend qu'ils sont sur son territoire mais en possession de ceux de Vex selon sentence de la Diète de 1566 citée ci-dessus. Hérémence demande à être réintégré dans ces fiefs.

Les commissaires aux reconnaissances en réfèrent à la Diète qui désigne une commission. Celle-ci se rend sur les lieux avec les représentants du Chapitre, des communautés de Vex et Hérémence.

Hérémence exhibe des reconnaissances antérieures selon lesquelles lesdites terres sont attribuées au territoire d'Hérémence.

Vex et le Chapitre, de leur côté, présentent également des actes de reconnaissance et font opposition en se référant à la sentence de 1566. Le Chapitre prétend que le terrain entre les deux fosses (Pilletta et Fang) lui revient.

Les commissaires décident que la sentence de 1566 doit être respectée et accordent la juridiction en amont du milieu de la *Fossa di Pillettaz*, allant à la Borgne, jusqu'à la *Fossa de Fang* à Hérémence et ce qui est en aval de ladite *Fossa de Pilletta* à Vex.

Les albergements et accensements faits par ceux de Vex sur juridiction d'Hérémence seront reconnus à la République, pour autant qu'ils ne sont pas des fiefs du Chapitre.

La Commune d'Hérémence rachètera cinq fiefs du Chapitre en 1786.¹⁸⁷

¹⁸⁴ Vex, Pg-129.

¹⁸⁵ Hér., Pg-28+178/6

¹⁸⁶ Vex, Pg-178/4.

¹⁸⁷ Hér., Pg-50 et P-48; Vex, Pg-179^{bis}.

C'est en 1718, que les syndics et procureurs de chaque commune renouvelleront le limitage séparant les juridictions et territoires selon l'acte de 1595, entre Vex et Hérémente, depuis la Fossa de Piletta jusqu'au *Mont Carraz*.¹⁸⁸

Ces révisions des limites territoriales et de juridiction vont encore se répéter.

En 1776, on reprend la limitation au bord de la Borgne (au creux de Piletta) et on monte de là au vieux chemin d'Hérens, *es Maisonnettes*, ensuite on sort par celui-ci jusqu'à l'ancienne limite dite *Pierre Majoral*. De cette limite, on accède au Plan de Seppey et au mayen de Collon. De là, la ligne de démarcation se dirige vers le midi en suivant le bisse de la Muraz.

Ce limitage englobera encore les pâturages communs aux deux communautés situés au Plan Verneys selon actes de 1567 et 1718.¹⁸⁹ A partir de 1863, la révision des limites se fait en principe tous les 10 ans.¹⁹⁰

On retrouve lesdits pâturages communs encore en 1912 et 1919. Ensuite, est intervenu le partage de l'indivision dont fait mention la délimitation de 1967.¹⁹¹

Quant aux arrêtés communaux concernant les pâturages et forêts, on peut encore mentionner ce qui suit : conscient de la situation préoccupante quant à la jouissance des biens communaux, et voulant rappeler les coutumes et usages anciennement établis et observés par les prédécesseurs, **le conseil de Vex** a rétabli, en 1825, les anciens arrêtés édictés depuis 1566.

L'arrêté de 1697 ordonnait que personne ne soit reçu communier sans payer la somme de 100 écus avec un gobelet d'argent et un repas de fête avec pain, vin et viande à tous les communiens. La personne taillable ne serait reçue comme habitante de Vex qu'après avoir été affranchie par le Vénérable Chapitre.

Pour ce qui est des pâturages, il est conclu que :

- toute débandia de chèvres et de moutons dans les champs semés est abolie et défendue ; chacun doit mettre les chèvres dans la bergerie ;
- à teneur de l'arrêté de 1682, les porcs doivent être tenus hors des prés et champs semés depuis le début avril jusqu'à la Saint-Michel [29 septembre] ;
- dans les biens communs de la Tueille et de la Coluire on ne peut pâturer que le gros bétail et les chevaux ;
- il est permis à chacun de pâturer ses champs *somoro* avec chevaux, vaches et autres animaux jusqu'au 10 juin ;
- chacun peut, après la récolte sur les champs semés, dits *d'envernuz*, profiter de ses « *étroules, favives, pessives, orgiores* » avec les chevaux attachés, mulets et une vache attachée jusqu'à la fête de Saint-Michel ;
- qu'il n'est pas permis de mener des animaux qui n'appartiennent pas aux communiens, sur les biens communs, sans la permission du juge et des syndics.¹⁹²

En 1884, l'assemblée bourgeoise de Vex vote **le règlement sur la jouissance des avoirs bourgeois** qui est approuvé par le Conseil d'Etat en 1885.

¹⁸⁸ Vex, Pg-183^{bis} ; Hér., Pg-149.

¹⁸⁹ Archives d'Hérémente.

¹⁹⁰ Vex, L-22.

¹⁹¹ Archives d'Hérémente ; Vex, S-1.

¹⁹² Vex, L-24.

On cite les pâturages parmi les avoirs bourgeoisiaux.

Il est dit que tous les habitants, bourgeois et domiciliés, peuvent jouir de ces pâturages bourgeoisiaux pour faire paître chèvres et moutons, tout en épargnant les jeunes forêts.

Les bourgeois non domiciliés sont seulement admis s'ils supportent toutes les charges et payent une taxe annuelle.¹⁹³

Différends entre la communauté d'Hérémence et les consortages d'alpage

Les pâturages de la Let de Pralong ont donné matière à litige entre les consorts de l'**alpage de Métal** et les procureurs de la communauté d'Hérémence. En 1546, c'est Jean de Platea, bourgeois de Sion, qui trouve un arrangement à l'amiable entre les deux parties. Cependant, en 1619, une nouvelle convention doit être passée entre les deux parties et les limites respectives sont alors renouvelées en présence de leurs délégués et notaires.

On reprend l'accord de 1546, selon lequel les consorts de Métal ayant des mayens à Pralong et les communiens d'Hérémence peuvent faire paître leurs troupeaux en commun sur les mayens, au printemps, jusqu'à la fête de Saint-Jean-Baptiste [24 juin]; à dater de cette fête jusqu'à la désalpe, les consorts auront droit au pâturage de la moitié supérieure tandis que ceux de la communauté d'Hérémence à la partie inférieure et cela selon les limites posées.¹⁹⁴

Une autre transaction aura lieu, en 1824, en vertu de laquelle toute indivision est supprimée.¹⁹⁵

D'autre part, les syndics et procureurs et les hommes délégués de la généralité des communiens, d'une part, et les procureurs de la **montagne d'Esserchy**, d'autre part, conviennent, en 1786, que la commune d'Hérémence cède aux consorts l'herbage des moutons à Sonnires, depuis la montagne deys Barmettes jusqu'au Lengiron vers les communs de Vex/Hérémence et le passage pour abreuver les moutons en trois endroits.¹⁹⁶

Le consortage consignera ces droits encore en 1912.

Divers actes font apparaître les nombreuses difficultés surgies entre les procureurs d'Hérémence et les consorts et allodiateurs de Vex, au sujet des **alpages de Miribel et d'Allévaz**.

Dans un différend entre le major de Vex et le commissaire des reconnaissances de la majorité de Vex, d'une part, et les procureurs d'Hérémence, d'autre part, on parvient à un accord en 1571.

Le major avait, avec l'autorisation du doyen de Valère, vidomne de Vex, prononcé le ban d'un mayen à *Miribel* pour défaut de reconnaissance d'une redevance. Ce bien fut ensuite commis (confisqué); mais le tenancier fit opposition, arguant de l'incompétence du vidomne dans cette juridiction.

¹⁹³ AEV, 3040 B3-320, 120.

¹⁹⁴ Hér., Pg-68.

¹⁹⁵ Hér., P-143; voir également sous Arbaz.

¹⁹⁶ Hér., Pg-158.

Dans l'accord sont désignées les limites de la juridiction de la commune d'Héremence et celle de la majorité de Vex.

Les consorts de Miribel peuvent établir des gardes; bois et pâturages leur appartiennent dans les mêmes limites.¹⁹⁷

En 1576, le procès entre les procureurs des montagnes de *Miribel*, d'une part, et d'Allevaz, d'autre part, contre ceux d'Héremence, est porté devant l'évêque à la suite de saisies de bestiaux par la garde d'Héremence en amont du pont de Pralong, *eys Mayenches*. Les allodiateurs des deux alpages contestent tant la juridiction d'Héremence que celle de Vex, et font valoir leur droit de pâture et de coupe d'arbres.¹⁹⁸

L'évêque remet la cause à la Diète. Après vision locale par le bailli et les députés, un arbitrage met fin au procès, en 1577. On reconnaît la juridiction d'Héremence sous réserve des droits des consorts d'Allévaz, de *Miribel* et des propriétaires des mayens de *Mayenches* sur les bois nécessaires à Lavantier ainsi que des consorts de *Dyez*; mais ces mêmes droits sont contestés à la Barmaz.

Vex continuera d'exercer un droit de garde sur *Miribel* mais sans juridiction.¹⁹⁹

Nous avons déjà signalé que le Chapitre, en cette même année 1577, a vendu sa juridiction aux Patriotes des 7 dizains.

En 1613, les consorts de *Miribel* et les procureurs d'Héremence procèdent à une répartition des pâturages. La commune aura le parcours depuis la *Discencia* (Dixence) jusqu'à l'alpage d'Allévaz et depuis le Torrent de Merdery jusqu'à la montagne de la Barma.²⁰⁰

Mais c'est au sujet du **secteur situé sous l'alpage d'Allévaz, dit Lavantier**, que des procédures s'engagent entre le consortage et la commune d'Héremence. L'alpage avait un droit de parcours sur ce terrain touchant au nord aux Fontaines Claires, au sud au Torrent de la Chenaz, au levant à la Dixence et au couchant aux rochers de ladite montagne.²⁰¹

A l'origine des difficultés il y avait ce droit de parcours et, d'autre part, l'intention d'Héremence de reboiser ce secteur, ce qui nécessitait la suppression du parcours du bétail. Héremence se réserve alors le droit de son rachat. Mais le consortage prétend à la copropriété de ce terrain, se basant sur un acte de 1577, selon lequel le parcours est commun et indivis entre les deux parties et qu'il ne s'agit donc pas d'une servitude pouvant être rachetée.

L'affaire ayant été portée devant le tribunal du 3^e arrondissement pour le district d'Hérens, celui-ci juge et prononce, le 2 août 1883, que la commune est propriétaire des forêts et bois de Lavantier sous les réserves mentionnées dans l'acte de 1577, et qu'elle est propriétaire en commun et par parts égales des droits de parcours.²⁰² En cas de séparation des droits, Allévaz devra obtenir des terrains

¹⁹⁷ Vex, P-8.

¹⁹⁸ Hér., P-12.

¹⁹⁹ Hér., Pg-36; Vex, P-139.

²⁰⁰ Hér., P-17.

²⁰¹ Hér., Pg-36.

²⁰² Cette servitude de parcours se maintiendra jusqu'à la séparation définitive du secteur de Lavantier dans le cadre du rachat des servitudes.

voisins de sa montagne.²⁰³ Ce jugement amène le Conseil d'Etat à déclarer qu'il ne peut pas appliquer les dispositions sur le rachat demandé par Hérémente, vu qu'il y a doute sur la nature du droit, soit de copropriété, soit de servitude.

Mais quant au repeuplement ordonné par l'autorité forestière supérieure, il décide, le 6 juillet 1888,

- que la défense du parcours reste maintenue jusqu'à ce que le ban soit levé par l'autorité compétente et
- que les ayants-droit au parcours ne peuvent s'y opposer.²⁰⁴

Autour des années 1570, spécialement en 1577, la commune d'Hérémente procède à diverses **transactions avec des communiens** dans le but de leur procurer des pâturages. Elle cède ces pâturages dont les surfaces vont d'une à plusieurs fauchées (1 fauchée = 900 toises) à des privés, à condition qu'ils ne les revendent pas à un non-communier d'Hérémente.

Le livre qui recense les arrêtés depuis 1490, contient divers actes d'échange et d'albergement de pâturages et forêts à partir de 1731, dans diverses régions de la commune. Au surplus, les procureurs d'Hérémente, avec le consentement de l'assemblée générale, remettent, en 1602, sous forme d'albergement à perpétuité et d'emphytéose, soit de bail à perpétuité, à des particuliers, au prix de 50 livres pour chacun, une portion de terre inculte **aux Sèques**, avec défense d'aliéner une parcelle à un non-communier d'Hérémente, sous peine de la perte du droit acquis.

Le périmètre de l'ensemble du territoire cédé est indiqué. Il est précisé que la commune peut y couper les bois comme sur les autres montagnes, faire parcourir les chèvres, passer de tout temps avec le bétail, dévaler les bois à portée.²⁰⁵

Dans un litige ultérieur (1843), entre un des consorts et la commune, le jugement du tribunal civil d'Hérens, de 1847, confirme les droits précités de la commune.²⁰⁶

Bien entendu, Hérémente entretenait également des rapports de voisinage avec **Saint-Martin**, concernant pâturages et bois. Nous rappellerons qu'en 1515, il y a procès entre les procureurs des deux communes, à cause du parcours de bêtes de Mandelon sur les communaux de Saint-Martin. On va fixer les limites des pâturages des alpages de Vendes sur Saint-Martin et de Mandelon sur Hérémente, et le pâturage commun des deux alpages et de ceux d'Hérémente.²⁰⁷

En 1561, le juge-délégué de l'évêque intervient avec ses assesseurs sur place, en présence des procureurs d'Hérémente et d'Evolène/Saint-Martin pour régler les anciennes disputes. Le juge ordonne de replanter les limites enlevées ou déplacées selon acte de 1515.²⁰⁸ Les deux communautés procèdent, en 1736, à la révision de leur délimitation depuis le fond, vers la Borgne (*Champs di Cleives*), jusqu'aux pâturages communs des montagnes de Vendes et Mandelon et le long de l'arête.²⁰⁹

²⁰³ Vex, P-350/1.

²⁰⁴ Vex, P-350/1; AEV, 1103/189.

²⁰⁵ Hér., SPg-3 + P-2 + SP-29.

²⁰⁶ Hér., SP-13.

²⁰⁷ Hér., Pg-7.

²⁰⁸ Hér., Pg-25.

²⁰⁹ Hér., SPg-8.

D'autres révisions de limites de juridiction avec Saint-Martin sont faites en 1778, 1823, 1844 et 1863. Il a été convenu alors que la révision se ferait désormais tous les 15 ans.²¹⁰

Nous traitons encore des consortages d'alpage dans l'*Histoire des forêts* au chapitre de la formation du domaine forestier.

Pour ce qui concerne les **arrêtés spéciaux** ayant trait aux pâturages, nous les trouvons dans le recueil constitué en 1749, et rassemblant des arrêtés qui remontent jusqu'en 1490.

En 1490 donc, il est arrêté :

- que personne ne peut faire à lui seul une bergerie ;
- que lorsque les biens ou pâturages communs sont pâturés par le gros bétail, il est défendu d'y mener les brebis ; le passage de la bergerie est déterminé sur certains biens communs ; les parcours des bergeries de chaque quartier sont également indiqués ;
- que personne ne peut garder plus d'une brebis avec les vaches ;
- que personne ne peut faire des esserts ou des champs neufs en dessous de l'aqueduc d'*Useigny* sans une permission spéciale de l'assemblée générale ; et si on les fait au-dessus du bisse, il faudra payer le « terragium » ; mais il est défendu de faire ces esserts en dehors des bosquets ; enfin, on ne peut utiliser les esserts que pendant le temps de trois récoltes ;
- que personne ne peut pâturer sur les biens communs des animaux qu'il n'a pas hivernés ou qu'il aurait donné en dehors de la commune dans ce but ;
- que durant le temps de l'alpation, les animaux ne peuvent pâturer sur les biens communs situés sous l'alpage ;
- que personne ne peut mettre plus d'une demi-douzaine de chèvres à la bergerie ; si on en a plus, on peut les garder sur les pâturages communs mais pas avec les vaches.

En 1548, la communauté établit des règlements concernant le bétail étranger pris « a comanda », soit chèvres, brebis, vaches ; d'autres prescriptions sont faites, en 1570 et 1574, sur les gardes des quartiers, les taxes et rapports à faire par les gardes ; et en 1579, il est arrêté que désormais toutes les brebis et chèvres devront être expulsées toute l'année de toutes les possessions sises dans la majorité et que les gardes doivent les saisir, le cas échéant.

La généralité décide au surplus qu'il est défendu de louer des chèvres et des moutons du dehors de la communauté pour les garder sur les biens communaux ; que les porcs de plus d'une année sont à exclure des possessions et, en été, également les petits. En 1589, l'assemblée générale arrête qu'il est défendu de donner un édifice à un étranger ; en outre de déplacer les limites (viances) au détriment des biens de la communauté ; dans ce cas, le droit du juge supérieur est réservé.

Selon la décision portée en 1628, ceux qui ont des propriétés confinant aux communs doivent les clôturer sans transgresser les limites.

Il est également précisé que les divers détenteurs d'un office public ont l'obligation de rendre compte aux successeurs.

²¹⁰ Hér., P-150.

En 1714, les hommes réunis en assemblée confirment toutes les règles et arrêtés portés jusqu'alors.²¹¹

Dans l'intérêt des cultures, le Conseil décide, en 1845, que chaque feu doit apporter 4 taupes par année et une douzaine d'oiseaux, soit moineaux, geais, zaunes, zavois ; des amendes sont prévues pour le cas où le nombre requis n'est pas fourni.²¹²

Le 4 décembre 1884, l'assemblée bourgeoise adopte le règlement sur la jouissance des avoirs bourgeoisiaux, approuvé par le Conseil d'Etat, le 12 décembre 1884. Parmi les avoirs bourgeoisiaux figurent les pâturages. Il est prévu qu'une taxe doit être payée pour tous les animaux pâturent les communaux. Les bourgeois non-domiciliés ne sont pas admis à la jouissance du pâturage ; les non-bourgeois et habitants domiciliés le sont à condition qu'ils supportent les charges communales et payent une indemnité annuelle ; la pâture du gros bétail, au printemps, sur les communaux, est supprimée ; on rappelle que seuls les animaux hivernés dans la commune peuvent être pâturés sur les biens communaux ; le parcours des chèvres est fixé par l'administration.

On rajoute en 1928, que les bourgeois doivent payer une taxe pour le pâturage des animaux sur les biens bourgeoisiaux, et que les bourgeois non domiciliés dans la commune sont également admis à jouir du droit de pâturage s'ils supportent les charges et prestations communales. Le règlement du 15 janvier 1940 confirme ces dispositions.²¹³

Les communautés de la rive droite de la Borgne

Nax et Vernamiège

A l'entrée de la vallée se trouve la majorité de Nax/Vernamiège.

Sa situation politique, comme celle des autres communautés sur ce versant, est résumée dans le premier chapitre sur les forêts.

La commune de Nax dispose des **deux alpages du Gothier** tandis que celle de Vernamiège tient **l'alpage de Pralovin**. Ces deux alpages vont être la source de difficultés entre les deux communes. Un procès est intenté devant l'évêque, en 1328. On trouve un compromis selon lequel sont fixées les limites jusqu'auxquelles les deux alpages du *Gothier* peuvent mener paître leurs bêtes sur Pralovin en commun avec celles de Vernamiège. Mais cela ne doit rien changer au droit de propriété du sol.²¹⁴

Vernamiège ayant fait opposition à la sentence, en 1371, le bailli du Valais, commissaire délégué par l'évêque, dut émettre une nouvelle ordonnance au sujet du limitage des pâturages des deux alpages du *Gothier*. Il y est confirmé que les bêtes des deux alpages peuvent, le cas échéant, pâturent jusqu'aux limites fixées dans le jugement épiscopal de 1328.²¹⁵

²¹¹ Hér., L-13.

²¹² Hér., L-26^{bis}.

²¹³ AEV, 3040 B3-320.115 + livre 16/7.

²¹⁴ Vern., P-1 ; Nax, Pg-11.

²¹⁵ Vern., Pg-9 ; Nax, Pg-23.

Nous rappelons qu'en 1338, le donzel Jean d'Anniviers avait vendu, à perpétuité, pour le prix de 8 livres mauricoises, à la commune de Nax, l'investiture des droits à la montagne du *Gothier* inférieur.²¹⁶

En 1408, toujours à cause des pâturages sur Vernamiège, les deux parties font intervenir des arbitres qui, siégeant au tribunal de l'évêque, prononcent que la commune de Nax a le droit, à perpétuité, au pâturage pour les bêtes des deux alpages du *Gothier*, en commun avec la commune de Vernamiège, dans les limites déclarées dans la charte de 1328.²¹⁷

Un différend surgit également entre les deux communes à cause de la prétention de Vernamiège aux droits d'eau sur la montagne du *Gothier*.

En Diète de 1436, la majorité des députés décide que Nax doit rester en possession de l'eau et que Vernamiège ne peut pas en revendiquer.²¹⁸

A la suite de l'enlèvement de bêtes de Nax par ceux de Grône à la montagne du *Gothier*, une sentence est prononcée par l'évêque sur la base des rapports de ses commissaires, sur le limitage des possessions des communes de **Nax, Vernamiège et Grône**, dans les alpages, en 1410.

L'évêque rétablit Nax dans ses anciennes possessions et ordonne, sous peine d'excommunication, la restitution des bêtes. Les dites possessions s'étendent depuis le *Syescho* (Chiesso) des montagnes, par dessus Bouzeroux, jusqu'en Artillon et la Lay et de là aux sommités de la Serra. L'évêque impose alors silence aux procureurs de Loye-Grône et défend d'inquiéter ceux de Nax dans leurs dites possessions.

Par contre, la même année, l'official de Sion prononce une sentence en faveur de *Mage* contre Nax pour ce qui concerne le pâturage sur Vernamiège au-dessus de Pralovin.²¹⁹

Cependant, le procès entre **Nax et Loye-Grône** au sujet du limitage des possessions et du territoire continue.

En 1419, il y a visite des lieux par des commissaires, interrogations et dépositions de témoins.²²⁰

Un limitage du *Gothier* entre Nax et Loye-Grône a lieu, en 1501, et Nax aura gain de cause pour alper les animaux du *Gothier*.²²¹ En 1698, après une procédure de barres, l'évêque investit Nax de l'alpage du *Gothier* et des droits d'usage.²²²

En 1717, Nax et Vernamiège procèdent à leur tour au limitage de la montagne depuis le plan Ogiel (Chermetta) jusqu'au sommet de la serra (crête).²²³

La délimitation territoriale entre Nax et Vernamiège depuis les fontaines de la Chermetta jusqu'au Mont-Noble est refaite en 1864 et celle depuis Praz-Riond, en amont, jusqu'aux Fontaines et, en aval, jusqu'à la Borgne, en 1900. La reconnaissance sera renouvelée en 1913.²²⁴

²¹⁶ Nax, Pg-14.

²¹⁷ Vern., P-2+4; Nax, Pg-34.

²¹⁸ Vern., S-1.

²¹⁹ Nax, P-2; Mase, Pg-5.

²²⁰ Nax, P-3.

²²¹ Vern., P-6.

²²² Nax, Pg-214.

²²³ Vern., Pg-91.

²²⁴ Nax, R-3; Vern. S-16+31.

En 1866, les hommes de Nax rétablissent les arrêtés pour l'alpage du Gautier. Ils renouvellent le règlement en 1896.²²⁵

Du côté de **Grône**, la commune de Nax passe, en 1809, une transaction au sujet des limites de séparation des alpages depuis *Atteillon* (Artillon) en aval vers le Bourzat et de là aux mayens des Baux. **L'alpage de Bougiroux** se trouve au nord et à l'est et celui de *Gothier* au sud et à l'ouest de cette ligne. Chaque commune aura donc la propriété des pâturages de son côté de cette ligne.

Depuis *Atteillon* en amont, et depuis la limite du *Glapey*, *Gothier* se trouve du côté du couchant et du nord ; après la fontaine de Treloura, la limite suit, par le sommet des Luys de la Lex, jusqu'à la séparation de la montagne de *Zarzé* d'avec celle du *Larduzan*. Ainsi *Zarzé* demeurera sur le territoire de Grône et *Larduzan* sur celui de Nax.

Cette transaction, considérée comme un projet, n'est pas observée de la part de la commune de Grône. Le curé de Nax lance un appel à Grône et propose une rencontre amicale. Entre-temps, les assemblées générales des deux communes donnent les procurations à des commissions pour défendre leurs droits respectifs et terminer le différend. Ainsi, une audience des représentants de Nax et de Grône a lieu devant le châtelain du dizain de Sierre, le 28 juillet 1826.

Ceux de Grône exposent que les hommes de Nax s'étaient permis des voies de fait et de repousser le bétail de Grône pâturant sur des parties de la montagne de *Bougiroux* appartenant à la commune de Grône de temps immémorial et qu'en plus ils auraient fait, en 1826, une coupe de bois considérable dans la forêt leur appartenant et se trouvant sur leur territoire.

Grône demande que Nax avoue ses torts et que les bois abattus soient sa propriété, là où ils se trouvent maintenant et sans payer d'indemnités. Ceux de Nax contestent et évoquent des formalités de procédure qui entraînent la nullité de l'intimation et le fait qu'il s'agit de lieux litigieux se trouvant sur deux dizains.²²⁶

Une autre audience a lieu le 28 août 1826, devant le vice-grand-châtelain d'Hérens.

Nax affirme vouloir se tenir aux limites de la sentence de 1410, si Grône n'observe pas celles désignées dans la transaction de 1809.

Il appartient cette fois à Grône de contester la compétence du juge pour divers motifs (juridiction du terrain), de mettre en question la validité du mandat reçu, de souligner que la convention de 1809 n'était qu'un projet.

Finalement, Nax propose qu'un jour soit fixé par les parties ou par le juge pour vérifier la ligne de démarcation que fixe la sentence de 1410.

Le 2 novembre 1826, à Sion, à l'Hôtel de la Croix Blanche, les deux parties avec leurs avocats, pour finir avec ce procès, décident de faire, dès que possible, une « descente » sur les lieux et qu'en attendant la cause reste suspendue et en l'état.

Le 1^{er} septembre 1827, une transaction est passée entre les deux communes par laquelle on fixe la ligne de séparation des deux montagnes, à savoir de *Gothier* et de *Bougiroux*, le territoire et la juridiction des communes et des deux dizains.²²⁷

Mais l'affaire se heurte encore au piquetage définitif de cette ligne dans le terrain. En 1841, la commune de Nax écrit au Département de l'Intérieur, pour répondre au mémoire de Grône, qu'elle ne peut admettre le piquetage fait par

²²⁵ Nax, P-170+250.

²²⁶ Nax, P-102.

²²⁷ Nax, P-104 ; Grône, Gp-206+302+392+399.

Grône sans sa participation. Elle demande que le Conseil d'Etat intervienne et fasse trancher l'affaire par une commission. Et Grône acceptera que le Conseil d'Etat nomme un ingénieur pour cette opération de limitage.²²⁸

En 1889, les communes procèdent à la reconnaissance des limites territoriales et de juridiction.

La même année a lieu la vérification des limites territoriales entre **Nax et Bramois**, depuis la limite des trois communes, à l'est, jusqu'au Creux de Nax et à la Borgne.²²⁹

La commune de Bramois est propriétaire d'un mas de forêt à **Enson** sur Grône. En 1751, une convention est passée entre les deux communes concernant le passage des bois coupés de ladite forêt.

Grône avait fait opposition au dévalage des bois dans un «zabloz» qui d'après elle n'était pas au service de cette forêt. Mais vu la quantité de bois qui se trouvait déjà dans le châble et l'impossibilité de le passer ailleurs, Grône autorisa pour cette fois, la sortie des bois par ce châble, à condition que Bramois paie les dommages et sans que cela tire à conséquence pour l'avenir.²³⁰

La commune de Vernamiège étant pauvre en pâturages, les gens se voient contraints d'acheter des droits sur d'autres alpages. Citons **la montagne du Larduzan** que se partagent les communes de Grône, Nax et la bourgeoisie de Sion, cette dernière devenue co-seigneur par l'achat de la seigneurie de Granges, en 1603. Vernamiège achète des droits dans cet alpage dès 1680. Nax, pour sa part, achète une partie du domaine de la montagne avec haute et basse juridiction partagée avec les autres ayants-droit.²³¹

Les consorts du *Larduzan*/Nax ayant des difficultés pour s'approvisionner en bois déclarent, en 1684, devant le notaire et les procureurs de Vernamiège qu'il leur a toujours été permis de prendre du bois, avec l'autorisation de Vernamiège, lorsqu'ils en avaient besoin pour la restauration de leurs bâtiments, soit dans la forêt de la Chermetta sur Vernamiège, au-dessus et au-dessous de «l'ogiel» (chemin) qui va de la source (Chermetta) au sex (rocher) du *Myruel*.²³²

Plus tard, *Larduzan* passera convention à ce sujet avec la montagne de *Zarzey* sur Grône. (Voir sous commune de Grimisuat).

De 1780 datent une reconnaissance en faveur de Grône, de Nax et de la bourgeoisie de Sion, les arrêtés et le ratement de l'alpage.

Les consorts reconnaissent devoir à la bourgeoisie de Sion pour le fief-plan qu'ils tiennent :

- 6 sols et 6 deniers de rente annuelle,
- 12 deniers de servis annuel,
- 6 sols de plait.

Cette reconnaissance a été renouvelée périodiquement depuis 1624.

²²⁸ Grône, Gp-594.

²²⁹ Nax, R-36.

²³⁰ Grône, Gp-144.

²³¹ Nax, Pg-230+231.

²³² Mase, P-26.

En 1781, la bourgeoisie de Sion et les procureurs de Grône et de Nax, agissant au nom des allodiateurs font de nouveaux arrêtés, les anciens n'ayant pas été observés.²³³

Nous avons déjà signalé dans le présent chapitre, en évoquant «les droits seigneuriaux» que Nax et Grône ont acquis, en 1841, des droits de l'hoirie J.E. de Riedmatten, bourgeois maître de Sion, selon le ratement de 1780, pour le prix de 700 écus bons.²³⁴

On trouve de nouveaux arrêtés en 1851.

Des restrictions sont faites dans le partage du fromage et du sérac ou dans la distribution du lait et de la crème à ceux qui montent à la montagne sans nécessité.

En 1859, le juge instructeur d'Hérens publie dans le Bulletin Officiel que le consortage veut procéder à un nouveau ratement des droits de tout prétendant à la propriété de ladite montagne dont il mentionne les confins. Ce ratement est fait en 1862.²³⁵

En 1865, les consorts du **Haut-Champ** (Larduzan), soit les propriétaires des droits de vache, demandent le rachat des redevances et droits utiles. Cette décision est notifiée par le juge de la commune de Nax aux copropriétaires des droits. Ce sont les communes de Grône et de Nax ainsi que la famille Eugène de Riedmatten et les hoirs du Fay, qui sont alors possesseurs de ces droits et redevances.

Les droits consistent dans le prélèvement du lait de 3 jours et demi à 2 émines, et dans le droit de faire pâturer 6 poulains et 6 génisses. La transaction est passée le 27 décembre 1866. Les consorts vont livrer aux ayants-droit le produit de 3,5 émines de lait (les frais de manutention restant à la charge des consorts) ou le capital de Fr. 4'500.— en 5 annuités. Les consorts recevront les titres relatifs à l'approvisionnement en bois et autres en faveur de la montagne.²³⁶ On a procédé ensuite à divers ratements de la montagne.

En 1881, comparaissent devant le juge instructeur du district d'Hérens les procureurs de la montagne du *Haut-Champ* déclarant que la majorité des consorts avait voté le rachat des droits seigneuriaux grevant la montagne conformément à la transaction du 27 décembre 1866.

On fixe alors les parts respectives des communes de Nax, de Grône et celle des hoiries. Tant les consorts que la Bourgeoisie de Vernamiège rachètent la servitude moyennant la somme globale de Fr. 4'500.—.²³⁷

Les consorts réunis en assemblée à Vernamiège, le 31 mai 1885, établissent un règlement pour la montagne, approuvé par une commission nommée par chacune des communes de Nax, Grône et Vernamiège.

²³³ Nax, L-9.

²³⁴ Nax, P-119.

²³⁵ Grône, Gp-669.

²³⁶ Nax, P-172; Vern., S-20.

²³⁷ Nax, P-206; Vern., S-28 + P-139.

Cette dernière commune représente la majorité des droits de fonds.

L'alpage est composé de 150 vaches de fonds. Les prestations annuelles des allodia-teurs sont fixées (frais d'investiture, travaux annuels à faire par tête de vache alpée, corvées de 2 jours, répartition des frais pour construction et entretien d'édifices, abris, etc. en proportion des droits de fonds).

La direction est dans les mains de deux procureurs dont les nombreuses tâches sont précisées. Chaque allodiateur peut alper des cochons pour autant qu'il peut les nourrir de la «chouta» (cuite) provenant du lait de ses vaches.²³⁸

Le 1^{er} juillet 1888, les ayants-droit des fonds, réunis sous la présidence des procureurs, ont pris des décisions pour l'administration de l'alpage.

Ils déterminent l'époque de l'alpation des génisses (après celle des vaches), les réparations nécessaires, fixent la durée des manœuvres à 2 jours pour tous les alpants.²³⁹

En 1917, est établi un règlement comportant 77 articles, ratifié par le Conseil d'Etat en 1919.

Les ayants-droit de l'alpage, situé sur la conunune de Nax, sont réunis en une corporation de droit cantonal (art. 66). Les dispositions de base sont reprises. On fixe de nouvelles taxes pour le bétail, les salaires des domestiques.

Le 20 février 1921, l'assemblée en modifie deux articles relatifs aux porcs.²⁴⁰

La communauté de Vernamiège se voit, d'autre part, très tôt confrontée à celle de Mage au sujet du parcours qui se pratique en commun sur territoire de Vernamiège.

Un acte de 1292 nous informe sur ce litige porté devant le tribunal de l'évêque qui intervient alors en tant que surarbitre. La sentence arbitrale décrète que ceux de *Mage* peuvent, avec leurs bêtes, utiliser les pâturages sur Vernamiège en commun avec ceux de Vernamiège, soit depuis les anciennes limites qui séparent leur territoire jusqu'au rocher dit «Fabro» et de là, vers le haut, jusqu'au sommet de la montagne et, vers le bas, jusqu'à la Borgne.²⁴¹ De 1309 date un arbitrage concernant le limitage territorial fait entre les deux communautés, à la suite de difficultés au sujet de droits de pâturage et de bois et des limites déterminant ces droits sur chacun des 2 territoires.

Les arbitres, nommés par les communes, sous l'autorité du bailli, ont déterminé les limites en partant depuis le *Sex du Myruel* pour descendre à une ancienne ligne existant au Sex de Montellier. Cette ligne directe devra séparer pour toujours les forêts et les juridictions respectives des 2 communes. Est fixé également le droit de parcours de *Mage* au delà de ces limites, sur une largeur déterminée par la Pierre Favre. Ceux de Vernamiège auront le droit de pâturage sur une largeur identique côté *Mage*, depuis le chemin du Larsey jusqu'à la hauteur du *Sex de Myruel*.

Pour ce qui est du pâturage en commun des deux communautés, les arbitres décident de s'en tenir à la décision de l'évêque Boniface de Challant (1292). Les litiges existant jusqu'alors au sujet d'une ancienne limite au sommet de la forêt donnant la direction jusqu'à celle de Montellier, sont ainsi éliminés et aucune partie ne pourra, à l'avenir, poursuivre l'autre ni saisir l'une sur l'autre.

²³⁸ AEV, 3040 B-321.0.19.

²³⁹ Vern., R-6.

²⁴⁰ AEV, 3040 B-321.0.13; Nax, P-270.

²⁴¹ Mase, Pg-1.

La convention, passée vers la limite au Sex de Montellier, est approuvée par l'évêque et le Chapitre.²⁴²

Vernamiège, comme nous l'avons dit, étant pauvre en pâturages, des familles acquièrent, en 1440, des parts sur l'**alpage d'Arpetta**. Les représentants du consortium dudit alpage, avec le consentement de tous les consorts et au nom de leurs successeurs, ont décidé d'associer et de faire participer ceux de Vernamiège, dans l'intérêt de toute la communauté, aux droits de pâturages, de forêts et de chalets et à tout autre droit accessoire de l'alpe d'Arpetta. Les hommes de Vernamiège devront construire une remointze dans l'intérêt de l'alpage en amont de la Combe et remplir encore diverses autres conditions. Chacun pourra construire des abris pour son usage. Les consorts, eux, supporteront les redevances dues aux seigneurs.²⁴³

A la suite des litiges entre les consorts, le vicaire épiscopal ordonne, en 1494, la délimitation des deux alpages qui usaient en commun des pâturages mais non des chalets et des prés autour. Les consorts d'Arpetta pourront, en cas de nécessité, jouir des eaux et forêts en dessous des limites de l'alpage et extirper ce qui empêche le pâturage, tandis que ceux de *Luery* peuvent descendre, sur Vernamiège, jusqu'à la fontaine de Vinipel.²⁴⁴

En 1502, le vicaire épiscopal fait savoir que de nouveaux litiges ont surgi, à propos de la possession des pâturages, entre les procureurs de *Mage* au nom des allodiateurs des alpages d'Arpetta et de *Luery*, d'une part, et la communauté de Vernamiège, d'autre part. Il prononce une sentence interlocutoire pour faire établir la possession;²⁴⁵ puis l'ordonnance du cardinal Schiner, en 1503, exige de planter des limites intermédiaires séparant le territoire de Vernamiège de celui de *Mage*, et de déterminer les limites entre le *Gothier* de Nax, l'alpage de Pralovin de Vernamiège et les alpages de *Luery* et d'Arpetta.

Le différend a été porté devant le tribunal épiscopal par les procureurs de *Mage* et les consorts des deux alpages.

Mage prétend que les limites de son territoire vont depuis le rocher de *Myruel* (Mérouré), traversant jusqu'à la fontaine de la Chermetta, près des pâturages du *Gothier* et de là en amont jusqu'au sommet des crêtes près de Nax et de l'alpage du *Larduzan* et que les deux alpages étaient toujours en possession pacifique de ces pâturages; ce que Vernamiège conteste, confisquant les bêtes qui y pâturent. Elle explique que les limites qui la séparent de *Mage* vont de la Borgne au rocher de *Myruel* et de là directement au Plan-Mont et au *Mont-Nubloz* (Mont-Noble).

Les arbitres vont examiner les lieux du litige, tant les quatre limites au-dessus de la pierre *Myruel*, au midi, qui selon Vernamiège la séparent de *Mage*, que les trois limites des Planards, au nord, qui selon *Mage* la séparent de Nax, comme cela avait été fait et décidé au temps de l'évêque Guillaume de Rarogne. Ceux de Vernamiège, par contre prétendent que ces trois limites la séparent de Nax. Sur quoi, l'évêque, les assesseurs et les arbitres désignés par les communes ordonnent une nouvelle délimitation, celles existant au *Sex Myruel*, à Plan-Mont et au Plan-Ogiel n'étant pas acceptées comme limites incontestables.

Il en ressort que ce qui est compris à l'intérieur de ces limites (*Sex du Myruel/La Chermetta/Les Planards/Le Plan-Mont*), doit rester à perpétuité et sans empêchement des parties, en commun aux allodiateurs des alpages et aux communes.

²⁴² Mase, Pg-2.

²⁴³ Vern., Pg-16.

²⁴⁴ Vern., Pg-16; Mase, Pg-12.

²⁴⁵ Mase, Pg-13.

Les parties ont approuvé et ratifié le prononcé. Il n'est fait aucune déclaration sur les forêts situées à l'intérieur de ces limites. Chaque partie est maintenue dans ses droits.²⁴⁶

En 1524, les allodiateurs et consorts de l'alpage d'Arpetta publient que, comme il avait été usité dans le temps, ceux des allodiateurs qui ne sont pas de la communauté de Mage, doivent désalper leur bétail à la fête de la Nativité de la Vierge Marie (8 septembre) car à dater de cette fête, les pâturages appartiennent à la communauté.²⁴⁷

En 1565, une sentence est prononcée par le bailli sur **les droits de parcours auxquels prétendent ceux de Mage** sur une portion du territoire de Vernamiège.

Une visite des lieux est d'abord accordée par l'évêque et le bailli. Ce dernier, accompagné d'un député de chaque dizain, se rend sur place le 14 juin 1563. Chaque partie expose alors son point de vue.

Ceux de Vernamiège prétendent que le pâturage en litige est inclus dans les limites de son territoire et que ceux de Mage n'ont pas le droit de mener leur bétail au delà des limites territoriales.

Ceux de Mage, par contre, se prévalent des transactions des évêques Boniface de Challant et Mathieu Schiner et de dépositions de témoins. Après quoi, le bailli et les arbitres prononcent la sentence par laquelle ils corroborent la transaction de l'évêque Boniface de Challant : ceux de Mage ont le droit d'utiliser, en commun avec Vernamiège, le pâturage qui est en litige et dont ils fixent les limites à partir de celles qui règlent le territoire entre Vernamiège et Mage.²⁴⁸ Et Mage ne devra point prétendre à d'autres parcours qu'à celui compris dans « l'espace » ci-dessus limité où son bétail pourra paître en commun avec celui de Vernamiège.²⁴⁹

En 1639, les consorts de Luery, représentés par les trois quarts des membres réunis en l'église de Mage, en présence du métral du Chapitre et du métral de l'évêque, pour établir et promettre d'observer certaines règles dans l'intérêt de la montagne, disposent en particulier :

- qu'aucun des consorts ne pourra aliéner son droit à un étranger qui ne serait consort ou allodiateur de la montagne avant de l'avoir présenté à un consort ;
- que l'étranger qui accepte ce droit, mais qui n'a pas été consort avant, devra être admis parmi les allodiateurs et payer 5 livres ;
- qu'aucun allodiateur ne peut vendre l'herbagium pour des bêtes étrangères sans avoir d'abord proposé ce droit aux allodiateurs et en avoir reçu l'autorisation. Suivent encore diverses autres dispositions concernant l'alpation.²⁵⁰

En 1654, une convention est passée devant le métral de l'évêque, entre **les montagnes d'Arpetta et de Luery**, d'une part, et la commune de Mage, d'autre part, au sujet du parcours : on précise les époques durant lesquelles les pâturages des deux alpages sont à la communauté.²⁵¹

²⁴⁶ Vern., P-9 ; Mase, Pg-14.

²⁴⁷ Mase, Pg-19.

²⁴⁸ En partant du *Sex de Myruel*, tendant sur le territoire de Vernamiège, sur une largeur de 127 1/2 toises, on plante la première limite et en descendant, toujours à partir des limites qui séparent les deux territoires, on pose les limites sur les terres de Vernamiège à des distances égales jusqu'à la hauteur de *Bel Verney* (Bevernec) et de là, en aval, sur une largeur de 160 1/2 toises et 193 1/2 toises.

²⁴⁹ Vern., P-13.

²⁵⁰ Mase, Pg-41.

²⁵¹ Mase, P-20.

En 1715, un conseil d'arbitres procède au limitage qui sépare les deux alpages. On tient compte de la sentence de 1494, citée ci-dessus. L'évêque confirme l'arbitrage et laisse subsister l'ancienne coutume de paître dans les territoires de Vernamiège jusqu'à la montagne du *Gothier*, soit à la fontaine de la Chermettaz et en dessous, jusqu'à une autre fontaine, dite de Vinipel.²⁵²

Dans l'affaire des limites territoriales et de juridiction, un nouvel accord est trouvé par les arbitres, en 1717, entre les représentants de Vernamiège, Nax et *Mage* et les consorts de *Luery*, au sujet de la délimitation qui sépare lesdites communes et la montagne et détermine le territoire de cette dernière.

De nouvelles limites sont posées depuis le sommet de la Serra du *Grand Glappey* en descendant par le milieu du *Grand Glappey* jusqu'à Planmont.

Cinq limites sont posées selon l'ordonnance de limitage des arbitres pour séparer l'alpage de *Luery* et le territoire de Vernamiège sans déroger au pâturage utilisé en commun.²⁵³

Pour conserver ses droits au sujet des limites de l'alpage, la commune de Vernamiège doit faire, en 1843, opposition aux barres prononcées par le tribunal du dizain d'Hérens lors d'une séance avec les consorts d'Arpetta et de *Luery*. Les communes de Nax et de Grône interviennent également ainsi que les représentants des co-seigneurs de l'alpage du *Larduzan*.²⁵⁴

Suivront les délimitations réciproques entre les intéressés.

En 1838, et en se basant sur la loi du 30 mai 1809, **Vernamiège se propose de racheter le droit de parcours que Mage exerce sur une partie de son territoire, soit sur une lisière nommée «espace».**

Mage fait d'abord opposition et Vernamiège recourt au tribunal du Contentieux. Des experts sont désignés pour faire rapport au sujet de ce parcours, de son étendue et de sa valeur. Ladite lisière s'étend depuis la Borgne jusqu'au *Sex de Myruel* (miroir du midi) longeant le territoire de Mase sur une larseur de 190,5 toises et de 127,5 toises en amont du chemin de Sion.

Une convention est passée, le 8 juin 1841, suite à laquelle *Mage* cède et renonce à perpétuité, en faveur de Vernamiège, à tout droit de parcours sur les communaux tel qu'elle en a usé jusqu'alors conformément à la sentence du 14 juin 1565. Vernamiège payera à *Mage* l'000 écus bons et les intérêts. ; et on renonce à tout autre procès.²⁵⁵

On revient, en 1877, sur le **limitage territorial entre Mase et Vernamiège**. Les conseils des deux communes contrôlent les limites depuis le Bioley jusqu'au *Sex de Myruel* où se trouvent deux limites: une pour la juridiction des deux communes et l'autre pour le parcours mixte. Quant au consortage de *Luery*, la limitation est faite depuis ledit *Sex* au Plan-Ogiel où se trouve la limite sous le sentier allant à *Larduzan*. On suit, à partir de là, les limites de 1717.²⁵⁶

²⁵² Vern., Pg-90; Mase, Pg-67+68+12.

²⁵³ Vern., Pg-91; Mase, Pg-69.

²⁵⁴ Vern., S-11.

²⁵⁵ Vern., S-13.

²⁵⁶ Vern., P-129.

Des documents de la commune de *Mage* nous renseignent sur des limitages entre la commune et l'alpage de *Luery*, en 1880-1882, depuis le Planmont au Mont Noble. Une nouvelle délimitation a dû avoir lieu entre les communes et l'alpage, en 1904, dont le procès-verbal reste introuvable. On procède à des vérifications en 1906 et 1912. En 1913, a lieu la vente des bois coupés sur la ligne de démarcation qui n'est cependant pas spécifiée. Toujours est-il que sur la carte topographique de 1878/1880, figure la ligne territoriale à laquelle Vernamiège avait prétendu. Elle est reportée ensuite sur toutes les cartes ultérieures.²⁵⁷

L'alpage d'Arpetta sur Mase et sa juridiction

Aux rubriques «Généralités» et «Droits seigneuriaux» de ce chapitre, nous avons fait mention des reconnaissances de l'alpage d'Arpetta en faveur de l'évêque et indiqué que l'office de la majorie de Nax — Vernamiège a passé, en 1652, aux communes de Nax et de Vernamiège qui tiennent depuis lors le fief en question de la mense épiscopale.

Dans l'acte d'achat de la majorie épiscopale, approuvé par l'évêque Adrien de Riedmatten et le Chapitre, il est stipulé que les deux communes, en reconnaissance de l'approbation de cette mutation, fourniront chaque année, et pour toujours, à la mense épiscopale: 3 pièces de mélèze d'une longueur de 5,5 toises servant de «jambes» (dites «tibia») pour le pont de Riddes et le pont du Rhône à Sion, plus une pièce de mélèze d'une longueur de 2,5 toises utilisée comme traverse ou appui (dit «cussin» ou «pulvinar») pour lesdits ponts, soit tous les 2 ans: 6 «tibias» et 2 «cussins». En même temps, mais pour une fois seulement, les communes livreront 8 pièces des dites dimensions pour le pont de Riddes.²⁵⁸

En 1657, les deux communes s'entendent au sujet de la fourniture des mélèzes à la mense: la commune de Vernamiège touchant plus d'émoluments de l'office en question, fournira deux, et celle de Nax un, des trois mélèzes promis; quant à la traverse celle-ci sera également coupée dans les forêts de Vernamiège.²⁵⁹

Un différend surgit ensuite à cause des dommages causés par la vidange des bois. L'évêque ordonne, en 1786, que le jour suivant la sortie des bois deux hommes soient envoyés réparer les murs endommagés. Enfin, il est encore confirmé que Nax a le droit d'extraire et de sortir ledit «cussin» des forêts de Vernamiège. Il est question aussi que certains bois sont destinés à l'entretien des poutres de la Majorie.²⁶⁰

A la suite de la cession de la majorie aux communes, de longues tractations commencèrent entre Nax/Vernamiège et la commune de *Mage* au sujet de l'alpage d'Arpetta. En 1653, le litige survenu entre les commissaires des reconnaissances et les procureurs de Nax et Vernamiège d'une part, et les procureurs de *Mage* et les allodiateurs de l'alpage, d'autre part, est porté devant le tribunal épiscopal.

²⁵⁷ Mase, R-4+18+19; SR-1+14.

²⁵⁸ Vern., Pg-67. Voir aussi l'*Histoires des forêts*, période avant 1800.

²⁵⁹ Vern., Pg-70.

²⁶⁰ Vern., Paroisse, P-48.

Les consorts avaient été sollicités par les commissaires de la nouvelle majorité de faire reconnaissance des droits de la majorité de ce lieu. L'évêque et ses assesseurs obligent, par sentence, les recourants à la reconnaissance comme dans le temps.²⁶¹

La pétition de *Mage*, adressée en 1780 à l'évêque, rétablit le cheminement de cette affaire.²⁶²

En 1653 sont précisées les limites d'Arpetta relevant de l'autorité épiscopale ; ces limites vont du pré d'Ursin au *Sex de Wippellet* et de là au *Sex de Myruel* ; elles touchent par en haut la montagne du *Haut-de-Champ*, alors dans la juridiction de Granges, et, côté Hérens, les pâturages de Loveignoz.²⁶³

En 1722, l'évêque rend notoire que dans sa juridiction de la paroisse de *Mage*, depuis les dernières reconnaissances, divers lods, plaits, commissions ne lui ont pas été versés sur les ventes, mutations et aliénations de biens inféodés à la mense épiscopale. Le métral et les procureurs de *Mage* formulent une supplique afin qu'on renonce à exiger une somme pour les arrérages. L'évêque consent à y renoncer, y compris pour ce qui concerne l'alpage d'Arpetta.²⁶⁴

Le major de Nax-Vernamiège procède, en 1725, à une reconnaissance de la montagne d'Arpetta sur le mont de *Mage*, au-dessus et à côté de l'alpe de Lovegno et du *Larduzan*.

Les consorts reconnaissent devoir pour la montagne 3 sols mauriçois de servis annuel à la Saint-Martin d'hiver avec le plait en cas de mutation du seigneur et l'hommage-lige, devoir répondre au major de Nax-Vernamiège de toutes les redevances dues à l'évêque et à sa mense et que, dans les limites de ce mont, personne d'autre ne peut rendre justice sur les offenseurs que l'évêque et son major comme il est dit dans les anciennes reconnaissances.²⁶⁵

Le décret du 11 septembre 1779, adjuge au major de Nax-Vernamiège la juridiction sur Arpetta à teneur des anciennes reconnaissances auxquelles *Mage* s'était soumise (voir la sentence de 1653).²⁶⁶

C'est alors que la commune de *Mage* réagit et relève dans sa pétition du 10 février 1780, adressée à l'évêque, que de mémoire d'homme le major de Nax-Vernamiège n'avait exercé la justice dans la paroisse de *Mage* et ses alpes mais que c'était le métral de *Mage* qui avait exercé les actes de justice. Elle produit des actes authentiques à ce sujet et les dépositions de témoins. Du reste, dit-elle, les anciennes reconnaissances ne font aucune mention de la judicature sur le mont d'Arpetta mais bien du mont de la paroisse de Nax et du fief de la majorité de Nax-Vernamiège sur les alpes d'Arpetta, territoire, paroisse et juridiction de *Mage*. Il s'agit d'un fief réel qui regarde les personnes qui jouissent de la terre en fief. Le seigneur de Nax-Vernamiège tient donc le fief des alpes de l'évêque, tandis que le métral de *Mage* tient la judicature desdites alpes. Et au major de reconnaître, dans toutes les reconnaissances, tenir en fief, sur le mont de *Mage*, l'alpe d'Arpetta et devoir 3 sols de servis

²⁶¹ Vern., P-23 ; Mase, Pg-50 + P-18. (Était comprise, cette fois, aussi celle de la judicature).

²⁶² C'est en 1650, que Maurice Udrisard, alors major de Nax-Vernamiège, s'était attribué la judicature d'Arpetta qu'il prétendait être dans son fief de majorité. Au reste, il confesse avoir en fief toutes les alpes situées sur le mont de *Mage* pour lesquelles il doit 3 sols mauriçois de servis annuel avec le plait ; les hommes de l'évêque doivent répondre au major des tailles, redevances, services avec plait et autres usages dûs à l'évêque et à sa mense. Mais en 1650, la sentence suprême concernant cette judicature sur la montagne d'Arpetta est prononcée contre le major de Nax. Le métral et les procureurs de *Mage* doivent être réintégrés dans leurs anciennes possessions de la judicature et pleine administration de la justice desdites alpes d'Arpetta sur territoire de *Mage*. (Mase, Pg-45+46). (Ce qui n'a pas été observé).

²⁶³ Mase, P-18.

²⁶⁴ Mase, Pg-71.

²⁶⁵ Mase, P-31.

²⁶⁶ Vern., P-69.

annuel avec le plait. Les procureurs et le métral de *Mage* concluent dans leur pétition qu'ils doivent être réintégrés dans leur ancienne possession de la judicature de leurs alpes et que le décret du 11 septembre 1779 doit être cassé.²⁶⁷

Et c'est le 10 février 1780, qu'est prononcée par l'évêque la sentence qui réintègre la commune de *Mage*, par son métral, dans l'exercice de la juridiction de la montagne d'Arpetta.²⁶⁸

Nous terminons sur ce sujet en rappelant que le rachat des 3 sous qu'Arpetta devait aux communes de Nax et de Vernamiège, à la suite de l'albergement de la majorité, a été opéré en 1808.²⁶⁹ Les communes rachèteront de leur côté les fiefs de la mense et du Chapitre.

Mase et Saint-Martin

Après avoir fait état des problèmes que la commune de *Mage* a dû résoudre avec ses voisins du Nord, nous voulons aborder quelques difficultés qu'elle a eu avec la commune de Saint-Martin (Hérens) à cause des pâturages et des forêts.

Nous trouvons, en 1455, un compromis conclu par l'évêque et ses arbitres dans un litige qui oppose depuis longtemps les deux communautés à la suite d'une coupe de bois effectuée par les gens de Saint-Martin.

Les deux parties se réunissent à *Mage* sur la place du plaid. Ceux de *Mage* avancent que ceux d'Hérens coupent le bois dans leurs forêts et prétendent au surplus avoir un droit de pâturage outre la *Magny*, sur le territoire de Suen. Hérens, par contre, se défend en présentant un acte notarié de 1400 indiquant les limites. Le prétendu droit de pâturer est contesté à *Mage*.

On fixe alors la limite entre les deux communautés, soit entre la montagne de *Mage* et celle de Lovegno, jusqu'au sommet des monts. Mais ceux de *Mage* conservent le droit de pâture outre la *Magny*.²⁷⁰

On procède à une nouvelle délimitation entre *Mage* et Hérens en 1627, car le litige entre les deux communautés ne s'est pas apaisé.

La cause est pendante depuis longtemps entre le métral de *Mage*, pour le Chapitre, et le procureur de *Mage*, d'une part, et le métral et les procureurs d'Hérens, d'autre part. C'est *Mage* qui a demandé la révision des limites entre les deux communes et réclamé la possession des forêts, eaux et pâturages. Elle demande que le juge procède à une visite des lieux. Le vice-bailli et ses assesseurs vont examiner les lieux et fixer les limites litigieuses depuis la Manna au sommet de la Serra et mettre chaque partie en possession légitime des biens sis de part et d'autre des nouvelles limites.²⁷¹

Selon *Mage*, cette sentence du vice-bailli la lèse de plus d'un tiers; elle fait donc appel de celle-ci. La commune se réfère au plaid d'Hérens de 1372 pour

²⁶⁷ Vern. P-69; Mase, P-39.

²⁶⁸ Mase, Pg-75.

²⁶⁹ Mase, P-47.

²⁷⁰ Mase, Pg-8; St-Martin, Pg-2.

²⁷¹ Mase, Pg-37; St-Martin, Pg-22.

prouver où se trouve le Mont de Lovegno ainsi qu'à l'acte de 1494 passé avec les procureurs d'Arpetta, lorsqu'on planta une limite au sommet de la Serra, soit entre Arpetta et *Luery*. L'appel de *Mage* est admis.²⁷²

On retrouve un acte de délimitation entre Saint-Martin et l'alpage d'Arpetta, en 1856, qui mentionne un accord passé «jadis» entre les deux communes, mais que Saint-Martin n'observait pas.

Mage a donc intenté une action contre Saint-Martin pour faire reconnaître ces limites. Suivent visite des lieux, interrogatoire de témoins sur place par le juge local ainsi que séance avec les représentants des communes. *Mage* déclare que, dans le temps, les parties s'étaient référées à quatre limites, soit croix, qu'on n'a jamais dépassées. Finalement, les parties vont reconnaître ces quatre croix, refaites en 1846, et promettre de les respecter.²⁷³

Saint-Martin et Evolène

Les arrêtés de la communauté de Saint-Martin sont sur bien des points analogues à ceux de la communauté d'Evolène. Les deux communes tiennent ferme au principe que les pâturages de tous les alpages sont communs à partir de la désalpe jusqu'à 19 jours avant la fête de Saint-Jean-Baptiste [24 juin].

Le titre classé sous P-18bis, qui ne porte pas de date, rappelle ces usages existant depuis des temps immémoriaux et sans contradiction dans toute la vallée d'Hérens.

Le même titre contient l'arrêté disant que les non-consorts ne peuvent faire pâturer leurs animaux sur les biens communs de la paroisse d'Hérens, ni avant la date indiquée ci-dessus ni après la descente du bétail des alpages.

Un acte de 1411 contient la coutume d'Hérens, selon laquelle aucune personne étrangère à la vallée ne peut faire paître les animaux sur les biens communaux, indépendamment du nombre de bêtes ou de la possibilité de les hiverner avec ses propres récoltes.

Cette coutume figure déjà dans le plaid de Suen, vers 1290, lorsqu'il est dit que «toutes les alpes de la paroisse sont bannies 15 jours avant la fête de Saint-Jean-Baptiste et aussi longtemps que celles-ci sont investies, mais qu'ensuite elles deviennent pâturages communs». On y précise les passages à suivre pour amener les animaux sur chacun des alpages et on distingue les alpages qui sont du domaine des seigneurs de la Tour et ceux qui relèvent des Rarogne.²⁷⁴

Les droits de jouissance subiront à leur tour des modifications. Des statuts, règlements seront établis pour chaque alpage et, finalement, on arrivera à une association de sociétaires au sens de l'article 66 de la loi d'application du Code Civil Suisse.

²⁷² St-Martin, Pg-23.

²⁷³ Mase, P-96.

²⁷⁴ GREMAUD n° 2182.

Un acte de 1738, confirme l'usage cité et pratiqué depuis des temps immémoriaux et l'utilité publique de pareille coutume. Cet acte est approuvé par l'évêque qui a lui-même des droits sur des alpages (Arolla, Pragras) et par le grand châtelain et major de la vallée, lui aussi consort à Lovegno. La commune se réserve en plus le droit de vendre des bâtisses sur les montagnes, sans que ces dernières puissent s'y opposer, ou des places à bâtir, dont le bénéfice est partagé entre la commune et le consortage, ou encore l'exploitation de pierres, de bois et de litière.

Bien qu'elle ait exercé ce droit jusqu'alors, **la commune de Saint-Martin** intervint, vers 1787, dans l'idée que cette servitude de pâturage en faveur des bourgeois était nuisible, et suscita ainsi la réaction d'Evolène. Mais en réalité, il ne s'agissait que d'anticiper au 12 ou au 15 juin la fin de ce pâturage, prévue alors au 18 juin.

Evolène considéra cet avancement de la date limite comme une grave diminution du fourrage et par conséquent du bétail. Sur les 19 montagnes de la vallée, Saint-Martin en possédait alors trois sur son territoire, qui étaient communes aux uns et aux autres. Evolène adressa donc une supplique à l'évêque pour le maintien des usages antérieurs.

Par sentence du 7 décembre 1787, la jouissance des pâturages est confirmée à tous les communiens comme par le passé, soit jusqu'au 18 juin. Saint-Martin est condamnée à payer les frais du procès.²⁷⁵

Les lois du 24 mai 1808 et du 30 mai 1809, sur le rachat des droits de parcours inquiètent les autorités d'Evolène à cause des répercussions qu'elles pourraient avoir sur le pâturage des montagnes. Elles s'adressent au Grand Bailli et lui exposent la situation que nous venons de décrire.

Evolène craint que le rachat ne lui fasse perdre le corrélatif de l'hivernage de 300 vaches; elle devrait donc nourrir les bêtes à l'écurie, tandis que l'herbage se perdrait à la montagne. Elle souhaite que celles-ci ne soient pas atteintes par lesdites lois.²⁷⁶

Du fait que la **montagne du Vouasson sur Evolène** a formulé de son côté une pétition pour l'abolition du parcours, Evolène s'adresse, en 1813, au préfet du Département du Simplon le suppliant de pouvoir pâturer comme par le passé sur cette montagne.²⁷⁷

Cette tendance au rachat du parcours sera désormais constante. En 1855, les consorts de **la montagne de la Crettaz** demandent au Conseil d'Etat la suppression du parcours exercé par les bourgeois d'Evolène sur la montagne, sur la base de la loi du 29 novembre 1850 relative au rachat du parcours.

Ils prétendent que les montagnes sont des propriétés privées et que le parcours y est abusif. Il faut donc respecter la loi. On expose en outre qu'Evolène prétend à la copropriété des montagnes et qu'elle veut conserver le droit d'usage dont elle a bénéficié jusqu'alors. Le Conseil d'Etat fixe un terme pour ce rachat et remet l'affaire au Contentieux de l'Administration.²⁷⁸

De son côté, Evolène s'adresse au Conseil d'Etat, lui exposant que jadis les montagnes bourgeoises avaient été partagées entre les communiens pour ce qui est de la jouissance des herbages et que le droit de la commune n'est donc pas une servitude de parcours mais que les montagnes sont en indivision entre la bourgeoisie et les consorts et qu'il s'agit ainsi d'une copropriété qui devrait être partagée. Evolène remettra ensuite ses

²⁷⁵ Evol., P-19+56+33+39+83.

²⁷⁶ Evol., P-56.

²⁷⁷ Evol. P-57+58.

²⁷⁸ Evol., P-95/1.

observations au Contentieux en insistant sur le fait que les montagnes de la vallée d'Hérens sont, d'une part, communes à tous les bourgeois, donc propriété communale et, d'autre part, indivises entre les consorts pour ce qui est du pâturage de l'été.²⁷⁹

Les consorts adressent, en 1856, leur mémoire au Contentieux et prétendent que la sentence de 1787 reconnaît le droit des communiens et que ce droit, cette servitude reconnue, est donc rachetable puisqu'il ne s'agit pas d'un droit de copropriété.

Evolène transmettra sa réponse ou mémoire au Contentieux, répétant que les consorts ne possèdent la montagne que depuis le 18 juin jusqu'à la désalpe.²⁸⁰

Le Contentieux de l'Administration portera son jugement, le 5 mars 1857, contre la bourgeoisie d'Evolène qui avait invoqué le for civil pour débattre la question de la copropriété et demandé d'attendre la décision du tribunal civil. Il se déclare compétent pour prononcer l'abolition du parcours. Sur quoi les consorts renouvellent leur demande de cessation du parcours au Conseil d'Etat.

Mais Evolène reviendra dans un nouveau mémoire sur le fait qu'il faut d'abord savoir s'il y a copropriété ou non et que cette question ne peut être décidée que par le tribunal civil; la loi sur le parcours ne saurait être appliquée avant cette décision, et la copropriété ne pourra être liquidée que par un partage.

Le 28 mai 1897, le Contentieux donne un terme de 10 jours pour formuler les conclusions et fournir les moyens à l'appui de la demande du rachat du parcours.²⁸¹

Evolène adresse encore une pétition au Grand Conseil en soutenant toujours son droit de copropriété. Elle mentionne en outre que l'assemblée primaire avait voté pour le maintien du parcours. Elle rajoute qu'en diminuant le parcours, il y aura 400-500 têtes de gros bétail et 2000 moutons et chèvres en moins.²⁸²

Ce problème du pâturage du printemps sur les montagnes se pose également sur la **commune de Saint-Martin**.

Suite à une intervention du **consortage de Loveignoz**, auprès du Département de l'Intérieur, au sujet du parcours des bourgeois de Saint-Martin sur la montagne, demandant l'application du jugement du 15 juillet 1450, qui dit que la commune a droit de pâturer une certaine étendue de terrain jusqu'au jour de l'alpation mais que le reste de la montagne est libre de ce parcours 19 jours avant la fête de Saint-Jean-Baptiste [24 juin], le conseil communal s'adresse, le 19 mai 1852, à ce Département, en prétendant à la copropriété de la montagne et en affirmant que la commune jouit des pâturages de toute la montagne jusqu'au 18 juin, de certains districts jusqu'à l'alpation et en automne dès la désalpe.

La commune prétend en outre qu'elle a l'administration exclusive des forêts sur la montagne dont certaines parties sont embannisées par ordre du conseil, lequel délivre l'autorisation des coupes de bois pour les constructions dans les bans et que dans celles qui ne sont pas embannisées, chaque communier est libre de couper les bois d'affouage.

Diverses constructions ont été érigées sur le terrain de la montagne par des communiens ayant des mayens dans le voisinage. Des emplacements ont été vendus par la commune et le conseil de la montagne qui s'en partagent le prix. La conclusion est donc que la commune n'exerce pas seulement un droit de parcours: elle est copropriétaire. Elle demande à être maintenue dans la possession de ses droits et que la question de la copropriété soit tranchée par les tribunaux civils.

²⁷⁹ Evol., P-92+83.

²⁸⁰ Evol., P-95/1.

²⁸¹ Evol., P-95/14.

²⁸² Evol., P-84.

Une transaction est passée sous l'autorité du Conseil d'Etat, le 7 novembre 1862. Il est arrêté d'un commun accord entre les consorts et la commune, vu qu'un raccourcissement de l'exercice du droit de parcours de la commune serait avantageux pour l'ensemble de la communauté :

- que le parcours sur une partie limitée de la montagne et mentionnée dans l'acte ne pourra pas être exercé après le 10 juin,
- et sur une autre étendue de l'alpage jusqu'au 12 juin,
- et que la commune pourra continuer à l'exercer comme jusqu'alors en dessous du Prabé jusqu'au jour de l'alpation.

Sur les autres montagnes, Vendes, Eison, Vouasson, le parcours du printemps ne pourra plus être exercé après le 12 juin.²⁸³

En 1894, Saint-Martin annonce au greffe du tribunal d'Hérens que bois et litière sur les montagnes appartiennent à la commune du fait que les forêts sont considérées comme communales. Les consortages ont le droit de prendre le bois pour leur service (affouage, constructions, entretien).

En 1900, le conseil doit se prononcer sur la demande du consortage de Loveignoz, du 15 octobre 1900, concernant le rachat du parcours décidé par les consorts. Le conseil ne va pas s'opposer au principe du rachat mais veut se réserver bois et litière comme par le passé et le parcours en dessous du Prabé, le consortage n'ayant qu'un droit de servitude sur les bois. Le 26 janvier 1901, le consortage s'adresse au Conseil d'Etat et demande qu'il décrète le rachat et nomme des experts. Le 12 avril 1901, un projet de convention est établi pour le rachat du parcours sur le Prabé. L'acte définitif est passé le 10 octobre 1903.

Pour le rachat au-dessus du Prabé, selon la délimitation de 1904 entre les deux parties, le consortage payera la somme de fr. 5'040.—. Le parcours d'automne sur la partie rachetée ainsi que les droits de parcours de la commune sur la partie en dessous du Prabé demeurent réservés.

On constatera que par ce rachat l'ensemble de la question du parcours et des droits au fonds et aux bois n'était pas liquidé. Elle va trouver son dénouement par la convention du 24 juillet 1976 passée entre la bourgeoisie et le consortage selon laquelle sont fixées les limites définitives entre le terrain remis à la bourgeoisie, et celui cédé au consortage :

70% du terrain se trouvant entre les deux anciennes lignes, inférieure (limite forêt) et supérieure (limite rachat 1903), soit de la partie désignée en dessous du Prabé, appartiendra à la bourgeoisie. Chaque partie renonce à tous les droits sur le terrain attribué à l'autre.²⁸⁴

Un nouveau règlement de la montagne de Loveignoz est rédigé en 1920 et celui de l'alpage de Vendes date de la même année. Il faut trois cuillerées de fonds pour y alper une vache.

La bourgeoisie de Saint-Martin possède des droits à **l'alpage de la Vouasson**, sur Evolène. Les droits de parcours y sont réglés par acte du 13 décembre 1903 ; le règlement de la montagne date de 1928.

Le consortage de **l'alpage d'Eison** ayant demandé le rachat du parcours de la Bourgeoisie de Saint-Martin sur toute l'étendue de la forêt attenante à l'alpage et

²⁸³ Evol., P-152.

²⁸⁴ Actes de la commune de St-Martin.

pratiqué au printemps, jusqu'au 18 juin, le Conseil d'Etat a fait taxer par une commission la valeur de ce parcours.

L'acte de rachat est passé le 30 décembre 1902. Il ne sera pas dérogé aux droits de parcours d'automne de la bourgeoisie.

Une autre procédure est encore engagée au sujet du troisième alpage sur Saint-Martin. Le 30 décembre 1902, la bourgeoisie de Saint-Martin et **l'alpage de Vente** passent également un acte en vertu duquel la bourgeoisie abandonne au consortage son droit de parcours grevant la forêt située au-dessus des limites vérifiées et complétées, en 1832, par une délégation de commissaires-députés.

Il s'agit du parcours pratiqué au printemps jusqu'au 18 juin au profit de la bourgeoisie, tandis que le parcours d'automne reste réservé. Le parcours du printemps est taxé par une commission du Conseil d'Etat. Ensuite, un procès se déroule devant le Tribunal cantonal au sujet de la propriété de la forêt sise au-dessus de cette limitation de 1832, au pied de l'alpage, et appelée Forêt de Vente. La bourgeoisie et le consortage se considèrent comme propriétaires du fonds. Suite à la procédure qui a débuté en 1932, le Tribunal cantonal juge et prononce, le 16 juin 1933, que le consortage de Vente est reconnu seul propriétaire, sous réserve du parcours d'automne, de tout le territoire à l'ouest des limites existantes, soit une surface de 61 hectares.

Quant à **Evolène**, des procédures de rachat des servitudes, tant le droit de parcours d'automne dès la descente des alpages, que celui de printemps jusqu'au 18 juin, ont eu lieu à partir de 1857. Cependant, les documents relatifs à ce rachat par les 16 alpages n'ont pu être repérés. Seul celui qui concerne le parcours sur l'alpage de l'Arolla figure au Registre foncier.

Les consorts l'ont racheté en 1922. Des transactions entre la commune et les consorts au sujet du partage de cette montagne et des bois ont précédé ce rachat.²⁸⁵

Principaux arrêtés pris dans les communes au sujet des pâturages

Dans ces arrêtés, on retrouve souvent des dispositions concernant les porcs, les bergeries des chèvres et des moutons, le bétail étranger, les ventes à des étrangers.

La commune de Nax

En 1666, se sont rassemblés au son de la cloche à l'endroit usuel, en présence du notaire et des témoins, le métral du Vénérable Chapitre, les procureurs et plus des deux tiers des communiens, pour traiter en commun de leurs affaires; ils ont délibéré sur les anciens et nouveaux arrêtés à agréer et à codifier, soit 37 articles.

Nous ne citerons ici que les règles qui touchent aux pâturages. Celles qui concernent les forêts sont reproduites dans le chapitre correspondant.

Il a donc été arrêté: qu'aucun communier ne peut hiverner plus que deux porcs, et ceux-ci pendant un hiver seulement; on doit les enfermer le jour de la

²⁸⁵ AEV, 6900-1/145.15.

Saint-Michel (ancienne) [15 décembre]; les autres porcs, avec un gardien, peuvent aller en champ jusqu'à la fête de la Purification [2 février], ensuite sur les prés jusqu'à la mi-avril et, ensuite, sur les communaux jusqu'au jour où les troupeaux de vaches viendront.

D'autres arrêtés sont pris en 1737, 1743, 1754, 1757 et 1762. On règle le parcours pouvant être exercé sur certains districts avant celui des troupeaux de vaches en automne, ainsi que le parcours sur les champs ensemencés en automne, ou sur les «étroubles»²⁸⁶. En 1762, il est conclu que pour être communier de Nax, ceux de Bramois ou de Mage doivent avoir un fonds d'une valeur de 15 livres à Nax, tandis que ceux de Grône et de Vernamiège, bien que n'ayant pas ce fonds, n'ont qu'à se soumettre aux manœuvres et aux statuts de Nax et accepter ceux de Nax dans les mêmes conditions.

Il est en outre ordonné que les habitants doivent, comme les communiens, faire les manœuvres à l'alpage du *Gothier*, aux vignes, aux bisses, aux chemins, pour les esserts du pasquier.

Chaque communier qui veut remettre ses biens communs doit payer un ducat et autant à la reprise.

Mais si, au cours des années, ce communier ou ceux de *Mage* et de Bramois, avaient vendu tous leurs biens à Nax et ne possédaient plus la valeur de 15 livres, ces communiens seraient exclus et privés de tous les biens communs à Nax.

En 1762 encore, la décision est prise qu'aucun consort de la montagne du *Larduzan*, communier et résidant à Nax, ne peut vendre un droit d'herbage en dehors des communiens de Nax; s'il ne trouve pas preneur, il doit le présenter à la communauté.²⁸⁷

L'alpage bourgeoisial du Gothier a ses règles pour l'alpation. Nous avons déjà parlé des exigences posées, en 1569, pour pouvoir y alper le bétail.²⁸⁸

En 1736, est confirmé l'ancien arrêté qui prévoyait que le communier passant plus des deux tiers de l'année en dehors de la commune de Nax ne pouvait plus alper sur ladite montagne, sauf, tout en hivernant dans la commune, par la grâce et permission de la communauté.²⁸⁹

Pour ce qui concerne le parcours sur les communaux, l'assemblée générale décide, le 2 février 1823, que celui qui hiverne plus d'une année le même cochon est tenu de payer, à la Saint-Thomas [3 juillet], un bichet de seigle par tête et que le particulier qui ne paye que 1 bichet de dîme ne pourra laisser courir qu'un cochon au parcours sur les propriétés privées (qui dure jusqu'au 15 mai), le parcours sur les biens communaux excepté.²⁹⁰

Les membres du conseil et autres représentants du peuple font promulguer, le 12 février 1843, sur la place des criées ordinaires, à la sortie des offices, un arrêté contenant 55 articles. Il prévoit en premier lieu que ceux qui ne se soumettent pas aux arrêtés communaux sont privés de tous les droits communaux.

²⁸⁶ Champs après la moisson.

²⁸⁷ Nax, P-30.

²⁸⁸ Nax, Pg-111.

²⁸⁹ Nax, P-30.

²⁹⁰ Nax, R-1.

Quant au parcours, il est ordonné que :

- aucun communier ne peut tenir pendant l'hiver plus de 2 cochons qu'il laisse parcourir la campagne ; les autres doivent rester enfermés à l'écurie ;
- il est défendu de mettre pendant l'été à la bergerie de petits cochons ou de grosses truies ;
- il est défendu de faire paître les bergeries des moutons et des chèvres sur les champs à n'importe quelle saison ;
- les troupeaux de chevaux ne pourront paître sur les étroubles avant le 22 septembre ; les vaches que 8 jours avant la Saint-Simon [28 octobre], aux endroits indiqués par le conseil ; sur une zone de champs déterminée, il est défendu de faire paître toute espèce d'animaux ;
- il est défendu à tout étranger non domicilié ou à un communier forain de faire paître les bestiaux sur les communaux ;
- l'habitant perpétuel et toléré payera pour chaque pièce de gros bétail 2 batz par an, pour chèvre et moutons 1 batz et pour les cochons 2 batz par tête et par an ;
- il est défendu d'accepter dans les bergeries communales des moutons et des chèvres étrangers pour les faire paître sur les communaux et on ne pourra pas conduire des moutons avec les vaches sur les communaux d'en haut ; le berger ne pourra pas mener sa bergerie sur la montagne du *Gothier* ni venir avec elle dans certaines localités indiquées avant le 30 novembre et sur lesquelles on n'amènera pas les chevaux avant la même date ;
- il est également défendu à tout communier de louer des vaches pour les mener sur les communaux.

L'arrêté en question contient aussi diverses prescriptions concernant la vie communautaire. Relevons simplement que tout communier résident, même s'il ne fait pas feu, et tous les habitants domiciliés sur Nax doivent faire les corvées à la montagne, à la vigne, l'écher pour le semer, le patier et tout autre travail nécessaire ; les corvées au printemps et en automne sont réparties par ménage ; ceux qui ont droit à l'eau doivent faire les travaux du bisse ; ceux qui ne paraissent pas le jour du conseil général sans excuse légitime sont amendés ; il est également défendu à chacun de vendre des biens communaux partagés, sans l'autorisation des communiens, et celui qui vendra à un étranger sans permission payera la taxe et sera privé des droits communaux.²⁹¹

On trouve un règlement, en 1866, qui défend d'inalper des porcs qui ne sont pas bien ferrés ou de donner du sel aux vaches le jour du mesurage du lait. Il est défendu de servir du lait de la montagne sauf à des jours précis et lorsque tous les allodiataires sont présents. Ceux qui font paître le bétail avant l'inalpation sont passibles d'une amende.²⁹²

Les arrêtés sont renouvelés périodiquement depuis 1866. Le règlement bourgeoisial est voté en 1881 par l'assemblée générale.

Dans le règlement bourgeoisial de 1881 et dans celui de l'alpage de 1896, figurent les mesures touchant à la cession des droits, à la location de bétail, les dispositions et les indemnités à payer pour alper vache, génisse, génisson, veau et porc. Les attributions des procureurs sont énumérées : ils sont responsables du ménage à l'alpage, de la recouvre du blé pour en faire le pain, des transports du nécessaire à la montagne, de la surveillance des domestiques, du mesurage du lait,

²⁹¹ Nax, R-2.

²⁹² Nax, P-170.

des comptes; on y parle également des devoirs des allodiateurs, des distributions de fromage et de sérac, le jour de «chevuaz» et du mesurage du lait, du fruit à remettre à la bourgeoisie et au curé à titre de prémices.²⁹³

La commune de Vernamiège

En 1508, les hommes de Vernamiège, réunis au son de la cloche, portent des arrêtés au sujet de la mise à ban des biens et pâturages communs et du parcours des animaux, en particulier des porcs, sur les champs et les étroubles, avant la Saint-Martin d'hiver.²⁹⁴ Un arrêté de 1517 concerne encore le nombre des porcs que chaque feu peut hiverner, soit deux par feu, exception faite pour un chanoine et le major de l'endroit qui peuvent en hiverner quatre. Le parcours des porcs est interdit dans les prés et les champs ensemencés de la fin février à la Dédicace de l'église de Sion [13 octobre]. Il faut une permission spéciale pour faire paître les porcs dans les champs non-ensemencés après certaines dates. Le parcours des animaux sur les champs et les étroubles par les chevaux, les porcs, les chèvres, les moutons fait l'objet de nombreux arrêtés.²⁹⁵

Un arrêté est pris en 1564, qui interdit les bestiaux étrangers sur les pâturages. Personne ne peut amener, conduire, tenir aucune bête, de n'importe quelle espèce, du dehors dans la commune. Il est défendu aux non-bourgeois de conduire leurs bestiaux sur les communaux.²⁹⁶

En 1463 déjà, la communauté avait décidé que chaque feu ne pouvait faire des esserts sur les biens communs au-delà d'une surface nécessitant 3 fichelins de semence; ces esserts pouvaient être cultivés pendant 3 ans; après les trois cultures ou récoltes, personne ne pouvait y rétablir un défrichement pendant 10 ans.

Il est défendu ensuite, en 1659, à chaque communier ou groupe de communi-ers de labourer les biens communaux sis en amont du chemin *Mage-Sion* avant le début juin, sur plus de 1 journal de surface et d'en tirer plus de 3 récoltes.²⁹⁷

Toujours à cause des porcs, une pétition est adressée, en 1829, au Conseil d'Etat par un certain nombre de propriétaires qui demandent la suppression du parcours des pourceaux sur les propriétés particulières à cause des dégâts occasionnés en automne et au printemps.

Le conseil communal s'y opposera encore en 1830.²⁹⁸

En 1841, on renouvelle la défense de 1463 au sujet de l'amoncellement ou du rejet des pierres pêle-mêle aux bords des champs, l'obligation de retirer les pierres des murs tombés et de garder ses propres pierres; il est en outre défendu de faire de nouveaux murs sur toute l'étendue des champs sans nécessité et sans permission préalable du conseil communal.

Les délais pour l'ensemencement des chenevières, les semailles en automne avec la charrue, l'ouverture du parcours sur les biens communaux sont fixés par le conseil.²⁹⁹

²⁹³ Nax, P-250; AE, 3040 B-320.117.

²⁹⁴ Vern., Pg-38.

²⁹⁵ Vern., Pg-39+43.

²⁹⁶ Vern., Pg-51.

²⁹⁷ Vern., P-5 + Pg-71.

²⁹⁸ Vern., P-84 + R-1.

²⁹⁹ Vern., R-4.

A l'assemblée des bourgeois de Vernamiège, du 7 août 1892, on prend connaissance du titre, datant de 1463, que nous venons de citer au sujet des pierres dans les champs. Etant donné qu'un autre titre concernant les murailles ou «roués» est égaré, l'assemblée considère qu'il est d'une grande utilité d'en renouveler l'interdiction dans des limites précises, soit là où il ne s'est jamais construit de murailles ou roués; cette pratique en effet, diminue de 1/5 la valeur productive, car elle gêne les travaux dans les champs et le retrait de la récolte sans compter le danger à cause des pierres.³⁰⁰

De 1884 date le règlement relatif à la jouissance des avoirs bourgeoisiaux, conformément au décret du 25 novembre 1880.

A part l'énumération des avoirs bourgeoisiaux et les droits de jouissance, on y trouve les attributions des deux procureurs et syndics qui concernent la vie communautaire (fixation des jours de travail des vignes, des champs bourgeoisiaux, le battage des grains, désignation des bergers des chèvres, moutons et chevaux, tandis que les syndics font les recouvres annuelles et livrent les comptes). Ne manque pas non plus l'obligation qui leur est faite de fournir et servir vin, pain, fromage et beurre les jours d'assemblée bourgeoisiale, de fête patronale, de réception.³⁰¹

Parmi les avoirs bourgeoisiaux figure la **montagne de Pralovin**. L'assemblée générale établit, le 3 mai 1844, les arrêtés et règlements de la montagne pour ceux qui y alpent librement et sans contestation quelconque.

Chaque communier domicilié ne pourra y alper plus de deux vaches et cela vaut également pour les génisses et veaux si on les sépare des vaches. Il est défendu de louer du bétail hors de la commune pour l'alper. La commune se réserve annuellement le fruit d'une émine de lait. L'alpateur paye pour l'herbage des génisses et des veaux selon la règle de la montagne du *Larduzan*. Pour alper un porc hiverné, il faut que chaque allodiateur ait trois oitans de lait et trois quarterons pour un petit porc. Il paie quatre émines de seigle pour chaque porc hiverné et deux pour chaque petit.

Les chèvres ne peuvent paître dans les places bumentées.

Chaque communier doit faire deux manœuvres par an à la montagne et des manœuvres avant l'alpation. La commune fournit la chaudière et les vases. Le syndic de la montagne perçoit des allodiateurs un salaire de 10 batz.

La commune peut disposer de la montagne au cas où il n'y aurait pas 30 vaches à lait,³⁰² ce qui s'est produit certaines années.

En 1872, l'herbage de la montagne est mis en location pour le prix de fr. 100.— par an. Le locataire peut employer la chaudière. Il fournira à la commune 20 livres de fromage gras. L'assemblée primaire fixe, le 16 septembre 1877, les conditions pour la location de l'alpage pendant six ans. Le prix annuel est de Fr. 125.— pour les trois premières années et de Fr. 130.— pour les trois suivantes plus un setier de vin chaque année. La commune fera faire une corvée par tous les communiens et construira une souste pour le gros bétail. On doit remuer aux quatre chalets avec le bétail. Le fumier des parcs et de la souste doit être répandu aux endroits propices. Il est indiqué que le parcours en amont du *Sex de Myruel* jusqu'à la Zermettaz est mixte entre les communes de Nax, *Mage* et Vernamiège.

³⁰⁰ AEV, 3040 B/321.0.

³⁰¹ Vern., R-4; AEV, 3040 B-321.0+320.116.

³⁰² Vern., S-12.

En 1884, la montagne n'est pas louée et tous les bourgeois résidents doivent alper leurs génisses à Pralovin. Les taxes sont fixées d'après l'âge des bêtes ; et pour éviter des animosités entre les bourgeois, il sera décidé que chaque feu pourra alper deux génisses ou génissons.³⁰³

Comme les bourgeois profitent de mettre les génisses à l'alpage tant que les conditions d'herbage sont excellentes, pour les mener ensuite sur les pâturages communaux, l'assemblée décide, le 10 mai 1894, que le parcours des génisses et génissons est interdit pendant l'été dans les parcours de la bourgeoisie. Le cas échéant, on payera le double de la contribution due pour l'alpation.³⁰⁴

La commune avait partagé, en 1862, avec l'autorisation du Conseil d'Etat, des terrains bourgeoisiaux sis au fond des champs et en avait cédé la jouissance aux bourgeois tenant feu, à charge pour eux de défricher ces parcelles d'environ 125 toises et de les transformer en champ dans les deux ans. En 1898, ces terrains sont mis en vente à l'enchère. Celui qui veut convertir son lot en prés n'aura pas droit aux eaux d'arrosage.³⁰⁵

La commune de Mase

Le 26 novembre 1482, les hommes de *Mage* ont établi, en présence du métral de l'évêque et du métral du Chapitre, les arrêtés concernant les forêts et les esserts.

Il est précisé dans ces décisions :

- que personne de la communauté de *Mage* ne peut à l'avenir faire, sans autorisation, des esserts sur les pâturages communs, sauf en aval du chemin public Sion-Hérens, mais pas au-dessus, sous peine d'une amende de 3 sols et de la perte de la récolte qui ira à la commune ;
- sur les esserts faits alors au-dessus du chemin, la récolte peut être retirée, mais ensuite, une seule fois encore ;
- que chaque personne qui fait des esserts sur le commun paye honnêtement à la commune le « terragium », excepté pour la 1^{ère} année ; en cas de sinistre, elle en sera dispensée ;
- qu'il est défendu de vendre ou donner à des personnes étrangères des pierres et des bois, sous peine de 3 sols et de la perte de leur valeur ;
- pour le terragium déjà dû et pour ce qui est des pierres déjà vendues, les débiteurs en seront acquittés.³⁰⁶

En 1522, les hommes de *Mage* demandent au Vénérable Chapitre un double du livret contenant le « souvenir »³⁰⁷ du **plaid de Mage** mais dont on ne connaît pas la date. Pour ce qui concerne les pâturages, il avait alors été spécifié qu'il y a deux alpages sur *Mage* qui doivent être cédés aux consorts 15 jours avant que ceux-ci y accèdent avec leur bétail. Sont aussi indiqués les chemins ou passages qui doivent être utilisés pour la montée des bêtes des divers quartiers. Les prés qui se trouvent dans les « bans » doivent être clôturés contre les vaches.³⁰⁸

³⁰³ Vern., R-5+6.

³⁰⁴ Vern., R-7.

³⁰⁵ Vern., R-10.

³⁰⁶ Mase, Pg-9.

³⁰⁷ C'est-à-dire le procès-verbal ou protocole du plaid.

³⁰⁸ GREMAUD n° 2183 ; Mase, Pg-8.

Le 20 juin 1518, l'assemblée communale de *Mage* a conclu :

- que personne de la communauté ne peut faire des esserts sur les pâturages et bans communaux dont les limites sont indiquées dans le texte, soit en amont de l'aqueduc de la Chervacrettaz ; ces pâturages seront pour toujours à ban et les contrevenants perdront la jouissance des biens communaux et pourront être exclus de la communauté ;
- que dans tous les autres endroits, chaque communier pourra esserter sur le commun, par ménage et pour son intérêt, une surface correspondant à deux fichelins de semence ;
- que celui qui cultive ou ensemece ces esserts pendant 4 ans ou pour 4 récoltes, doit les laisser au repos pendant 8 ans de suite ; personne ne pourra donc les cultiver ;
- que personne ne peut esserter là où la forêt est à ban ;
- que tous les autres anciens arrêtés sont confirmés, cependant le «terra-gium» ne sera pas exigé pour les esserts.³⁰⁹

La même année, un notaire consigne les arrêtés de la communauté relatifs au parcours des porcs :

- par ménage, on ne peut tenir qu'un porc hiverné ; toutefois, ceux qui peuvent nourrir, sur le territoire de *Mage*, de leur propre foin, 6 vaches, sont autorisés à en tenir 2, mais 1 année seulement ; ils pourront les amener sur les biens communs ;
- à l'avenir, les porcs nourris par les hommes de *Mage* devront être chassés des prés et des champsensemencés sur territoire de *Mage* dès la fête de la Purification [2 février] jusqu'à la Toussaint ;
- entre la Toussaint et le 2 février, les porcs peuvent être amenés sur tous les biens, sauf en période de fortes précipitations lorsque le terrain est ramolli et que les champs subissent des dégâts ;
- on peut mener les porcs sur les champs nonensemencés sauf lorsque cela est défendu pour les autres animaux ;
- les porcs doivent être ferrés toute l'année ; si ce n'est pas le cas, ils seront capturés et ferrés par le garde qui en avisera le propriétaire et touchera pour chaque porc une indemnité ; il appartiendra au garde aussi de taxer les dommages et pour cela de visiter les passages et les prés.³¹⁰

En 1558, la commune arrête que les moutons et les chèvres ne peuvent, à aucun moment de l'année, aller pâturer sur les prés et champs de tout le territoire de *Mage*. Elle prend des dispositions concernant le droit de jouissance des bâtards. Personne ne peut vendre des pierres à des étrangers, pas plus que donner le droit d'aller percer des «térébentiers» (mélèzes).³¹¹

Chez le notaire, devant les témoins, se sont présentés, au son de la cloche, le 16 février 1681, les probes hommes de *Mage*, le curé, le métral de l'évêque, le métral du Chapitre, le banneret, les procureurs ; d'un commun accord et pour l'utilité de la communauté, ils ont décidé de s'en tenir aux anciens arrêtés dans tous leurs articles et clauses, et ils ont établi qu'aucun communier ne peut «seser», c'est-à-dire essarter, défricher les biens communs et semer plus d'un fichelin de

³⁰⁹ Mase, P-17.

³¹⁰ Mase, Pg-18.

³¹¹ Mase, Pg-23.



Le village d'Isérables et ses cultures en terrasses en 1949

Exploitations agricoles soumises à la pratique des jachères (en principe tous les deux ans) et au rythme de l'assolement, à savoir l'alternance des cultures de céréales.

Photo: Swissair



L'ancienne charrue: le soc et le versoir sont en métal.

Photo: Fd. Luyet



La moisson à la faucille: un geste millénaire.

Photo: Ch. Krebsner, AEV



Groupe de raccards en périphérie du village: ils sont construits sur des pilotis, comme les greniers: sur les galeries, on sèche le seigle ou d'autres récoltes, voire les fibres des tiges de chanvre; à l'intérieur, une aire permet de battre le grain.

Photo: Ch. Krebsner, AEV



La pose de clôtures le long des chemins et des communaux dans le but de protéger les propriétés privées contre le parcours du bétail à des époques déterminées entraînait une grande consommation de bois. Les clôtures ont fait l'objet de nombreux règlements communaux en relation avec la pâture sur les champs et les prés.

Remarquez, dans ce type de clôture, les montants évidés de façon à permettre l'insertion de lattes horizontales.

Photo: Th. Frey, AEV

A la fois éleveur et cultivateur, le paysan utilise trois types de bâtiments agricoles traditionnels, dispersés selon leur destination: le raccard (voir page précédente), la grange-écurie et le grenier.



Grange-écurie munie d'un balcon qui augmente l'espace utile. Elle se trouve soit parmi les habitations, soit dispersée dans les lieux de récolte et aux mayens, pourvue alors d'une chambre et d'un foyer.

Photo: Th. Kuonen



Le grenier est construit sur des pilotis recouverts d'une dalle de pierre. Il renferme les réserves de produits alimentaires (pain, viande, grains), mais on y range aussi des habits dans des bahuts. Dans la cave, au sous-sol, on conserve les fromages.

Photo: Th. Kuonen

semence par an; et que ceux qui font des esserts sur les biens communaux ne doivent le faire qu'à 5 toises des possessions et à la même distance des aqueducs de la commune. L'arrêté de 1590 sur les porcs été admis et confirmé en tous points.³¹²

Le conseil communal de *Mage* décrète en 1727:

- que désormais aucun bien commun ne pourra être vendu à des étrangers sous peine de perdre ses propres biens communs;
- que la personne qui ne possède pas, sur *Mage*, une valeur de 10 livres, monnaie sédunoise, ne sera pas reconnue communier;
- que celui qui divulgue hors de la communauté les décisions prises en son sein, devra payer une marena à la communauté.³¹³

Les nouveaux arrêtés de 1769 sont approuvés par l'évêque, en 1772, avec l'obligation de les faire observer par tous, sans distinction, et sont déclarés, de son autorité, valables pour toujours.

Tous les probes hommes avaient comparu dans la maison de commune pour la rédaction de ces arrêtés, ainsi que le métral de l'évêque, le métral de *Mage* pour le Chapitre et les jurés de *Mage*. Il s'agissait en grande partie de règles pour les forêts. Pour ce qui concerne les autres biens communs, il avait été décidé:

- que ceux qui font des défoncements sur les biens communs ne peuvent le faire qu'à 6 toises des possessions;
- que personne ne doit amener paître du bétail jusqu'au 2^{ème} dimanche après la Saint-Gall [16 octobre] entre le chemin descendant en *Syvanne* et le pré de Planuel;
- que personne ne sorte ses porcs de ses biens sans gardien jusqu'à la Saint-Simon d'automne [28 octobre], le pâturage sur les propriétés étant libre entre la Saint-Simon et la mi-février; à partir de la mi-février, le garde-champêtre empêchera les porcs d'aller sur les champs et s'ils y vont, il devra les en chasser; ils iront paître jusqu'à la Saint-Simon en dessous du village et à partir de la Saint-Georges [23 avril] ils iront dans les prés au-dessus du village jusqu'à la Saint-Philippe et Jacques [3 mai];
- qu'il est défendu à chaque communier d'envoyer plus de 2 porcs en dehors de ses biens et à condition qu'il ait des prés pour nourrir 6 vaches et 16 fichelinées de champs sur territoire de *Mage*; s'il ne les a pas, il ne peut tenir qu'un porc chaque année;
- que chaque étranger qui a des biens sur *Mage* doit payer aux procureurs pour les chemins, bisses et conduites d'eau selon l'appréciation de la justice et des communiars;
- que les procureurs doivent désigner le berger des moutons pour le 1^{er} dimanche d'avril et celui des chèvres pour le 15 avril; celles-ci ne pourront paître dans la zone comprise entre la meunière et le village;
- qu'il est défendu à chacun de couper, perforer ou endommager des conduites d'eau (bourneaux);
- que les chemins doivent être délimités et que ceux qui ont des prés à arroser, attendant à ces chemins, doivent aménager un bisse au fond du pré pour que l'eau ne se déverse dans les chemins;
- que les champs doivent être ensemencés avant la Saint-Maurice [22 septembre].³¹⁴

³¹² Mase, Pg-60.

³¹³ Mase, Pg-72.

³¹⁴ Mase, Pg-74.

L'ensemble de ces arrêtés reflète clairement les préoccupations d'une communauté axée sur la vie pastorale et les activités qui en découlent. Ensuite, pour toute une époque, soit de 1800 à 1850, nous ne disposons plus de documents à ce sujet. On peut bien admettre que les arrêtés ne subissaient pas de modifications importantes. Les protocoles des séances du conseil de la période suivante n'indiquent que quelques rares décisions dans ce domaine. Elles se rapportent alors en particulier aux questions forestières. En 1865, l'assemblée bourgeoise décide de partager entre les communiens les biens situés sous les champs de Sévanne, en y mettant quelques conditions; ainsi la propriété qui sera aliénée à d'autres qu'à des communiens résidents sera dévolue à la commune; de même si elle n'est pas mise en culture dans les 5 ans.

La commune soutiendra par une subvention les travaux d'amélioration faits dans les alpages d'Arpetta et de *Luery*.³¹⁵

Le **règlement bourgeois de 1884**, approuvé par le Conseil d'Etat la même année, cite, au titre des avoirs bourgeois, la jouissance des prés, des champs et la montagne de Rimbloz pour les génisses. Des prés et champs sont mis en location ou cultivés en corvées.³¹⁶

Les communes de Saint-Martin et d'Evolène

Nous avons fait part des réglementations du parcours du printemps et d'automne, sur les alpages. En 1381, le sautier de l'évêque proclame, par trois fois, devant le peuple rassemblé pour les offices divins, que nul étranger ne peut jouir des biens communs ni en plaine ni en montagne.³¹⁷

Les deux communautés édictent, en 1527, des arrêtés qui spécifient entre autres:

- que les officiers ne pourront introduire des usages ou de nouveaux arrêtés sans le consentement de la grande communauté;
- que nul ne vendra des communaux ni leur produit, sans la permission de l'autorité locale;
- que pour jouir des biens communaux tout étranger doit d'abord acquérir la bourgeoisie.³¹⁸

A diverses reprises, les communautés déterminent les zones et les périodes pendant lesquelles les biens communs sont mis à ban.

Le 7 juin 1635, les hommes rassemblés au son de la cloche à plus des trois quarts en l'église de **Saint-Martin**, en présence des procureurs des 4 quartiers, du vice-châtelain, du sautier et devant le notaire et les témoins, ont établi les règles relatives aux pâturages communs:

- aucun communier de Saint-Martin, vallée d'Hérens, ne peut conduire des troupeaux d'autres paroisses pour l'estivage, ni des chèvres, sans avoir l'autorisation

³¹⁵ Mase, R-3+4.

³¹⁶ AEV, 3040 B-320.116.

³¹⁷ Evol., Pg-3.

³¹⁸ St-Martin, Pg-107.

de toute la communauté ; si celle-ci est donnée, il doit payer au procureur, pour le temps autorisé, 4 gros par vache, génisse, veau ou bœuf, et 2 gros par mouton ou chèvre ;

- l'habitant de Saint-Martin qui veut conduire des bêtes d'autres lieux est tenu aux mêmes conditions et doit fournir en outre 1 fichelin de seigle, mesure de Sion ;
- la pâture des chèvres ne peut avoir lieu à partir du début mars jusqu'à la Saint-Jean-Baptiste en amont du chemin public de *Mage* à Evolène.

Le même arrêté fixe les indemnités à payer pour la capture d'animaux sauvages. Ainsi, pour un loup, les procureurs payent 1 écu valant 50 gros de Sion ; pour un ours 2 écus.³¹⁹

Le 2 juillet 1774, au lieu des criées ordinaires, vers le cimetière, se sont présentés les 4 procureurs de la communauté, le capitaine, le major, les jurés et la majorité des hommes, pour approuver l'arrêté de 1635, développé fidèlement, mot par mot, par le notaire. Ensuite, on a à nouveau conclu :

- que depuis la montée à l'alpage jusqu'à la descente des montagnes, il est défendu à chaque communier ou habitant de la commune, de former dans les villages des troupeaux de bœufs, soit «troupe de modzon» pour les faire pâturer sur les communs ;
- qu'il est expressément défendu d'accepter à l'avenir «a comanda» des animaux tels que vaches, génisses, bœufs, moutons et chèvres ne provenant pas de la vallée d'Hérens.³²⁰

Dans les arrêtés codifiés, en 1737, établis par les consorts du **quartier d'Evolène**, sous l'autorité du vice-châtelain, du banneret et du métral du Chapitre de Sion en Hérens et des jurés de la curie d'Evolène, tous appartenant à la «règle» des forêts et des possessions, figurent des articles qui concernent les pâturages, à savoir :

- la désignation détaillée des lieux de pâturages des vaches ;
- des spécifications sur la «loi des gages» se rapportant à ces pâturages des vaches ;
- les indemnités que les gardes touchent pour chaque gage sur les autres propriétés (celles non-désignées), principalement dans les champs, selon les règles et la loi de la communauté ; ou encore en cas de prise d'une bête gagée et enfermée ; les bêtes gagées pendant plus que 40 jours, sont dévolues aux gardes ;
- les prescriptions pour éloigner les bêtes des propriétés privées à partir de la mi-avril ;
- des détails sur le parcours des porcs en automne, après la désalpe (en principe la veille de la Saint-Michel[29 septembre]), ferrés avec deux anneaux, sinon ferrés par le garde.³²¹

Dans les arrêtés pour le **territoire de Volovron**, de 1774, on trouve quant aux pâturages et au parcours, des dispositions sur des parchets réservés aux vaches et les prises en gage d'autres animaux ; les moutons y sont chassés dès le 23 avril ; en outre, il est interdit aux vaches, chèvres et moutons de paître dans les champs de Volovron pendant toute l'année ; les porcs sont chassés des propriétés dès le 15 avril jusqu'à la Saint-Gall [16 octobre].³²²

³¹⁹ St-Martin, P-96.

³²⁰ St-Martin, P-96.

³²¹ Evol., Archives paroissiales 12.

³²² Evol., Archives paroissiales 12.

En 1820, le conseil d'Evolène, vu l'introduction abusive de bétail étranger pour paître sur les biens communaux, rappelle que cela avait été de tout temps défendu et confirme cette interdiction et les peines. Le bétail confisqué sera amené chez le châtelain et entretenu aux frais du contrevenant jusqu'à sa reprise.

On fait des concessions en 1859: les bêtes étrangères sont à consigner au secrétaire du Conseil avec le certificat de santé et moyennant paiement d'une taxe par tête.³²³

Le conseil de la commune d'Evolène établit, en 1881, le règlement concernant la jouissance des avoirs bourgeoisiaux, complété en 1884 et approuvé par le Conseil d'Etat en 1890.

La jouissance des communaux s'exerce au moyen du parcours du gros et menu bétail d'après les règles qui sont mentionnées dans le règlement ou d'après les usages de chaque village, moyennant une finance fixée. Le conseil ordonne au printemps la cessation du parcours des chèvres et moutons et interdit le parcours du gros bétail à partir d'un jour précis au mois de juin jusqu'à l'alpation sur des communaux spécialement désignés, ceux-ci étant destinés à faire paître les vaches qui ne sont pas alpées mais dont le nombre ne peut pas dépasser deux pièces, tandis que sur les autres mayens attenants aux montagnes se pratique le parcours du printemps avant l'alpation. Y figurent encore divers détails sur les pâturages communaux et les amendes pour contraventions. Il est frappant qu'on ne parle pas des alpages mais seulement des communaux où les consorts font paître leur bétail.

Un nouveau règlement modifiant celui de 1881 doit être étudié en 1919, à l'instigation du Département de l'Intérieur, pour être présenté à l'homologation du Conseil d'Etat. Les alpages présentant des caractéristiques particulières, l'affaire demande un examen approfondi comme celle des taxes prévues pour le bétail étranger pâturant sur les terrains communaux avant l'alpation.³²⁴

L'assemblée bourgeoisiale de Saint-Martin accepte, le 21 décembre 1884, le règlement relatif à la jouissance des pâturages bourgeoisiaux.

Dans les dispositions spéciales concernant cette jouissance, il est prévu que les bourgeois forains résidant temporairement sont admis à l'égal des résidents pour le temps de leur séjour à Saint-Martin; mais ils doivent faire inscrire chaque année le nombre de têtes de leur gros et menu bétail et payer une indemnité annuelle correspondante.

Le règlement de 1896, approuvé par le Conseil d'Etat en 1897, précise qu'il est interdit à tout bourgeois résident de faire pâturer plus de pièces de bétail qu'il n'en a hiverné. Le bourgeois forain ou le non-bourgeois payera une indemnité mensuelle tandis que le bourgeois résident jouit des pâturages bourgeoisiaux sans payer de taxe. Cela vaut également pour les consortages des alpages de Vendes, Eison et Loveignoz, les troupeaux pâturant sur des terres bourgeoisiales. Le parcours des bergeries de moutons et de chèvres se fait sur des pâturages bourgeoisiaux spécialement indiqués par l'administration forestière cantonale.³²⁵

On trouve les nouveaux règlements des alpages d'Evolène dès 1928. et ceux de Saint-Martin dès 1920, les consortages formant des corporations de droit cantonal, conformément à l'article 66 de la loi d'application du Code Civil Suisse.

³²³ Evol., S-1.

³²⁴ AEV, 3040 B-320.114.

³²⁵ AEV, 3040 B.320.118.

Nendaz et Isérables

Nous avons mentionné dans les observations générales sur les consortages d'alpages que celui de *Tracuyt* avait fait, en 1442, l'objet d'un partage entre les consorts de Nendaz et la communauté d'Isérables. On peut en déduire l'importance des pâturages pour la commune d'Isérables. Elle les a rattachés à son alpage de Balavaux, se trouvant sur son territoire.

Mais avant d'examiner plus en détail cette transaction, signalons un acte plus ancien encore qui a trait aux **prés de la Jour**, à la délimitation des communaux et des territoires respectifs dans cette région.

A la suite de litiges entre les communiers de Nendaz et les hommes d'Isérables au sujet des prés en question, une transaction à l'amiable, avec l'approbation du châtelain de Conthey, est passée, en 1295, entre le seigneur Thomas du Chastellar et ses hommes de la vallée d'Isérables, d'une part, et le métral au nom de la communauté de Nendaz, d'autre part, au sujet de l'usage des pâturages entre le *Loussel* et les prés de la Jour, à cheval sur les deux communautés.

On convient donc que les deux communautés doivent jouir de ces pâturages en commun entre les limites que les parties ont posées sur Isérables et entre le *Loussel* et lesdits prés. Cependant, les bois sur le versant d'Isérables restent à ceux d'Isérables. Aucune des parties ne devra élever des constructions entre ces limites.³²⁶

Mais nous verrons que ces questions vont encore marquer pour longtemps les relations entre les deux communautés.

En 1442 donc, trois citoyens de Nendaz vendent, chacun pour un tiers, au prix de 32 livres mauriçoises, à des représentants de la commune d'Isérables, trois sexans d'alpage à **Tracuyt et Geryonaz**, sis sur la paroisse de Nendaz dans les limites indiquées :

ces limites vont de *Lavanchia dite dou Lavanchyer* par un chemin dit de *Mareschy* vers le sommet du Ban de Nendaz et de là tendent vers le nouveau chemin allant à la Crête du Rafour (four à chaux) et de là par les confins et la juridiction du seigneur d'Isérables et commune de ce lieu en haut par le Croux jusqu'au sommet de la *Dent de Tracuyt* et de là tout droit jusqu'à la première limite posée en *Lavanchia*, au sommet, à savoir entre les limites et pâturages de l'alpe de *Sivier* et les pâturages de l'alpe de *Tracuyt*.

Cette vente est consentie avec tous droits de pâturage, cabane et chalet attachés à ces trois sexans. Toutes les redevances seigneuriales restent réservées et seront supportées par les acheteurs.³²⁷

Mais la jouissance de ces alpages mène ensuite à des procès entre les propriétaires riverains.

On constate un premier différend à cause de la pâture du bétail de ceux d'Isérables du côté de **Siviez** et la saisie des moutons qui s'ensuit.

³²⁶ Ndz, Pg-1.

³²⁷ Nous les avons mentionnées dans les considérations générales (Ndz, Pg-19; Isér., Pg-14).

Les consorts de *Tracuyt* s'adressent à l'évêque qui lance un mandat, en 1552, aux officiers de la métairie de Nendaz, leur ordonnant de relâcher les bêtes saisies en attendant qu'il soit jugé si les moutons ont paissé sur territoire de l'alpe de Siviez. Mais ceux de Nendaz s'y opposent en faisant valoir qu'Isérables n'est propriétaire que de 3 sexans de droits d'alpage sur *Tracuyt* depuis 1442. L'évêque délègue alors le banneret du dizain de Sion comme commissaire et juge ad hoc. Celui-ci prononce sa sentence sur les lieux après un interrogatoire des gardes et des témoins sur les limites. Les témoignages concordent avec l'acte produit par Isérables. La limite descendant de la *Dent de Tracuyt* jusqu'à celle de *Lavienchiz* sépare la montagne de *Tracuyt* des pâturages communaux de Nendaz et de la montagne de Siviez, par le haut. Les moutons ont donc été saisis sur les pâturages communaux de Nendaz. Ils seront rendus moyennant paiement des frais de garde et de justice. Les arbitres présents précisent encore les limites à observer à perpétuité. L'évêque approuvera le prononcé.³²⁸

D'autres difficultés ont également surgi du côté du **Pré de la Jour**. Le différend est soumis à l'évêque. C'est en 1551, que les parties représentées par les procureurs et syndics se retrouvent sur les prés à cheval sur Nendaz et Isérables devant le major d'Ardon-Chamoson et ses arbitres. Il s'agit du litige qui oppose Nendaz et Isérables et qui porte sur les limites de la forêt et des pâturages communs des deux communes.

Nendaz demande aux arbitres l'abornement des pâturages et des forêts selon les anciennes limites, depuis Arbin au pré de la Jour et jusqu'au sommet de ces pâturages et forêts. Isérables de son côté, demande qu'on fasse le limitage jusqu'au pied de la montagne de *Tracuyt* d'Isérables selon la charte de 1295, tout en émettant des réserves quant aux droits de la mense épiscopale. Les arbitres posent une limite sur le pré de la Jour tendant directement en haut par les biens communs et allant en ligne droite jusque sous la Crête du Raffour «où a été posée une autre limite». Au-dessus de cette limite, les parties conservent leurs droits comme avant. Les prés et les bois des deux communautés sont ainsi séparés.³²⁹

En 1558, une procédure est à nouveau engagée devant la cour de l'évêque. Par décret du 20 août 1558, l'évêque assigne les parties sur les lieux.³³⁰

En 1559, les procureurs et syndics et plusieurs communiens des deux parties se rencontrent sur le lieu contesté, soit au «chemin neuf», entre les terres de juridiction et les biens communaux de Nendaz et d'Isérables, près de la limite fixée sous ledit chemin, devant Jean de Platea, banneret du dizain de Sion, juge-délégué de l'évêque.

Ceux de Nendaz rappellent la transaction de 1551, faite par le major d'Ardon-Chamoson et affirment que la limite qui s'y trouve mentionnée doit être posée sur la Christa du Raffurni et non en dessous de celle-ci.

Ceux d'Isérables s'opposent en disant que la dite Christa commence au-dessus du chemin et que la dénomination dans la transaction de 1551 doit rester intacte.

Le juge, vu que le chemin au-dessus de la limite s'appelle bien «chemin neuf», prononce que le nom écrit dans la transaction «sub christa raffurni» doit être modifié et qu'il faut écrire «in ripa subtus viam novam» où la limite a été placée. Les autres clauses demeurent inchangées.³³¹

³²⁸ Ndz, Pg-43; Isér., P-21+24.

³²⁹ Isér., Pg-33.

³³⁰ Isér., P-25.

³³¹ Ndz, Pg-46 + P-15; Isér., Pg-40.

Cependant, en 1560, sur le cimetière de l'église de Basse Nendaz, le commissaire délégué de l'évêque, Jean de Platea, déclare que les syndics et procureurs de la commune de Nendaz ont comparu devant l'évêque contre le métral et le syndic d'Isérables. Une vision locale du limitage des biens communs est réclamée.

L'évêque fixe alors une séance réunissant les parties sur le cimetière de Nendaz. Et Jean de Platea rend son décret sur la situation exacte du lieu dit «Crêt-à-Raffort». Les frais du jour sont mis à la charge de ceux d'Isérables.³³²

Les différends sur les limites entre les deux communes ne s'apaisent pas. Une nouvelle séance a lieu entre les représentants de Nendaz et d'Isérables et leurs défenseurs, le 6 septembre 1563 sur le lieu du litige, toujours au sujet de la spécification de l'endroit de «Crêt-à-Raffort» par devant le délégué épiscopal et ses assesseurs.

A cette occasion, Isérables produira l'acte d'achat de l'alpage de *Tracuyt* et demandera également son délimitage d'avec les biens communaux de Nendaz. Cela ne fait pas l'objet du mandat du délégué épiscopal. Isérables sera condamnée à tous les frais de justice.

Mais, la commune intentera immédiatement, devant le tribunal épiscopal, une nouvelle procédure contre Nendaz au sujet de la délimitation entre les deux communes ou leurs bans communs et la montagne de *Tracuyt*, tout en présentant son mémoire des griefs d'appel. L'évêque cite ensuite les syndics de Nendaz à comparaître pour audition des griefs de ceux d'Isérables et jugement.³³³ Mais il faut attendre 1593 pour avoir le prononcé du gouverneur de Saint-Maurice, commissaire et juge désigné de l'évêque, et de la Diète, émis au pied de la montagne de *Tracuyt*, vers ledit chemin neuf.

Il est expliqué que les hommes de Nendaz, suite à des litiges avec ceux d'Isérables, demandent la séparation de la juridiction des deux communes depuis la Crête à Raffort, en haut, vers le sommet des montagnes. A cette occasion, ceux d'Isérables prétendent que cela est fait et que la fameuse limite de la Crête à Raffort se trouve en aval du chemin, selon acte de 1295, et correspond à la séparation de la juridiction en aval, mais qu'on délimite à l'est et au nord pour éviter toute contestation.

Nendaz réclame en outre la séparation des trois seizans (sexans) de la montagne de *Tracuit*, vendus par des gens de Nendaz, prétendant qu'Isérables accapare plus que ce qui est compris à l'intérieur de ces limites.

On procède alors au renouvellement de toute la délimitation de ce territoire, depuis la *Lavanchia du Lavanchier* où se trouvent deux limites dont une tend jusqu'aux sommités de la Dent, du midi, l'autre tendant au chalet de *Tracuyt* et de là jusqu'au chemin neuf et le long de celui-ci à la Christa du Raffurnus et de là jusqu'à la Dent de *Tracuyt*.

Ensuite, a lieu le prononcé amical. Les limites sous le chemin divisent la juridiction en dessus et en dessous. Les gens de Nendaz doivent abandonner à perpétuité toute prétention au sujet de *Tracuyt* contre Isérables mais la montagne doit demeurer soumise aux usages en vigueur dans les autres alpages de Nendaz selon acte d'achat et sous réserve des droits des seigneurs Patriotes. Isérables doit payer à Nendaz 1000 florins et tous les frais du procès.³³⁴

³³² Ndz, P-17; Isér., P-27.

³³³ Ndz, P-20; Isér., P-31+35.

³³⁴ Isér., Pg-59b + P-46.

En 1649, il y a vérification des limites.³³⁵

En 1660, le litige reprend par devant le vice-bailli du pays, à la suite d'une coupe de bois effectuée par ceux d'Isérables sur Nendaz. Nendaz dépose alors plainte contre les syndics et procureurs d'Isérables. Il s'ensuit une longue procédure.

Les syndics de Nendaz comparaissent, le 13 juin 1660, devant le vice-bailli et lui exposent leurs querelles au sujet de cette coupe faite dans les limites de Nendaz à leur préjudice et au détriment de la forêt et demandent la suppression de la coupe. Mémoires et répliques se suivent jusqu'au 26 avril 1661.³³⁶

Le 11 juillet 1661, une sentence est prononcée par Etienne de Platea, vice-bailli et banneret de Sion, et ses assesseurs, sur le lieu du litige qui dure depuis un an, au sujet de cette coupe de bois. Isérables prétend avoir agi selon les anciennes coutumes et de bonne foi. Nendaz défend ses possessions depuis plus de cent ans. Ceux d'Isérables produisent à nouveau deux actes anciens, celui de 1295 et celui de 1551. De son côté, Nendaz soutient que l'acte de 1295 est en sa faveur car en vertu de celui-ci ils jouissent en commun des pâturages depuis la limite entre le Loussel et le «pratum Joriae» jusqu'au-dessus d'Isérables, soit là où Isérables a toujours pu couper du bois, mais pas au delà.³³⁷

L'acte de 1551 enlève à Nendaz le droit de pâturage au delà des limites posées.³³⁸

On demande donc de rétablir des limites pour les pâturages et forêts. Après la visite des lieux depuis la «Christa du Raffurni» jusqu'au «pratum Joriae» et lecture des actes de 1295 et de 1551 (qui sépare les prés et les bois des deux communautés sans réserve de coupe de bois), le juge et ses assesseurs prononcent que les limites existantes entre le Loussel et le «pratum Joriae» et celles au-dessus, dans le plan et sous la Christa sont des vraies limites séparant bois et pâturages de Nendaz et d'Isérables et que personne n'a le droit de couper du bois au delà, mais que les bons usages concernant les animaux sont maintenus.³³⁹

Isérables fera appel de la sentence du vice-bailli quant à la jouissance des forêts et des coupes faites vers la lisière de la forêt. Une procédure s'ensuivra. Le 16 juillet 1661, l'évêque Adrien de Riedmatten cite les syndics de Nendaz à comparaître à Sion; le 2 août 1661, à la majorité, devant l'évêque, Isérables présente ses griefs auxquels Nendaz devra répondre. Plusieurs séances se suivent devant l'évêque dans le courant de 1661. La décision intervient finalement le 12 août 1663: le bailli confirme en tous points la sentence du 11 juillet 1661.³⁴⁰

Quelques années plus tard, soit en 1667, les hommes de Nendaz vendent à ceux d'Isérables une petite forêt entre Gersonnaz et Sevroz, entourée des biens communaux de Nendaz et d'Isérables ainsi qu'un mayen se trouvant à *Tracuyt*. Les limites ont été posées le jour de la visite.³⁴¹

D'autre part, les hommes d'Isérables acquièrent, dès 1590, des droits d'alpage **en montagne de Balavaux** tant des nobles de Monthey que d'autres ayants-droit.³⁴²

³³⁵ Isér., Pg-59.

³³⁶ Ndz, P-52.

³³⁷ Ndz, Pg-1.

³³⁸ Isér., Pg-33.

³³⁹ Ndz, Pg-68; Isér., P-97 + Pg 33+35.

³⁴⁰ Ndz, P-68.

³⁴¹ Isér., Pg-109 + P-101.

³⁴² Isér., Pg-61+67.

L'alpage de Balavaux, comme celui de *Tracuyt*, avec celui du Rosey, deviendra entièrement bourgeoisial, chaque ménage ayant droit à une part de jouissance.

C'est en 1852, que l'assemblée bourgeoisiale décide la conversion de la montagne de génisses du Rosey en montagne de vaches.

En 1801, les hommes d'Isérables, réunis en assemblée après les offices divins, au nombre de 114 domiciliés à Isérables et de 18 domiciliés à Riddes, à l'instance des procureurs de la commune d'Isérables, établissent les arrêtés touchant à la jouissance de la montagne de Balavaux située sur Isérables et Nendaz et dont les confins sont spécifiés.

On retrouve les défenses de vendre, d'échanger, de remettre ou d'aliéner d'une quelconque manière des droits d'alpage à d'autres personnes sous peine de perdre le droit de communage et celui de ladite montagne, ou d'inalper des bestiaux qu'on n'a pas hivernés et nourris de son propre fourrage dans le territoire d'Isérables. Chaque communier faisant feu, corvée, manœuvre et support en la communauté est consort et peut inalper 3 vaches sans payer pour l'herbage mais doit payer 3 baches pour chaque vache en plus ou 15 baches pour celle sans lait.

On fixe également le nombre de vaches qu'il faut alper pour pouvoir mettre un cochon. Personne ne peut sortir ni bois ni sotter. Les chèvres ne peuvent pâturer sur la montagne pendant l'alpation. Les apports en pain et en fromage sont fixés au prorata des bêtes alpées pour le jour du mesurage du lait.³⁴³

Ce règlement sera souvent révisé, modifié ou complété dans certains détails et adapté aux nouvelles conditions.

Entre Nendaz et Isérables existent également des différends au sujet **des prés** que les gens d'Isérables possèdent sur territoire de Nendaz, soit à **Fey, aux lieux dits Favouez et Condémines**. En 1389 déjà, une entente à l'amiable entre les hommes d'Isérables et ceux du village de Fey autorise ceux d'Isérables à clore les prés qu'ils possèdent sur territoire de Fey contre les forêts et les communs, dans les limites indiquées.³⁴⁴

En 1549, surgit un litige entre les syndics de Nendaz et les procureurs des extentes, d'une part, et les gens d'Isérables, propriétaires des prés à Favouez et à Condémines, d'autre part. Une procédure est alors engagée devant le major et métral de Nendaz.

Car en 1548, ceux de Nendaz avaient obtenu de la part du major qu'il interdise aux propriétaires d'Isérables de conduire du bétail sur lesdits prés jusqu'au jour de la «débandia», qui est à la Saint-Michel [29 septembre]. Les intéressés d'Isérables contestent ce droit à Nendaz. Intervient alors un arbitrage selon lequel Nendaz doit faire abandon de la débandia de Favouez et les propriétaires d'Isérables peuvent mener librement le bétail sur leurs prés. Nendaz par contre se réserve le territoire de Favouez et les «hyes» (passages) et sentiers à travers les prés de ceux d'Isérables, soit à pied, soit à cheval ou pour les bois. Isérables versera 160 florins monnaie de Sion.³⁴⁵

³⁴³ Isér., P-178.

³⁴⁴ Isér., P-4 + Pg-7.

³⁴⁵ Ndz, Pg-41.

En 1551, Isérables rachète les droits de parcours sur Fey pour le prix de 28 florins.³⁴⁶

Quant aux pâturages de Condémines, le major avait porté, en 1548, un jugement provisoire en faveur de Nendaz sur la question de la validité de ses pouvoirs non-écrits et se référant principalement aux pâturages.³⁴⁷

C'est ainsi que Nendaz, en 1563, met à ban les biens communaux d'Isérables. Cela va déclencher une procédure soutenue par les procureurs d'Isérables devant le tribunal épiscopal. L'évêque cite les 3 procureurs de Nendaz à comparaître à Sion à effet d'audition des griefs de ceux d'Isérables. La procédure se prolonge mais on ne voit pas l'issue définitive de cette affaire.³⁴⁸

Une autre procédure en cour du tribunal du major de Nendaz est intentée, en 1562, par le garde et recouvreur de la **taille du territoire du village de Fey** contre les gens d'Isérables, possédant des fonds sur territoire de Fey et qui sont invités à payer la taille imposée sur leurs biens à raison de 1 cart par pose.³⁴⁹ Un décret éditel est obtenu, en 1562, par le mandaté du village de Fey contre ceux d'Isérables sur une révision de taxe des biens refusée par ceux-ci et qui demandent la révocation de l'édit. La procédure en cour du major de Nendaz doit se prolonger pendant des années.

On retrouve l'affaire du renouvellement des taxes devant la même instance judiciaire en 1602. On tente de trouver un arrangement mais sans succès. Le major porte son jugement, le 21 février 1603; Isérables fait appel.³⁵⁰

L'affaire est alors portée devant le tribunal du gouverneur de Saint-Maurice. Durant toute l'année 1603, ont lieu des séances avec dépôt de mémoires et mémoires-réponse. Finalement les choses s'arrangent devant le gouverneur.³⁵¹

Malgré tout, on peut suivre encore ces questions de taille durant plusieurs années. Les procédures se déroulent en cour de la Majorie devant le doyen de Valère, l'official épiscopal ou devant l'abbé de Saint-Maurice en tant que vicaire général de l'évêque.

En 1604, comme en 1652, il s'agit d'une contribution par ceux d'Isérables aux tailles perçues de 1 cart par pose et de l'entretien du chemin qui mène de Riddes à Nendaz auquel Isérables est astreint.³⁵²

Du 24 mai 1606, date une sentence de l'évêque, du grand bailli et des députés des 7 dizains au sujet des tailles. Ceux d'Isérables devront également payer les tailles extraordinaires à teneur des biens qu'ils possèdent sur Fey. Le village doit supporter 1/3 des charges publiques de la commune de Nendaz.³⁵³

En 1607, une transaction est passée entre le village de Fey et la commune d'Isérables concernant la taille payable à Fey et le salaire de la garde des communaux sur Fey qui comportait pour Isérables 1 quarteron de seigle qu'on a converti en un pain de 4 livres de poids.³⁵⁴

³⁴⁶ Isér., Pg-35 + 36.

³⁴⁷ Isér., P-19+20.

³⁴⁸ Isér., P-30+34.

³⁴⁹ Isér., P-28 + Pg-47.

³⁵⁰ Isér., P-51.

³⁵¹ Isér., P-52-53 + Pg-68.

³⁵² Isér., Pg-68+69.

³⁵³ Isér., Pg-71.

³⁵⁴ Isér., P-60 + Pg-74.

En 1608, la procédure reprend devant le major à cause d'une taille fixée à 4 gros par pose par les gardes de Fey, vu les comptes de Nendaz et la partie afférente du village de Fey.³⁵⁵

Le village de Fey reviendra à la charge, en 1613, en fixant une taille de 7 gros par pose pendant 6 ans et de 5 carts par pose pour la taille de la Toussaint pendant 5 ans.³⁵⁶

On va trouver un arrangement entre le village de Fey et les propriétaires d'Isérables au sujet des charges imposées à Nendaz par les seigneurs Patriotes. Isérables payera pour les 6 ans écoulés 7,5 couronnes.³⁵⁷

Il n'y aura pas de répit. Isérables va introduire une nouvelle procédure en cour du major contre le village de Fey, en 1615, à la suite d'une imposition établie par la Diète à cause de diverses dépenses extraordinaires, sur la base de 6 carts et 1 fort par pose de terrain. Isérables refuse de contribuer à Nendaz sur diverses rubriques qui composent cet impôt. Mais l'évêque et la Diète condamneront Isérables au paiement intégral.³⁵⁸

On retrouvera les mêmes problèmes au sujet des tailles du côté de Riddes où ceux d'Isérables possèdent également des terrains.

Pour revenir aux **limites territoriales** entre les deux communes, mentionnons que celles-ci sont reconnues en 1881 et 1887.

La reconnaissance débute par la limite entre Riddes et Nendaz qui se trouve à l'arrière bord du Rhône. De là, on arrive à la première limite qui sépare Nendaz et Isérables et qui est placée sous le sentier Fey — Riddes. Suivant et complétant les limites, les délégués arrivent à la limite légendaire au Praz de la Jour, au milieu de la plaine, et ensuite à des limites non moins célèbres, comme celle près de la Croix-Jean-Pierre (placée par Jean-Pierre Bourban) ou celle au bord inférieur du «chemin neuf» dite de la Crête-du-Raffort (Christa Raffurni). De là, la ligne de démarcation se dirige vers Tracuet et mène à la Dent (Bec) de Nendaz, au sommet de laquelle se trouvent deux limites angulaires, dont l'une tend vers Siviez et Tortin (n° 26).

Il a été procédé, en 1887 également, à la délimitation de la montagne de Tracuet sur la juridiction de Nendaz en partant de cette limite n° 26.

Dans ces limites, selon les termes de l'acte, le pâturage est propriété exclusive d'Isérables. Les bois restent propriété de Nendaz mais Isérables a le droit de se servir pour l'usage de la montagne. Les bois cependant se trouvant sur le terrain dit «Tzée» ou «Chalet de Tracuet» sont, selon convention du 31 octobre 1855, propriété d'Isérables, qui peut en outre se servir de la litière et du bois mort dans le quart de la forêt de Nendaz qui longe les propriétés de ceux d'Isérables ayant des immeubles sur Nendaz (Condémines, Zenchans, Fontanettes, La Lué). Nendaz et Isérables renoncent réciproquement à des droits de parcours et d'abreuvement.³⁵⁹

En 1885, la bourgeoisie d'Isérables établit un **règlement pour ses alpages bourgeoisiaux de Balavaux, Rosey et Son-es-Praz**, révisé en 1930. Sur les deux premiers, on alpe les vaches, les taureaux reproducteurs, les porcs et les moutons. Sur le dernier, on met les génisses, génissons, veaux et bœufs castrés. La jouissance a lieu par ménage. Il est défendu de louer du bétail pour alper. Sont fixées les taxes

³⁵⁵ Isér., P-65+66.

³⁵⁶ Isér., P-71.

³⁵⁷ Isér., P-79.

³⁵⁸ Isér., P-76+78.

³⁵⁹ Ndz, P-356; Isér., P-160.

à payer par tête de bétail. Pour entretenir et améliorer l'alpage, l'ayant-droit doit faire une corvée par tête de bétail. Les frais du ménage sont supportés par les propriétaires de bétail, en proportion de leur nombre. L'administration de l'alpage est fixée.³⁶⁰

Les habitants de Nendaz se sont réparti de nombreux alpages en consortages avec statuts et ratements renouvelés à divers intervalles. (Combyre, Meinaz, Combartzelinaz, Novelty, Cleuson, Tortin, Siviez). Les relations des consortages avec la commune ne semblent pas avoir occasionné de grandes difficultés. On ne trouve pas de servitudes réciproques telles qu'elles se présentent dans les montagnes d'Hérémence qui ont fait ensuite l'objet de rachats ou cantonnements. Les montagnes avaient-elles assez de bois et d'herbe sur leur propre territoire dont elles étaient devenues propriétaires: aucun document ne nous informe sur cette prise de possession. Par contre, nombreux sont les documents qui prouvent que les alpages ont procédé à des coupes et ventes de bois importantes, au XIX^e siècle.

Tandis que les forêts bourgeoises ont été surexploitées pour les besoins de la population.

Ainsi, **le règlement concernant les avoirs bourgeoisiaux**, approuvé par le Conseil d'Etat en date du 23 février 1886, se réfère spécialement aux forêts.

Dans le vallon de Nendaz, de **nombreux bisses** captent les eaux de la Printze pour les amener sur le territoire d'autres communes. Tel est le cas du grand bisse de Vex (abandonné), du bisse de Salins, du bisse de Baar-Turin-Arvillard, de celui de Churvey (abandonné) et du bisse de Saxon (abandonné). Plusieurs bisses servent à l'arrosage des propriétés sur le territoire de Nendaz.

Par la convention du 18 septembre 1864, il est décidé la réalisation d'une grande œuvre pouvant intéresser plusieurs communes.

Quelques années auparavant déjà, la commune de Saxon avait publié dans le Bulletin Officiel³⁶¹ la mise en soumission du canal d'irrigation partant des glaciers «de la Prenza et allant jusqu'au fond du territoire de la commune». Il s'agit donc du bisse de Saxon dont la construction était, au départ, prévue entre les communes de Saxon et d'Isérables, selon une convention passée le 17 août 1865. Le premier accord avait également réuni des sociétaires de Nendaz ayant un intérêt à ce bisse. Leur droit a été fixé à un pied cube sur quatre, soit à un quart, et leur indemnité forfaitaire à Fr. 4'000.—. Ils doivent assumer un quart des frais d'entretien du bisse et des dommages éventuels jusqu'au Tzabloy-Plan. L'eau sera captée dans l'*Esprentze* que le nouvel aqueduc amènera jusqu'à la Boveresse sur Saxon. Le devis prévoit une longueur totale de 81'760 pieds (env. 25 km) et un coût de Fr. 108'842.—. L'aqueduc doit avoir une dimension de 2 pieds (60 cm) au fond et de 2,5 pieds de haut et doit pouvoir comporter 6,25 pieds cubes et être construit dans les deux ans, à partir du 1^{er} janvier 1866. D'autres articles fixent les modalités entre Saxon et Isérables.

Cependant, l'assemblée générale d'Isérables décide, le 1^{er} septembre 1867, de ne pas prendre part à l'aqueduc en vertu des actes passés.³⁶²

D'autre part, les travaux entrepris selon le premier projet, seront interrompus par la commune de Saxon pour des raisons techniques.

Un autre projet va être établi, en 1870, dont le coût est estimé alors à Fr. 200'000.—.

³⁶⁰ AEV, 3040 B-3/321.6.57.

³⁶¹ Bulletin officiel n° 42/1859.

³⁶² Isér., R-4; Ndz, P-327-331; Isér., P-543.

La prise est prévue plus haut, à environ 1850 m d'altitude. Le bisse aura une longueur de 31-32 km. Le débit à son départ est de 14'000 litres par minute.

Les fonds sont avancés par la maison Fama qui recevra en compensation la forêt de la Pleyeux, à Saxon.

L'aqueduc est mis en service en 1876. L'eau de ce bisse passe alors sur environ 1200 m dans des chéneaux en bois, dont 500 m à la Crêtaz du Sot.

Considérant l'entretien coûteux de ce bisse, dont les ruptures occasionnaient souvent des dégâts aux forêts et pâturages de Nendaz et d'Isérables, la commune de Saxon s'était décidée à envisager la construction d'un nouvel aqueduc, l'occasion s'étant présentée de pouvoir capter l'eau au château d'eau des Forces Motrices de Mauvoisin, dans la région de Villy, sur Riddes. Ce nouvel aqueduc d'une longueur de 5,6 km et dont le débit est de 350 l/sec. a été mis en service en 1971. La plateforme sert de route de communication entre les Mayens de Riddes et ceux de Saxon tout en desservant une grande surface de forêts.

A Nendaz, la population augmente à partir de 1800. La commune se verra dans l'obligation de céder des terrains communaux pour augmenter les surfaces agricoles. Mais à côté de cette vie purement paysanne, d'autres possibilités de gain vont se dessiner à l'horizon.

Isérables et Riddes

Le mont d'Audes

Depuis des temps immémoriaux, les gens d'Isérables avaient des propriétés sur le **mont d'Audes**, territoire de Riddes. Leur activité pastorale a donné lieu à de nombreuses tractations, altercations, dissensions avec la communauté de Riddes. Un titre de 1427 en témoigne : les représentants de Riddes dénoncent les empiètements de ceux d'Isérables avec leurs bestiaux sur les pacages communaux.

Un arrangement est conclu au cimetière de Riddes, sous l'orme, au levant de l'église, où le peuple s'était rassemblé à la sortie de la messe paroissiale : devant le notaire et les témoins, les charges-ayants de la généralité de la métairie de Riddes, au nom de tous les hommes, et plusieurs probes hommes d'Isérables ont trouvé cet accord sur la jouissance des pâturages situés sur le territoire des deux communes.

On se réfère pour cela à l'acte de 1299 que nous reproduisons ci-après, dans le cadre des affaires de la Forêt Verte.

Il est demandé par ceux de Riddes aux représentants d'Isérables de promettre de respecter à l'avenir ce qui était écrit dans ces pièces de justice sur les arrangements conclus. Ceux d'Isérables ayant construit mayen et gîte dans les pâturages communs dont les confins sont indiqués doivent les enlever dans un délai de 15 jours et ne pourront plus amener des animaux sur les pacages communaux sauf sur les terrains spécifiés dans l'accord mais sans qu'ils y passent la nuit.

Sont également corroborées par ordonnance du bailli du Chablais pour le duc de Savoie, en 1446, les dispositions prises par les syndics de Riddes, dans l'intérêt des propriétaires de Riddes, au sujet du parcours des prés.³⁶³

³⁶³ Isér., P-676/1 ; Riddes, S-4+5.

En 1498, après une longue procédure au sujet du parcours, Isérables est condamné par le tribunal de l'évêque au paiement des frais occasionnés par ce litige et des dommages occasionnés aux prés et forêts de Riddes par le parcours du bétail et par des coupes de bois dans la région d'Audes.³⁶⁴

On trouve des actes du procès engagé en 1538, à la suite de coupes de bois sur les communaux de Riddes. A la requête des procureurs de cette commune, le métral de Riddes publie, en 1539, devant le peuple assemblé au lieu des criées ordinaires, la défense à tout individu non domicilié à Riddes ou n'ayant pas droit aux biens communs de couper des bois sur Riddes, tant en plaine qu'en montagne. A la suite de cette interdiction diverses séances réunissent, devant le gouverneur de Saint-Maurice, les procureurs des deux communes. A cette occasion, ceux d'Isérables invoquent leur droit au bois pour le service de leurs chalets.

Pour finir, les parties parviennent à un accord sous l'autorité du gouverneur et du châtelain de Conthey et Saillon.

Cet accord autorise les gens d'Isérables ayant des possessions sur Riddes à couper les bois nécessaires à la clôture et à la conservation de leurs bâtiments dans toutes les forêts communes non-bannisées et à prendre la litière dans l'étendue de la forêt au mont d'Audes dont les confins sont indiqués. Mais ceux d'Isérables doivent contribuer aux tailles ordonnées par le haut-pouvoir. Ils doivent également participer aux tailles annuelles pour la manutention des chemins et des ponts. L'évêque confirme ce jugement du gouverneur, du 20 août 1539.³⁶⁵

En 1541, un arbitrage de l'évêque spécifie que tous les particuliers d'Isérables ayant des propriétés dans les prairies de la métralie de Riddes ont droit de faire pâturer ces prairies d'Audes, mais non les pacages communaux, quand ceux de Riddes lèvent les bans (autorisent la débannie). Ce droit de pâturer les prairies est cependant lié à la condition de pouvoir hiverner ses bêtes avec le fourrage pris sur ses propres prairies en Audes. Par ailleurs, la transaction de 1539 garde toute sa valeur.³⁶⁶

Ces ordonnances et la mise à ban de terres par Riddes ainsi que la défense de tout passage, à pied ou à selle, et avec des animaux sur les prés et champs et autres possessions, tant en plaine qu'en montagne, ne semblent pas avoir été observées par ceux d'Isérables car une procédure est engagée, en 1543, au tribunal du gouverneur de Saint-Maurice entre Isérables et le procureur fiscal de l'Etat au sujet de la recouvre d'amendes prononcées contre un grand nombre de particuliers ayant contrevenu aux dispositions. Diverses séances se suivent. Il sera fait appel du jugement du gouverneur devant le tribunal épiscopal: l'évêque se prononcera en faveur d'Isérables, en 1543, mais en réservant aux parties le soin de déterminer la saison du ban.³⁶⁷

L'affaire se complique malgré tout. L'évêque porte un nouveau jugement, en 1545, en faveur d'Isérables contre lequel les procureurs de Riddes font appel. Après de nombreuses auditions judiciaires à la Majorie, la transaction passée, en

³⁶⁴ Isér., P-12.

³⁶⁵ Isér., P-12 + 672/1+10.

³⁶⁶ Isér., P-672/3.

³⁶⁷ Isér., P-672/1 + P-13+14.

1541, entre Riddes et Isérables au sujet des droits des gens d'Isérables au mont d'Audes, sera confirmée.³⁶⁸

C'est en 1576, qu'est trouvé un nouvel accord entre les deux parties réglant les modalités et la durée du ban que chaque commune, de son côté, pourra imposer sur les pâturages de son territoire.

Cet arrangement est intervenu après que Riddes avait mis à ban la Wardaz et les Costes en Audes, ban auquel ceux d'Isérables s'étaient opposés et dont ils avaient demandé la levée. Selon l'accord conclu, ceux de Riddes peuvent imposer un ban aux deux endroits mentionnés en aval du chemin de la Garde, contre le cours de la Fara, dès le début avril jusqu'à la Saint-Jean-Baptiste [24 juin] pour les brebis; tandis que ceux d'Isérables peuvent mettre à ban leur pacage en amont du chemin qui va d'Isérables aux moulins Lambert, pour les brebis aussi, et pendant la même période.³⁶⁹

En 1608, un procès est en cours au tribunal du gouverneur de Saint-Maurice à raison de la manutention des chemins et ponts et de l'église de Riddes. On trouve les procès-verbaux des diverses séances à Saint-Maurice. A la fin de 1609, le gouverneur prononce une sentence en faveur d'Isérables.³⁷⁰

Une nouvelle procédure au sujet des tailles et du droit de ramasser la litière dans les forêts de Riddes, est en cours en 1740. La sentence gouvernementale interdit, en 1747, à l'instance de Riddes, à tout non-communier de Riddes, même s'il a des possessions à Audes, de prendre du soter et du dez dans les communs de Riddes.³⁷¹

Isérables fait appel.

Le 23 avril 1748, à Saint-Maurice, intervient un accord selon lequel, en vertu de la sentence de 1539, ceux d'Isérables qui ont des propriétés sur Riddes peuvent ramasser la litière et la feuille pour leur usage sur territoire de Riddes, dans les forêts désignées au mont d'Audes, et couper, dans les forêts non-embannisées, les bois nécessaires à l'entretien des clôtures et de leurs propriétés. Quant aux tailles, Isérables doit supporter les charges publiques selon l'usage pour les propriétés rières Riddes; la commune de Riddes devra présenter ses comptes de 1748 et 1749 du clocher de l'église, selon arrêté du gouverneur de 1752.³⁷²

Il semblerait que cette transaction aurait dû mettre un point final aux discussions et difficultés. Mais tel ne fut pas le cas. Entre 1816 et 1818, la commune d'Isérables adresse au grand-bailli et au Conseil d'Etat plusieurs mémoires au sujet de ses difficultés avec Riddes, qui concernent surtout:

- les tailles excessives
- les pâturages
- les droits aux bois et à la litière
- la débannie
- la police,

elle donne ses explications, sur chacun de ces points, tout en citant les titres en sa faveur.

³⁶⁸ Isér., Pg-32.

³⁶⁹ Isér., P-41 + P-672/12+13.

³⁷⁰ Isér., P-63+68.

³⁷¹ Riddes, S-15.

³⁷² Isér., P-672/1 + 673/10.

Les actes de 1539 et 1748, que nous venons de citer, règlent la question de la coupe des bois et de la litière. L'indemnité pour la litière est comprise dans la taille ordinaire ; il faut remarquer en outre, qu'en 1810, Isérables procède au rachat du droit de parcours sur ses propriétés. Mais la commune se plaint que la débannière est exercée malgré tout par ceux de Riddes. Leur bétail mange l'herbe des prés de ceux d'Isérables qui sont obligés aussi de retirer les céréales avant la débannière pour éviter que tout soit ravagé. Et si les hommes d'Isérables descendent leur bétail de la montagne avant ceux de Riddes, ils ne peuvent le conduire à Audes avant les Riddans : ils ne peuvent donc pas jouir librement de leurs propriétés.

Dans la réponse au mémoire d'Isérables que Riddes remet au grand-bailli et aux membres du Conseil d'Etat, elle déclare :

- que selon les dispositions qu'elle a prises, la débannière doit se faire ensemble et à des jours fixés par district ;
- que, pour ce qui concerne le bois et la litière, il est de son ressort de faire effectuer des contrôles par la police, dans l'intérêt de la conservation des forêts publiques et privées.³⁷³

Le 5 septembre 1817, Isérables soumet un nouveau mémoire au grand-bailli et au Conseil d'Etat, espérant arriver à concilier les deux communes.

La commune revient sur l'affaire de la débannière sur les propriétés de ceux d'Isérables, dont les prés, champs, jardins, sont spoliés par un pâturage excessif. Les gens de Riddes, dit-elle, n'ont que peu de moyens sur le mont d'Audes ; mais même ceux qui n'en ont point tiennent leur bétail en débannière, après la désalpe, au lieu de le conduire en plaine. Ce qu'Isérables demande est de pouvoir disposer librement de ses propriétés et d'y conduire le bétail quand les propriétaires le désirent. Riddes n'a pas le droit d'embannier les biens affranchis par le rachat de 1810. Sont également rappelés les titres qui ont trait au pâturage et à la vente de bois faite à M. Duc au mont d'Audes ; à la suite de cette exploitation, la litière a été fortement réduite : Isérables demande donc qu'une forêt égale lui soit assignée pour faire la feuille. Isérables prétend en outre que Riddes veut restreindre son droit de coupe dans les forêts non-embannées.³⁷⁴

En 1818, Isérables adresse une supplique au grand-bailli pour que le Conseil d'Etat empêche le partage prévu par Riddes au mont d'Audes, là où la forêt est grevée du droit de litière et de bois pour Isérables.³⁷⁵

C'est ensuite en 1821, qu'Isérables demande au Conseil d'Etat de décider définitivement des droits de pâturage réciproques, de la litière et des coupes de bois. En 1824, elle déposera une protestation auprès du Conseil d'Etat à la suite des violations, par Riddes, des clauses d'arbitrage concernant le ramassage de la litière, assuré par l'acte de 1748. Au surplus, Riddes a vendu une partie de la forêt grevée à des comuniers pour en faire des moyens et construire des chalets. Isérables demande que ce terrain reste commun.³⁷⁶

Aucune solution définitive n'est en vue.

En 1844, une nouvelle procédure est engagée : Isérables reprend l'offensive et redemande la cessation du parcours de ceux de Riddes sur les propriétés des

³⁷³ Isér., P-675/5.

³⁷⁴ Isér., P-237.

³⁷⁵ Isér., P-673/12+13.

³⁷⁶ Isér., P-676/7.

ressortissants d'Isérables sur Riddes et de pouvoir faire pâturer leurs propriétés par leur seul bétail et d'y établir leurs propres gardes et de défendre la bergerie de plus de l'500 moutons sur son territoire.

De son côté, Riddes accuse Isérables du même parcours sur les propriétés de ceux de Riddes et prétend que la garde champêtre appartient à la commune de juridiction.

L'affaire est alors soumise au tribunal du Contentieux de l'Administration qui, vu les mémoires et conclusions des parties, le rachat du parcours de 1810, les droits inhérents à la propriété, prononce, le 30 décembre 1844, le jugement que voici :

- le parcours rière territoire de Riddes de ceux de Riddes sur les propriétés de ceux d'Isérables, et réciproquement, est défendu ;
- ceux d'Isérables, propriétaires d'immeubles sur Riddes, peuvent disposer de leur parcours comme bon leur semble sans porter atteinte à la propriété d'autrui ;
- le garde champêtre appartient à Riddes.³⁷⁷

Ces mêmes propriétés d'Isérables sur Riddes ont fait l'objet de diverses décisions concernant les tailles ou contributions.

Une première sentence connue date de 1544. On trouve une ordonnance de l'évêque, en 1619. Les députés de l'Etat fixent les tailles, en 1756.

Isérables va payer annuellement 256 écus pour tous les biens-fonds sur Riddes, tant en plaine qu'en montagne, moitié pour les déboursés annuels et moitié pour le maintien des barrières du Rhône et de la Fare. Ceux d'Isérables sont tenus d'apporter les bois et arbres comme jusqu'ici, tant pour les barrières que pour les ponts. Riddes peut cependant fixer une taille extraordinaire en cas d'incendies, d'inondations, d'expéditions militaires, de reconstruction de l'église ou de la cure.³⁷⁸

Le 16 septembre 1846, le Tribunal du Contentieux condamne Isérables au paiement des charges selon la loi du 8 mai 1830, pour les biens acquis après 1846.

Les deux prononcés, de 1756 et 1846, serviront de base pour des jugements ultérieurs dans les affaires de contributions d'Isérables aux charges de Riddes, également pour ce qui concerne la correction du Rhône et de ses affluents (voir l'*Histoire des forêts*, période avant 1800).

En 1846 aussi, Isérables s'oppose au changement de cultures autorisé aux ressortissants de Riddes. Il est permis à ceux-ci de faire des esserts par le feu dans le district de la Wardaz où Isérables a le droit de pâturage. Mais Riddes ne voit aucune contradiction à ce droit.³⁷⁹

C'est à la commune de Riddes de s'adresser, en 1849, au Département de l'Intérieur afin qu'il intervienne et fasse respecter, par les gens d'Isérables, la transaction du 23 avril 1748 relative aux droits de ceux qui possèdent des terres à Riddes, soit sur les bois des forêts non-embannisées et le ramassage de la litière, car ladite transaction est constamment transgressée.

³⁷⁷ Isér., P-236+235+673/10.

³⁷⁸ Isér., P-590.

³⁷⁹ Isér., P-413+414.

Il est reproché à ceux d'Isérables de dénuder le terrain par le ramassage de la litière et de rendre ainsi toute reproduction impossible. Par contre, Isérables accuse Riddes de livrer une partie de la forêt en partage à ses communiens et de défricher chaque année une partie pour agrandir la montagne des génissons.

Isérables demande au Département de l'Intérieur de lui faire assigner par Riddes un district de forêt à sa portée et de la même contenance que celle défrichée ou à faire repeupler les districts défrichés.³⁸⁰

Les pâturages, le ramassage de la litière, les coupes de bois continueront à être des objets de dissension entre les deux communes.

Le 7 septembre 1876, le grand-bailli répond au mémoire d'Isérables. Il propose que les parties s'entendent pour mener chacune ses bestiaux sur les propriétés et dans les lieux où ceux-ci ne peuvent être mélangés.³⁸¹

En 1889, le conseil communal de Riddes fait publier que, suite à la loi sur l'abolition du parcours, dorénavant chaque particulier devra garder ses troupeaux sur ses propriétés. Il n'y aura pas d'exception pour les bergeries de moutons et de chèvres: il faudra les mener exclusivement sur les communaux.³⁸²

La Forêt Verte

On trouve l'origine des tensions entre les communautés d'Isérables et de Riddes, au sujet de la jouissance des pâturages et des bois, dans les titres du 13^e siècle. Ces actes concernent tant le mont d'Audes que la Forêt Verte et Arbin et la délimitation de ces districts. Les procédures qui vont en découler s'étaleront sur des siècles.

En 1299, un notaire donne connaissance aux hommes d'Isérables et de Riddes d'un titre de 1270, muni du sceau de la judicature du Chablais, établi à Saillon par un notaire public en présence des jurés de la cour du comte de Savoie.

Il s'agit d'un accord entre les deux communautés et dont la teneur peut être résumée comme suit:

le juge du Chablais, dans la discorde entre les hommes d'Isérables et de Riddes, à la suite des prétentions d'Isérables d'avoir la jouissance commune avec Riddes des bois, îles, pâturages, en toute la paroisse, tant en montagne qu'en plaine, met un terme au différend de la manière suivante:

- ceux d'Isérables auront à perpétuité l'usage commun des pacages avec ceux de Riddes, dans les limites décrites, au-dessus d'Arbin, à la Vuardaz et à l'Essert du clerc; toutefois les gens d'Isérables ne doivent pas abattre de bois, ne faire ni mayen ni gîte dans lesdits territoires et devront, chaque nuit, ramener leurs bêtes chez eux;
- ceux d'Isérables pourront avoir en commun l'usage des pacages depuis les moulins d'Audes en haut, entre les deux Fares, mais les bois et prés de chacune des parties restent réservés;
- ceux de Riddes pourront pâturer en commun les pacages situés en aval de la voie de Valena, mais devront chaque nuit retirer leurs animaux et ne peuvent ni couper

³⁸⁰ Isér., P-480 + 673/23.

³⁸¹ Isér., P-593.

³⁸² Riddes, G-52^{bis}.

du bois, ni construire de mayen ou de gîte. Le juge, à l'instance des parties, et les jurés, en témoignage et corroboration de ce qui précède, ont apposé le sceau de la judicature.

Cet accord a été légalement confirmé et ratifié de la part du comte Amédée de Savoie. Il fut ainsi renouvelé à Riddes, le 30 novembre 1299.³⁸³

On trouve ensuite les actes de reconnaissance des hommes d'Isérables envers les seigneurs de Castellario, en 1341, 1358 et 1425. Dans ces reconnaissances, les limites de la seigneurie sont indiquées: la partie inférieure touche le territoire d'Arbin; la Fare délimite le territoire d'Isérables du côté couchant jusqu'à la frête qui se prolonge au sommet des monts qui confinent avec ceux de Riddes, Bagnes et Nendaz.

En 1343 et 1448, ce sont les nobles de Castellario qui prêtent hommage et fidélité au souverain duc de Savoie pour la seigneurie d'Isérables, dont les confins sont également indiqués, comme dans les autres actes de reconnaissance.³⁸⁴

L'interprétation de ces actes, en particulier du point de vue des limites de juridiction indiquées, va jouer un rôle important dans les procédures qui seront engagées entre les communautés d'Isérables et de Riddes, au XIX^e siècle.

Entre-temps, les tractations entre les deux communes se concentrent surtout sur les questions soulevées par la présence de ceux d'Isérables à Audes. Les plaintes d'Isérables contre Riddes, en 1816 et 1817, dont nous avons parlé ci-dessus, et la requête de 1821 présentée par Isérables au Conseil d'Etat, dans le but de reconnaître l'étendue de son territoire et de sa juridiction selon les limitations faites par les prédécesseurs et pour faire cesser l'état provisoire et fixer irrévocablement les limites en évitant de porter l'affaire devant les tribunaux civils, amènent le Conseil d'Etat à proposer aux communes un arbitrage. La **transaction de 1823** qui s'ensuit deviendra l'objet d'une longue procédure.

Le procès entre les deux communes peut être divisé en deux étapes principales, celle de 1823 à 1863 et une seconde qui se terminera en 1929.

En 1823, les parties se rencontrent sur les lieux litigieux avec les arbitres désignés par le Conseil d'Etat, qui doivent porter leur jugement définitif et sans appel.

Dans la convention qui va être établie, la délimitation de la zone inférieure, soit au-dessus d'Arbin, sera précisée: elle va du levant au couchant jusqu'à la Fare. De la limite fixée à la Fare, son cours est indiqué comme ligne de démarcation jusqu'à la séparation des deux branches et, depuis la limite posée au-dessus du plan des Comballes, c'est l'arrête des montagnes entre les deux branches qui fait limite. Il s'ensuit que le versant du levant sur toute sa hauteur est à Isérables et le versant du couchant à Riddes.

Les endroits où Isérables a la faculté de faire pâturer ses bestiaux avec ceux de Riddes, sur le territoire de cette dernière commune, sont précisés. En amont des champs d'Arbin, cette possibilité va jusqu'à la démarcation citée des deux territoires. Etant donné qu'Isérables a racheté le parcours sur les propriétés à Audes, Riddes ne devra pas en

³⁸³ Cet acte a fait ensuite l'objet d'un vidimus délivré par le conseil du prince Amédée, duc de Savoie, du Chablais et d'Aoste, et muni du sceau de ce dernier. Le même titre a été collationné, levé et corrobore en la Majorie, à Sion, le 17 novembre 1575, sous l'évêque Hildebrand de Riedmatten. (Isér., P-672/5)

³⁸⁴ Isér., P-673/1 + 672/4+5.

entraver la libre jouissance. Les délibérations des deux parties, avec conclusions, ont été rédigées par le président de ce tribunal arbitral, le 10 septembre 1823. La validité de cette transaction a ensuite été contestée par Isérables.³⁸⁵

Ce n'est qu'en 1852, que l'attention est à nouveau portée sur la Forêt Verte par la coupe de bois qu'Isérables s'est permis de faire sur le versant occidental de la crête se prolongeant au-dessus du confluent des deux Fares, au mépris de la convention du 10 septembre 1823.

Cette coupe va déclencher un procès au tribunal du district de Martigny, la commune de Riddes se voyant atteinte dans sa possession.

Par exploit, elle assigne Isérables à comparaître devant ledit tribunal. Mais dans sa réponse, Isérables invoque le tribunal du Contentieux de l'Administration comme for compétent. La commune prétend du reste avoir coupé du bois pour des constructions comme par le passé et dans une forêt dont elle a la juridiction et la propriété. Elle ne reconnaît pas la validité du prononcé du tribunal arbitral qui était resté, selon elle, au stade d'un projet.

Riddes admet ensuite le choix du for d'Isérables. Elle oriente de son côté le Conseil d'Etat sur la coupe que ceux d'Isérables ont fait, pour lesquels la commune prend fait et cause, et demande une visite des lieux.

Le 4 octobre 1853, les délégués du Conseil d'Etat font leur rapport sur la reconnaissance de la limite au confluent des Fares et à Comballes. En vertu de l'acte du 10 août 1448, qui a trait à la reconnaissance du seigneur de Castellario et dont elle déduit comme limite la Fare du couchant, Isérables réclame le territoire et la propriété de la zone contestée. L'affaire étant portée devant le Tribunal du Contentieux, les deux parties soumettent leurs mémoires :

Riddes soumet ses arguments contre la délimitation par la Fare occidentale et défend les conclusions de la convention de 1823, respectée du reste jusqu'à la coupe de bois de 1852.

En 1855, on procède à l'interrogatoire des témoins. Les communes demandent une nouvelle visite des lieux par le Conseil d'Etat, avant de déposer leurs conclusions. La visite a lieu le 22 août 1855 et le rapport y relatif date du 18 octobre 1855.

S'ajoute ensuite encore à ce procès la difficulté créée par une coupe de bois faite par Isérables à Arbin. Suite aux conclusions transmises par les deux parties, c'est au rapporteur du Contentieux de faire son exposé.

Et au tribunal ensuite de prononcer son **jugement du 25 juin 1856**, disant que l'écrit du 10 septembre 1823 ne lie pas les parties. Celles-ci doivent fournir leurs arguments et conclusions sur le fond de la cause.

La réaction de Riddes est immédiate. La commune demande, en 1857, une nouvelle visite des lieux et soutient dans son mémoire, du 24 mars 1857, la valeur incontestable de l'arrangement et de la pose effective des limites en 1823. Et de conclure qu'il s'agit de limites territoriales et de demander la propriété de la Forêt Verte.³⁸⁶

³⁸⁵ Isér., P-673/20 + 676/7.

³⁸⁶ Isér., P-674/1-57.

Dans la procédure qui va suivre, les deux communes vont se prévaloir de tous les titres en rapport avec le litige. Le rapporteur, de son côté, demande, dans son rapport au président du tribunal, une troisième vision locale pour examen de la configuration topographique, des confins de l'alpage de Chassoure, des forêts vendues par Riddes en 1797 et 1826, de la situation des moulins et autres.

Le 23 février 1863, est prononcé le **deuxième jugement du Contentieux**. Sur la base de tous les considérants, le tribunal arrive à la conclusion suivante :

- la transaction du 10 septembre 1823 est valide ;
- la juridiction sur la Forêt Verte, telle que limitée en 1823, est reconnue en faveur de Riddes ;
- il n'est pas préjugé des questions des droits de propriété et d'usage sur le terrain mentionné.³⁸⁷

Là-dessus, Riddes jouit paisiblement de la Forêt Verte, délivrant les bois d'affouage et de construction à des taxes d'usage. Pourtant, la question de la propriété était restée ouverte. Et c'est bien pour cette raison que la vente des bois faite par Riddes dans cette forêt, en 1868, va déclencher une procédure judiciaire. Celle-ci trouve sa solution dans la **transaction du 26 juin 1869**, passée devant le juge instructeur : Riddes pourra disposer des bois, tout en appliquant leur prix à la construction du chemin neuf d'Audes allant du Verney au Rosselin, mais dont la moitié sera à la charge d'Isérables et le surplus à partager entre les deux communes ; ensuite, il n'y aura plus de coupe de bois de vente à faire pendant la litispendance ; la convention ne doit en rien préjudicier aux droits concernant la propriété et autres droits ; la délivrance des bois pour les besoins des ressortissants des deux communes reste permise ; Riddes devra fournir les comptes des ventes de bois et de la construction du chemin.³⁸⁸

Isérables ne va donc pas renoncer à revendiquer la propriété de la forêt même si elle devait être indivise avec Riddes, mais a abandonné ses prétentions sur l'alpage de Chassoure appartenant à un consortium particulier dont la bourgeoisie de Riddes devient, par achats de fonds, propriétaire majoritaire. Du reste, dans les anciennes reconnaissances comme dans les arrêtés, l'alpage était situé sur Riddes.

C'est en 1926, que le conseil d'Isérables, avec l'approbation de l'assemblée générale du 28 février 1920, décide de déposer devant le juge instructeur du district de Martigny, ses revendications sur la Forêt Verte, d'une surface de 93 ha, motivées par la vente de bois par Riddes à la Forêt Verte et par le barrage ou rétrécissement du chemin traversant cette forêt, chemin qu'Isérables avait amélioré pour le passage avec des luges et des chargesses et seule voie d'accès pour desservir les biens sur Riddes.

Par mémoire du 12 avril 1926, Isérables demande que le produit de la vente des bois soit déposé à la Banque cantonale jusqu'à solution du litige et qu'aucune disposition ne soit prise sur les débris de la coupe.

Pour ce qui est des bois, le juge instructeur décide, le 3 novembre 1926, qu'ils seront taxés et que Riddes pourra en disposer. Quant au chemin, le Conseil d'Etat décide que Riddes doit le rétablir à sa largeur première pour luges et chargesses et servitudes pour les ruraux sur Riddes.

³⁸⁷ Isér., P-675/25.

³⁸⁸ Isér., P-675/28+30.

En ce qui concerne les revendications sur la Forêt Verte, le juge instructeur transmet, en 1927, le dossier d'instruction au Tribunal cantonal. Dans la procédure qui suit, il appartiendra audit tribunal d'analyser et interpréter tous les documents présentés et remontant jusqu'à 1299, dont se prévalent les deux parties, leurs déclarations et tous les événements qui se sont produits depuis 1863.

Nous nous contenterons de souligner quelques faits principaux retenus par le tribunal.

Selon la sentence de 1748 et les confins qui y sont indiqués, la Forêt Verte est incluse dans le district grevé pour la litière et le bois mort et le pacage des moutons et des chèvres; cette servitude laisse supposer au droit de propriété de Riddes. Les rapports sur toutes les forêts communales de 1825, établis par des commissions désignées par le Conseil d'Etat, déclarent, quant aux communes d'Isérables et de Riddes, que la Forêt Verte est indivise entre elles. Les plans d'aménagement provisoires de 1890, respectivement 1894 (Isérables) n'attribuent pas à Isérables de forêt sur Riddes.

Dans les consignes de servitudes forestières, en 1894, Isérables consigne la propriété de la forêt et, en 1913, la propriété indivise et le droit de parcours pour chèvres et moutons. Riddes conteste cette consigne de copropriété et demande à racheter la servitude.³⁸⁹

Avant de porter son jugement sur la propriété de la Forêt Verte, le Tribunal cantonal a dû se prononcer sur une affaire d'exploitation de bois renversés et cassés par un ouragan dans cette forêt et autorisée par le Département forestier en 1928.

Le permis de vente est délivré aux deux communes sous réserve du dépôt du montant de la vente jusqu'à droit connu, car l'exploitation doit se faire dans l'intérêt général et avant qu'une décision soit prise dans le litige pendant.

Le tribunal juge et prononce, le 5 janvier 1929, que la bourgeoisie de Riddes est autorisée à exploiter et à vendre les bois sis dans la Forêt Verte, atteints par l'ouragan de novembre 1928. Le produit de la vente des bois sera consigné à la Banque cantonale jusqu'à solution du procès.³⁹⁰

Le 19 septembre 1929, le Tribunal cantonal porte son **jugement définitif** au sujet de la propriété de la forêt dont la teneur est la suivante: «La Forêt Verte est propriété de la bourgeoisie de Riddes».³⁹¹

Restent réservées les servitudes de bois et de litière qui grèvent la forêt au profit de la commune d'Isérables.

Ainsi se termine la lutte pour la propriété de cette forêt.

Territoire communal et propriété de la forêt ont pendant plus d'un siècle accaparé et échauffé les esprits dans les deux camps.

Le district d'Arbin

Nous avons vu, dans divers anciens documents, que la région située au-dessus des champs dits d'Arbin avait fait l'objet de démarcations et qu'une zone avait été réservée au pacage commun entre ceux d'Isérables et ceux de Riddes.

³⁸⁹ Isér., P-676.

³⁹⁰ Isér., P-677.

³⁹¹ Isér., P-677.

Nous avons également constaté que dans l'arbitrage de 1823, figurent ces mêmes limites territoriales et de jouissance de pâturage sur Riddes car il est spécifié dans les conclusions de la convention que ceux d'Isérables ont la faculté de faire pâturer leurs bestiaux en commun avec Riddes sur toute l'étendue du terrain communal se trouvant entre les propriétés de ceux de Riddes, au nord, et la démarcation des deux territoires, du levant au couchant, avec un passage pour l'abreuvement des troupeaux d'Isérables à la Fare sur le chemin existant.

Isérables devra refaire un chemin pour atteindre le bord du Rhône qui avait été coupé par la mise en culture de terrains, ce qui a d'autre part réduit le pâturage.

Par cette convention, les affaires semblaient être mises au point ; pourtant un différend entre les deux communes surgit, en 1852, lorsque Isérables entreprend une nouvelle coupe au-dessus des champs d'Arbin.

Une première coupe avait été faite par Isérables, en 1821. Elle avait donné lieu à une série d'interventions auprès du Conseil d'Etat que nous mentionnons dans *l'Histoire des forêts*, années 1815-1850.

Par exploit du 14 septembre 1853, Riddes fait défense à Isérables de continuer la coupe. Isérables répond au tribunal de première instance que le terrain en question n'est pas à Riddes, tout en se référant à l'acte de reconnaissance du seigneur de Castellario de 1448. Au surplus, la commune déclare méconnaître la validité de l'arbitrage de 1823.³⁹²

Le Tribunal du Contentieux prononcera, en 1856, que la convention de 1823 ne lie pas les parties. Mais Riddes maintient sa position au sujet de la coupe au-dessus d'Arbin. Les bois étant toutefois vendus aux Forges d'Ardon, une entente devra être trouvée entre les deux communes. L'enlèvement des bois se fera au vu et au su des deux parties. Isérables rendra compte de la part coupée sur territoire de Riddes.³⁹³

Nous avons vu que le deuxième jugement du Contentieux, de 1863, reconnaît la validité de la transaction de 1823 et, par là, le territoire de Riddes. Quant au droit de parcours, cette affaire devra se régler au moment du rachat des servitudes.

Riddes et Saxon

Il s'agit ici de relever quelques faits qui ont marqué ces relations quant aux pâturages et aux forêts.

Un premier acte date de 1373 : c'est une sentence qui règle des questions de pâturage entre les deux communautés jusqu'au Torrent de Saxonnet. On en referra état dans une procédure ultérieure.³⁹⁴

Le 18 juin 1448, il est procédé à la **délimitation de la montagne des Etablons** entre Saxon et Riddes.

L'acte est reçu et rédigé en Etablons, au-dessus du chalet neuf, aux Creux de Riddes, par deux clercs d'autorité impériale, notaires publics et jurés des cours du duc de Savoie qui ont apposé leur signet. Ils rendent manifeste à tous par cet instrument que devant eux furent personnellement constitués : les procureurs de la communauté de Saxon, accompagnés de

³⁹² Isér., P-674/23.

³⁹³ Isér., 674/13-15.

³⁹⁴ Riddes, C-1/4.

plusieurs hommes de Saxon agissant en leur nom et au nom des consorts de toute la communauté de Saxon, et les procureurs de Riddes au nom des consorts de la montagne. Il y a controverse au sujet de la construction, par ceux de Riddes, d'un chalet nouveau sur les Etablons de Saxon, au-delà du Torrent Noir, contre Verbier. Après que chaque partie a exposé son point de vue, les arbitres-médiateurs trouvent un compromis et l'on déclare, par la voix du notaire, les limites qui séparent les deux montagnes.

Retenons que la *Cretta de l'Escherchiz* les divise de haut en bas, que dans les confins indiqués se trouve le lieu de Savoleyres qui appartient à perpétuité à Saxon et que Riddes n'a aucune coutume de pâturer dans ce district. Les parties déclarent que le grand chemin, tendant par la montagne, reste commun jusqu'à la *Cretta de l'Escherchiz* ainsi que l'eau du Torrent Noir pour la culture et l'usage des montagnes.³⁹⁵

Riddes fait ensuite valoir son droit de parcours sur Saxon jusqu'au **torrent de Saxonnet** et au delà, en se basant sur l'acte de 1373.

Les délibérations à ce sujet ont lieu en présence de l'évêque et cardinal Schiner. Les procureurs de Riddes demandent de pouvoir jouir librement de leurs possessions sur Saxon jusqu'au-delà dudit torrent selon les limites indiquées dans la transaction entre Saxon et Riddes, du 18 mai 1373.

Les procureurs de Saxon considèrent cette prétention comme inadmissible et donnent au contenu de la convention une autre interprétation; ils invoquent les bons usages de la Patrie qui disent que tout individu des paroisses confinant à Saxon doit se retirer dudit pâturage depuis la fête de Saint-Jean-Baptiste [24 juin] jusqu'à celle de Saint-Michel-Archange [29 septembre].

Pour en finir, les deux parties veulent se soumettre au jugement de l'évêque qui est prononcé le 1^{er} mars 1515. Sa teneur est la suivante:

Ceux de Riddes pourront, à perpétuité, faire paître leurs bestiaux sur le territoire de Saxon dans les limites indiquées au delà du Torrent du Saxonnet, tant en plaine qu'en montagne, en tout temps, mais sous réserve expresse que ceux de Saxon soient autorisés à y mettre le ban depuis la Saint-Jean-Baptiste jusqu'à la Saint-Barthélémy [24 août].³⁹⁶

En 1583, la Diète prononce une sentence à l'amiable dans la question de la séparation de la juridiction de la châtellenie de Saxon et de la métralie de Riddes, en plaine, et dans une affaire de taille due aux Magnifiques Seigneurs, exigée par le recouvreur des usages et services des avanteries mouvant du fief des Patriotes.

La sentence est prononcée sur les lieux du différend, en présence des avocats des parties, par le gouverneur et les arbitres. La séparation est fixée depuis le Pissot du Torrent Noir, en aval, jusqu'au Quarré, soit Rue, qui se trouve au pied du mont en Lesconnaz et qui va vers Saxon, Rue à proximité de laquelle est plantée une limite; depuis celle-ci, la démarcation va en direction de la tour ronde du château de Saillon. On ne se prononce pas sur les droits respectifs de Saxon, Riddes et Saillon.³⁹⁷

La même année, est prononcée une sentence en faveur de Riddes contre Saxon au sujet d'un droit de coupe de bois entre le Torrent Noir et le Torrent de Saxonnet, tant en plaine qu'en montagne.

La sentence est portée par le doyen de Valère, official de la cour de Sion pour l'évêque.

³⁹⁵ Saxon, II B-3/107^{bis}.

³⁹⁶ Saxon, II B-3/105^{bis}.

³⁹⁷ Saxon, II B-3/106^{bis}.

Une interdiction avait été obtenue par Saxon de ladite cour et publiée en l'église de Riddes.

A teneur de celle-ci, il était interdit à toute personne, sous peine d'excommunication, d'aller couper du bois vert et sec, tant en plaine qu'en montagne, sur territoire de Saxon, sans la permission de la commune. Riddes se défend en disant que ses gens ayant des possessions sur Saxon avaient toujours coutume de couper du bois dans les forêts et d'emporter des épines et autres broussailles pour clore leurs biens entre les deux torrents. La commune demande donc la révocation du monitoire. Alors, l'official, vu les pièces produites par Riddes, la déposition des témoins, reconnaît que ceux de Riddes possèdent effectivement des biens sur Saxon depuis des temps immémoriaux, et qu'on ne peut pas prouver qu'ils n'auraient pas eu le droit coutumier de couper du bois pour bâtir leurs édifices et entretenir leurs biens existant sur Saxon, révoque et annule le monitoire.

Ceux de Riddes sont maintenus dans leurs droits et possessions, en plaine et en montagne.³⁹⁸

Un autre limitage entre la commune de Saxon et le **consortage des Etablons de Riddes** a lieu le 1^{er} août 1743.

Un différend s'était manifesté entre ces deux parties au sujet du bornage des deux montagnes, en particulier dans la région du chalet de ceux de Saxon, au-dessus et en dessous du chanton, soit chemin de l'*Escherchiz* ou du *Tové*. Les procureurs des montagnes se sont rendus avec le notaire au chemin de l'*Escherchiz* (ou Echerché ou Tové) où ils ont renouvelé la croix au pied du rocher, croix qui tend directement par dessus l'arête, ainsi que celle en dessous dudit chemin, distante de 10 toises, tendant à la borne au pied du chalet des Saxonens.³⁹⁹

Quant aux autres événements survenus entre les deux communes après 1800, nous les évoquons dans l'*Histoire des forêts*, années 1815-1850. Ils se rapportent en particulier à des coupes de bois et encore aux délimitations des deux montagnes.

Le **règlement bourgeoisial du 4 décembre 1881** prévoit dans son article 14 que la bourgeoisie de Riddes mettra en location chaque année les fonds des montagnes, en premier lieu aux bourgeois et le surplus aux non-bourgeois, à raison de Fr. 6.— par vache.

Le **nouveau règlement du 21 février 1904** oblige le bourgeois locataire à utiliser lui-même les fonds, avec son bétail. Il mentionne le nombre de fonds que la bourgeoisie possède, d'une part, aux Etablons, soit 244,5, et, d'autre part, à Chassoure, soit 173 fonds.

Le bourgeois domicilié peut, dans certaines conditions, jouir en plus des **portions en plaine**. Celles-ci se trouvent aux Morands, à Chavanne, au Grand et au Petit Brésil, aux Portions Neuves.⁴⁰⁰

Riddes et Bagnes

Les relations touchant aux bois et aux pâturages ont probablement leur origine dans la concession de droits aux Bagnards par les évêques à la suite de

³⁹⁸ Riddes, C-1/21.

³⁹⁹ Saxon, II B-7/7.

⁴⁰⁰ AEV, 3040 B-3/320.142.

l'exploitation de la mine d'argent du Peiloz sur Bagnes. Un privilège qui a ensuite provoqué des différends entre lesdites communautés. Il s'agit, en l'occurrence, de la région des **Etablons**.

Les hommes de la paroisse de Bagnes prétendaient donc qu'ils avaient la paisible possession immémoriale du droit de couper du bois de toute espèce dans la juridiction et le territoire de Riddes, spécialement sur toute l'étendue de l'alpe des Etablons appartenant aux hommes de Riddes, et de le conduire, pour leur usage, rière vallée de Bagnes. Preuve en était «le risse», ce conduit de bois qui va directement depuis le sommet qui sépare les deux juridictions, par les mayens de Verbier, à la vallée. Ils insistent sur leur droit en se basant sur un acte de 1500 relatant des dépositions de témoins en cour de l'abbé de Saint-Maurice, vidomne de cette partie de la vallée de Bagnes.

Ils reprochent aux hommes de Riddes de faire des esserts à la montagne en mettant le feu aux arbres et aux buissons et en diminuant ainsi les bois qui leur appartiennent. L'évêque, le bailli et les orateurs des 7 dizains, rassemblés en Diète de décembre, vu que ceux de Bagnes ont grand besoin de ces forêts qui sont rares sur leur territoire et que leurs hautes jeurs, qui sont de l'autorité souveraine, sont embannisées pour l'usage et les nécessités des mines d'argent qui s'y trouvent, demandent à ceux de Riddes la justification de leurs droits. La Diète charge en outre des députés de visiter les lieux, d'entendre les parties et de chercher à les concilier ou de prononcer leur sentence. Lors de cette rencontre, ceux de Riddes prétendent que la supplique de Bagnes est sans fondement et qu'ils n'ont aucun titre à l'appui. La montagne des Etablons a été cédée aux hommes de la métralie et a été reconnue, selon acte du 10 février 1539, en fief perpétuel des Magnifiques Seigneurs, moyennant une rente annuelle de 10 sols mauricois. Donc, ceux de Riddes ont le droit d'abattre à leur gré tous les bois et de faire des esserts pour augmenter et améliorer les pâturages. Selon Riddes, la possession des Bagnards est donc usurpée. Ceux de Bagnes rendent attentif à la pénurie de leurs jeurs noires à Bagnes: celles qui existent sont embannisées et font partie du haut domaine des Magnifiques Seigneurs Patriotes. Ils accusent ceux de Riddes d'exploiter entièrement les jeurs au préjudice des Seigneurs et de Bagnes.

Le gouverneur de Saint-Maurice et les délégués prononcent ensuite leur décision que les procureurs des communes devront soumettre à l'assemblée communale pour en faire ensuite rapport au gouverneur. Ils déclarent:

- que les hommes de la vallée de Bagnes et leur postérité pourront, dans les confins de la montagne des Etablons, tels que désignés dans l'acte de reconnaissance et appartenant aux hommes, soit consorts, de Riddes, couper et amener, sur Bagnes uniquement, les bois pour leurs propres besoins sans pouvoir en vendre ou en sortir de la vallée;
- que les hommes et consorts de Riddes ne pourront ni brûler, ni arracher des arbres mais seulement retirer de la montagne les bois destinés à leur propre usage et à leurs édifices existant sur ladite montagne; ils peuvent extirper et brûler les buissons et petits arbustes qui gênent le pâturage;
- qu'il est défendu à ceux de Bagnes de couper des bois dans les alentours des chalets et des soutes existants et appartenant à ceux de Riddes à moins de 60 toises tout autour, ces bois étant réservés aux consorts pour leurs besoins;
- que ceux de Riddes conservent leur droit de pâturage.

Le 4 septembre 1570, les délégués de Bagnes et de Riddes, approuvent toutes les clauses en prêtant serment sur les saints Evangiles.⁴⁰¹

⁴⁰¹ Riddes, C-1/38.

En 1662 cependant, un différend s'élève entre Riddes, Bagnes et Saxon au sujet de la délimitation des montagnes de Riddes et de Saxon et à cause de la coupe de bois faite par ceux de Bagnes sur Etablons. Les parties procèdent à une visite des lieux depuis la borne qui est entre Riddes et Saxon, près des chalets, et descendent au Torrent Noir. Depuis là ils se rendent sur les autres bornes du fond jusque du côté de Chassoure. C'est alors qu'ils ont constaté que du bois avait été abattu et brûlé en quantité côté Riddes et Chassoure.

Le litige est soumis à la Diète qui porte sa sentence, le 6 juillet 1663. Il est conclu que l'acte de 1576 doit être confirmé en tous points; que ceux de Riddes sont exclus du territoire de Bagnes, soit mont de Verbier, qui est adjugé à ceux de Verbier, (on n'en parle pas dans l'acte de 1576, vu que ceux de Riddes n'ont pas pu justifier leur possession). Mais les Bagnards devront payer une indemnité aux consorts des Etablons.⁴⁰²

Le 29 août 1664, un acte passé entre Riddes et Bagnes, limite les herbages des Etablons et de Chassoure avec la montagne de Verbier.

La démarcation suit la sommité des serres, au levant, depuis la Croix de Cœur jusqu'au lieu-dit la Foulaz, où se trouve le chemin allant à Saint-Barthélémy, et de là jusqu'à la Forclaz du Chavondu-Lez, et, au couchant, depuis la Croix-de-Cœur au chanton du Crosuit. Ces limites qui séparent les pâturages et le territoire des deux communes ont été reconnues le 7 août 1820.⁴⁰³

En 1673 encore, Bagnes se plaint de ceux de Riddes et de Saxon qui auraient causé des dommages dans les forêts des Etablons. Le gouverneur de Saint-Maurice, à l'instance des syndics de Bagnes, lance un mandat à ses officiers de Riddes défendant de brûler, couper et emporter du bois sur la montagne des Etablons, tant sec que vert, sous peine de 25 livres d'amende par plante, grande ou petite; il se rend ensuite sur les lieux avec ses assesseurs pour constater les destructions faites par des coupes, déracinages et incendies, tant sur Riddes que sur Saxon. On passe en revue les lieux où, selon l'ancienne transaction, existent pour Bagnes les droits de couper et d'enlever les bois. Le sommet de la forêt et du mont, là où il y a séparation des eaux, est également déclaré limite de juridiction.⁴⁰⁴

Nous décrivons dans l'*Histoire des forêts*, années 1815-1850, la suite des événements qui se sont produits après 1820, entre le consortage des Etablons, et les communes de Riddes et de Bagnes.

Saxon et Bagnes

Les divers passages entre la Pierre-à-Voir et la Tête-des-Etablons ainsi que le Col-du-Lin ont facilité les empiètements des communautés de Bagnes et Vollèges sur le versant de Saxon, depuis des temps immémoriaux, mais en particulier dès la concession, par les évêques, du droit d'exploiter les forêts. Les régions occupées par les Bagnards sont **les montagnes des Etablons, sous la Pierre-à-Voir, à**

⁴⁰² Riddes, D-1/13bis. Voir l'indemnité de 1576 à la rubrique «Saxon et Bagnes».

⁴⁰³ Isér., P-675/5.

⁴⁰⁴ Saxon, P-10.

l'Aroley, au-dessus de Boveresse, jusqu'aux terres de Vollèges. Cette dernière commune s'était implantée au mont de *Cordelonaz*.

Nous trouvons un premier titre de transaction entre les hommes desdites communautés au sujet des pâturages ou pasquiers, en 1300. Par une transcription de cet instrument, en 1548, traduit en français, on apprend qu'une discorde existait alors entre les hommes des deux communautés. Ceux de Saxon soutenaient que les Bagnards ne devaient pas user des pasquiers et forêts de la montagne des Etablons qui se trouve sous la juridiction de Saxon et est de son domaine. Les Bagnards prétendaient, par contre, que leurs prédécesseurs étaient déjà en possession pacifique de ces pasquiers et forêts.

Les médiateurs élus sont arrivés à un accord entre les deux parties, qui dit :

- que ceux de Bagnes peuvent conduire leurs animaux à paître sur les pasquiers de ceux de Saxon jusqu'au Rhône mais ils doivent retourner le soir sur la juridiction de Bagnes et à «l'éto» d'où ils sont venus le matin, sauf urgence et nécessité spéciale ;
- que ceux de Bagnes peuvent user des forêts où elles se trouvent en Etablons, en coupant, portant, traînant les bois des forêts situées au-dessus des bans posés par Saxon ;
- que ceux de Saxon peuvent faire pâturer leurs animaux sur les pasquiers existant dans la juridiction de Bagnes jusqu'à la Drance, mais doivent également ramener leurs animaux le soir sur Saxon ;
- que les hommes des deux communautés doivent garder les challes des montagnes existantes selon la coutume observée des challes, à savoir que les animaux d'une communauté paissent les challes de l'autre.⁴⁰⁵

Ces dispositions ont évidemment subi des modifications dues à des nécessités pratiques du pacage mais aussi à la suite des nouvelles réglementations épiscopales relatives aux forêts. Le 4 septembre 1576, une sentence est prononcée par le gouverneur de Saint-Maurice et des délégués, sur les différends existant entre les deux communautés à propos des limites de leurs jeurs. On constate alors :

- qu'il est loisible aux hommes de la vallée de Bagnes de couper et amener en leur vallée, pour leurs besoins, toute sortes de bois existant et croissant dans les confins désignés qui vont depuis la Crête du Sot à la montagne des Etablons de Riddes, depuis ladite crête à celle de la Vuardaz, depuis celle-ci à la fontaine du Gauthier, de là au chanton sous la Pierre à Vuaz et qui tend au Creux de Peloz et ensuite au commun de Vollèges, soit la limite des Pontex ;
- qu'il n'est pas permis aux Bagnards de couper du bois de toute essence à une distance inférieure à 50 toises autour des chalets, soustes et autres bâtiments de la montagne des Etablons appartenant aux Saxonens ; les bois qui y croissent restent aux gens de Saxon pour la construction et le maintien de leurs bâtiments ;
- qu'il n'est pas loisible à ceux de Saxon d'enlever, de déraciner, de sirricer (brûler) ni d'exploiter les bois des jeurs noires pour la vente, mais qu'il leur est permis de couper du bois pour la construction de leurs bâtiments, maisons, chalets, sur leurs montagnes et ailleurs où ils ont leurs propres édifices et chalets ; qu'ils peuvent également, dans les confins de leur montagne et sur les biens allodiaux communaux de la paroisse, s'ils le trouvent avantageux, extirper les buissons occupant le pâturage.⁴⁰⁶

⁴⁰⁵ Saxon, II B-7/1

⁴⁰⁶ Saxon, B-7/4+5.

En 1766, nous trouvons un nouvel acte de délimitation des deux rivières Saxon, provoqué par une vente de bois faite par Saxon, en 1764, dans les forêts où ceux de Bagnes ont un droit d'usage. Ont comparu devant le gouverneur de St-Maurice les charges-ayants des communautés de Bagnes et de Saxon. Le gouverneur doit prendre une décision définitive et sans appel dans le litige sur les limites des forêts soumises audit droit d'usage et au sujet de la vente des bois par Saxon.

Les limites vont correspondre à celles fixées en 1576. Le gouverneur décide, d'autre part, pour ce qui est de la vente des bois, que Saxon pourra couper et vendre, pour une fois, tous les bois qui existent depuis la ligne de séparation en amont, contre Bagnes; qu'après cette coupe, Bagnes se conformera à l'usage du district. Il est en outre arrêté que Saxon devra laisser au sommet de la forêt une lisière de bois suffisante pour empêcher les avalanches d'endommager les mayens de Saxon. Elle devra compenser ces bois par d'autres, à prendre sur la forêt du Tersieux, le long de ce torrent.

On a procédé à ladite délimitation, le 2 octobre 1767, depuis la limite des *Pontex*, en montant, vers la *Pierra Vuaz* et on a examiné la partie de la forêt que la Société de Kalbermatten doit couper du haut en bas et droit au-dessus du milieu des prés de la Boveresse.⁴⁰⁷

Nous relatons, dans l'*Histoire des forêts*, années 1815-1850, qu'en 1820, on procède à une nouvelle révision des limites qui séparent les forêts des communes de Saxon et de Bagnes.

Saxon et Vollèges

Les relations entre les deux communautés, d'ordre pastoral et de juridiction, ressortent des documents suivants:

En 1300, le 16 août, le juge du Chablais notifie qu'en présence du clerc de la curie du comte de Savoie, se sont constitués le châtelain de Saxon, accompagné d'autres hommes de la communauté, ainsi que le métral de Vollèges, accompagné également d'autres hommes. Il y avait entre ces gens discorde au sujet de la juridiction sur **les pâturages et forêts de Cordelonaz**.

Des arbitres furent alors choisis, qui arrivèrent à la transaction suivante:

Appartiendront au Levron les pâturages et forêts de *Cordelonaz* depuis le milieu des deux *Pontex*, allant par le chanton, en haut, à la Chermettaz, et en bas, à Tornafoz et au Plan des *Praz d'Allioz*. Au delà de cette limite, vers Saxon, *Cordelonaz* relève de la juridiction de Saxon, mais les prés possédés par ceux du Levron, sur Saxon, restent à eux. Et les bois existant en dessous de leurs prés, vers le bas, jusqu'à la source *Tyseult du Darbel de Cordelonaz*, sont à leur libre usage. Les bois secs sont à la jouissance des deux communautés.⁴⁰⁸

Le litige au sujet des démarcations nommées ci-dessus et qui n'étaient pas fixées sur le terrain par une limite plantée, resurgit en 1539.

⁴⁰⁷ Saxon, II B-7/8+9. Voir aussi l'*Histoire des forêts*, période avant 1800.

⁴⁰⁸ Saxon, II B-6/139; Vollèges, C-1.

Les représentants des deux communes se trouvent devant les notaires et témoins pour défendre leurs points de vue respectifs sur les limites de juridiction et le domaine des droits de pâturage et de forêts au mont de *Cordelonaz*. Ceux du Levron présentent un acte de 1380 établi sous l'autorité du lieutenant du duc de Savoie par le clerc de la curie, le 17 septembre, mais qui était tombé en oubli. A leurs dires, il doit s'agir d'un vidimus de l'acte du 16 août 1300. Les deux parties acceptent la délimitation y décrite et procèdent à la délimitation sur le terrain, convenue comme suit : depuis le sommet du Sex de la Chermettaz allant aux prés de *Pontex*, ensuite au chemin allant de Saxon au Levron et, de là, aux prés d'*Allioz* et à la fontaine Risen. Il a été décidé, en outre, comme en 1380 déjà, que ceux de Saxon ne devaient pas amener leur bétail sur les pâturages du Levron, sauf depuis la fête de la Nativité de la Sainte-Vierge [8 septembre] jusqu'à celle de Jésus-Christ. Cela vaut également pour ceux du Levron pour ce qui est des pâturages de Saxon. Il a encore été convenu que les hommes de chaque communauté peuvent prendre les bois secs sur le domaine de chacune des parties, mais pas pour le commerce. Sont exceptés les bois existant sur les prés de ceux du Levron, en aval de loz Tornafoz, jusqu'à la source *Tyseult* que ces derniers peuvent utiliser selon leur volonté.⁴⁰⁹

En 1661, le vice-bailli et châtelain de Bagnes et Vollèges et le gouverneur de Saint-Maurice font savoir qu'un nouveau litige est survenu entre les deux communautés au sujet des pâturages et coupes de bois sur un certain district de la montagne de *Cordelonaz* que chaque partie prétend lui appartenir. Cela est surtout dû à la controverse sur l'emplacement de la limite de Tornafoz.

Ceux de Vollèges expliquent que la délimitation doit correspondre à celle de 1539 et séparer les deux territoires. Il s'agit surtout du lieu-dit Tornafoz que ceux de Saxon contestent être à l'endroit indiqué par Vollèges, prétendant que les limites désignées ne séparent que les propriétés privées mais que les vraies limites se trouvaient plus haut et qu'au-dessous de ces limites, Vollèges ne pouvait ni faire pâturer ni couper du bois. Les prénommés, accompagnés de l'abbé de Saint-Maurice, se sont ensuite rendus sur les lieux et ont proposé aux parties un compromis concernant le pâturage et la coupe de bois sur la partie déterminée par l'emplacement de la limite litigieuse de Tornafoz. Selon ce compromis, accepté par les communes, ce terrain deviendra commun ; mais la question de fond n'est pas résolue, à savoir celle des vraies limites qui doivent séparer les deux territoires.⁴¹⁰

On voit ensuite que, dès 1747, les deux communes engagent une nouvelle procédure qui s'étale sur plusieurs années. C'est le 29 juin 1778, que l'abbé de Saint-Maurice, seigneur temporel de Bagnes et Vollèges, écrit au gouverneur pour lui demander de faire publier aux criées ordinaires, à Saxon, qu'il est défendu de faire pâturer sur le terrain qui appartient à Vollèges, à teneur de la transaction du 19 juin 1539, sans leur consentement. Mais Saxon refuse ce mandat, ne reconnaissant pas l'autorité abbatiale sur le terrain en question qui se trouve sur Saxon. Le gouverneur, de son côté, permet à Saxon de disposer du terrain jusqu'à jugement définitif.⁴¹¹

Le 17 décembre 1778, une supplique est adressée par chaque partie à la Diète afin qu'elle désigne une délégation pour se rendre sur place et prendre une décision au sujet des pâturages communs et du territoire de la juridiction au sommet du mont de *Cordelonaz*, à la Chermettaz.

⁴⁰⁹ Saxon, II B-6/141^{bis}.

⁴¹⁰ Saxon, II B-6/143.

⁴¹¹ Saxon, II B-6/139.

La Diète a désigné cette commission qui a visité les lieux, le 19 août 1779, avec les représentants des communautés; après avoir entendu les allégations et répliques et examiné l'acte de 1539, la commission prononce sa sentence sur la situation exacte de la Chermetta: la limite doit rester où elle a été reconnue antérieurement et la ligne doit tendre directement aux prés de *Pontex* et servir de limite de territoire.⁴¹²

Saxon fait appel de ce jugement et demande copie de l'acte de 1661 sur lequel Vollèges se base.

Le vice-bailli cite les parties en séance et il procède à un interrogatoire des témoins. La Diète prononce sa sentence le 10 décembre 1779, en faveur des appellants sur l'emplacement de la limite de la Chermetta et sur la ligne qui descend droit en aval au point fixé par les commissaires. Vollèges est condamnée aux frais de la procédure. Les deux communes procèdent ensuite à la levée d'un plan que chacune des parties doit vérifier. Ces plans seront soumis à la Diète de Noël 1780. Celle-ci renomme des députés pour une visite des lieux et jugement du différend qui se présente sur cette montagne.

Le 30 août 1781, la sentence définitive est prononcée par le souverain Etat qui règle ce différend, longtemps débattu, des limites au mont de *Cordelonaz*. Elle est en faveur de Saxon. La sentence du 10 décembre 1779 est confirmée. On devra se tenir au plan établi par les commissaires-députés; de nouvelles limites seront placées entre la Chermetta et *Pontex*.⁴¹³

C'est ensuite en 1825 qu'il est procédé à une visite et vérification des limites qui renferment, sur la montagne de *Cordelonaz*, le district indivis, d'après le titre du 1^{er} septembre 1661.

Les représentants des deux communes partent de la limite à Tornafoz, au fond du terrain indivis, en bas de la cabane de *Cordelonaz*, et se dirigent de là aux prés des *Allioux*, côté couchant, et ensuite à la fontaine Risen de *Cordelonaz*, côté levant, et de là à la limite qui se trouve au milieu des deux *Pontex*, depuis celle-ci à la limite au Creux-Bérard, à celle du Jorat et de là au *Plan-des-Allioux*. Ces limites renferment donc l'indivis.⁴¹⁴

Le 3 août 1859, on procède à la reconnaissance des limites entre Saxon, Vollèges et Bagnes. On part de la limite des Peutix pour suivre la **ligne qui sépare Vollèges de Bagnes** jusque sous la frête des *Bressierty* (Blisiers); ensuite, les délégués procèdent à la révision des limites de l'indivis entre Saxon et Bagnes jusqu'aux limites avec Riddes.⁴¹⁵

L'Histoire des forêts, au chapitre de la formation du domaine forestier, indique comment on procèdera pour mettre un terme à l'indivis, tant avec Vollèges, qu'avec Bagnes.

⁴¹² Saxon, P-175.

⁴¹³ Saxon, II B-6/17+22 + P-183.

⁴¹⁴ Saxon, B-7/15.

⁴¹⁵ Saxon, II B-7/51.

Saxon et la grande commune de Martigny

Pour ce qui est des pâturages, bois et délimitations, nous pouvons relever les faits suivants qui se rapportent au **mont des Yvoullieys**.

Un titre de 1541, rend notoire qu'il y avait un différend entre les deux communautés à cause de la limite de territoire dans ladite région malgré qu'une longue chaîne de rochers semblait être prédestinée à constituer cette limite naturelle. L'arbitrage du 24 octobre 1541 fixe donc aussi la séparation des deux juridictions par le haut de ce rocher.

Cet arbitrage était intervenu à la suite d'une coupe de bois dans la jeur des Yvoullieys qui sera donc attribuée entièrement à Saxon. Nonobstant, Martigny provoque de nouvelles difficultés, en voulant s'emparer de cette jeur. Un nouvel arbitrage adjuge à Martigny une part de la forêt qui se trouve au delà du rocher, contre Saxon et va jusqu'aux terres du Levron. Les bois qui se trouvent entre les confins qui ont été désignés restent indivis entre les deux communes.

Plus tard, Martigny prétend à une surface bien plus grande, côté Saxon.

Cette commune s'y oppose et soutient une délimitation plus restreinte. La discussion tourne autour de la désignation d'une fontaine qui se trouverait soit au milieu des Yvoullieys ou de *Cordelonaz* et déterminerait l'emprise côté Saxon. Finalement, les deux parties s'accordent en présence des notaires et des témoins.

Il est convenu, le 14 mai 1565, de fixer d'un commun accord les réelles limites des jeurs indivises à Yvoullieys et à Vitosez vu que leur absence provoquait des litiges.

Les arbitres déterminent d'abord la limite de juridiction qui suit le rocher depuis la croix sur le roc de Vitosez jusque sous les prés d'Allioux ; ensuite le secteur qui va jusqu'à une fontaine au milieu des Yvoullieys et de là en amont contre les terres de Vollèges et revient sous les prés d'Allioux et à la fontaine Risen.

Les deux communes peuvent, dans les confins précités, couper tous les bois qui leur sont nécessaires.

Le fonds même de la jeur dans ces limites appartient à Saxon pour le pâturage. Aucune des communes ne peut faire des esserts ni endommager les bois ni vendre à des personnes étrangères sans consentement réciproque.

Les communes renoncent sous serment à toute opposition aux usages et privilèges et au recours aux droits civils.⁴¹⁶

Le 24 août 1634, on procède à une reconnaissance des limites de l'indivis par les juges et délégués du gouverneur de Saint-Maurice et le châtelain de Martigny.

C'est le 27 octobre 1841, que les deux communes font cesser l'indivision au mont Charrat par une transaction.

La nouvelle ligne qui va déterminer la juridiction entre la commune de Saxon et le grand Martigny est alors fixée. Chaque commune possèdera, à l'avenir, en toute propriété et jouissance, le terrain se trouvant de son côté. La fontaine à l'intérieur des Yvoullieys restera commune.⁴¹⁷

⁴¹⁶ Saxon, II B-2/102+103c.

⁴¹⁷ Saxon, II B-2/101.

La commune de Saxon et ses règlements sur le parcours

A part les diverses réglementations faites entre les communes avoisinantes sur l'usage des pâturages, Saxon a édicté son règlement interne sur leur jouissance. Le document en question n'est pas complet et ne porte pas de date mais on l'attribue au XVI^e siècle. Il contient également des règles concernant les bois et les forêts que nous mentionnons à l'endroit voulu.

Nous résumons ici les principaux articles sur le parcours :

- aucun communier ne peut conduire des animaux sur les pâturages communs, sur les champs des Cleives et des Condémines ou au-delà de ces champs pendant le temps des récoltes et jusqu'à ce que ces champs soient déblayés ;
- les prés-marais doivent être clos dès le début mai ; ceux qui ne clôturent pas sont privés du commun pendant 6 ans ;
- personne ne peut essarter plus que la mesure de 2 fichelins de semence par feu, sous peine de confiscation de la récolte et d'une amende ;
- les gardes doivent annoncer dans les vingt-quatre heures ceux de la commune qui tiennent des bêtes sur les possessions et biens communaux embannisés et y font des dommages ;
- le taxateur doit annoncer le dommage aux criées, le dimanche à la sortie de la grand-messe ;
- on peut demander aux gardes de taxer et faire réparer le dommage jusqu'à la Toussaint ; la taxe doit être payée dans les 40 jours ;
- les gardes doivent demander dans le terme de 3 semaines les bois qui les concernent sous peine d'en être privés ; ils doivent remettre, en vertu de leur serment, tous les bans perçus durant l'année de leur office ;
- toutes les bêtes, soit porcs, chèvres, moutons, vaches, ânes et autres doivent être écartés des champs et prés semés, partout où ils se trouvent.

Figurent encore diverses dispositions sur les soustractions de récoltes, l'enlèvement des clôtures et les amendes prononcées pour les contraventions.⁴¹⁸

En 1699, il sera interdit à toute personne, sans distinction de condition, de faire des esserts, pour semer le blé, dans tout le territoire de la châtellenie de Saxon qui dépasserait les limites fixées par les arrêtés de la commune, sous peine de confiscation des champs et d'une amende. Il est également rappelé qu'aucun mélèze ni sapin ne peut être vendu en dehors de la commune.⁴¹⁹

Par la suite, ces arrêtés auront été renouvelés et adaptés aux nouvelles circonstances.

Le 20 mars 1881, l'assemblée générale accepte le **règlement bourgeoisial** que le Conseil d'Etat approuve, le 28 mars 1884.

Pour ce qui est des montagnes bourgeoisiales, celles de la Boveresse et des Etablons sont réservées aux vaches, tandis que celles de la Vatzte et de l'Aroley sont pour les génissons. Les veaux sont alpis à la Crête-du-Saut. Plusieurs forêts sont désignées pour le parcours des moutons : on les amène à la Grande-Luy et à la *Crête-du-Zoumieu* après les génissons, et, après les vaches, au Chalet-Vieux et à la Vuardaz. Chaque tenancier a le droit d'herbage pour 1 vache, 1 génisson ou 1 veau. Il a droit d'alper 1 porc pour 5 vaches. Les

⁴¹⁸ Saxon, SP-1.

⁴¹⁹ Saxon, P-44.

indemnités par tête de bétail, pour les frais de ménage, sont fixées. Les coûts de construction des bâtiments sont mis à la charge de tous les tenanciers.

Les parcours pour les bêtes de trait, dans les îles, sont également fixés; leur nombre maximum est arrêté à 100 têtes.

Le règlement est révisé en 1892 et 1902.⁴²⁰

Le règlement sur la jouissance des alpages et des pâturages, du 22 avril 1928 répartit les alpages en 3 zones, à savoir :

- la montagne basse, la Boveresse, et la montagne haute, Etablons, sont réservées aux vaches;
- la Vatz, la Crettaz-du-Saut, l'Aroley, la seconde herbe de la montagne basse, sont réservées aux génissons;
- le Grelet, La Luy, Cours-de-Lune, la Pleyeux sont des pâturages pour les veaux.

Le menu bétail est interdit sans l'autorisation de l'autorité communale et de l'administration forestière. Le parcours est défendu à l'Aroley. La commission des montagnes décide chaque année de la charge de l'alpage et dans les cas de surplus ou d'insuffisance de consignes. Les bêtes doivent appartenir à l'inalpant. Un procureur est nommé chaque année par le conseil bourgeoisial.⁴²¹

⁴²⁰ AEV, 3040, B-3/320, 144.

⁴²¹ AEV, 3040, B-3/321.56.

Les communautés et les pâturages sur la rive droite du Rhône

La Contrée d'Ayent

Elle était formée par la communauté des Deux Tiers d'Ayent et celle du Tiers d'Arbaz qui disposaient ensemble des biens communaux en pâturages, forêts et eaux. La contrée d'Ayent relevait de la seigneurie de la noble famille de Granges.

Nous trouvons les seigneurs et les hommes de la châtellenie d'Ayent en litige avec les seigneurs et les hommes de la châtellenie de Granges-Lens au sujet de leur investiture des droits de parcours du bétail, de bois, de chemins et de ponts. Sur proposition des arbitres, un accord est conclu, en 1257, selon lequel les hommes des deux châtellenies doivent user en commun des forêts qui se trouvent des deux côtés de la *Rière*, depuis les Barmes à Ravin. En aval des Barmes, les seigneurs et les hommes d'Ayent et de Lens ne dépasseront pas la *Rière* ; chacun fera paître le bétail de son côté. Exception est faite pour les bêtes destinées à conduire le bois. Celles-ci peuvent pâturer sur les lieux pendant qu'on prépare la charge. Les gens de chaque localité utiliseront selon la coutume les chemins et les vieux ponts.⁴²²

Les difficultés avec Lens resurgiront : un nouvel arbitrage aura lieu en 1310 entre les hommes des châtellenies d'Ayent et de Granges-Lens pour régler le parcours, la coupe des bois, l'usage des chemins et des ponts qui relient les deux localités dans la vallée de la *Rière*.

Ayent prétend avoir des droits sur la rive gauche, du côté de ceux de Granges-Lens, sur les pâturages, forêts et autres communs, tandis que ceux de Granges-Lens prétendent les avoir sur la rive droite, côté Ayent.

Les arbitres élus par chaque partie désignent le parcours en commun entre ceux d'Ayent et ceux de Granges, depuis l'eau de l'*Artenchy* aux pâturages de Ravin, par le fond de la Combe, tout en précisant ces passages. Ceux d'Ayent peuvent user des forêts comprises dans les limites indiquées jusqu'à la *Rière* avec ceux de Granges-Lens. Des bisses peuvent être construits depuis la *Rière*. Les animaux de somme ou de trait d'Ayent pourront pâturer le long des chemins quand ils conduiront les bois hors des forêts. Ponts et chemins devront être entretenus en commun jusqu'au pont d'Icogne.⁴²³

En 1438, le bétail de Lens fait du tort à ceux d'Ayent à l'alpage du Ravin. Les dommages sont taxés par le représentant du bailli et plusieurs châtelains.

Mais les difficultés entre les deux riverains au sujet des pâturages au Ravin et des forêts continuent. En 1517, ce sont les consorts de **Mondralèche-Lens** qui contestent à ceux d'Ayent la pâture des prés dits de Ryon et de *Chavougier* (Tzeuzier) : ils emportent un pont, détruisent une chisière et désalpent leur bétail.

Le lieutenant du bailli va réintégrer les chassés.⁴²⁴

Cependant, un nouvel incident se produit en 1523. Il s'agit alors de coupes de bois. L'official intervient ; un monitoire est lu à l'église de Lens qui défend à ceux de Lens de couper du bois sur territoire d'Ayent.⁴²⁵

⁴²² GREMAUD n° 641 ; S. CRETZAZ, *La Contrée d'Ayent*, St-Maurice, 1933.

⁴²³ Ay., b-1 ; Arbaz, B-1 ; voir également l'*Histoire des forêts*, période avant 1800.

⁴²⁴ Ay-53.

⁴²⁵ Ay., b-6.

Un appel est adressé à l'évêque qui reconnaît alors à ceux de Lens le droit d'exécuter une coupe de bois, pour couvrir les frais de la guerre de Zoug.⁴²⁶

Quant aux difficultés existantes entre **les consorts de Mondralèche et de Ravin**, elles sont soumises, en 1531, au tribunal épiscopal qui trouve un compromis en statuant que désormais les consorts de Mondralèche ont droit de pâture sur les prés de Ryon et les consorts de Ravin sur ceux de *Chavougier*.⁴²⁷

Lens dépose un recours contre cette décision auprès de l'archevêque de Tarentaise qui affirme que le litige doit être soumis à la Diète laquelle doit porter une sentence sans appel. L'évêque se rend alors sur les lieux du litige. Au terme de la sentence prononcée en 1532, l'alpage du Ravin doit, dans ses limites, appartenir aux consorts d'Ayent. Mais cela ne tranche en rien la question litigieuse. Les procureurs de Lens veulent faire annuler ce compromis, et en appellent à nouveau à l'archevêque de Tarentaise, afin que l'évêque révisé le procès.⁴²⁸

Les interventions et comparutions devant l'évêque se succèdent alors jusqu'à ce que, en 1539, après vision locale à *Chavougner*, le tribunal adjuge les prés de Ryon et de *Chavougier* aux consorts de Mondralèche qui devront élever une barrière sur tout le pourtour de l'alpage.

La sentence est fondée sur le principe que la *Rière* a toujours servi de limite entre les deux communes, Ayent et Lens.⁴²⁹

Mais les litiges au sujet des pâturages se manifestent également au sein des **sections du Grand-Lens**, en raison des délimitations souvent contestées, spécialement dans la zone mixte supérieure ou entre les biens communs de chaque section.

Ainsi le châtelain de Lens ou de Sierre doit intervenir à plusieurs reprises dans les différends entre les sections.

Des difficultés concernant le parcours du bétail, les bois, les limites de juridiction ont surgi au surplus entre **les communautés de Lens et celles de la Contrée de Sierre**. Nous n'aborderons pas ces affaires, cette région étant en dehors des limites que nous avons fixées à notre étude. Mentionnons toutefois que la délimitation de **la forêt de Clavan** a provoqué un long procès. La coupe de bois dans ce ban avait été frappée d'excommunication, en 1513, ainsi qu'en 1589.⁴³⁰

Sur la rive gauche du Rhône, Lens a des difficultés avec la commune de Grône au sujet des droits de coupe de bois et du parcours du bétail sur son territoire, tant en plaine qu'en montagne dans le district de *Bougiroux*. Entre les deux communes, un procès est en cours en 1529. L'évêque doit intervenir en faveur de Lens contre des particuliers de Grône.

Il lance un mandat au curé ou vicaire de Grône en précisant que ceux de Lens étaient, de mémoire d'homme, et sont encore, en possession des biens communs entre Grône et Lens, sur territoire de Grône, dans les limites indiquées. Mais vu l'inobservation des ordres donnés, l'évêque ordonne, en 1530, de publier durant la messe que les coupables seront frappés de la malédiction éternelle et de l'excommunication.⁴³¹

426 Ay., b-6^{bis}.

427 Ay-66.

428 Ay-66^{bis}.

429 Ay., b-9^{bis}; Ay-69.

430 Inventaire Grande Bourgeoisie, H-16+50.

431 Lens, D-24.

En 1656, le grand-châtelain du dizain de Sierre prononce également une sentence en faveur de Lens contre Grône.

Lens se plaint des abus commis lors des coupes de bois qui doivent servir à la manutention des barrières du Rhône et ainsi à la protection de la route royale et des îles, comme à l'affouage et aux constructions dans les villages de Lens. Par les esserts et les feux, on détruit les forêts de sorte qu'il ne restera plus assez de bois. Selon la sentence du juge, ceux de Lens doivent être en possession des deux tiers des pâturages, bois et forêts dans les limites du territoire de Grône, et ceux de Grône d'un tiers. Les bois doivent être utilisés dans les buts cités.⁴³²

Les grands procureurs des 4 quartiers, le vice-châtelain et d'autres notables de la paroisse et communauté de Lens se retrouvent, en 1683, à nouveau au tribunal du grand-châtelain du dizain de Sierre avec les procureurs et le vice-châtelain de Grône.

Ceux de Lens ont porté plainte à cause des ravages qui se font malgré tout dans les forêts et de leur mise à feu pour faire des esserts; ils précisent que par cet essertage abusif, ou par des coupes ou par des incendies, on cherche à agrandir la montagne de *Bougiroux*.

Les représentants de Grône se défendent en disant que la généralité n'avait pas approuvé la sentence de 1656 parce que Grône pratiquait les esserts longtemps auparavant, sans opposition, et que cela va donc à l'encontre de vieux usages et droits. Ils demandent que ladite sentence soit annulée.

Après quoi, le tribunal décide:

- que les communiens de Grône ne peuvent, à l'avenir, faire des esserts dans les forêts communes à Lens, Grône et Granges;
- qu'au cas où Grône voudra faire des esserts dans le commun, la commune devra avertir le vice-châtelain de Lens qui ira avec deux procureurs inspecter et limiter le district à esserter dans les 2 ans, sans que cela porte préjudice aux forêts communautaires.

Quant au mont de *Bougiroux*, le juge ordonne de limiter aussitôt la forêt publique formant un mas continu.

Pour ce qui est des autres forêts et pâturages, ceux-ci restent communs entre Lens, Grône et Granges, comme par le passé.⁴³³

En 1834, les 4 communes de Lens passent une transaction avec la commune de Grône. Il est renoncé alors réciproquement aux anciens droits respectifs sur les biens qui formaient leur commun. **La forêt de Bougiroux**, par contre, revient en toute propriété à Lens, mais les coupes blanches sont interdites. En cas de vente, Lens s'engage à la vendre à Grône.

Une reconnaissance des limites de la forêt de Lens et de celle de Granges, à *Bougiroux*, a lieu en 1883.

On confirme alors les limites fixées dans l'acte cité du 2 août 1834. La ligne occidentale joute alors la forêt de Granges qui est devenue propriété de cette commune par suite d'une transaction passée avec Grône. Les limites sont également reconnues en tous points.

⁴³² Lens, D-72.

⁴³³ Granges, P-60.

Lens vendra, en 1912, la forêt de *Bougiroux* à la commune de Grône.⁴³⁴

Les quatre sections du Grand-Lens sont érigées en 1904 en communes indépendantes. Celles-ci ont procédé également à une séparation définitive des pâturages et des forêts.⁴³⁵

Quant à la contrée d'Ayent, nous avons fait mention d'une communauté qui s'était manifestée, en 1257, pour défendre alors ses droits de pâturage contre l'extérieur.

Pour réglementer l'usage des biens communs dans son sein, un premier document d'un plaid général, en 1306, nous enseigne que les hommes des Trois Tiers d'Ayent et d'Arbaz rappellent alors les statuts déjà en vigueur.

On précise les biens qui sont communaux et sur lesquels le parcours est autorisé jusqu'à trois semaines avant la Saint-Jean-Baptiste [24 juin]; la date de la montée aux mayens hauts est également fixée. On arrête les bans pour certains prés et pour ceux qui donnent du regain, sur lesquels le parcours est défendu de la mi-mars à la Saint-Michel [29 septembre]. L'eau des Trois Tiers, soit du bisse Tallia, ne doit pas servir au delà d'un Creux dit de Breyde et il est défendu de rompre le bisse sous peine d'amputation d'une main.⁴³⁶

Au plaid général de 1406, on rappelle les limites des biens communaux et leur usage, la défense de construire ou de planter des arbres dans des endroits bien précis et le droit de les couper s'ils gênent. Les droits et redevances des divers seigneurs sont partagés. L'évêque dispose du tiers de l'ensemble du domaine.⁴³⁷

Les deux communautés se rendant indépendantes, restent par contre étroitement liées par leurs intérêts aux biens communaux. Nombreux sont ainsi les arrêtés qui se suivent périodiquement au sujet du parcours du gros et menu bétail sur les communaux. Mais aussi les propriétés privées, une fois la récolte rentrée, sont des libres parcours, d'abord pour le gros bétail, ensuite pour les moutons et les chèvres. Les périodes de parcours sont réglementées et des bans instaurés. Les arrêtés fixent les conditions de parcours des porcs dans les prés, les blés, du parcours sur les prés à regain et dans les vignes; ils obligent les gens à faire la garde des mayens, à clôturer les propriétés bordant les communaux et chemins et portent défense de pâturer les mayens du 2ème dimanche de mai jusqu'à la récolte.⁴³⁸

Quelques documents peuvent nous renseigner de plus près sur les relations des deux communautés au sujet des **pâturages communs**. Bien que chacune d'elles ait atteint son indépendance, les intérêts et les conditions résultant des droits respectifs à l'indivis, soit aux biens communs, qui datent de l'antique unité en une seule communauté, provoquent encore maints conflits.

En 1536, Arbaz revendique, selon les arrêtés de 1306, le droit de faire paître ses animaux dès la nativité de la Sainte-Vierge [8 septembre] jusqu'à la mi-mai sur le parchet d'*Anchères*. Un accord sera trouvé entre les deux communautés.⁴³⁹

⁴³⁴ Inventaires des archives de Lens et de Grône; Plan d'aménagement des forêts de Lens en 1928; TAMINI-QUAGLIA, *Châtellenies de Granges-Lens-Grône-Saint-Léonard*, St-Maurice, 1942.

⁴³⁵ Voir aussi l'*Histoire des forêts*.

⁴³⁶ Ay., b-107.

⁴³⁷ Arbaz, A-1.

⁴³⁸ Arbaz, A-64.

⁴³⁹ Arbaz, A-20.

Les hommes des Deux Tiers portent, en 1604, un arrêté contre le Tiers d'Arbaz au sujet de ces pâturages communs; Arbaz demande l'annulation de cet arrêté au tribunal épiscopal. L'évêque ordonne une visite des lieux par ses délégués.⁴⁴⁰ Arbaz a gain de cause car l'évêque l'autorise à nommer un ou plusieurs gardes et à jouir avec tous les animaux et en paix des biens communs dans les Deux Tiers. Ces droits sont ensuite confirmés à plusieurs reprises par les évêques.⁴⁴¹

Par contre, en 1753, ceux d'Arbaz adressent une pétition à l'évêque contre ceux d'Ayent à la suite du parcours sur des biens à Arbaz qui n'étaient réservés qu'à ceux d'Arbaz lesquels en faisaient reconnaissance à l'évêque.⁴⁴² Ayent a dû admettre de payer les dommages.

Les **mayens-hauts, dits aussi les «bans»** sont des pâturages situés sur l'une et l'autre des communes et soumis au parcours en commun dès la date de l'ouverture décidée par le conseil communal jusqu'à l'inalpe.

Cet usage est immémorial. Dès la montée à l'alpage, les consorts des montagnes ont le droit exclusif du parcours des bans, voire même des propriétés particulières à partir de l'Assomption, date à laquelle tous les prés devaient être fauchés.⁴⁴³

Deux actes, respectivement datés de 1423 et 1444, nous décrivent le parcours appartenant à la montagne de Duez, et à celle de *Serein*. De 1444, datent aussi les articles concernant les bans communs qui sont sous l'autorité de la commune laquelle fixe chaque année l'ouverture commune du parcours et en assigne à chaque montagne les limites à observer dès l'alpation jusqu'à la désalpe.

En 1586, on procède à un limitage du ban des mayens-hauts, on fixe les droits des gardes sur les contrevenants et les amendes à infliger sur les animaux errants.⁴⁴⁴ Et de 1634, date un arrêté selon lequel les mayens de Pracombera, les prés et *zintres* de *Zazevui*, les prés du Dalley et *zintres* dans les mêmes confins, les prés de Probon doivent être gardés par les gardes des mayens jusqu'à la débannisation.⁴⁴⁵

Il y a également procès entre Ayent et Arbaz au sujet des mayens-hauts. Arbaz prétend alors que son droit existe depuis toujours et que ses hommes sont communiars aux biens des Deux Tiers au même titre que ceux de Luc et de Botyre. Par sentence épiscopale de 1667, Arbaz est confirmée dans son droit à la pâture après débannisation prononcée en commun. On procède à la délimitation en commun des prés à Pracombera, Pra Ryon, Dalliez, *Pra Boom*.⁴⁴⁶

Le règlement de parcours de Duez est confirmé en 1670. Toute modification des statuts doit être approuvée par l'évêque.

En 1743, on procède à la délimitation de biens communaux des Trois Tiers d'Ayent et d'Arbaz qui touchent les bans des montagnes de *Challand*, Duez, *Serein*

⁴⁴⁰ Arbaz, SP-108.

⁴⁴¹ Arbaz, SP-116.

⁴⁴² Arbaz, SP-118. Ainsi en 1672, les hommes d'Arbaz reconnaissent tenir de l'évêque les pâturages et la juridiction dans les limites indiquées; ils ont la garde et les bans mais doivent la cavalcade à l'évêque (Arbaz, SPg-2).

⁴⁴³ Arbaz, SP-287.

⁴⁴⁴ Ay., b-17.

⁴⁴⁵ Ay., b-107.

⁴⁴⁶ Arbaz, A-99 + B-19; Ay., b-29.

et Ravin. Le vice-bailli porte une sentence selon laquelle les bans restent indivisibles et servent de pâturages pour les communautés; les biens communs pendant toute l'année sont en revanche déclarés divisibles. L'évêque approuve cet acte en 1758.⁴⁴⁷

Arbaz devra continuer à défendre ses droits contre les consorts des diverses montagnes. C'est encore en 1813, que les consorts de Duez chassent ceux d'Arbaz avec leur bétail qui avait pâture sur les bans dudit alpage.⁴⁴⁸

En 1815, un mandat du grand-châtelain du dizain d'Hérens est lancé contre ceux d'Ayent pour avoir empêché ceux d'Arbaz de jouir des mayens-hauts après la Saint-Jean-Baptiste [24 juin] jusqu'à l'alpation. Ceux d'Ayent sont condamnés à payer 50 batz par jour pour la privation du parcours et les coups de bâtons, et à restituer les 93 génisses dont ils s'étaient emparés. Une convention amicale interviendra en 1816 pour éviter la suite du procès en cours entre les deux communes qui ont pris en charge les intérêts de leurs consorts respectifs.

Cette convention intéressant tous les communiens de l'une et de l'autre des communes a été publiée le dimanche à l'église où le peuple était rassemblé. Les communiens sont invités à paraître à l'issue des offices dans la maison d'école pour entendre lecture du plan établi. Ceux qui ne s'y trouvent pas sont censés avoir approuvé le plan du conseil. Si dans le délai d'un mois la généralité n'a fait aucun autre projet, les membres du conseil des deux communes se réuniront pour l'arrêter irrévocablement. Il s'avère que nombre des hommes présents l'ont approuvé avec joie. Le conseil réuni a ensuite arrêté la convention qui dit en substance que les communiens des deux communes pourront à l'avenir, comme par le passé, jouir en frères des parcours dans les mayens-hauts d'Ayent, dits bans, sans déroger au droit de parcours que les montagnes respectives ont sur lesdits bans depuis l'alpation jusqu'à la descente des vaches. Suivent les serments d'observer irrévocablement la présente convention et de ne jamais y contrevenir. On s'est donné la main et le baiser de paix. L'acte a été stipulé par le curé d'Ayent.⁴⁴⁹

Mais ce n'est que la division des biens communs et des bans qui pourra apporter une solution définitive à ces affaires de parcours.

Sur son territoire, Arbaz luttait spécialement pour l'intégrité des «Us», pâturages des mayens-hauts, contre les communiens d'Ayent qui les revendiquaient également et contre les consorts de la montagne de *Challand*. Ceux d'Arbaz tenaient ces pâturages de la mense épiscopale. Une reconnaissance à ce sujet date de 1486.⁴⁵⁰ En 1572, la communauté règle par un arrêté l'usage des «Us» dont sont exclues les personnes n'ayant pas de biens à Arbaz.⁴⁵¹

Le vicaire général et official ordonne, en 1734, que ce secteur des «Us» (Usus) soit reconnu d'après les anciennes reconnaissances et dans ses confins comme jusqu'alors. Il s'agissait du secteur en amont des *Goules* (Gol) vers la Barma Rossa et la *Pitoda Brunna*.⁴⁵²

⁴⁴⁷ Arbaz, B-51; Ay., b-56.

⁴⁴⁸ Arbaz, SP-287.

⁴⁴⁹ Arbaz, B-82; Ay., b-95.

⁴⁵⁰ Arbaz, B-2.

⁴⁵¹ Arbaz, A-57.

⁴⁵² Arbaz, B-38; Ay., b-48.

La même année, l'évêque confirme les franchises et droits de la juridiction d'Arbaz et reconnaît les infractions que se sont permises les châtelains et les lieutenants des Deux Tiers.⁴⁵³ Les droits seront confirmés ultérieurement à plusieurs reprises par les évêques.

Mais, en 1737, les limites entre les Us d'Arbaz et l'alpage de *Challand* donnent lieu à de nouvelles interventions de la part de l'évêque qui procède alors à une visite des lieux. Les consorts de *Challand* prétendent que leur montagne va de l'alpe de Duez jusqu'à la Dent de *Challand* et à la Petite Brune. En 1739, l'évêque prononce un décret au sujet des Us et de l'alpage de *Challand*. Il précise les limites respectives de l'alpage et des pâturages communs qu'Arbaz tient de l'évêque et de sa mense.⁴⁵⁴

Mais ceux d'Arbaz possédaient aussi des droits sur les montagnes sises sur le territoire d'Ayent. Dans le but de conserver les droits de la montagne entre ses consorts, Arbaz avait, en 1657, établi un décret selon lequel les communiens d'Arbaz étaient obligés, sous certaines peines, de n'aliéner des droits de montagne, sur Arbaz ou sur Ayent, qu'à des proches parents ou, à défaut, aux procureurs de la communauté du Tiers. En 1785, Ayent interjette appel contre ce décret auprès de l'évêque qui l'annule.

Arbaz se défend et écrit à l'évêque, lui demandant d'examiner le tort causé par son annulation ; elle rappelle que cet arrêté est en vigueur depuis 1657 et qu'il n'avait pas été pris alors à l'insu des évêques prédécesseurs et des Deux Tiers puisque 128 ans s'étaient écoulés ainsi paisiblement.⁴⁵⁵

Il faut remarquer que la commune d'Ayent avait arrêté, en 1681, dans le même sens, à savoir qu'aucun communier des Deux Tiers n'avait le droit de vendre sa portion de droit de fonds de montagne de Ravin, *Serein*, *Challand* sinon à ceux qui avaient droit à la part de la bourse de la commune d'Ayent.⁴⁵⁶

On ne connaît pas la réponse de l'évêque mais on peut admettre qu'elle était favorable à Arbaz.

A partir de 1722, jusqu'en 1810, Arbaz racheta des droits d'alpage dans les diverses montagnes.⁴⁵⁷

Le caractère bourgeoisial des alpages est souligné par le droit inhérent aux montagnes de jouir du regain des communaux, soit mayens-hauts. Et le droit d'allodiateur dans un alpage est lié à la condition d'être bourgeois et se transmet par héritage entre les bourgeois. Donc tous les bourgeois peuvent être allodiateurs et jouissent de droits égaux chacun dans la montagne où il alpe son bétail.

C'est en 1861, que les allodiateurs de **la montagne de Challand**, domiciliés à Ayent, tentent une division de la montagne d'avec les consorts résidant à Arbaz et désignent des mandataires pour traiter avec les consorts d'Arbaz qui, de leur côté, donnent une procuration spéciale et générale à des commissaires choisis lesquels devront débattre le sujet du partage réclamé par ceux d'Ayent et pourront plaider et transiger.⁴⁵⁸

⁴⁵³ Arbaz, SP-139/2.

⁴⁵⁴ Arbaz, B-42+43 ; Ay., b-52.

⁴⁵⁵ Arbaz, SP-122.

⁴⁵⁶ Ay., b-107.

⁴⁵⁷ Arbaz, B-73+74.

⁴⁵⁸ Arbaz, SP-325 + B-106 et 108.

L'affaire est portée, en 1862, devant le tribunal du district de Sion, juge de l'affaire. Ayent remet son mémoire réclamant le partage en se basant sur le code civil qui dit «que nul ne peut être contraint de demeurer dans l'indivision sauf si le partage occasionne un préjudice commun ou que la division dégrade la chose même».

Arbaz essaie d'empêcher cette division et s'y oppose dans son mémoire, se basant également sur des articles du code civil pour prouver que le principe du partage n'était pas applicable. Sur la base d'expertise et de visites, Ayent revient en particulier sur les nombreux inconvénients de la jouissance dans l'indivision et sur les discordes existant depuis longtemps, citant encore le jugement du tribunal arbitral de 1848 concernant le partage des biens communaux et des bans.⁴⁵⁹

Le tribunal admet le principe qu'une montagne de consorts est indivisible par nature, qu'un consortage exclut l'idée de la division qui entraînerait de graves inconvénients pour l'économie alpestre. Il prononce donc en 1862 que la montagne de *Challand* ne peut pas être commodément partagée et que la demande d'Ayent n'est pas admise.⁴⁶⁰

Cependant, Ayent fera la même année appel de ce jugement et demande le partage sur la base des droits de fonds. Le tribunal d'appel porte son jugement en 1863 qui admet la demande de partage.⁴⁶¹ L'affaire retournera au tribunal civil qui devra faire le partage équitable des pâturages et des eaux sur la base d'une conciliation.⁴⁶²

Après le partage de *Challand*, la commune d'Arbaz dispose de deux alpages. L'assemblée des consorts établit, en 1864 et 1868, un nouveau règlement qui concerne les montagnes de *Challand* et de la Comba. Les ressortissants des deux communes sont complètement séparés dans les alpages. Le principe d'allodiateur sera conservé. Quoique propriétaire éventuel de droits, on ne pourra pas alper sans être reçu consort par la société.⁴⁶³

En 1881, des propriétaires de fonds de la montagne de *Challand* demandent aux responsables de ladite montagne d'être admis à jouir, sans restrictions et à l'égal des autres co-propriétaires, des droits qu'ils tiennent par héritage. Mais les allodiateurs s'opposent à l'exercice de ces droits, les demandeurs n'ayant pas été agréés dans leur société.⁴⁶⁴

Territoire et juridiction ont fait l'objet de nombreuses délibérations, interventions, délimitations et actes entre les communautés des Deux-Tiers d'Ayent et du Tiers d'Arbaz/Blouvignoud et la **communauté de Grimsuat**.

Après le plaid de 1406, lors duquel on a fixé les limites des domaines des divers seigneurs, les deux communautés apparaissent autonomes. A partir de 1418, la délimitation entre les communautés d'Ayent-Arbaz et Grimsuat devient d'actualité. En 1424, on fixe les limites à partir du *Sex Losanex* (vers le Drahin) jusqu'aux Crêtes d'Argnoud.⁴⁶⁵

Lors d'un accord entre le Tiers d'Arbaz, les Deux Tiers d'Ayent et Grimsuat, en 1427, au sujet de la garde de *Signèse*, on rétablit les limites entre Ayent et

⁴⁵⁹ Arbaz, SP-329+332.

⁴⁶⁰ Arbaz, B-110.

⁴⁶¹ Arbaz, B-119.

⁴⁶² Arbaz, SP-337.

⁴⁶³ Arbaz, SP-346 + B-113.

⁴⁶⁴ Arbaz, SP-349.

⁴⁶⁵ Arbaz, A-2.

Grimisuat.⁴⁶⁶ Les reconnaissances et rénovations des fiefs qui se suivent en faveur des évêques mentionnent les limites des forêts et pâturages communs. L'acte de 1734 décrit les limites de juridiction entre Arbaz et Ayent reproduites selon les anciens documents.⁴⁶⁷

La délimitation du territoire de la juridiction, soit de la châtellenie d'Ayent et de la métairie d'Arbaz-Blouvignoud, est reprise, en 1769, et devrait servir pour toujours.

Elle commence près du territoire de Grimisuat, passe par les Crêtes, le grand chemin d'Ayent pour arriver à celui qui va à Saxonne, monte la Goletta jusqu'au torrent de Bottyre et par celui-ci à l'étang de la Viletta, ensuite à l'aqueduc des *Riches* (Rouyères) et par là, du côté d'Arnal, à la fontaine de Bulliet, passe à la source du Perrey, monte au torrent *Putt* (Luez), suit celui-ci jusqu'à la pierre Carraz, depuis là vers l'est et ensuite vers le nord entre l'alpe de *Challand* et de *Duez*, dont l'une est sur la juridiction d'Arbaz, et l'autre sur celle d'Ayent.⁴⁶⁸

Mais nous verrons ci-après que l'appartenance de Blouvignoud à l'une ou à l'autre des communautés a donné lieu à de nouvelles délimitations de juridictions et de territoires.

Un quatrième sujet qui a marqué les relations des deux communautés est le **partage des biens communaux**. En 1743, l'évêque doit ordonner, vu le litige existant entre les Deux-Tiers de Luc/Bottyre et le Tiers d'Arbaz au sujet du partage des biens communaux, qu'avant la Saint-Martin Ayent fasse connaître les fondements de son opposition au partage qu'Arbaz tente d'obtenir ; si rien de nouveau ne devait apparaître, Arbaz serait en droit de partager les biens communs toute l'année et d'en jouir pour toujours séparément.⁴⁶⁹ L'évêque prononce sa sentence, en 1744, en faveur d'Arbaz. Mais il lance un mandat, en 1745, sur ce différend, précisant que les biens communs resteront tels qu'ils étaient avant le procès et annule son prononcé de 1744.⁴⁷⁰

Les gens d'Arbaz lui exposent ensuite l'accord qu'ils ont proposé à Ayent à qui il appartient de se prononcer s'il accepte une entente amicale. Dans le cas contraire, l'évêque tranchera.⁴⁷¹

Bien qu'Arbaz n'ait pas obtenu le partage définitif, l'évêque lui a concédé toute liberté et faculté, pour le présent et l'avenir, d'établir un ou plusieurs gardiens pour surveiller les biens communs sur les Deux Tiers.⁴⁷² Mais Arbaz reviendra à la charge en 1748, demandant toujours cette séparation des biens communaux qui sont toute l'année communs tandis que les bans ou mayens-hauts restaient indivis. Ceux-ci étaient mis à ban pendant le temps qu'on jouissait du commun à partager.

Arbaz réclame un partage en trois dont un tiers lui reviendrait. Ayent s'oppose toujours au partage qui, à son avis, serait injuste et impossible à réaliser dans la pratique.

⁴⁶⁶ Arbaz, B-5.

⁴⁶⁷ Arbaz, A-123; Ay., b-144.

⁴⁶⁸ Arbaz, SP-139/2; Ay., b-74.

⁴⁶⁹ Arbaz, SP-111.

⁴⁷⁰ Arbaz, SP-113.

⁴⁷¹ Arbaz, SP-114.

⁴⁷² Arbaz, SP-116.

Mais le tribunal épiscopal intervient et décide de diviser les communs en quatre lots dont 1/4 en chaque district sera attribué par tirage au sort à Arbaz. Le partage comprend également la forêt de la Grande Jeur, divisée en 3 parts, dont 1 reviendra à Arbaz. On en fixe les limites.⁴⁷³

Ce partage ne pouvait contenter les intéressés. Pour obtenir la paix, l'évêque, accompagné du curé de Sion et de son secrétaire, monte, en 1753, à Arbaz et propose aux gens réunis au son de la cloche, de revenir à l'ancien état, vu les inconvénients découlant du partage c'est à dire que tous les biens anciennement communs entre les Trois Tiers et séparés ensuite, redeviennent communs ; et qu'on enlève les bornes. La proposition est approuvée par les hommes.⁴⁷⁴

Mais l'affaire ne se terminera pas ainsi. La tendance à l'indépendance ne peut plus être arrêtée. En 1795, Arbaz adresse un mémoire à Sa Grandeur, le révérendissime et illustre évêque, comte et préfet, prince du Saint-Empire romain, dans lequel il explique la situation et répond aux arguments de ceux d'Ayent. Arbaz ne peut utiliser en paix durant l'année entière des biens communs et ses hommes sont maltraités en divers endroits. Arbaz se base sur le droit même et rappelle le procès entre les deux parties, en 1661-1667 (que nous avons cité plus haut), et les rixes qui s'ensuivirent. Seul un partage pourra donner la paix. Arbaz y mentionne également la situation géographique qui veut que des communs se trouvent à l'opposé du chef-lieu.⁴⁷⁵ Mais Arbaz devra réitérer sa demande en 1836 et en 1841. L'assemblée générale nomme les mandataires généraux et spéciaux auxquels elle confère les pleins pouvoirs pour plaider devant toute instance et défendre les intérêts de la commune.⁴⁷⁶

Et c'est en 1846, que Arbaz et Ayent se réunissent pour choisir des juges qui doivent trancher le différend existant en première et deuxième instance.⁴⁷⁷

On arrive donc en 1848, lorsqu'une sentence est prononcée par un tribunal arbitral élu par les deux communes.

Arbaz tâche de justifier sa demande sur la base du droit commun qui admet la division des biens indivis. Ayent se réfère aux sentences rendues par les évêques et conventions entre les deux communes rétablissant l'indivision des biens communaux. Le tribunal considère alors que l'indivision est nuisible à l'amélioration de la culture, qu'elle entraîne des difficultés à cause de l'enclavement dans les communes respectives. Il juge et prononce que les biens communaux et les bans sont à partager, mais sans que cela soit au préjudice des droits des montagne ; il procède aussitôt aux adjudications des pâturages, des bans et des forêts. La question qui reste ouverte est de savoir si les bans sont propriété des montagnes ou si celles-ci ont simplement un droit de parcours.⁴⁷⁸

Après la séparation des alpages et biens communaux, c'est à la **commune d'Ayent de charger un tribunal arbitral de trancher les différends avec les montagnes** de Duez, *Serein* et Ravin concernant le parcours des bans. Le jugement intervient, en 1889, après diverses visites des lieux par les arbitres.

⁴⁷³ Ay., b-55; Ay-227.

⁴⁷⁴ Ay., b-59; Ay-228.

⁴⁷⁵ Arbaz, SP-124.

⁴⁷⁶ Arbaz, SP-134.

⁴⁷⁷ Ay., b-157.

⁴⁷⁸ Ay., b-110.

Dans le souci d'obtenir une plus-value de tous les parcours des mayens-hauts qui puisse profiter à la bourgeoisie et aux allodiateurs des montagnes et vu qu'un rachat par la bourgeoisie enlèverait aux montagnes leur caractère bourgeoisial alors que la situation en vigueur garantit aux bourgeois la possession exclusive de celles-ci, le tribunal arbitral, voulant assurer la propriété des montagnes aux bourgeois d'Ayent et maintenir l'égalité entre les montagnes, se prononce sur la ligne de démarcation à établir entre les parcours des mayens-hauts à réserver uniquement à la bourgeoisie et ceux dont la jouissance restera comme jusqu'alors à la bourgeoisie et aux montagnes. Il s'agit du partage à Pracombera, Tassévoué, Ravouéné, Dailley, Parzet, Grillesse, *Proboom*. Les limites sont indiquées. Les travaux à exécuter au nord de cette ligne sont supportés à parts égales par la bourgeoisie et les montagnes. Ce qui a trait aux forêts reste réservé.⁴⁷⁹

L'Histoire des forêts traite également des mayens-hauts en évoquant la formation du domaine forestier.

Citons encore quelques arrêtés types, qui concernent d'abord la communauté d'Arbaz.

Le 20 mai 1554, le métral épiscopal d'Arbaz fait notarié l'édit pris par la communauté selon lequel les possesseurs de chevaux, mulets, ânes, doivent conduire ces bêtes pour les faire paître sur les communaux *deys Legateyres*. On devra payer au garde son droit de garde. Ceux qui ont des chèvres doivent les conduire à la chevrrière et payer au chevrier le droit de garde. Les contrevenants payeront aux syndics l'amende de 1 florin, selon décision prise au plaid d'Arbaz.⁴⁸⁰

Une décision prise au plaid d'Arbaz, du 8 juin 1557, concerne également la pâture des chevaux sur les communaux. Dorénavant, les gardes confisqueront les chevaux et mulets y pâturent indûment. Le propriétaire payera 3 sous d'amende pour une bête confisquée la nuit plus le dommage fait.⁴⁸¹

En 1569, un notaire rédige une décision de la communauté prise inconsidérément et furtivement, au sujet de l'eau de l'étang de *Tardissot*: on va obliger les gardes à prêter serment devant la communauté. Ils sont astreints à notifier chaque semaine aux procureurs du Tiers d'Arbaz tous ceux qui détournent l'eau de l'étang, la prenant tant avant que dans l'étang, qui, de ce fait, ne peut se remplir.⁴⁸²

Le 23 mars 1572, la communauté d'Arbaz règle les passages des bergeries et le «sarclard», soit la pâture des champs. Elle édictera un nouvel arrêté sur le parcours des moutons et des chèvres en 1776.⁴⁸³

Le métral d'Arbaz fait notarié, le 10 mai 1590, un règlement concernant la clôture des propriétés bordant les communaux et les chemins publics: celles-ci devront être closes désormais du 2ème dimanche de mai jusqu'aux récoltes. Par ailleurs, il est défendu de conduire l'eau par les chemins; les personnes qui arrosent doivent se servir des bisces existants ou en ménager, au besoin, sur un côté du chemin seulement, lorsqu'un autre tracé n'est pas réalisable.⁴⁸⁴

⁴⁷⁹ Ay., b-136+137 + SR-9.

⁴⁸⁰ Arbaz, A-43.

⁴⁸¹ Arbaz, A-44.

⁴⁸² Arbaz, A-56.

⁴⁸³ Arbaz, A-57 + SP-19.

⁴⁸⁴ Arbaz, A-64.

Un nouvel arrêté à ce sujet est pris par les hommes d'Arbaz et notarié en 1606. Il se rapporte en particulier aux bans des prés à *Tardissot*: aucun de leurs hommes ne pourra procéder à la moindre récolte d'herbe jusqu'au lendemain de la Saint-Pierre [2 août]⁴⁸⁵.

En 1599, le métral d'Arbaz fait notarié la décision de la communauté concernant l'interdiction de mettre aux mayens des modzons avec les vaches avant le « poyer » (inalpe): des exceptions sont prévues pour les taureaux et les veaux d'un certain âge.⁴⁸⁶ Le 4 juin 1610, vers la chapelle de *Blouvignoud*, le notaire dresse l'acte qui rappelle que ceux d'Arbaz ont un district sur leur territoire nommé « Usus » d'Arbaz.

Les hommes désireux de jouir de leurs droits et privilèges difficilement acquis, pour eux et leurs héritiers, font codifier dans ledit acte les arrêtés et ordonnances irrévocables, à savoir:

- qu'aucun étranger à la communauté d'Arbaz ne pourra jouir des « Usus » pour faire paître les animaux ou pour enlever des bois;
- que l'ayant-droit à ces usages et privilèges ne peut céder ses droits à un non-communier;
- que celui qui n'observera pas les ordres des conseillers sera puni, pour chaque contravention, d'une amende de 3 livres, prononcée selon le droit légitime conféré aux conseillers et probes hommes.⁴⁸⁷

Bien d'autres dispositions encore sont prises au sujet du parcours des animaux au printemps.

De nombreuses réglementations sont établies au nom des Trois Tiers, soit de la paroisse d'Ayent. Un nouveau mémorial des usages et des articles de la communauté d'Ayent est établi à l'instance du vice-châtelain, du métral d'Ayent et du banneret, le 20 novembre 1597.

Les usages observés en leur temps, selon les déclarations des probes hommes, de la justice et des jurés, députés à ces fins, qui déclarent connaître de leurs ancêtres les privilèges et libertés, les habitudes et les règles de la paroisse qui en découlent, sont revus, rappelés et approuvés.⁴⁸⁸

Des arrêtés généraux sur les fonctions des officiers, capitaine, banneret, métral, vice-châtelain, familier de l'évêque, procureurs de la commune et de l'église, sur leurs compétences, attributions et rémunérations; sur les procédures juridiques à suivre par les parties en litige, sur les arbitres et les jurés, sur les appels de leurs sentences; sur les ventes et héritages, les tuteurs et leurs pupilles, les témoins et leurs dépositions, figurent également dans ce document.

Quant aux questions de pâturage, ledit mémorial rappelle les modalités de la pose de clôtures en divers endroits: ces dernières ne peuvent être posées à *Anchère* et à *Tardissot* quand les prés sont communs.

⁴⁸⁵ Arbaz, A-76.

⁴⁸⁶ Arbaz, A-69.

⁴⁸⁷ Arbaz, A-76.

⁴⁸⁸ Arbaz, B-13.

En 1612, le 15 août, au cimetière d'Ayent, les hommes réunis en assemblée générale, au nombre de plus des deux tiers, ont décidé :

- que personne ne peut faire paître les prés d'*Anchère* en ban jusqu'à la fête de la Vierge du mois de septembre [8 septembre] ;
- que personne ne peut conduire des animaux par *Anchère*, sauf s'ils sont attachés, excepté par les bans de Bonne Fille et par l'ancien chemin public ; cela vaut également pour *Tardissot*, sous les mêmes peines qu'en 1597 ;

Le 20 novembre de la même année, l'amende a été portée pour chaque animal bovin, pour chaque cheval, mulet et âne non attaché, à 2 gros ; pour chaque mouton et chaque chèvre à 1 cart ; quel que soit l'endroit où l'on repère l'animal, depuis le 1^{er} mai jusqu'à la dite fête du mois de septembre ; reste cependant réservé le transport de la récolte, tant en *Anchères* qu'en *Tardissot*.

Il est également rappelé que depuis toujours existent des arrêtés au sujet des porcs et des chèvres.

Il avait été décidé aussi que, dès le 12 septembre 1596, on ne pourrait conduire des moutons sur les prés recordains avant la Fête de Saint-Martin, sauf sur ses propres possessions.

Pour la manutention des chemins, comme chacun peut conduire son nécessaire, il avait été anciennement arrêté que le vice-châtelain, soit un autre officier de la paroisse, pouvait, dans sa juridiction, solliciter un probe-homme pour visiter les chemins et contrôler les viances.

Il est également rappelé que, le 6 mai 1593, il avait été précisé qu'on ne devait pas submerger les chemins et comment dévier les eaux.

Quant aux viances, la communauté avait, le 2 juillet 1579, soumis une pétition à l'évêque pour qu'il approuve les décisions suivantes :

- les chemins dans la juridiction de la paroisse, servant au commerce extérieur ou de liaison entre les paroisses, doivent avoir une largeur de 1 toise et demie ; les autres chemins publics et privés, une largeur de 1 toise et demi-pied ;
- les chemins qui dépassent ces largeurs seront maintenus ;
- les eaux doivent être menées à travers les propriétés et non par les chemins ;
- les torrents communaux ne peuvent être déviés.

Suivent encore dans le mémorial, 11 articles ayant trait aux témoins, aux délinquants, et concernant les injures et procès. Ceux d'Arbaz ont encore relevé des usages particuliers existant dans des limites bien précisées.

Le mémorial contient en outre la disposition que les étrangers qui ont des droits sur les alpages d'Ayent doivent faire leur fruit avec leurs propres vases ; ils ne peuvent faire paître les animaux sur les biens communs d'Ayent.

Le 18 septembre 1633, au cimetière de l'église de Saint-Romain, le vice-châtelain d'Ayent, les procureurs des Trois Tiers et les hommes de la paroisse rassemblés, ont arrêté que les personnes ayant deux porcs mâles doivent en enfermer un et que l'autre ne pourra être conduit pour paître que lorsque le parcours est permis.⁴⁸⁹

Un décret de l'évêque, de 1772, rend attentif que les anciens arrêtés, en général, et en particulier ceux sur la défense des chèvres et des porcs, doivent être observés.⁴⁹⁰

⁴⁸⁹ Ay., b-25.

⁴⁹⁰ Ay., b-77.

⁴⁹¹ Ay., b-77.

A la suite des dommages causés par les moutons et les chèvres dans les prés et aux arbres fruitiers lors du parcours, les Trois Tiers prennent, en 1777, un arrêté qui est à son tour approuvé par l'évêque.

Ils ont déterminé le périmètre dans lequel ni la bergerie des moutons ni celle des chèvres ne peut être amenée: il s'agit de la partie inférieure du territoire d'Ayent-Arbaz. Le parcours des moutons sur les champs pendant 3 jours avant la fête de Saint-Maurice [22 septembre] est toutefois réservé.⁴⁹¹.

Divers arrêtés figurant dans le mémorial ne concernent que les Deux Tiers d'Ayent; Luc et *Botteyres* avaient, du temps déjà où il n'y avait pas de chevrières, un arrêté qui ordonnait aux gardes de capturer les chèvres errant dans les bans; l'amende à payer aux procureurs était de 2 gros par chèvre. Et lorsqu'il y a eu la chevrière, les bêtes devaient y être amenées, sous peine d'amende.

Les arrêtés faits le 1^{er} février 1564, concernent les **gardes**.

En vertu de ceux-ci, chaque feu doit payer aux gardes de Luc et *Botteyres*, le jour de la Saint-Georges, chaque année, pour chaque vache, 2 carts en argent et 1 cart par chèvre et par porc; ceux qui n'ont pas de bêtes mais des biens payent en proportion des champs semés; le curé et le prieur sont également astreints à payer. Sont en outre fixées les amendes pour chaque cheval, mulet et âne errant de nuit: les gardes doivent les arrêter et les mener chez le propriétaire; ils feront chaque dimanche rapport aux procureurs.

Dans le mémorial sont reportés les arrêtés concernant les **gardes de Baully, soit du Beulet**. Le 20 novembre 1597, sont confirmées les limites de cette garde se trouvant sur le versant sud-est au-dessus de la Riège.

Les émoluments dus à la garde, en argent et en vin, sont fixés. Annuellement, il doit y avoir 2 gardes seulement qui prêtent serment dans les mains du vice-châtelain d'Ayent; ils doivent surveiller les prés et les vignes de ce secteur, dénoncer tout contrevenant, infliger les amendes telles que fixées pour les transgressions de jour ou de nuit et exiger la réparation des dommages; ils ont le droit de gager.

Le 16 septembre 1593, il est décrété que personne ne peut amener, de toute l'année, des bêtes non attachées, à travers les vignes et les prés de cette garde, dès la mi-mars jusqu'à la Toussaint et pendant ce même temps les moutons et les chèvres doivent être exclus de ces prés. A partir de ce moment, personne ne devra planter des arbres de 1 toise de haut à proximité des vignes; on ne devra pas vendanger avant l'aurore et après l'Angelus du soir, ni les jours de fêtes; les contrevenants devront être dénoncés aux procureurs de l'église. Le début des vendanges est fixé par la communauté d'Ayent.⁴⁹²

En 1634, les hommes des Deux Tiers arrêtent qu'à partir du début mars les moutons doivent être chassés des vignes jusqu'à la Toussaint. Dès lors il est permis de faire pâturer dans les vignes.⁴⁹³

⁴⁹¹ Ay., b-77.

⁴⁹² Arbaz, B-13.

⁴⁹³ Ay., b-25.

En 1668, est établi un acte selon lequel Arbaz n'a pas de droit à la garde de Beulet, la rétribution des offices devant aller aux Deux Tiers.⁴⁹⁴

Un arrangement a dû intervenir par la suite, car en 1856, Arbaz, lors du rachat du droit de garde, réclame sa 8ème part.

En effet, en 1856, les propriétaires du droit de la garde du Beulet, voulant se conformer à l'article 4 de la loi du 20 novembre 1855, adressent à la municipalité d'Ayent, la demande en indemnité de rachat conformément à l'article 26 de la loi du 2 juin 1852 sur le rachat des fiefs. Une convention définitive pour la garderie de Beulet est passée en 1863 entre les consorts et la commune d'Ayent. Le même rachat interviendra pour **la garde de Sinièse**.⁴⁹⁵

Des articles du mémorial concernent le **Bytallia (Bisse Tallia)**. Nous citons ce bisse parmi les aqueducs de la région, à la fin de ce chapitre. Quant aux articles qui concernent les coupes de bois à proximité de ce bisse, ils sont mentionnés dans le chapitre sur les forêts.

Rappelons aussi les dispositions selon lesquelles chaque feu doit envoyer un homme pour les corvées, le premier jour après la fête de la Saint-Michel-Archange [29 septembre]. Le même jour, l'officier d'Arbaz doit accepter de chaque Tiers 2 ou 3 probes-hommes pour suivre l'aqueduc depuis le «levyours» (la captation) jusqu'au «partissiours» (répartiteur) sur toute sa longueur et inspecter les 2 rives pour constater toute coupe de bois éventuelle, au préjudice du bisse. Dans ce cas, l'amende est fixée à 3 livres. Celui qui a vu et ne dénonce pas sera également puni.⁴⁹⁶

Relevons encore que la commune d'Ayent punit d'une amende d'un quarteron de froment par tête de vache, celui qui fera paître dans les mayens d'en bas pendant l'été.⁴⁹⁷

En 1853, on règle encore le parcours des porcs sur les champs et les prés et celui des moutons sur les bans. On ordonne de clôturer les prairies jouxtant les mayens-hauts et on défend de rentrer dans ces mayens dès la veille de l'ouverture. La bumentation des communaux des mayens-hauts est également décidée. Les mulets qui vagabondent durant le temps des mayens jusqu'à l'alpation et ce jour-là seront punis; celui qui va couper du bois doit les tenir attachés; mais il est défendu de conduire du bois aux mayens-hauts avant le jour de l'alpation.⁴⁹⁸

L'assemblée bourgeoise d'Arbaz a approuvé, le 26 décembre 1898, son règlement établi conformément aux dispositions du décret du 25 novembre 1880 sur la jouissance des avoirs bourgeoisiaux.

Sont cités parmi ces avoirs: les mayens et l'alpage de *Métail* (Métal), les droits de parcours des alpages de *Zaland* d'Arbaz et d'Ayent et de la Comba. Il y est prévu la fixation de la débannisation des mayens-hauts par l'assemblée primaire et du jour de l'inalpation par les mesureurs des montagnes. On ne peut pas y amener le bétail non-hiverné ou hiverné en dehors de la commune, ou loué.

⁴⁹⁴ Ay., b-107.

⁴⁹⁵ Arbaz, B-97+111.

⁴⁹⁶ Arbaz, B-13.

⁴⁹⁷ Ay., SR-6/1838.

⁴⁹⁸ Ay., Sr-7.

Un article est rajouté au règlement concernant le feu qui dit en substance qu'il est défendu de rentrer dans une grange, raccard, écurie, remise avec une lumière qui n'est pas protégée par une lanterne et de fumer dans ces lieux. Lors d'un vent violent, l'autorité communale peut défendre à tout le village de faire du feu. Une commission est désignée pour visiter les cheminées, fourneaux, lanternes, deux fois par an. Ni foin, ni paille ne peuvent être posés près des cheminées. Il est également défendu de faire du feu partout où cela représente un danger, ainsi qu'à l'intérieur des forêts, sauf dans les clairières.

Le règlement bourgeoisial du 31 janvier 1943, approuvé par le Conseil d'Etat le 23 mars 1943, énumère comme avoirs bourgeoisiaux : 82 lots bourgeoisiaux dans les mayens, le parcours des mayens communaux désignés par l'administration bourgeoisiale et ouverts selon décision du conseil communal, l'alpage de Métal et les vignes ; il énonce diverses dispositions à leur sujet.⁴⁹⁹

Pour ce qui concerne les alpages, notons encore que la communauté d'Arbaz avait acheté des droits d'alpage, dès 1623, **à la Tigneuse**, en Anniviers, mais qu'elle les a revendus aux consorts de Luc, en 1864, dans le but d'acheter **l'alpage de Métal** sur Hérémente.⁵⁰⁰

Ce dernier alpage était la propriété de familles de Sion qui l'avaient d'abord loué (en 1817) à des Lugon de Finhaut, pour le prix de 9 louis d'or, 60 livres de beurre de montagne et 1 fromage au curé d'Hérémente. On fit alors construire 2 écuries. Ensuite, l'alpage fut loué à des gens de Vex pour Fr. 300.— par an.⁵⁰¹ En 1864, la commune d'Arbaz acquiert cet alpage des familles de Riedmatten et de Kalbermatten pour Fr. 12'000.—.⁵⁰²

Quand Arbaz se propose d'y faire une coupe de bois, en 1898, la commune d'Hérémente ressort l'acte de 1824 passé entre elle et les consorts du moment : dans cette transaction on cite les anciens actes de 1546 et 1619 qui indiquent les indivis sur la Let de Pralong entre les consorts et la commune.⁵⁰³

A Hérémente de prétendre en plus avoir un passage à travers la montagne pour communiquer avec ses communs et des droits sur les bois de la montagne.

On se mettra alors d'accord sur une séparation de la montagne des consorts d'avec la propriété revenant à la commune d'Hérémente.

Celle-ci possèdera, dès lors, en toute propriété, avec fonds et droits, la partie depuis les limites fixées à travers la Let et les mayens de Pralong, par en bas jusqu'à la Borgne et sur toute la largeur. Les communiens d'Hérémente pourront couper du bois sur la montagne, tandis que les consorts de l'alpage pourront en couper pour les besoins de la montagne sur les communaux cédés à Hérémente.⁵⁰⁴

En séance du 1^{er} juin 1898, le Conseil d'Hérémente examine la clause permettant la coupe de bois par chaque partie sur la montagne de l'autre et conclut que celle-ci n'est plus acceptable. Une commission est chargée de régler cette affaire. La clause sera dénoncée réciproquement.⁵⁰⁵

⁴⁹⁹ AEV, 3040 B3-320.121.

⁵⁰⁰ Arbaz, B-112.

⁵⁰¹ Arbaz, B-83.

⁵⁰² Arbaz, B-114.

⁵⁰³ Voir à la rubrique «Hérémente-Vex».

⁵⁰⁴ Hér., L-26 + P-143.

⁵⁰⁵ Hér., L-26 + P-143.

Quant à la commune d'Ayent, elle possédait un alpage sur territoire bernois, près d'Iffigen, **appelé Dolla**; on pouvait y estiver 50 têtes de bétail. On cite une délimitation de l'alpage, en 1723/1724. En 1758, on procède à la délimitation des territoires au col du Rawyl. Malgré cela, les difficultés avec les Bernois ne semblent pas s'apaiser: Ayent doit défendre ses propriétés contre les Bernois, en 1765, et se base alors sur la délimitation territoriale des deux cantons, en 1758. A partir de 1827, l'alpage est mis périodiquement en location pour des durées variables. Mais vu les tracasseries, Ayent vend finalement son alpage, en 1899, aux gens de La Lenk pour 12'000 Fr.⁵⁰⁶

Le village de Blouvignoud (Blignoud)

Ce village faisait partie du Tiers d'Arbaz auquel il est resté étroitement lié jusqu'au XIX^{ème} siècle, lorsqu'il devint l'objet de différends entre la commune d'Arbaz et celle d'Ayent. L'annexion de *Blouvignoud* à la commune d'Ayent mit un terme à ces dissensions.

Arbaz et *Blouvignoud* faisaient reconnaissance en faveur des mêmes seigneurs, d'abord les la Tour, ensuite les évêques, à partir de 1455. Les actes de reconnaissance montrent que l'usage des pâturages, des forêts et des eaux était tenu en fief.

Des tiraillements éclatent entre la châtellenie des Deux-Tiers d'Ayent et la métralie d'Arbaz, au sujet de l'exercice de la fonction du métral dans les limites de la juridiction d'Arbaz, soit en particulier à *Blouvignoud*.

Selon les usages de mémoire d'homme, aucun autre juge du Valais n'avait droit de fonctionner dans la métralie d'Arbaz: le métral institué par l'évêque était seul juge. L'évêque a confirmé ce droit en 1540.

Cependant, des litiges surgissent également entre Arbaz et *Blouvignoud*. Ils sont portés devant l'évêque.

Ceux de *Blouvignoud* prétendent, en se basant sur des reconnaissances, être co-participants aux biens communaux d'Arbaz et que leurs ancêtres étaient déjà en possession du droit de jouir des biens pour le parcours du bétail, de couper du bois, de faire des chemins, de participer à l'irrigation. Ils se plaignent que les hommes d'Arbaz ont séquestré leurs animaux qui ont pâturé sur lesdits biens et demandent d'être confirmés dans leurs droits de co-participation.

En 1547, la cour épiscopale, de concert avec ses assesseurs, les bourgeois de la ville de Sion, maintient les gens de *Blouvignoud* dans la co-propriété des biens communs, tant pour le pâturage que pour les forêts et les eaux à condition de payer à Arbaz leur rate-part pour le rachat des redevances.

Après deux sentences de l'évêque en faveur de *Blouvignoud*, les procureurs d'Arbaz en appellent à la Diète. Les 7 dizains interprètent les reconnaissances produites par les gens de *Blouvignoud* dans le sens que ceux-ci ne figurent que comme feudataires desdits biens communs qui se trouvent sur le territoire d'Arbaz, tandis que les communiens d'Arbaz sont reconnus possesseurs perpétuels. Ils ne leur concèdent donc que le droit sur les eaux.⁵⁰⁷

⁵⁰⁶ Ay., SR-6 + R-65; Ay., b-41+64.

⁵⁰⁷ Arbaz, SP-139/1.

Dans la reconnaissance de 1565, il est répété que l'évêque possède dans le territoire d'Arbaz le «mère et mixte empire», soit la haute et la basse juridiction, le droit de punition sur tous les criminels. Il y est précisé qu'Arbaz peut avoir un métral lequel est autorisé à procéder à toute séquestration, à confirmer les gardes et huissiers du lieu, à rendre justice et à ordonner des exploits judiciaires. Le métral perçoit les clames, soit les petits bans dans les forêts communes.

Les hommes d'Arbaz confessent en outre tenir de la mense épiscopale leur droit sur les pâturages, forêts et eaux mais reconnaissent aussi qu'ils sont tenus de suivre la bannière de l'évêque en cas de nécessité, de servir aux cavalcades de l'évêque chaque fois qu'ils y seraient appelés.

Cependant, les différends avec les Deux Tiers d'Ayent se poursuivent à cause de la nomination du métral d'Arbaz et du vice-châtelain d'Ayent. L'évêque va trancher: Arbaz présentera trois personnes choisies parmi ses hommes et l'évêque nommera le plus digne comme métral.⁵⁰⁸ Par acte de 1665, l'évêque confirme que la métralie du Tiers d'Arbaz dépend immédiatement de la mense épiscopale et que ce Tiers ne reconnaît aucun autre juge supérieur ni officier civil, pas plus de vice-châtelain que de grand-châtelain, et qu'Arbaz constitue une juridiction distincte de la châteltenie des Deux Tiers.

Une reconnaissance du village de *Blouvignoud*, en 1726, nous apprend qu'il était habité par une seule famille appelée Du Saix (Dussex): la reconnaissance est faite par les membres de cette famille tenant les biens dans ce secteur.

Ils reconnaissent que l'évêque, comme successeur des seigneurs de la Tour, a toute juridiction, haute et basse, tant pour le dernier supplice que pour d'autres punitions, tout droit de gagement et confiscation de toute sorte de bans, de confirmation des gardes, huissier, députés, d'instituer le métral qui garantit le salaire des gardes: ils confessent en outre tenir de l'évêque leur jouissance des pâturages, forêts et eaux dans le territoire du village de *Blouvignoud* (ce qui correspond à un fief individuel appartenant à l'évêque)⁵⁰⁹

De nouvelles disputes entre Arbaz et *Bluvignoud* à cause de la pâture des animaux sur les champs et l'établissement d'arrêtés y relatifs par ceux d'Arbaz surgissent en 1737. La cause sera portée devant l'évêque.

Arbaz fait valoir que le territoire de *Bluvignoud* est incorporé dans la juridiction d'Arbaz qui a donc le droit de porter des arrêtés dans ses confins. Arbaz cite en outre des actes de 1540 (office du métral à Arbaz), de 1601 et 1611 (rachat de dîmes) et de 1640 (rachat de la dîme de Sinièse).

Bluvignoud, de son côté, avance que le métral d'Arbaz exerce sa justice comme métral de *Bluvignoud*, c'est-à-dire de l'évêque et non d'Arbaz, et demande révocation des arrêtés.

L'affaire se termine par un accord à l'amiable devant l'évêque, en 1758, accord ratifié en 1762. Dans cet accord, on précise que les arrêtés, quant à la jouissance des biens, doivent être pris de concert avec les Deux Tiers d'Ayent mais que, selon acte de 1611, la commande de l'aqueduc reste à Arbaz qui devra veiller à ce que l'eau coule pour ceux de *Bluvignoud*. Seuls les hommes Du Saix sont compris dans cet accord.⁵¹⁰

⁵⁰⁸ Arbaz, SP-139/1.

⁵⁰⁹ Arbaz, SP-139/1.

⁵¹⁰ Arbaz, SP-110 + SP-139/2.

Par décret de 1764, l'évêque intervient à nouveau dans le différend entre Arbaz et *Bluvignoud* au sujet du parcours sur les communaux.

Après 1800, les privilèges de la féodalité sont supprimés mais *Bluvignoud* continue d'admettre les magistrats d'Arbaz. De longues disputes vont alors surgir quant à l'appartenance de *Bluvignoud* à l'une ou l'autre des deux communes, chacune s'efforçant, dans des mémoires au Conseil d'Etat, de justifier ses prétentions sur *Bluvignoud*. Il semble que les arguments d'Arbaz l'ont emporté, en particulier pour ce qui concerne la limitation des territoires des deux communes.

En 1831, une convention est passée entre Arbaz et *Bluvignoud* concernant la population de ce dernier village qui avait augmenté du fait que des communiens d'Ayent s'y étaient peu à peu installés.

Arbaz consent alors à une séparation de la population mais non du territoire : ce qui veut dire que les habitants de *Blouvignoud* seront portés sur le recensement d'Ayent dans la classe des communiens d'Ayent et que les hommes y jouiront des droits politiques tandis que la police locale restera du ressort de la commune d'Arbaz.⁵¹¹

Par la suite, cependant, *Blouvignoud*, soutenue par Ayent, demande au Grand Conseil de faire entièrement partie de la Commune d'Ayent. Le Conseil d'Etat propose cette séparation d'Arbaz qui a été adoptée en 1846 par le Grand Conseil mais sans fixer les limites du territoire qui restent donc indéterminées. Ayent intervient auprès du Conseil d'Etat pour faire procéder à cette délimitation. Un limitage a lieu sur la base du jugement du Conseil d'Etat de 1853, selon lequel la montagne de *Challand* reste toujours de la juridiction d'Arbaz.⁵¹²

Ayent s'adresse, en 1873, une nouvelle fois au Conseil d'Etat à cause du limitage qui incorpore une grande partie du territoire du village à Arbaz, invoquant la décision du Grand-Conseil de 1846, qui avait complètement séparé *Blouvignoud* d'Arbaz. Ayent en demande l'application. Sur quoi Arbaz adresse, en 1874, son mémoire au Conseil d'Etat.⁵¹³

En 1875 finalement, le Grand Conseil décide la rectification de la **délimitation territoriale entre Ayent et Arbaz** et en même temps celle de *Blouvignoud* et celle de la juridiction sur la montagne de *Challand* selon le partage intervenu.⁵¹⁴ Le décret du Grand Conseil date du 24 septembre 1877.

Les rapports entre Ayent-Arbaz et Grimsuat

L'histoire de Grimsuat est liée à la contrée d'Ayent-Arbaz. Les sires d'Ayent y relevaient des dîmes dès le XII^e siècle et recevaient l'hommage des hommes de Grimsuat. L'administration de la seigneurie était confiée à une famille dite « de Grimsuat ». Le Chapitre de Sion y était possessionné. La tour, siège de la

⁵¹¹ Arbaz, SP-139/2.

⁵¹² Arbaz, SP-141.

⁵¹³ Arbaz, SP-142/2; Ay., b-167. Voir également dans l'*Histoire des forêts*, la formation du domaine forestier.

⁵¹⁴ Arbaz, SP-147.

seigneurie, fut donnée par testament au doyen de Sion, en 1239, qui la lègue à son tour au Chapitre, en 1267.⁵¹⁵

Rodolphe d'Ayent vend ses biens à Ayent et à Grimsuat à l'évêque Boniface de Challant, en 1294.⁵¹⁶ Les seigneurs d'Ayent continuent cependant à exercer leur juridiction jusqu'en 1336.

En 1341, l'évêque Philippe de Chamberlhac reconnaît les droits et libertés des probes hommes de Grimsuat que ceux-ci prétendent avoir depuis plus de 50 ans déjà.

Les hommes de Grimsuat peuvent exercer toute juridiction sur leur territoire, excepté ce qui est du domaine de l'évêque. Ils peuvent désigner des procureurs pour toutes les affaires de la communauté et peuvent prendre des décisions.⁵¹⁷

L'évêque confie l'administration à un métral en 1347. Cet office est tenu sous forme d'un fief d'hommage-lige, avec des redevances annuelles fixées, dues à l'évêque.

En 1367 et en 1381, Jean de Curtinal prête hommage à l'évêque pour la métralie qu'il tient en fief-lige. Pour son travail, il perçoit un denier sur les bans jusqu'à 60 sols. Il a le droit de recevoir les plaintes et d'instruire les causes.⁵¹⁸

Grimsuat rachète la métralie en 1580. Les hommes établissent des statuts en 1582. Leurs privilèges sont confirmés périodiquement par les évêques. C'est en 1787, qu'ils sont spécialement corroborés sur la base de l'acte de 1311 duquel il ressort que les hommes de Grimsuat jouissaient déjà d'une grande autonomie.⁵¹⁹

Les rapports d'ordre économique avec Ayent-Arbaz touchent aux pâturages, cultures, eaux, limites, gardes. La communauté se manifeste en 1418: les dizains du Valais vendent alors pour 105 livres aux habitants de Grimsuat l'alpage du Ravin qu'ils avaient confisqué.⁵²⁰ Cette même année, **les limites** entre Grimsuat et les Trois Tiers d'Ayent sont l'objet d'un litige. L'évêque précise ces limites et la garde de Sinièse en 1424.⁵²¹

L'affaire des limites resurgit en 1427, avec des questions de pâturages communs, de bisses, de la garde de Sinièse (la garde des vignes).

Les démêlés à ce sujet avaient tourné en rixes sanglantes. La répartition des frais de la garde et les vendanges provoquent à leur tour des animosités. Un tribunal arbitral composé du grand-bailli et d'autres vénérables magistrats porte, en 1427, une décision en présence des délégués des Trois Tiers d'Ayent, de la communauté de Grimsuat, et des témoins.

Dans l'accord, les limites entre Ayent et Grimsuat sont à nouveau indiquées.

Elles correspondent dans les grandes lignes à celles d'aujourd'hui. Au levant de cette démarcation, la garde de Sinièse avec les émoluments appartiendra à Ayent, au couchant à

⁵¹⁵ GREMAUD n° 441. La collation du bénéfice paroissial restera au Chapitre jusqu'en 1920; la tour servira de cure.

⁵¹⁶ GREMAUD n° 1047.

⁵¹⁷ Grim., B-1.

⁵¹⁸ GREMAUD n° 2119+2333.

⁵¹⁹ Grim., R-1.

⁵²⁰ GREMAUD n° 2675.

⁵²¹ Arbaz, A-2.

Grimisuat. Ces limites seront encore révisées à maintes reprises. Quant au nouveau bisse que ceux d'Ayent avaient construit au-dessus du bisse de Grimisuat et au détriment de Grimisuat, Ayent devra l'abandonner. Entre *Arbaz/Bluvignoud* et Grimisuat, on fixe la répartition de la moitié des eaux du bisse de Cillion à laquelle ils ont droit. Au sujet du parcours, il est convenu que les hommes d'*Arbaz/Bluvignoud* pourront faire paître leurs animaux sur certains prés communs de ceux de Grimisuat depuis la Saint-Michel [29 septembre] jusqu'à la mi-mars.⁵²²

L'autre accord de 1427, entre le Tiers d'Arbaz avec Grimisuat et les Deux-Tiers d'Ayent, au sujet de **la garde de Sinièse**, comprend la répartition des charges et la part que *Arbaz/Bluvignoud* doit percevoir de ceux d'Ayent. Il est convenu que ces derniers donnent et concèdent à perpétuité aux hommes du territoire d'*Arbaz/Bluvignoud*, en compensation de la garde des vignes et possessions de Sinièse, une rente annuelle de 4 setiers de vin, prélevés sur la partie occidentale appartenant à Ayent; le Tiers d'Arbaz assumera la garde une année sur trois, les deux autres années elle sera assurée par les Deux Tiers d'Ayent. *Arbaz* percevra un tiers de la récolte des vignes, *Luc/Botyre* les deux tiers.⁵²³

En 1621, les communiers des Trois Tiers ont conclu que les gardes de Sinièse, délégués par la communauté, doivent remplir leur devoir et dénoncer au conseil des Trois Tiers ceux qui causent des dommages avec leurs bêtes, de jour ou de nuit, et infliger l'amende de 3 livres.⁵²⁴

En 1677, l'évêque exempta Grimisuat de la redevance de 4 setiers de vin, annuellement, sur la garde de Sinièse.⁵²⁵

Un accord a lieu, en 1728, entre la communauté d'Ayent/Arbaz et l'évêché concernant la dîme du vin: l'évêque se réserve, au titre de cette contribution, une vigne à Sinièse, un champ et un pré.

En 1478, l'évêque et ses assesseurs prononcent une sentence dans le litige qui continue d'opposer Grimisuat à *Arbaz/Blouvignoud* au sujet du **parcours** de certains prés, sur Grimisuat. Il est décidé que ceux d'*Arbaz/Blouvignoud* ont le droit de parcours comme par le passé. Mais il leur appartient encore de préciser leurs prétentions.⁵²⁶

Ensuite Grimisuat fait prononcer, sur des biens d'Ayent, une barre que l'évêque lèvera par sentence de 1560.⁵²⁷

Ces propriétés des Ayentôts sur Grimisuat donnent lieu à des litiges au sujet de la dîme à prélever par Grimisuat.

Le tribunal épiscopal confirme, en 1757, ce droit de dîme qui est fixé à la 12ème part de blé et de foin et peut être prélevé sur tous les champs et sur les prés qui autrefois étaient champs; mais elle ne peut être prélevée sur un pré dont il n'est pas prouvé qu'il était autrefois un champ.

⁵²² Arbaz, B-5; Grim., C-2.

⁵²³ Arbaz, B-3 + A-3.

⁵²⁴ Ay., b-107.

⁵²⁵ Arbaz, A-103.

⁵²⁶ Grim., D-207.

⁵²⁷ Ay-94.

Cette dîme a été rachetée par les consorts en 1835.⁵²⁸

L'affaire des **limites** entre Grimisuat et les Trois Tiers d'Arbaz et d'Ayent, objet de l'accord de 1427, provoque à nouveau une sentence épiscopale en 1679.

Le litige porte sur la limitation des terrains limitrophes des petits moulins jouxtant la Sionne jusqu'au bisse de Leyson (Grimisuat) et de la crête Bisset jusqu'au vieux pressoir de *Blouvignoud*. Le tribunal épiscopal procède à une vision locale. Sa décision précise les limites et désigne les terrains que ceux d'Ayent doivent faire pâturer dès les regains jusqu'à la Saint-Martin d'hiver.⁵²⁹

On trouve des différends à cause des pâturages encore en 1804: un litige entre Arbaz, *Blouvignoud* et Grimisuat est alors porté devant le vice-grand-châtelain et vice-président du dizain de Sion fonctionnant comme juge.

Il était de coutume, en effet, que ceux de Grimisuat et d'Arbaz pouvaient parcourir en commun les biens d'Arbaz sur Grimisuat après la Saint-Martin, soit profiter du «rongeon». Or les gens de Grimisuat prétendent avoir été blessés par voie de fait lors du parcours de leurs bêtes et qu'aucun accord n'a pu avoir lieu. Ils demandent d'être maintenus dans leurs droits estimant que ceux d'Arbaz pouvaient se passer de ce parcours.

Une convention est passée, en 1809. Selon celle-ci:

- les propriétaires d'Arbaz et *Blouvignoud* pourront pâturer seuls leurs biens situés sur Grimisuat jusqu'à l'octave de Saint-Martin [21 novembre], soit jouir de l'antier;
- les propriétaires de Grimisuat jouiront seuls du parcours à partir du 22 novembre jusqu'au 31 mars, avec toutes sortes de bêtes;
- ceux d'Arbaz-*Blouvignoud* et de Grimisuat peuvent profiter ensemble du rongeon sur les biens d'Arbaz-*Blouvignoud* situés sur Grimisuat.

Mais, c'est encore en 1814, que les gens d'Arbaz se plaignent auprès du grand-châtelain du dizain de Sion que ceux de Grimisuat n'observent pas l'accord de 1805.⁵³⁰

Le rachat du droit de parcours a lieu en 1861. Grimisuat vend alors son droit de parcours sur les biens, prés et jardins, des forains ressortissants d'Arbaz, d'Ayent et de Savièse sur la base de la loi du 21 novembre 1850 sur le rachat du parcours. Ils payeront à Grimisuat 3.- fr. par seyteur de 800 toises de 6 pieds de roi à la Saint-Martin.⁵³¹

La loi du 2 juin 1852 sur le rachat des fiefs, dîmes et autres redevances, supprime, par son article 26, les redevances désignées sous le nom de «**droit de garde**». L'administration communale pourvoira aux frais de garde, conformément aux lois qui régissent la répartition des charges publiques. La loi additionnelle du 20 novembre 1855 prévoit dans son article 4 que l'indemnité qui pourrait être due pour la suppression des droits de garde sera payée par la municipalité sur le

⁵²⁸ Ay-230.

⁵²⁹ Arbaz, A-103.

⁵³⁰ Arbaz, SP-284-286.

⁵³¹ Arbaz, B-107; Grim., D-313.

territoire de laquelle ces droits étaient exercés. Elle fixe aussi les bases pour l'indemnité à payer.

Conformément à ces lois, les communes et les propriétaires passeront ensuite des conventions sur les rachats des droits de garde de Sinièse et du Beulet.⁵³²

Les pâturages d'alpage de Grimisuat

Du fait que Grimisuat ne possédait aucun alpage sur ses propres terres, la communauté a dû trouver une compensation sur d'autres communes.

En 1418, les dizains du Valais vendent à des hommes de Grimisuat **une montagne** dévolue et jadis propriété de Guichard de Rarogne à **Ravin**, sur Ayent, proche de l'alpe de Mondralèche de Lens et de l'alpe de Serein et qui va jusqu'à l'eau de la Ryey et jusqu'aux rochers du Sibental. Grimisuat payera la redevance d'usage due à la mense épiscopale.⁵³³

En 1425, l'alpage inférieur de Ravin va à la paroisse d'Ayent. L'évêque se réserve également une redevance annuelle d'un chapon à la Saint-Martin.⁵³⁴

Petit à petit, les droits d'alpage à Ravin ont dû aller aux Ayentôts.

Nous avons vu précédemment que les gens de Grimisuat étaient consorts à **l'alpage de Thyon**. Là aussi les droits ont été cédés au XVII^e siècle aux habitants de Vex.

Dès 1577, Grimisuat achète des droits à la **montagne de Singlinaz** sur territoire de Zinal. La commune établit un règlement pour cette montagne en 1578.⁵³⁵

En 1622, Grimisuat rachète du curé d'Anniviers et des procureurs de l'église, avec l'approbation de l'évêque, les droits de prémices que le curé possède sur la montagne.⁵³⁶

Les achats de droits se poursuivent jusqu'en 1713. En 1807, on procède au limitage entre la montagne et la commune de Zinal et, en 1836, Grimisuat rachète le droit de parcours de la paroisse de Vissoie.⁵³⁷

En plus, la commune achète, dès 1662, des droits de vache dans la **montagne de Bendollaz**, en Anniviers, sur Grimentz. Et elle est encore consort de la **montagne de la Lex** dans le vallon de Réchy.

En 1429, les consorts de la **Lex et de Zarzay** (*Zarzé* sur Grône), établissent leurs statuts après avoir fusionné les deux alpages.⁵³⁸

En 1688, on partage la montagne de la Lex entre les consorts de Grône, d'une part, et les consorts de Grimisuat, d'autre part. Grimisuat aura la partie appelée **Zarzé**.

⁵³² Arbaz, B-97+111; Ay., SR-9.

⁵³³ GREMAUD n° 2675.

⁵³⁴ Ay-6.

⁵³⁵ Grim., D-13.

⁵³⁶ Grim., D-23.

⁵³⁷ Grim., D-52+57.

⁵³⁸ HEUSLER n° 369.

C'est sur cette montagne que sont revendus des bois par le premier acheteur au Dr Ducrey, à Sion, qui les remettra, en 1842, aux Forges d'Ardon. Ces dernières sollicitent le permis d'exploitation qui comprend également une partie incendiée. Sont à exploiter toutes les plantes d'un diamètre supérieur à 12 pouces ainsi que tous les bois déperissants. Le parcours sera interdit pendant 15 ans. La vidange des bois doit se faire par des rizes en bois jusqu'à l'embouchure de la vallée et de là jusqu'au Rhône, au moyen de chars ou d'un canal en bois.⁵³⁹

En 1870, est introduite une procédure éditale par les allodiateurs de Zarzé pour vérifier et liquider toutes les consignes pouvant être faites.

La bourgeoisie de Grône, en tant que consort à *Larduzan*, a fait inscrire au greffe du tribunal de Sierre le droit de passage et celui de prendre, sur Zarzé, les bois pour les besoins de la montagne. Zarzé conteste le droit aux bois qui n'avaient été accordés que par tolérance et vu la suffisance de bois. Le juge instructeur de Sierre invite alors la bourgeoisie de Grône à répondre au mémoire de Zarzé. De leur côté, les bourgeoisies de Vernamiège, Nax et Mage réagissent à la procédure éditale.

Une transaction est passée, le 18 février 1871, entre les consorts de Zarzé sur Grône et la montagne du *Larduzan* sur Nax, selon laquelle les consorts de Zarzé sont reconnus propriétaires exclusifs et concèdent, au besoin, aux consorts du *Larduzan*, vu que cette montagne n'a pas de bois, la faculté de prendre gratuitement, sur Zarzé, les bois morts nécessaires pour le service de l'alpage ; les districts en question sont indiqués. Pour la construction des bâtiments, il est permis de prendre les bois les plus proches. Si les bois morts manquent, on pourra se servir de bois verts, tout en payant leur valeur mais pour autant que Zarzé n'en a pas besoin lui-même.⁵⁴⁰

Cette convention a dû rester sans effet car, le 30 juin 1880, les fondés de pouvoir des consorts du *Larduzan*, de Nax, de Grône et de Vernamiège, sont réunis devant le juge de Granges.

Ils exposent qu'en vertu de la transaction du 18 février 1871, *Larduzan* a droit, pour son service, de prendre sur Zarzé gratuitement les bois morts nécessaires, à défaut, les bois verts en payant. Cependant, Zarzé a mis en vente, en 1879, des bois morts et a ensuite publié, en 1880, dans le Bulletin Officiel, la vente de bois verts. Il est donc urgent pour *Larduzan* de trouver une solution qui lui garantisse les bois.⁵⁴¹

Une nouvelle convention va donc être passée : elle confirme la transaction du 18 février 1871.

En outre, les bois morts que Zarzé a vendus seront compensés par une concession de bois pour les constructions à *Larduzan*, à prendre gratuitement dans les districts les plus proches. L'opposition à la vente de bois annoncée dans le Bulletin Officiel est ainsi levée.⁵⁴²

Et à *Larduzan* de publier de son côté, le 1^{er} août 1880, l'exploitation des plantes et le sciage pour planches, colonnes et autres pièces pour la construction de son parc.⁵⁴³

⁵³⁹ AEV, 6900-1/1.

⁵⁴⁰ Nax, P-187 ; Vern., R-5.

⁵⁴¹ Bulletin officiel n° 50/1879 + n° 14/1880.

⁵⁴² Grône, GP-669.

⁵⁴³ Bulletin officiel n° 29.

Les consorts des trois alpages de Grimisuat, soit de Singlinaz sur Ayer, de Bendollaz sur Grimentz, de Zarzé sur Grône, sont réunis en corporation de droit cantonal au sens de l'article 66 de la loi cantonale d'application du code civil suisse. L'approbation de leurs statuts par le Conseil d'Etat leur confère la personnalité morale. Le propriétaire d'un droit de vache doit être admis dans la société moyennant une finance d'entrée, tout en possédant le minimum statutaire d'un droit de fonds pour pouvoir alper le bétail.

Quant à l'alpage de Bendollaz, le Conseil d'Etat approuve, le 10 octobre 1952, le rachat des servitudes grevant les forêts de Grimentz au profit du consor-tage: la bourgeoisie de Grimentz cède une partie de son territoire, d'une valeur équivalente à celle des servitudes, et qui sera annexée à la montagne.⁵⁴⁴

Sion et Savièse

Les relations entre la ville de Sion et la communauté de Savièse étaient également d'ordre pastoral et se rapportaient aux pâturages tant en plaine que sur le coteau. Nous nous bornerons à rappeler, dans ce contexte, les problèmes concernant la région de **Montorge**.

Des controverses s'étaient déclarées à cause des limites de la baronnie de Sion et des pâturages communs à Montorge. Une sentence de 1449 du bailli Jean de Prato qui détermine les limites qui séparent les territoires des deux châtellenies, à l'ouest de la Muraz, constitue le fondement de la sentence de 1530 de l'évêque Adrien de Riedmatten.

En 1449, le bailli décida l'application de la taille générale dans le périmètre des limites fixées. La limite supérieure suit, depuis la Plâtrière, le chemin qui descend directement par *Chadroz* jusqu'au cours de la Morge. La ville de Sion a été en possession pacifique des terrains sous le chemin depuis 60 ans et plus et a prélevé les tailles sur ces biens.⁵⁴⁵

Un acte de 1514, mentionne ensuite de nombreuses dissensions entre les Sédunois et les Saviésans au sujet des limites de la baronnie de Sion.⁵⁴⁶

En 1530, Savièse prétend que les possessions en dessous de ce chemin et jusqu'au chemin inférieur font partie de la châtellenie de Savièse et qu'elle est en paisible possession du pâturage de Montorge depuis plus de 50 ans.

Savièse demande donc l'attribution du pâturage dont la limite longe le bisse sur le versant sud du Montorge et descend ensuite à Corbassières, au chemin royal, et passe par les Crêtes de Châteauneuf jusqu'au cours du Rhône (qui était alors plus près de la colline) et de là jusqu'à la Morge. Sion demande à être libérée de cette revendication puisque le territoire de Montorge est dans la baronnie de Sion.

Le différend est donc mis dans les mains de l'évêque. Après avoir entendu les griefs des deux parties, le tribunal épiscopal déclare, en 1530, que la sentence de Jean de Prato au sujet des limites de la baronnie sera corroborée.

⁵⁴⁴ AEV, 6900-1/634.5.54.

⁵⁴⁵ ABS, 22-146+36; Sav., Pg-56+57.

⁵⁴⁶ ABS, 115-9.

Et quant aux prétendus pâturages communs du Montorge, dont la limite est formée par le chemin qui va au *Luxel* de Montorge et ensuite par la crête du Montorge en passant par le Château et en descendant du couchant par la crête jusqu'à la croix depuis laquelle elle descend au sommet du *Grand Luxel* aux Corbassières et se dirige de là, par dessus les Crêtes de Châteauneuf, au cours du Rhône et de là vers la grange en pierre à *Budron*, proche du chemin qui traverse ce hameau. Il est décidé que ce qui se trouve au levant et au sud de la délimitation précitée doit rester en propriété à Sion et ce qui est au couchant et au nord à Savièse. La zone entre la crête de Montorge et le *luxel* de Corbassières jusqu'à la Morge avec pâturages, épines et le rez (rioste) reste commune aux deux parties. Les pâturages des prés vers la Muraz, en dessous du chemin allant de Sion à *Chadroz*, près du *luxel* de Montorge, appartiennent à la ville de Sion et ceux qui se trouvent au nord du chemin appartiennent à Savièse. Si les animaux d'une des deux parties vont sur les pâturages communs de l'autre sans avertissement, et sans l'accord des parties, ils doivent être gagés.⁵⁴⁷

Mais le différend ne se termine pas ainsi. En 1567, on trouve une nouvelle sentence arbitrale ordonnée par l'évêque au sujet des limites à Montorge.⁵⁴⁸

L'évêque Hildebrand de Riedmatten porte, en 1579, une sentence contre les bourgeois de Sion qui avaient fait saisir par leur procureur un Saviésan abattant des bois dans la forêt de *Colluyres*.⁵⁴⁹

Cet incident avait ranimé toute la controverse existant entre la ville de Sion et la commune de Savièse représentées par leurs châtelains respectifs et autres dignitaires et probes hommes. Savièse présente pour sa défense deux instruments, à savoir la sentence du bailli Jean de Prato, de 1449, et la transaction faite entre les deux parties par l'évêque Adrien de Riedmatten, en 1530.

Mais Sion, de son côté, déclare que dans ladite transaction ne figure le nom d'aucun procureur de la ville qui aurait reçu procuration des bourgeois et qu'il n'estime aucune ratification ou confirmation dudit instrument. Celui-ci doit donc être déclaré nul et la ville demande que Savièse s'abstienne, dorénavant, tant des pâturages que des coupes des bois se trouvant à l'intérieur des limites de la baronnie.

Après avoir entendu tous les arguments et répliques des deux parties, l'évêque déclare et ordonne définitivement que l'instrument de transaction produit dans la cause par ceux de Savièse doit demeurer en vigueur car il n'y a jamais été dérogé et que les limites posées correspondent à ladite transaction et que l'évêque Adrien de Riedmatten avait reçu tout pouvoir d'apaiser le différend. Sur quoi les bourgeois de Sion pourront faire appel à la Diète.⁵⁵⁰

En 1632, on procède à la délimitation **des territoires** de Sion et de Savièse.⁵⁵¹

Il semble qu'un *modus vivendi* s'était établi jusqu'en 1758, date à laquelle on jugea opportun, pour éviter des différends qui pourraient résulter des changements de configuration des lieux, de visiter les bornes et de dresser un acte de visite conformément à la sentence de 1530.

Les châtelains, bannerets, consuls et syndics procèdent à ces viances, commençant au chemin qui va au lac au pied de la crête de Montorge. Il est convenu que le pacage reste comme avant: les prés vers la Muraz, sous le chemin allant de Sion à Chatroz, vers le lac,

⁵⁴⁷ ABS, 22-146; Sav., Pg-98.

⁵⁴⁸ Sav., Pg-158.

⁵⁴⁹ ABS, 115-30.

⁵⁵⁰ Sav., SP-22+23 + Pg-108+169.

⁵⁵¹ Sav., Pg-213.

appartiennent aux Sédunois; les pâturages et prés en amont de ce chemin sont aux Savièsans. Le chemin passant par l'extrémité est du lac jusqu'au pied de la Crête restera commun ainsi que l'usage des pâturages, épines, buissons, dans les limites décrites dans la sentence de 1530.

Cet acte sera corroboré en 1759.⁵⁵²

Diverses reconnaissances de limites auront encore lieu entre Sion et Savièse concernant le territoire et les pâturages de Montorge, soit en 1767, 1769, 1782, 1832.

Mais les difficultés reprennent en 1879.

Le président de Savièse expose alors en conseil que la bourgeoisie de Sion s'était permise de faire inscrire, en 1877, au cadastre, par le géomètre, la Grande Couluire dont Savièse jouit depuis des temps immémoriaux, comme propriété de la bourgeoisie de Sion et avec la mention «Savièse pour pâturage, conjointement avec le propriétaire du sol». On nomme alors une commission pour examiner cette question et chercher à aboutir à l'amiable, sinon par voie judiciaire. En 1885, le conseil réunit les pièces concernant le procès de la Couluire après non-conciliation et charge l'avocat Louis Debons de l'affaire. La commune de Savièse tente cependant, en 1889 encore, la liquidation du conflit par voie administrative et adresse une requête à la bourgeoisie de Sion en rappelant le mémoire de 1884 afin qu'elle donne suite à la cause devant les tribunaux ordinaires en cas de non-entente.⁵⁵³

Un compromis intervient, en 1903, et on décide de faire trancher l'affaire par un tribunal arbitral.

Chaque partie dépose un mémoire. Les arbitres et parties visitent les lieux. Savièse prétend, sur la base des sentences, qu'elle est seul et unique propriétaire des pâturages et bois sis au nord de la ligne passant par la crête de Montorge et qu'elle a toujours joui seule des terrains litigieux. L'inscription au cadastre doit donc être rectifiée.

Sion, par contre, prétend que les sentences n'avaient jamais été admises par les parties, qu'il n'existait pas de relevé jusqu'en 1872 et que la sentence de 1530 ne fait pas mention d'une adjudication de propriété mais de jouissance.

Les divergences s'accumulent. Le tribunal arbitral se réunit, en 1904, et procède à une nouvelle vision locale.

Il juge et prononce, le 20 octobre 1904:

- que la commune de Savièse est seul et unique propriétaire des terrains en question (nord du Mont Orge et Couluire);
- que des limites doivent être placées pour fixer définitivement la ligne séparant ces terrains de ceux de la Bourgeoisie de Sion;
- que le cadastre sera rectifié.⁵⁵⁴

Et c'est ainsi que se termine une affaire qui pendant plusieurs siècles a provoqué nombre de sentences de l'évêque, de la Diète, des arbitrages, compromis, visites des lieux et délimitations.

⁵⁵² ABS, 69-14+15; Sav., P-113
(Traduction: Joseph Reymondeulaz).

⁵⁵³ ABS, 69-83^{bis}.

⁵⁵⁴ Sav., P-156.

Les pâturages saviésans sur Berne

Savièse, pour répondre à ses besoins en herbage, s'est vu obligée, dans des temps très reculés, de les compléter par des pâturages situés au delà du Sanetsch.

L'abbé Mariétan⁵⁵⁵ reconnaît qu'on ne sait pas comment et quand ces relations avec les Bernois s'étaient établies. Il suppose des migrations de Valaisans vers Gsteig où les pâturages abondaient.

Un acte de 1341 nous apprend que le comte de Gruyère accorde de nouvelles franchises aux habitants de Gessenay et à la paroisse, abandonnant tous les usages et services dûs aux seigneurs dans toute l'étendue de la seigneurie de Gessenay, à partir du château du Vanel jusqu'aux rochers du Valais (le «Pas»).

Le premier document qui parle ensuite des possessions des Saviésans dans cette seigneurie est l'accord de 1379, passé avec le comte de Gruyère. Dans cet acte on parle de la vallée supérieure de la Sarine, cédée certainement par ceux du *Chatelet* (Gsteig) qui disposaient librement de leurs biens, avant cette date déjà, mais aussi des redevances dues par les Saviésans au comte.⁵⁵⁶

Par la suite, on trouve de nombreux actes de vente, échanges de mayens, alpages, forêts entre les communautés ou les particuliers de Savièse, de Gsteig et d'ailleurs.

Les droits étaient primitivement mélangés en divers endroits. Avec le temps, on a pu arrondir et rassembler les propriétés. Les Saviésans avaient étendu leurs possessions jusque sur le territoire de Frutigen. Plus tard, les gens du Haut-Simmental cherchèrent à empêcher des aliénations par les particuliers à des étrangers. C'est ainsi que l'alpe d'Iffigen sera reprise par les gens de la paroisse de Lang dans le Haut-Simmental. Certains tiraillements inévitables se manifestent à cause de la pâture des chèvres et des moutons, à la suite d'échanges, à cause de droits de passage, de chemins et de ponts.

La délimitation territoriale au Sanetsch donna lieu à maintes tractations, visites des lieux, échange de mémoires entre les Etats de Berne et du Valais, dès le XVII^e siècle.⁵⁵⁷

Sur la base de documents et droits séculaires, la limite territoriale sera définitivement admise par les deux Etats en 1873, au «Pas du Col», soit au sommet des rochers qui dominent la vallée au-dessus de Gsteig et des pâturages du Burg. Savièse restera ainsi propriétaire des pâturages de la vallée du *Senin*.⁵⁵⁸

Savièse et Conthey

Les études sur l'évolution de Savièse et de Conthey font ressortir la situation particulière de ces communautés: le territoire de l'une étant devenu la position

⁵⁵⁵ I. MARIÉTAN, 1962.

⁵⁵⁶ Voir aussi la rubrique «droit d'alpage et redevances féodales».

⁵⁵⁷ Mais le plus ancien titre connu qui fixe la délimitation entre la Gruyère et le Valais date de 1336, lorsque le comte Pierre de Gruyère acquiert les droits et dépendances de la vallée et où il est dit que la limite tend aux rochers du Valais.

⁵⁵⁸ Sav., P-148; voir aussi la rubrique «route du Sanetsch» dans l'*Histoire des forêts*, période 1850-1900.

fortifiée avancée du Valais savoyard et celui de l'autre le rempart du Valais épiscopal. Les relations entre les deux communautés se sont avérées difficiles non seulement sur le plan politique mais, la politique aidant, également à cause des pâturages, forêts et eaux situés dans une même vallée présentant pour les deux un intérêt économique de premier ordre.

Dès 1260, nous avons une idée précise des **litiges opposant sujets du comte et sujets de l'évêque**.

Il s'agit d'un premier manifeste que l'évêque adresse au comte de Savoie au sujet des molestations et injustices qui lui sont infligées par les gens du comte, à savoir des Contheysans et des Nendards. En résumé, il est dit que ceux-ci dépouillent les gens de l'évêque de leurs pâturages à l'île Ronde et à *Feugères*, au mont *Senenz* et en amont du pont de la Rogne et des possessions dans les territoires de Nendaz, Chamoson, Ardon, Riddes et Saillon. Ceux de Conthey ont en outre capturé des bêtes des Saviésans. En plus, ceux de Brignon ont capturé des bestiaux de ceux de *Saleyn*, d'Arvilard, de *Miserie*, les obligeant à les racheter alors qu'ils en avaient déjà abattu une partie. De même, ils ont forcé les gens de *Veysona* à travailler à la construction du château de Brignon et continuent journellement à molester les gens de *Saleyn*, d'Arvilard, de *Miserie*.⁵⁵⁹

La guerre du comte avec l'évêque, en 1264, et l'annulation du traité d'échange de 1260 qui avait été conclu entre le comte Pierre de Savoie et l'évêque Henri de Rarogne n'a fait que compliquer la situation. Dans cet acte d'annulation de 1268, conclu entre le comte Philippe et l'évêque Henri de Rarogne, il est ordonné, au sujet des pâturages qui se trouvent en amont de la Rogne jusqu'à *Pasblicon* (Pasviten, Pas du Col) et entre la Morge et la Lizerne ainsi que ceux de Brignon, que les anciennes limites et usages établis par l'évêque seront maintenus. En cas de doute et de litiges, des probes hommes trancheront.⁵⁶⁰

Ce qui peut intéresser, dans le cadre de ce chapitre, ce sont bien les luttes pour les pâturages entre les deux communautés, soit entre les hommes du comte et l'évêque, qui vont se poursuivre pendant des siècles. Il est avant tout indiqué de situer le problème qui envenimait les relations à tel point que les conflits ont finalement débouché dans une guerre entre les deux Etats.⁵⁶¹

Les pâturages et forêts convoités se trouvaient de chaque côté de la Morge et chaque communauté prétendait y avoir des propriétés communes. D'autre part, les pouvoirs souverains semblaient se superposer de chaque côté de la Morge. Cette situation ne pouvait qu'amener à des complications et à des tensions dangereuses.

Ceux de Savièse prétendaient avoir le droit de mener paître leur bétail sur les prés dits «en Mex», jusqu'à l'eau de la *Rogny* et d'avoir seuls le droit de faire paître les prés de Berchex et de bannir ce lieu.

Ceux de Conthey contestaient le droit sur les prés de Mex et prétendaient que les pâturages de Berchex étaient communs de Conthey comme les alpes dites de la Lex et de la

⁵⁵⁹ GREMAUD n° 664; Chartes Sédunoises 57.

⁵⁶⁰ GREMAUD n° 745.

⁵⁶¹ Plusieurs auteurs ont abordé ces tribulations qui ont dégénéré en meurtres. Je citerai G. Ghika, Fréd. de Gingins-La Sarraz, A.-J. de Rivaz. Les actes sont publiés par Gremaud et se trouvent aussi dans les archives de la Commune de Savièse.

Crête et de dessous le Sex et qu'ils étaient de la juridiction du comte de Savoie toujours exercée par ses officiers. Ils affirmaient que les limites, existantes depuis longtemps entre les deux communes, déterminaient la propriété et le territoire. La confusion s'expliquait en partie par la désignation des limites du territoire. Selon ceux de Conthey, elles passaient par les Crêtes de Châteauneuf, de Montorge, de la Soie, vers le bas de Chandolin et au pont neuf et de là, le long de la Morge, jusqu'à Vay et de là, en suivant toujours la Morge (soit la Lex), jusqu'au Chable Court (limite avec Arbaz).

En 1304 déjà, un arrangement fut tenté par une transaction passée entre ceux de Savièse et de Conthey au sujet des pâturages et bois communs aux deux communautés, tant en plaine qu'au mont, ratifiée par l'évêque, le comte, les procureurs et syndics de Savièse et de Conthey.

L'accord est le suivant: depuis le Pont Neuf (pont du Diable), par lequel on va de Savièse aux montagnes de Serny et Coppet, jusqu'à l'eau Noire, en-dessous du chemin, et depuis l'eau de la *Chandra* en là vers *Sorresex* (Sur le Sex), jusqu'au torrent du *Buttier* (Netage), les pâturages sont communs entre ceux de Conthey et de Savièse, de part et d'autre des mayens et possessions particuliers.

Ceux de Savièse pourront, dans leurs propres prés, bâtir des mayens et y passer la nuit avec leur bétail. Ils pourront jouir de tous les pacages de la montagne à partir de la Rogne, exceptés les prés particuliers.

Ceux de Conthey ne pourront pas construire des mayens sur le terrain sis entre le pont neuf et l'Eau Noire, en dessous du chemin, mais pourront se servir des pâturages et bois à l'exception des propriétés particulières des Saviésans. Ils auront le droit de faire des mayens sur les autres endroits et pâturages communs et sur les prés des particuliers de Conthey.

En plaine, Savièse peut jouir des pâturages communs situés sous Conthey, de la Morge jusqu'à l'*Iserna*, entre le Rhône et Conthey, mais de jour seulement. Ceux de Savièse peuvent profiter des îles, sous Conthey, en deça du Rhône, mais sans les pins, les mélèzes, les sapins, les vouargnoz et le flat, que Conthey peut abattre et faucher à volonté et tenir à ban.

Conthey a à son usage les pacages, bois, îles depuis la Morge jusqu'à la Sionne, mais de jour seulement. La transaction ne doit porter préjudice ni à la juridiction ni aux droits que le comte de Savoie ou le vidame de Conthey ou l'évêque et l'Eglise de Sion ont eu la coutume de posséder sur ces lieux.⁵⁶²

Mais quelle était alors la limite territoriale et de juridiction? On ne le précise pas. Le mélange des biens communs et les nouvelles prétentions des deux communautés vont provoquer, malgré l'arrangement de 1304, dont les Contheysans contestent ensuite l'authenticité du titre, d'autres différends.

Ceux de Savièse prétendent avoir acquis des Contheysans les droits de paître les prés de Berchex et que donc les Contheysans, en vendant, avaient renoncé à mener leur bétail conjointement à celui des Saviésans et que ce lieu était de la juridiction de l'évêque.

A.J. de Rivaz mentionne un acte de 1362 de l'évêque Guichard Tavelli qui déclare avoir tiré d'un vieux livre, aux archives épiscopales, ce titre qui fait mention des limites entre les hommes de l'évêque et ceux de la contrée de Conthey. Quant au **Mont**, il y est précisé que toutes les terres depuis l'eau de la *Rogny* (qui fait aller la «rasse», c'est-à-dire la scie de Daillon), qui va à la Morge,

⁵⁶² GREMAUD n° 1208; Sav., Pg-2+3.

jusqu'à Trenta Pas et à la Pierre Beneyt sous Pasviston, font partie de l'alleu de l'Eglise Sainte-Marie de Sion.⁵⁶³ Cependant les hommes de Conthey peuvent user avec les hommes de Savièse des pâturages et bois, mais les bans sont à l'évêque.⁵⁶⁴

Nous avons vu qu'en 1260, l'évêque se plaignait des molestations de ses gens sur les pâturages depuis la Rogne en amont. Et c'est aussi en 1260 que le comte de Savoie aurait renoncé, en faveur de l'évêque, aux montagnes de Savièse, acte cependant annulé en 1268.

A partir de 1384, la Morge servira définitivement de limite entre les deux Etats. Mais, dans la vallée de la Morge, c'est la désignation de l'un ou de l'autre des deux torrents qui forment la Morge qui engendre des litiges : suivant lequel est désigné comme étant la Morge, l'une ou l'autre des communes est exclue de la jouissance des pâturages situés entre eux, soit entre celui venant de l'est (Chable Court), dit La Lex, et celui coulant du nord (Montagne de *Senen*), dit la *Chandra*.

Le traité de paix de 1392 entre les deux Etats devait également apporter une accalmie dans les guerres intérieures. Commencent alors les difficultés entre l'évêque, la maison de Rarogne et les communes du Haut Valais : une occasion d'intervenir pour le duc de Savoie.

Le traité de paix d'Evian, en 1420, n'a pu empêcher la reprise des hostilités entre les deux communes limitrophes en 1421, chacune se plaignant de troubles dans la jouissance des pâturages que chacune considérait être sur son territoire.

On passe alors d'un compromis à un autre ; des enquêtes et mémoires se suivent. Le troisième compromis est conclu par les baillis du Valais et du Chablais, en 1437. Mais chaque partie se croit lésée et les voies de fait se répètent. En 1438, à la Morge, les procureurs de Conthey et de Savièse, en présence du bailli du Chablais, du vidomne de Sion, du bailli du Valais et de témoins, s'entendent pour conférer tout pouvoir à des arbitres.⁵⁶⁵ Sur quoi les avoyers des villes de Berne et de Fribourg, en tant qu'arbitres, cherchent à liquider ce différend.

Pendant ce temps, un échange de lettres a lieu entre l'évêque et le châtelain de Conthey, le bailli du Valais et du Chablais suite à des homicides. Des mémoires vont aux arbitres, les rendant attentifs aux difficultés existantes, aux rixes, et aux cruautés commises par les hommes armés de lances, d'épées, de flèches, de balistes, de bâtons, de frondes, aux homicides et aux enlèvements de bétail. Et tout cela à cause de ces alpages, pâturages et de la juridiction contestée soit à l'évêque, soit au comte.

Les Contheysans exposent alors aux avoyers-arbitres divers titres qui doivent prouver que l'alpe de Creste et d'autres lieux contestés sont situés dans la châtellenie de Conthey (albergement par le comte, vente d'une part de l'alpe à un Saviésan par le major de Drône, vente d'un mayen sous le Sex avec appartenances et droits à la montagne de Berchex, en Roua et en Sex, tendant à l'eau de la Morge et de la *Chandra*).

Le duc de Savoie donne aux arbitres le pouvoir de décider des différends existant entre lui et l'évêque et le pays du Valais au sujet des limites des deux Etats.

La sentence arbitrale de 1440, établit que les pâturages du Berchex sont communs aux deux parties ; l'avantage dudit lieu appartient aux Contheysans. La juridiction des terrains sis entre les deux torrents est laissée à part égale au duc et à

⁵⁶³ Autrement dit : appartiennent au Chapitre en propre.

⁵⁶⁴ ABS, 88-30 ; Sav., livre 1-12 ; GREMAUD n° 2072.

⁵⁶⁵ Sav., livre 3-3.

l'évêque, exercée alternativement chaque année à partir de la Saint-Martin d'hiver. Les alpages de *Chamfloron* et de Genevroz restent à ceux qui les possèdent ; ceux-ci devront dorénavant payer les redevances au duc qui y maintient ses droits. Le duc devra leur alberger ces montagnes et eux reconnaîtront les tenir de lui. Le droit de chasse appartient alternativement aux deux souverains.⁵⁶⁶ Entre la Rogne et l'Eau Noire, les arbitres ôtent la juridiction à l'évêque et l'adjugent au duc ; Savièse y demande l'usage des forêts et pâturages en commun comme jusqu'alors, à quoi ceux de Conthey s'opposent. Les arbitres décident d'attribuer aux Saviésans les forêts et pâturages depuis la Rogne en amont jusqu'en dessous du chemin allant de Conthey au Cernet et au pont de la *Chandra* sous réserve des propriétés privées.

Bien qu'elles aient été acceptées par l'évêque et par le duc, ces décisions ne sont pas respectées par leurs sujets. Les arbitres ne s'étaient pas prononcés définitivement sur le torrent qui était seul destiné à servir de limite entre les communes et les Etats. Ce compromis subit le même sort que les autres traités. Le désordre règne à la frontière des deux Etats et les rixes sanglantes et homicides provoquent des animosités entre les souverains. De part et d'autre, on se prépare à recourir aux armes.

Le conflit va prendre une importance décisive. En 1441 d'abord, a lieu un échange de lettres entre le bailli du Valais et le bailli du Chablais, le châtelain de Conthey et l'évêque. Le duc de Savoie ordonne au châtelain de Conthey d'observer fidèlement la sentence arbitrale des avoyers.

Dans les statuts de 1447 (article 24), de la communauté de Savièse, on mentionne l'obligation de tout citoyen d'accourir en cas d'alarme, avec ses meilleures armes, au village de Saint-Germain ou à un autre endroit désigné par le capitaine.⁵⁶⁷

Le duc Louis écrit, en 1460, à son procureur fiscal et à ses conseillers que lui sont relatés de nombreux excès, insultes, violences et usurpations par des gens de Savièse sur territoire de Conthey. Il leur ordonne de se transporter sur les lieux assistés du bailli du Chablais et du commissaire de ses extentes pour s'informer sur ces violences. Le duc fera comprendre à l'évêque que si ces désordres ne finissaient pas bientôt, il en reviendrait aux grands remèdes.

Un autre arbitrage a lieu, en 1462, fait par de nouveaux arbitres de Berne et de Fribourg. Il n'amène pas la paix : les Saviésans présentent, en 1466, leurs griefs contre ledit arbitrage.⁵⁶⁸

A cette situation précaire entre les deux Etats, s'ajoutait la conviction de l'évêque Walter Supersaxo que le Bas-Valais avait été usurpé par la maison de Savoie et qu'il entendait bien le reconquérir quand l'occasion favorable se présenterait.

Les dispositions maladroites de la duchesse Yolande, en 1473, au sujet des contributions aux charges publiques par les forains établis ou ayant des biens à Conthey, Nendaz, ou Martigny, la défense de la vente de denrées à l'extérieur ou de leur importation, montrent la situation critique du Valais savoyard. Mais par ailleurs, la duchesse s'efforce de calmer les Contheysans par la remise de quelques impôts. Ensuite elle abolit l'interdiction d'exportation.

⁵⁶⁶ Sav., Pg-42. ; GREMAUD n° 2927.

⁵⁶⁷ Sav., Pg-54.

⁵⁶⁸ Sav., Pg-79 + P-4 + livre 2.

Sur le plan de la politique extérieure, la duchesse suit une stratégie militaire qui la lie à Genève et au duc de Bourgogne.

Le Valais, de son côté, a conclu une alliance avec Berne qui va envahir le pays de Vaud. Alors, les sujets de l'évêque, rassurés par les événements, attaquent le bourg de Conthey. La duchesse fait appel aux troupes de l'évêque de Genève, renforcées ensuite par d'autres troupes savoyardes: ainsi se déclenche **la bataille de la Planta**. Après celle-ci, le Valais rentrera dans une autre phase de son histoire.

Mais les altercations entre Savièse et Conthey ne sont pas terminées pour autant. En 1481, les Saviésans s'en remettent à l'évêque, se plaignant des procédés des Contheysans et demandent réparation des dommages. Ces derniers nient avoir consenti au prononcé de 1462 et prétendent que les Saviésans les ont privés du pâturage du Berchex. L'évêque rappelle et donne foi à l'arbitrage de 1462.

Les décisions peuvent être résumées comme suit:

- les bois, du Cernay jusqu'à la montagne de la Pierre, restent en commun pour l'usage nécessaire mais de telle manière qu'aucune des parties ne peut vendre des bois ou faire des mayens sans le consentement de l'autre;
- les pâturages, par contre, restent à ceux de Conthey avec droit de passage pour ceux de Savièse;
- les mayens établis sur Conthey doivent rester et sont à délimiter;
- les forêts et pâturages entre le pont de la Rogne et le pont de la *Chandra*, sous le chemin, sont communs sous réserve des propriétés privées;
- il est confirmé que ceux de Conthey n'ont rien à voir à Berchex et au delà de l'eau de la *Chandra* (Morge); ceux de Savièse y ont tous les droits.⁵⁶⁹

On aurait pu penser qu'après tous ces événements, Contheysans et Saviésans auraient entretenu de meilleures relations de voisinage. Mais les Contheysans, devenus sujets des 7 dizains, ne rencontrèrent guère plus de sympathie.

En 1539, Conthey veut imposer les biens des Saviésans et d'autres forains, prétendant toujours que la limite de son territoire s'étendait depuis le Pont Neuf (pont du Diable) en suivant la Morge et, ensuite, le torrent descendant du Chable Court (la Lex) et de là, vers le *Senen*, aux terres bernoises. Pour eux, la source la plus orientale était celle de la Morge. Le doyen de Sion, député par l'évêque, et le bailli, de l'avis des 7 dizains, prononcent alors que **l'eau de la source occidentale, celle qui coule du Mont Gessenay, devait être seule dénommée la Morge**, tandis que l'eau orientale, qui coule du Chable Court, devait avoir le nom d'eau de la *Chandra*⁵⁷⁰; à partir de leur confluent elles ne porteront qu'un seul nom qui est « la Morge ». ⁵⁷¹ Ainsi devait se terminer ce long procès.

A.-J. de Rivaz cite encore des violences en 1565.

Au XIX^e siècle, interviendra la répartition des forêts indivises. **Une délimitation définitive du territoire** des deux communes ne sera effectuée qu'en 1938. L'affaire litigieuse est portée alors devant la commission de délimitation territoriale tranchant les conflits de juridiction entre les communes. En 1889, les deux communes n'avaient pu s'entendre sur ces limites, Conthey prétendant que la ligne

⁵⁶⁹ Sav., Pg-78; Cthey, C-28.

⁵⁷⁰ Cette eau porte aujourd'hui le nom de Netage.

⁵⁷¹ Sav., Pg-112 + P-7.

séparative suivait la Contheysanne et allait du Sex Rouge au Mont Brun (Sanetschhorn). Ladite commission tranchera et décidera, le 20 juillet 1938, que la limite va du Sex Rouge à Zanfleuron (Tour de Saint-Martin).

Quant aux **réglementations sur les pâturages et alpages de Savièse**, nous avons fait allusion aux statuts de 1447 en traitant des «Généralités». Divers articles se rapportent à l'hivernage et à l'alpation du bétail, au parcours du gros et menu bétail. Les chèvres ne peuvent être amenées dans les vergers et dans les vignes. Les statuts de 1619 et 1661 se réfèrent essentiellement à des questions de politique locale, d'économie et aux conditions des «étrangers» dans la commune.⁵⁷²

Nous ne connaissons pas d'autres documents relatifs aux parcours avant 1850, lorsque la commune prendra des mesures suite à la mise en vigueur de la loi du 21 novembre 1850 relative au rachat des servitudes.

Mais en 1857, le Département de l'Intérieur doit écrire à la commune que rapport lui a été fait que les troupeaux de moutons, conduits par des bergers, continuent à paître sur les propriétés particulières malgré l'interdiction de la loi citée ci-dessus. Cet abus appelle des mesures de rigueur. La commune est avertie de saisir toutes les bêtes paissant en contravention et de soumettre un rapport à ce sujet afin que des amendes puissent être prononcées.⁵⁷³

C'est en 1863, que les consorts des mayens de la Zour demandent au Conseil communal d'intervenir afin que les districts communaux servant de pâturages soient respectés.

Les montagnes de Savièse appartenant à la bourgeoisie, son Conseil s'occupe, en 1883, des contributions à payer pour la jouissance des alpages.⁵⁷⁴

Le règlement concernant la jouissance des avoires bourgeoisiaux du 4 mai 1887, approuvé par le Conseil d'Etat le 16 mai 1887, énumère les **montagnes bourgeoisiales**: elles sont six, à savoir Genièvre, Zanfleuron, Linfloria, la Lé, la Crettaz, le Prabé, ainsi que celles situées sur Berne. Il laisse tirer des conclusions sur les usages pratiqués antérieurement. **Comme mayens bourgeoisiaux** figurent: Berzé, Donné, Glarey, Zurbrunnet, Vice, Goura; et **comme pâturages**: le Cerney, la Grand-Zour, de Bons et Tyrennées. La bourgeoisie en possède également sur Berne.

La jouissance, par ménage domicilié, des alpages et des autres parcours pour le nombre de vaches qu'on a hivernées, est spécifiée. Pour plus de deux vaches, il faut payer une taxe par vache. Il est défendu de louer des animaux en dehors de la commune; par contre, les vaches achetées depuis le 2 février sont admises moyennant versement d'une taxe de Fr.10.— par vache. Les chèvres, boucs et moutons sont interdits sur les alpages. Il est aussi défendu de faucher les communaux avant la Saint-Martin. Il est loisible à l'administration bourgeoisiale de mettre à l'enchère la jouissance de ses montagnes; sont admis à l'enchère les bourgeois de la commune qui alpent leur propre bétail hiverné. A la Boîterie, sur Berne, on ne peut alper que les génisses, les veaux et les chèvres. Tout commerce de droit de jouissance dans les montagnes est défendu.⁵⁷⁵

Un autre **règlement bourgeoisial qui date du 30 novembre 1962**, a été approuvé par le Conseil d'Etat, le 23 décembre de cette même année.

⁵⁷² Voir également l'*Histoire des forêts*, période av. 1800.

⁵⁷³ Sav., PS-53.

⁵⁷⁴ Sav., SR-9.

⁵⁷⁵ AEV, 3040 B3-320-125.

Il contient nombre de dispositions générales sur la jouissance des alpages, les ayants-droit, les consortages eux-mêmes, l'introduction de droits de fonds, les travaux d'amélioration, les meubles et immeubles bâtis, les taxes à payer à la bourgeoisie. Le conseil communal conserve la haute surveillance sur les alpages tandis que la bourgeoisie reste propriétaire des terrains. Ces alpages sont réservés au gros bétail : génissons et veaux doivent être alpis à la Boîterie. Le droit de parcours sur les autres terrains bourgeoisiaux est réservé aux bourgeois. Il est interdit de faire des travaux sur ces terrains. Restent également réservées les dispositions de la loi forestière. Les consortages d'alpage ont formé une association d'ayants-droit au sens de l'article 66 de la loi cantonale d'application du Code Civil Suisse et au terme du règlement bourgeoisial de Savièse ; ils ont établi leurs propres statuts.

Le but de l'association est l'utilisation rationnelle de l'alpage et son entretien. Sont définis : les principes d'adhésion, les avoirs, l'organisation (les organes), les taxes, les obligations concernant les travaux ordinaires et extraordinaires.

Quant aux réglementations sur les pâturages et alpages de Conthey nous nous référons d'abord aux arrêtés du **village de Premploz**, établis par ses hommes en 1560, 1578 et 1603.

Il s'agit :

- de la nomination des bergers pour les chèvres, les moutons, les porcs : c'est à eux qu'on doit confier les bêtes pour les faire paître dans l'étendue de leur territoire désigné ;
- de la défense de garder vaches, moutons et chèvres pendant l'été rière Premploz ; celui qui conduit des vaches au mayen doit y conduire aussi les chèvres ;
- de l'obligation de garder des cochons enfermés depuis le début avril jusqu'à la Saint-Michel-Archange [29 septembre] ;
- du droit des syndics, reconseiller et gardes, de veiller aux affaires publiques, de commander et de diriger l'entretien des torrents et des bourneaux (conduites d'eau) et de mobiliser à cet effet les personnes, à égalité par feu, selon le travail à faire ;
- du dégagement des torrents, du maintien des ponts en bon état ; au surplus, chacun doit tenir des « loggez » à la Place pour dépurier les torrents ;
- de la défense d'allumer du feu au four après l'Angelus du soir.⁵⁷⁶

Le **conseil communal**, de son côté, soulève, en 1838, la question du pâturage des mayens communaux en été, vu les grands abus et, par là, la destruction du commun et des propriétés voisines ; il arrête qu'il est formellement défendu de garder des bêtes dans les mayens à dater de l'inalpation ; il détermine également que chaque montagne doit recevoir la quantité de vaches qui lui est déterminée afin que tous les communiens puissent alper leurs vaches ; chaque vache qui n'a pas de fonds paye aux procureurs respectifs : pour les 4 montagnes du dehors 25 batz, et pour celles dedans 15 batz. Cet argent doit servir à payer ceux qui n'investissent pas leur fonds ; il appartiendra à une commission de répartir les vaches que chaque montagne doit recevoir après l'investiture.⁵⁷⁷

⁵⁷⁶ Conthey-Premploz, P-1/s.d.

⁵⁷⁷ Cthey, G-5.

Le règlement sur la jouissance des avoirs bourgeoisiaux a été accepté par l'assemblée primaire, le 2 décembre 1888 et il a été approuvé par le Conseil d'Etat, en 1889 et 1894.

Quant aux pâturages, il est précisé que les hauts-parcours (en dessous des propriétés des montagnes des consorts et dont les limites inférieures sont indiquées aussi) sont ouverts, en principe, dès le 15 juin jusqu'aux alpages; les moutons doivent être en dehors des pâturages accessibles au gros bétail; les non-communiers ne peuvent amener du bétail sur les communaux; les pâturages pour génissons des différentes montagnes sont indiqués; le parcours du gros et menu bétail est interdit dans les forêts de première classe, soit dans les bans d'Avent, d'Erde, de Premploz et aussi dans le ban de Denvroz (2ème classe).

Un autre règlement bourgeoisial date de 1902; il est approuvé par le Conseil d'Etat, en 1903. Les taxes pour la jouissance des pâturages bourgeoisiaux y sont fixées. Le Conseil d'Etat fait la réserve que le parcours ne peut avoir lieu que dans les forêts spécialement indiquées par l'administration forestière.⁵⁷⁸

Le règlement bourgeoisial de 1931, approuvé en 1932, défend de pâturer le bétail bovin et caprin dans les forêts bourgeoisiales, sauf les génissons pendant la période d'estivage, comme par le passé, excepté dans les reboisements. Il est prévu un délai de 2 ans pour supprimer totalement le pâturage dans les forêts bourgeoisiales, spécialement pour ce qui concerne le parcours des bergeries. Le parcours du bétail sur les communaux est permis aux bourgeois moyennant paiement d'une taxe qui est doublée pour les non-bourgeois et les bourgeois résidant hors de la commune.⁵⁷⁹

Les **bourgeois de Vétroz** ont, selon le décret du Grand Conseil sur la séparation des communes de Conthey et Vétroz, du 23 novembre 1880, droit aux parcours de Conthey à la montagne; les taxes à payer pour le gros et petit bétail sont fixées dans les règlements bourgeoisiaux de Vétroz de 1901 et 1931.⁵⁸⁰ Les deux communes disposaient de pâturages en plaine, en particulier aux Praz-Pourris, ouverts à tous les bourgeois, aux non-bourgeois moyennant des taxes précises, fixées aussi selon l'époque du parcours.

Conthey et les pâturages d'Anzeinda

L'importance ou la nécessité de l'herbage peut être mesurée au fait qu'en divers endroits, les habitants de zones limitrophes avaient étendu leurs pâturages sur les terres de pays voisins.

La montagne d'Anzeinda appartenait aux la Tour, seigneurs de Bex et vidomnes d'Ollon, qui ont également acquis le vidomnat de Conthey, en 1258. Ils possédaient en outre des droits sur les montagnes de Chlor et de Cheville. La montagne de Cheville appartenait, comme les autres alpages sur Conthey, à un consortage. Les consorts de Cheville et de Vosex vont avoir des démêlés avec ceux de Bex et d'Ollon car ils amènent leur bétail sur l'alpage d'Anzeinda.⁵⁸¹

⁵⁷⁸ AEV, 3040-B3-320.130.

⁵⁷⁹ AEV, 3040-B3-321.30.

⁵⁸⁰ AEV, 3040-B3-320.132 + 321.2.49.

⁵⁸¹ TAMINI, DÉLÈZE, DE RIVAZ, 1935.

En 1550, la communauté de Conthey et celle de Bex vont établir une ordonnance à l'amiable qui a trait à la **juridiction** faisant l'objet d'un litige entre elles.

On a également des échos de ce différend à travers les recès de la Diète de 1549 et 1550, lorsqu'il est décidé de prévoir une rencontre avec les Bernois, seigneurs du pays à cette époque, car les sujets de Conthey sont obligés de trouver une solution à leurs litiges avec ceux de Bex. Lors de cette rencontre, les gens de Bex produisent un document sur la délimitation de 1487 et une convention de 1540/41. Les Contheysans prétendent à leur droit de parcours sur la base de documents de 1439, 1443 et 1502. Les arbitres Bernois et Valaisans fixent ensuite les limites territoriales et un accord est trouvé entre les deux parties. Conthey doit clôturer le terrain qui lui est attribué, formant une enclave, dite le Moncuyt, dans Anzeinda et devant être accessible par un chemin: on ne doit plus traverser l'alpage d'Anzeinda.⁵⁸²

Mais les consorts de Conthey ne s'y tiendront pas. Diverses interventions de la part de ceux de Bex et des visites des lieux vont se succéder.

Dans le but d'inspecter et de compléter les limites du territoire entre la Dent de Morcles et l'Oldenhorn, en passant par le Pas de Cheville-Cime des Diablerets, les délégués des cantons de Vaud et du Valais se rencontrent en 1868.

Lors de l'éboulement des Diablerets, de 1714, avaient disparu une limite au pied des rochers des Diablerets et une à la Fontaine de Moncuyt. La délimitation entre les deux points est fixée par 20 bornes. En même temps, la commission des délégués a, avec le consentement des propriétaires des alpages de Cheville et d'Anzeinda, arrêté des dispositions additionnelles à celles de 1550. Elles règlent les droits et obligations concernant les clôtures et limites.

Mais la commune de Bex et l'alpage d'Anzeinda font ensuite des objections à ces dispositions. Elles vont du reste être levées en 1870. Ensuite, les deux intéressés interviendront encore à plusieurs reprises auprès des autorités cantonale et communale valaisannes, au sujet de leurs difficultés. L'affaire va se prolonger jusqu'en 1919 lorsque les deux alpages trouveront enfin une entente.⁵⁸³

Ardon et Chamoson

Pour mesurer l'importance qu'ont eu les pâturages et les alpages des deux communautés, nous pouvons nous référer aux rapports qui existaient à ce sujet entre elles mêmes et aux tractations qui ont eu lieu avec les communes voisines, c'est-à-dire, pour ce qui concerne Ardon, avec celle de Conthey, et pour ce qui concerne Chamoson, avec celle de Leytron.

La majorité d'Ardon-Chamoson était, dès 1315, composée des communautés d'Ardon, de Chamoson et de Saint-Pierre. Chacune d'elles était délimitée. Elles maintenaient cependant certains territoires en commun.

⁵⁸² Cthey, C-24.

⁵⁸³ Rapport de gestion de l'Etat.

Des difficultés se sont manifestées entre les communautés au sujet des **eaux d'arrosage**.

En 1368, il y a litige entre le prieuré de Saint-Pierre-de-Clages et les gens de Chamoson au sujet de ces eaux.

Les différends se prolongent et résurgissent périodiquement. Les deux parties trouvent un accord en 1559.⁵⁸⁴

Des affaires d'eau d'arrosage sont portées, en 1697, devant le vidomne d'Ardon-Chamoson/Saint-Pierre: Ardon accuse Chamoson d'utiliser les eaux contrairement aux usages et au préjudice de ceux d'Ardon.⁵⁸⁵

Dès 1797, Chamoson refuse l'eau à Ardon. Un arrêté est porté, en 1798, par le président du Directoire exécutif provisoire à la suite d'une pétition de la commune d'Ardon tendant à être maintenue dans ses droits d'irrigation des biens au Champy par l'eau de la grande meunière venant de Chamoson et dont Ardon a constamment joui.

Selon ledit arrêté, Ardon est provisoirement maintenue dans la possession de l'irrigation de ses biens. La commune offre à Chamoson de payer pour le passé toute charge omise. Ensuite, le tribunal civil du district est saisi de l'affaire pour établir les droits respectifs. En 1799, il avise Chamoson des prétentions d'Ardon. Le président du tribunal va maintenir, jusqu'à droit connu, les gens d'Ardon dans leurs possessions. Chamoson et Ardon devront se retrouver pour s'entendre à l'amiable. Mais cette entente n'aura pas lieu. En attendant, Ardon continuera à jouir de sa possession sans trouble. Selon les indications d'Ardon dans un de ses mémoires au sujet du partage des communaux en plaine, un accord aurait eu lieu en 1803. Ardon va payer à Chamoson 2 batz par seyteur au lieu de 1 batz et la mise à disposition de 6 hommes pour l'inspection des aqueducs et la levée d'eau. En payant les 2 batz, Ardon ne fournira plus les 6 hommes.⁵⁸⁶

En 1804, Ardon procède à un partage des **terrains communaux en Isières**.

Des terrains particuliers y existaient depuis toujours et les propriétaires payaient les redevances dues pour les fiefs, dont ils ont fait ensuite le rachat. Par suite d'abandon, certaines parcelles étaient devenues communes.

Pour arroser les cultures à Isières, Ardon élargit et consolide, entre 1902 et 1904, le bisse existant qui prend son eau à la Tine.

A la même époque, un consortage construit **le bisse d'Enzon** qui se déverse dans la Tine; il est taillé dans la pente rocheuse du massif du Haut de Cry. La commune participe au coût de sa construction. Vu les conditions difficiles, il sera abandonné.⁵⁸⁷

D'autres difficultés surgissent à cause des **pâturages**. Chamoson interdit, en 1447, par ses gardes chargés de la surveillance, la pâture des prés aux lieux-dits Merdasson, Genevrina, *es Conches*, Seytiz. Ardon s'y oppose, voulant conserver sur ces prés le parcours libre pour les bovins, les chevalins, le petit bétail, comme ceux de Chamoson, vu qu'ils sont, les uns et les autres, de la même commune, de la

⁵⁸⁴ Cham., E-3+13.

⁵⁸⁵ Ardon, P-84.

⁵⁸⁶ Ardon, P-164+172+201.

⁵⁸⁷ Ardon, L-18.

même paroisse et qu'ils relèvent tous du sire de Savoie. Petermand de Chevron, vidomne de Sion et d'Ardon-Chamoson, major pour le comte de Savoie, prononce un arbitrage :

- tous les prés et pâturages sur Ardon ou sur Chamoson seront défendus (gardés) par leurs « députés » et pourront être parcourus par le bétail en tout temps — mais chacun devra rester sur ses propres prés qu'il peut clore ;
- les charges-ayants pourront ordonner des « hyers »⁵⁸⁸ et faire réparer les sentiers et les chemins.

En 1448, sont rajoutées les dispositions suivantes :

- ceux qui ont des prés peuvent en clore un tiers ;
- celui qui n'a qu'une fauchée peut l'enclore et celui qui en a deux ne peut en clore qu'une ;
- les prés à traverser pour sortir le foin doivent d'abord être libérés.⁵⁸⁹

La délimitation des biens communs

C'est en 1754, que l'évêque lance un mandat aux syndics et officiers de Chamoson, sur plainte d'Ardon, au sujet des limites posées dans les biens communs ; Ardon considère que les deux communautés ne forment qu'un seul corps et demande à Chamoson de rétablir la situation antérieure. La procédure était ainsi momentanément suspendue.⁵⁹⁰

C'est au début du siècle suivant que la **séparation des biens communaux** va être d'une âpre actualité. Les délibérations vont durer de 1801 à 1838.

Ainsi, la Chambre Administrative du canton intervient, en 1801, à la suite d'une pétition de la commune d'Ardon qui veut qu'on s'oppose au projet de la commune de Chamoson tendant au partage d'un bien commun près du pont de Riddes.

Ardon estime qu'aucun partage ne doit se faire sans un commun accord, vu l'importance d'un boisement en cas d'irruption du Rhône, et que les bois doivent être utilisés pour la construction des barrières. La Chambre Administrative, considérant le danger que le défrichement peut représenter pour le pont et le grand chemin, défend à Chamoson de poursuivre la coupe de bois et le partage jusqu'à nouvel ordre.⁵⁹¹

Mais Chamoson de son côté s'adresse, en 1803, au Conseil d'Etat vu les pétitions de la commune d'Ardon, en expliquant la situation assez complexe des deux communes et les motifs qui plaident en faveur d'un partage. Les deux communes ont, d'une part des intérêts communs qui sont administrés par les deux conseils et d'autres intérêts nettement séparés. D'après Chamoson, il existe depuis 1666 un conseil séparé pour régler les affaires internes, à savoir deux communes formant une seule juridiction. (La grande communauté a été maintenue jusqu'en 1819 dans l'intérêt de la jouissance de l'indivis). Tandis qu'Ardon maintiendra durant toute la procédure du partage des biens indivis qu' Ardon et Chamoson ne formaient qu'une seule commune, qu'il n'y avait qu'un seul conseil de 12 jurés réunis alternativement à Chamoson et à Ardon, dont 8 de Chamoson et 4 d'Ardon avec un seul président pour les 2 endroits et un même juge.

⁵⁸⁸ Chemins ; par extension, corvées pour l'entretien des chemins.

⁵⁸⁹ Ardon, Pg-22.

⁵⁹⁰ Ardon, P-153.

⁵⁹¹ Ardon, P-185.

Quant aux frais pour supports militaires, frais de visites épiscopales, pour reconnaissances des vidames et grand-majors, pour charges publiques : Chamoson en supportait les deux tiers.

Ardon appuie ses dires sur divers actes anciens, sur les usages et sur l'exercice de droits de communiers réciproques.⁵⁹²

Chamoson de son côté relève qu'Ardon a installé, en 1798, sa régie séparée, indépendante de Chamoson, et cite divers faits à ce sujet. La commune souligne également des animosités surgies à cause de l'entretien des chemins et des aqueducs : elles ne peuvent cesser que par la séparation absolue du territoire de communage en plaine et de l'administration civile ; les montagnes et les bourses communales étant séparées.⁵⁹³

Cette séparation définitive interviendra en 1838.⁵⁹⁴

Ardon et Conthey

Des difficultés entre Ardon et Conthey s'étaient manifestées lors de la construction de barrières le long de la Lizerne et au Rhône. Celles-ci, selon la direction qu'on leur donnait, avaient une répercussion sur l'étendue des pâturages et des cultures. D'autres différends concernaient **les limites territoriales**. Gremaud cite un acte de 1362 qui se réfère aux limites entre Ardon et Conthey, d'une part, et Conthey et Savièse, d'autre part.⁵⁹⁵

L'acte fait mention de la publication de l'évêque Guichard Tavelli par laquelle il rend notoire qu'il existe d'anciens documents sur les limites et la répartition des pâturages entre les hommes de l'évêque et ceux du comte, depuis la Morge jusqu'au territoire d'Ardon-Chamoson, des deux côtés du Rhône. Selon celles-ci toutes les îles et pâturages s'y trouvant leur sont communs. Mais ceux de Conthey ne doivent pas couper du bois dans les dites îles sans en avoir prévenu ceux de Savièse en le faisant publier dans leur église de Saint-Germain.

L'île Ronde, au delà du Rhône, est commune entre les Contheysans, les Saviésans et les Séduinois. Le ban appartient à l'évêque. Les hommes de Savièse, soit de l'évêque, ont l'usage des pâturages jusqu'au sommet de la combe de Dorbens (combe entre le mont de la Soie et le mont de Chandolin). Les pâturages et la juridiction de Conthey et d'Ardon sont séparés par le hameau de Jovencie et ce qui se trouve depuis ce hameau, en amont du vieux chemin vers Ardon, est de l'alleu de l'église de Sion. Et il est spécifié que si les hommes de *Magnioth* veulent barrer le bord de la Lizerne, ils peuvent le faire, en amont de ce vieux chemin, vers Ardon, mais sans porter préjudice aux gens d'Ardon.⁵⁹⁶

Les procureurs de la contrée de Conthey et ceux qui agissent pour Ardon-Chamoson se rencontrent, en 1414, au glarier, près du moulin et de l'eau de *l'Yserna* devant les arbitres.

Conthey avait accusé Ardon-Chamoson d'avoir établi une barrière près du cours de *l'Yserna* au préjudice des biens de Conthey. Les procureurs de Conthey demandent que

⁵⁹² Cham., AA-71 ; Ardon, P-367 + 317.

⁵⁹³ Cham., AA-71 ; Ardon, P-199.

⁵⁹⁴ Voir dans *l'Histoire des forêts*, la transformation du paysage forestier en plaine.

⁵⁹⁵ GREMAUD n° 2072.

⁵⁹⁶ ABS, 43-75.

cette barrière soit abolie et qu'on limite le cours de l'*Yserna*. Les limites sont alors fixées par des croix et on détermine les devoirs respectifs des parties au sujet des barrières.⁵⁹⁷

Une autre procédure est en cours, en 1540, et on se retrouve au bord de l'*Yserna*, en 1544: l'évêque avec ses assesseurs procède à la vision locale.

Le Gouverneur de Saint-Maurice désigne ensuite les limites après avoir entendu des témoins et consulté d'anciens titres. Il est prévu la pose de 2 limites en mélèze, une sur Ardon, l'autre sur Conthey, à 60 toises de distance l'une de l'autre: les barrières devront être construites entre ces limites; la largeur à donner au lit de l'*Yserna* entre les barrières est également fixée. Les parties acceptent le prononcé de l'évêque datant du 22 mai 1545.⁵⁹⁸

En 1547, les commissaires de l'évêque comparaissent devant les parties pour procéder au limitage, conformément à la sentence précitée, depuis la gorge de l'*Yserna* jusqu'au Rhône.⁵⁹⁹ Mais en 1566, les Contheysans reviennent à la charge et demandent que la juridiction de la châtelainie de Conthey soit délimitée contre la majorité d'Ardon-Chamoson, vu que l'eau de l'*Yserna* a quitté son ancien lit pour se diriger vers les biens communaux de Conthey.

Les commissaires désignés décident que les actes antérieurs restent en vigueur. Etant donné que les deux limites ont été déplacées par l'inondation, on en reposera deux autres. Le milieu du lit de l'*Yserna* servira jusqu'au Rhône de limite entre les deux juridictions.⁶⁰⁰

En 1566 et 1567, les syndics et procureurs des deux communautés se trouvent devant la Diète.

Ceux d'Ardon exposent que de tout temps les Contheysans ont aidé à construire et à entretenir les ponts sur l'eau de l'*Yserna* pour la moitié des frais. Ils demandent donc la même contribution pour le pont actuellement en construction, vu que les eaux de l'*Yserna* sont communes; ou alors que Conthey renonce aux avantages de ces eaux pour l'arrosage des propriétés.

Conthey se défend et allègue avoir de grands frais pour construire et entretenir le pont de la Morge et deux autres ponts sur l'*Yserna* dans la Vallée de *Trescoux*, un pont en *Rogny* par lequel on va à Saanen. Conthey demande à être libérée des charges d'autres ponts encore.

Ardon maintient son point de vue.

Le bailli et les députés prononcent:

- que le dit pont sera construit et entretenu en commun par les deux parties; les frais seront répartis par moitié;
- que les bois charriés par l'eau appartiendront à la partie sur le territoire de laquelle ils seront déposés, tandis que le bois tiré de l'eau sera réparti par moitié;
- que si une inondation cause des dommages à un particulier, les bois amenés sur son fond lui appartiennent.⁶⁰¹

⁵⁹⁷ Ardon, Pg-16.

⁵⁹⁸ Ardon, Pg-31.

⁵⁹⁹ Ardon, Pg-33.

⁶⁰⁰ Ardon, Pg-37.

⁶⁰¹ Ardon, P-38+39.

En 1723, l'évêque visite le cours de la Lizerne et voit la ruine des villages d'Ardon, Magnot, Vétroz, due aux débordements et décide qu'il faut y remédier efficacement.

Le bailli, avec l'approbation de la Diète, ordonne aux officiers et à la généralité d'Ardon et de Conthey de construire une barrière des deux côtés à une distance de trois toises du milieu du lit et que le lit de la rivière soit de six toises de largeur entre les deux barrières qui sont à faire en ligne directe jusqu'au Grand Bochat. A partir de là, en aval, toute barrière est interdite. Cette ordonnance souveraine doit être reconfirmée la même année, vu les difficultés qui existent entre les deux partenaires. Le bailli exige de satisfaire à l'ordonnance à moins que l'évêque ne se transporte à nouveau sur les lieux. Conthey, de son côté, protestera contre le projet des commissaires, affirmant que le cours de la Lizerne est réglé à son préjudice. Ardon aura gain de cause.⁶⁰²

Une nouvelle ordonnance des députés concernant le cours de la Lizerne date de 1764. Elle fixe en détail la procédure pour rétablir le cours après des inondations. La juridiction ne devra subir aucun préjudice. Le pont devra être reconstruit dans les 14 jours.⁶⁰³

Pour mieux se protéger contre les débordements, Ardon passera, en 1774, une convention avec deux maîtres pour la **reconstruction de la muraille** et en même temps pour l'installation d'un chaux-four.⁶⁰⁴

Il y a également des affrontements entre les communautés d'Ardon et de Conthey au sujet des **pâturages communs sur Conthey**, soit en plaine, soit dans la vallée de *Trescoux* que Conthey cherche à protéger contre les non-communiers. Au surplus, Ardon prétend posséder du terrain sur la rive gauche de la Lizerne et avoir le parcours du bétail sur tous les biens communaux jusqu'à la Morge.

C'est en 1552, que les hommes des divers quarts de la communauté de Conthey se sont réunis à l'instance des syndics et procureurs des 4 quarts, à la sortie de la messe, au cimetière de la paroisse de Saint-Séverin, à l'heure indiquée aux criées ordinaires, pour traiter des plaintes émises concernant le parcours du grand et menu bétail appartenant à des personnes qui ne sont pas de la communauté et ne résident pas sur Conthey et cela en particulier sur les pâturages communs des Praz-Pourris, au Bochat et dans les autres îles en dessous de la Morge, près de la Lizerne et jusqu'au Rhône. Ils ont arrêté alors que ces personnes ne pouvaient couper du bois ni amener leur bétail dans les biens communs en plaine ni dans la vallée près des alpages de *Heyroz*, *Clor*, *Larsey*, *Petra* et *Pointet* et que ces biens communs restent réservés à la communauté de Conthey. Près de la Lizerne et jusqu'au Rhône, les pâturages sont réservés à ceux de Sion et de Savièse.⁶⁰⁵

Déjà en 1524, la Diète avait décidé que ceux d'Ardon n'avaient pas le droit de pâturage entre la Lizerne et la Morge ni sur l'alpe de Fenazo dans la vallée de Trescoux.⁶⁰⁶

⁶⁰² Ardon, P-114+115+117.

⁶⁰³ Ardon, P-142.

⁶⁰⁴ Ardon, P-146.

⁶⁰⁵ Ardon, P-18.

⁶⁰⁶ Cthey, C-27/7.

La commune de Conthey procède, en 1562, 1741 et 1786, à des **limitages** dans ladite vallée entre les biens communaux et les prés des particuliers pour éviter que ceux-ci ne s'emparent des terrains de la communauté.⁶⁰⁷

En 1802, la commune admodie la montagne de *Fenazo* aux villages de Vétroz, Avent, Erde et Premplaz.

Le conseil constate, en 1847, que ceux d'Ardon se sont permis des prises de possessions exorbitantes sur les communaux de *Trescoux* et décrète :

- que tous les animaux appartenant à des ressortissants d'Ardon, non-communiers à Conthey, devront être saisis par les gardes et seulement remis après paiement de l'amende de 20 batz par animal ;
- que cet arrêté sera valable jusqu'à ce que le procès pendant devant le Conseil d'Etat au sujet des différends à *Trescoux* soit jugé.

Conthey adoptera, en 1849, le principe selon lequel les individus d'Ardon qui ont un mayen dans la vallée sont autorisés à faire pâturer les animaux sur les communaux moyennant paiement d'une rétribution à la commune.⁶⁰⁸

L'*Histoire des forêts* revient sur le procès entre Ardon et Conthey au sujet des possessions et de la juridiction dans la vallée de *Trescoux* au chapitre de la formation du domaine forestier communal.

La montagne de Veruyt et de Motellon, dans la vallée de *Trescoux*, raconte à elle seule une longue histoire. Un acte de 1461 mentionne les droits des Messieurs d'Arbignon, seigneurs de ladite montagne : il traite d'un échange entre les hommes de *Herdes* et ceux d'*Avent*.

Il est remis à ceux d'*Avent* tout ce que les premiers possèdent en parts, portions de droits, possessions, dépendances et usages dont on a coutume de jouir sur la montagne de *Veruyt*, comme cela ressort de la reconnaissance des Messieurs d'Arbignon, à l'exception cependant d'un pré et d'un mayen à Motellon qui reste dans les mains des cédants et qui ne pourra être pâturé qu'en cas de neige et de froid pendant 3 jours de suite. Les nouveaux ayants-droit, soit consorts, payeront à Messieurs d'Arbignon et à leurs successeurs annuellement 6 deniers et 1 obole mauricioise de servis et ont la charge du lod dû au comte de Savoie.⁶⁰⁹

Une reconnaissance est faite ensuite par les nouveaux consorts, en 1482, entre les mains du notaire et commissaire et en présence des témoins ; à cette occasion les confins de la montagne qu'ils tiennent en fief perpétuel des Messieurs d'Arbignon de Colombay sont indiqués.⁶¹⁰

Les gens d'*Avent* cèdent, en 1484, à titre de gage et pour 6 ans, leur alpe de *Veruyt* à un certain *Vulliermus de Hesieres*, d'Ardon.⁶¹¹

Un autre échange est fait par une femme d'Ardon, en 1487 : elle cède des prés, des jardins et des vignes, une maison, des granges, des raccards, des édifices à Premplaz contre tous les biens sur la montagne de *Veruyt* (prés, cénandes, maisons, cabanes, pâturages, bois, accès).⁶¹²

⁶⁰⁷ Cthey, C-6+27.

⁶⁰⁸ Cthey, G-5.

⁶⁰⁹ Ardon, P-2+4.

⁶¹⁰ Ardon, P-5.

⁶¹¹ Ardon, Pg-26.

⁶¹² Ardon, Pg-27.

En 1490, a lieu un échange important et irrévocable entre les consorts d'*Avent* et *Vulliermus de Hesieres* d'Ardon qui remet aux premiers 4 hyetanes sur l'alpe de *Losoz*. Ceux d'*Avent* cèdent irrévocablement tous les droits qu'ils ont en *Veruyt*.⁶¹³

D'autres échanges ont encore lieu entre les gens d'*Avent* et d'Ardon contre des biens et droits sur l'alpe de *Veruyt*.

En 1546, les nobles d'Arbignon vendent aux gens d'Ardon 7 deniers et 1 obole de servis annuel et 15 deniers de plait en leur faveur sur l'alpe de *Veruyt* pour 9 florins, monnaie de Savoie.

Plus tard, en 1570, les possesseurs de la montagne de *Veruyt* sont en procès avec des **Contheysans, allodiateurs des montagnes de Dorban, Antagnet et Champrion**, au sujet des limites fixées par ces derniers au préjudice de *Veruyt*.

Les allodiateurs de Conthey soumettent un premier mémorial contre ceux de la montagne de *Veruyt* à l'évêque. Les antagonistes comparaissent devant le gouverneur de Saint-Maurice et les Patriotes, en 1571. Ceux d'Ardon demandent qu'on leur donne un terme pour répondre. Sur ordre de l'évêque, les procureurs des montagnes de Conthey seront mis en possession des montagnes.

Et en 1575, aura lieu la séparation définitive de *Veruyt* des 3 autres montagnes.⁶¹⁴

Les montagnes d'Ardon confirment leurs arrêtés de 1541 en 1608.⁶¹⁵

Ceux d'Ardon décident ensuite de rendre les hommes résidant perpétuellement à Ardon participants et allodiateurs de l'alpe de *Veruyt*, avec tous les droits, l'herbage, les chalets, le bois, les forêts, les eaux, les vagues. Il sera défendu de vendre ces droits à des gens qui ne sont pas d'Ardon. Alors les anciens allodiateurs font remise de tous les titres sur parchemin aux procureurs d'Ardon.⁶¹⁶

C'est ainsi que la commune bourgeoise d'Ardon devient propriétaire de l'alpe de Veruyt. Elle vendra cet alpage abandonné, en 1971, à la **Ligue Suisse pour la protection de la nature**, moyennant la somme de Fr. 100'000.—. Il se trouve au-dessus de la réserve naturelle de Derborence.

Les hommes d'Ardon étaient également seigneurs des «arpagia» de deux autres alpages dans la vallée de *Trescoux*, soit d'*Enion* (Enzon) et de *Chan* (Verzan). En 1575, du fait que la coexistence des droits des uns et des autres sur les deux alpages et sur celui de *Veruyt* donnait lieu à des rixes et à des litiges, **les allodiateurs décident de distribuer**, moyennant un prix raisonnable, **les droits sur les trois alpages, à parts égales parmi les hommes d'Ardon**, vu «qu'ils sont tous parents, voisins ou amis». Ils vendent donc aux procureurs d'Ardon tous les «arpagia» et tous les autres privilèges qu'ils avaient. Ceux qui voudront, par la suite, alper des animaux sur ces trois alpages devront verser les «arpagia» en proportion de leur lait, selon l'ancienne coutume. Il sera défendu de revendre ces droits à ceux qui ne sont pas d'Ardon.⁶¹⁷

⁶¹³ Ardon, P-8

⁶¹⁴ Ardon, P-23 à 26+28; Cthey, C-27/7.

⁶¹⁵ Ardon, P-52.

⁶¹⁶ Ardon, Pg-40.

⁶¹⁷ Ardon, Pg-41 + P-37.

Il est spécifié, en particulier, que les hommes doivent s'entraider, maintenir les chemins, s'entendre pour désalper à la même date, qu'ils ne doivent pas vendre le lait, ni estiver des animaux en plaine et négliger les travaux communs ; personne ne pourra faire son fruit seul, sous peine de privation des meubles, greniers, cabanes ; on devra ferrer les porcs mais ne pas enfoncer le fer. La majorité des allodiateurs, soit plus des deux tiers, jure d'observer ces statuts. Les procureurs en ont demandé acte au notaire.⁶¹⁸

Dès 1844, Ardon était également devenu propriétaire de la petite **montagne de Sengloz**, dans la vallée de *Triqueux*, sur Conthey, et de 12 aytans de fonds dans **la montagne de Losoz**, sur Conthey, avec un petit bâtiment et autres droits, franche et libre sauf les charges attachées à tout consort.⁶¹⁹

Mais en 1855 déjà, l'assemblée bourgeoise décide de vendre l'alpage de *Sengloz* aux meilleures conditions. La commune le met à l'enchère, en 1858 ; il sera vendu, en 1873.⁶²⁰ Il passera ensuite dans les mains de divers privés.

La commune vendra, en 1938, les 14,5 fonds de l'alpage de *Losoz* (Lodze) et le fonds qu'elle possède à Dorbon.⁶²¹

Chamoson et Leytron

De très anciens actes nous témoignent une fois de plus des âpres luttes pour les pâturages, alpages et eaux. Le plus ancien acte connu date de 1317, passé à Saint-Pierre-de-Clages, sur la place en dessous de l'église, devant les 7 jurés de chaque communauté. Il traite des droits des hommes de Chamoson et de Leytron et du limitage de **la montagne de l'Ouche**.⁶²²

On fera mention de ce titre dans une procédure qui se déroulera 200 ans plus tard.

Un autre titre, de 1317 aussi, concerne les droits d'eau de la *Sallenche* et le passage de la Boveresse.⁶²³

Les grands problèmes qui préoccupaient les communautés de Chamoson et de Leytron concernaient **les prés de Troubillion et de Prat**. Un premier arrangement intervient, en 1369, après une saisie de bêtes appartenant aux gens de Chamoson, par les gardes de Leytron, sur les prés de Prat. Dorénavant, les hommes de Chamoson et de Leytron ne pourront faire paître leur bétail sur ces prés avant la mi-avril.⁶²⁴

Un accord entre ceux de Chamoson et de Leytron date de 1450. Il s'agit alors du limitage des **montagnes de la Saille et de l'Ouche**. On se base alors sur un acte de 1342.

⁶¹⁸ Ardon, Pg-62.

⁶¹⁹ Ardon, P-461.

⁶²⁰ Bulletin officiel n° 4.

⁶²¹ Ardon, livre des séances.

⁶²² Cham., A-1.

⁶²³ Cham., A-1.

⁶²⁴ Ley., Pg-20.

En 1450 encore, est prononcée une sentence arbitrale au sujet des pâturages et clôtures des prés de Prat, du droit d'eau à l'*Osenche*, des montagnes, tous objets divisant les communautés d'Ardon/Chamoson et de Leytron/Saillon.⁶²⁵

La sentence de 1451 se réfère à la délimitation du pacage de Prat entre Leytron et Chamoson.

Il est alors décidé que des limites doivent être posées depuis le Mont de *Symoz*, en amont par les crêtes, et vers le bas, par la Balma de Prat. On y régleme également le parcours des animaux.⁶²⁶

Malgré tout, un procès se déclenche, en 1462, entre les deux communautés au sujet du territoire de Prat et *Troubillion*; l'affaire est portée devant le Conseil du duc de Savoie.

Les parties se soumettent, en 1467, à l'arbitrage du curé de Leytron, du curé d'Ardon/Chamoson et de leurs vicaires. Il est ratifié par les 2 communautés. On réglera encore, en 1467, par sentence arbitrale du curé de Leytron, la question du droit de pâturage réclamé par Chamoson. L'ancienne convention de 1450 va rester en vigueur. Et pour ce qui est des possessions des privés dans le secteur de Prat, il est prévu que les propriétaires qui ont fait des haies (clôtures) autour de leurs terres depuis plus de 30 ans, peuvent les maintenir; les autres propriétaires peuvent enclore du 1^{er} mars au 8 septembre; en dehors de cette période, les propriétés doivent être accessibles à tout le monde.⁶²⁷

En 1468 déjà, l'évêque doit lancer un nouveau monitoire au sujet des limites de juridiction à *Troubillion*. L'affaire se prolonge car la commune d'Ardon/Chamoson veut poursuivre son procès contre Leytron.

Les séances vont se succéder au tribunal épiscopal durant les années 1485 et 1486. Mais l'affaire reste sans issue encore.⁶²⁸

Par la suite, les parties choisissent des arbitres qui vont à leur tour prononcer une sentence arbitrale, en 1491, au sujet des pâturages communs et font poser les limites entre Chamoson et Leytron. Dans l'acte, ces limites sont indiquées depuis la Dent de *Symoz* jusqu'au chemin de *Prat Mayoral*.⁶²⁹

Cependant, le procès à cause de ces biens communaux et de leurs limites reprend devant tribunal de l'évêque, Leytron voulant obtenir la révision de la sentence de 1491.

C'est ainsi qu'en 1527, 20 témoins de Chamoson/Ardon déposent, suite à un monitoire de l'official de Sion et à la demande des procureurs de Leytron/Saillon, au sujet des droits des hommes de Leytron sur la montagne de *Troubillion*. Le litige est provoqué par la coupe de bois et la saisie d'un outil, à titre de gage, par le garde de Chamoson qui prétend que le territoire de *Troubillion*, tel que décrit dans ses limites, est sous la juridiction du major d'Ardon/Chamoson.⁶³⁰

⁶²⁵ Cham., A-2.

⁶²⁶ Cham., A-2.

⁶²⁷ Cham., A-4; Ley., Pg-71.

⁶²⁸ Cham., A-4.

⁶²⁹ Ley., Pg-81+82+83.

⁶³⁰ Ley., P-15.

En 1528, ceux de Chamoson veulent encore démontrer par les documents de 1317, 1490 et 1491 que la forêt de *Troubillion* est sur le territoire de la majorité d'Ardon/Chamoson et que ceux de Leytron n'ont pas le droit d'y couper et d'emporter du bois.

L'official de Sion, juge délégué par l'évêque, avec ses assesseurs bourgeois de Sion, procède à une vision locale pour constater les limites ; des témoins sont interrogés. Après avoir entendu les parties et vu les titres produits, le juge arrive à la conclusion que ceux de Leytron et ceux de Chamoson ont le droit de prendre du bois sec et vert dans la forêt de *Troubillion* dont on fixe le pourtour. A l'intérieur des mêmes limites, ceux de Leytron peuvent user en commun du pâturage et faire des esserts. Chaque berger de Leytron peut emporter, le soir sur ses épaules, une fascine de bois sec.⁶³¹

Mais la question de la juridiction n'est pas résolue pour autant. En 1538, l'évêque lance un mandat au châtelain de Saillon, concernant le différend qui existe toujours sur la juridiction des terrains de *Troubillion*.⁶³²

L'évêque confirme ensuite la sentence portée en 1528 et accorde à Chamoson un terme pour intervenir. La nouvelle sentence arbitrale, de 1541, déclare que ceux de Chamoson doivent renoncer à leur prétention et procès et que tout le territoire de *Troubillion* se trouve sur la juridiction de Leytron ; plusieurs limites seront alors placées le long de la démarcation et avec la réserve que le droit de paître le bétail et de ramasser du bois sec et vert pour ceux de Chamoson, à l'intérieur des limites fixées, reste maintenu selon les anciennes transactions.⁶³³

On reviendra sur la délimitation de la forêt et du pâturage de *Troubillion*, en 1874, dans le but d'établir la propriété, la juridiction et la jouissance de ce territoire.

Chamoson désire mettre fin à toute indivision. La délimitation mentionnée dans les titres est réexaminée et on propose, de part et d'autre, de tirer une ligne de séparation définitive qui doit régler propriété et jouissance. Une telle convention sera passée entre les 2 parties, le 6 mars 1874.

Un plan est établi, en 1875, avec légende et indication des surfaces respectives. Cette nouvelle délimitation met fin à tout jamais à toute réclamation quant au pâturage, à l'abreuvement et à l'usage des bois.⁶³⁴

Entre Chamoson et Leytron existent également **des difficultés à cause des eaux du torrent du Lazenchy (Osenche) et leur répartition pour l'irrigation.**

Pour Leytron, l'*Osenche* était un ennemi redoutable qui pouvait ravager une grande partie de son territoire et menacer les habitations. Le détournement, en 1436, du torrent de Merdesson, qui coulait jusqu'alors à l'est du village de Chamoson, dans l'*Osenche*, fait aussi l'objet d'une opposition de la part de ceux de Leytron ; mais la jonction va être réalisée tout de même.⁶³⁵

⁶³¹ Ley., Pg-104 + P-17 ; Cham., A-10 + C-16.

⁶³² Cham., A-10 + C-17.

⁶³³ Cham., A-10 + C-19 ; Ley., Pg-113.

⁶³⁴ Cham., AA-428+62 ; Ley., P-153.

⁶³⁵ Cham., A-2.

Ensuite, les hommes de la paroisse de Leytron se plaignent et prétendent que les gens de Chamoson retiennent le tiers d'une troisième partie de l'eau de l'*Osenche* qui leur revient par le droit d'usage et qui doit donc descendre par le cours du torrent pour être ensuite menée sur les prés de la plaine de Leytron, après que Chamoson aura levé, sous la *Pierre Nicolan*, deux parts pour les moulins de Mar et les prés de Genevrenaz.

Chamoson conteste le droit à cette eau qui était donnée de bon gré ou lorsque l'eau coulait en abondance. Leytron aurait plutôt pris l'eau de sa propre autorité mais sans aucun titre à l'appui.

Par sentence arbitrale de 1448, prononcée sur les lieux par le vice-bailli du Chablais, châtelain de Conthey-Saillon et le vidomne de Sion et major d'Ardon-Chamoson, l'eau en dessous de *Petra Nicolan* (de Mar) est partagée en deux tiers pour ceux de Chamoson et en un tiers pour ceux de Leytron. Au surplus, ceux de Chamoson peuvent puiser l'eau pour 2 aqueducs au torrent en amont de *Petra Nicolan* comme jusqu'ici. En compensation, les hommes de Chamoson pourront à perpétuité, selon la nécessité, couper du bois de toute sorte dans la *forêt de Bugnyonaz* sur Leytron avec réserve des droits de ceux de Leytron (pacage de la forêt et autres droits).⁶³⁶

Plus tard, d'abord en 1537 ensuite en 1607, des sentences confirment la décision de 1448.

Et pourtant, c'est en 1888 qu'il y a encore procès entre les 2 communes au sujet de toutes les eaux de la Losentze et de leur répartition pour l'irrigation, procès qui ne se terminera qu'en 1892 devant le juge-instructeur de Conthey.

Les droits acquis seront maintenus. Leytron a droit à la neuvième partie de toutes les eaux de la Losentze ou à un tiers de celles qui arrivent à la prise de la grande meunière.⁶³⁷

Les barrières dans le torrent de Lazenchy qui coule entre les biens de ceux de Leytron et de ceux de Chamoson et de Saint-Pierre donnent lieu à maintes interventions. Un premier accord entre les 2 parties remonte à 1441.⁶³⁸

Une autre transaction a lieu, en 1537, après que chaque partie avait accusé l'autre de ne pas se tenir aux anciens usages concernant les barrières. Une grande pierre au milieu du lit, en dessous du chemin public, va servir de borne et la largeur du lit est fixée par des limites de chaque côté.

Suite aux dégâts occasionés par l'*Osenche*, en 1769, les commissaires-députés établissent, après vision locale, une ordonnance pour la construction des barrières par Chamoson et Leytron, qui règle la fourniture des bois, détermine la fixation et la conservation de la ligne de séparation territoriale (croix en amont du chemin qui conduit à Leytron). Il en résulte que les dégâts étaient surtout côté Chamoson et que le cours de l'*Osenche* tendait encore vers le pont de Riddes.⁶³⁹

Chamoson et Leytron passent une convention, en 1804, pour la repose d'une limite fixant le lit de l'*Osenche*.

En 1833, on procède à la **délimitation du territoire des deux communes** par l'alignement que doit avoir le cours de la Losentze: les députés à la Diète,

⁶³⁶ Cham., A-2; Ley., Pg-44.

⁶³⁷ Cham., AA-424.

⁶³⁸ Ley., Pg-42.

⁶³⁹ Cham., AA-20.

châtelains, syndics et notaires se réunissent au bord de la rivière ; en consultant les anciens actes, on revise et rétablit les limites.

La largeur du lit est fixée à 10 toises⁶⁴⁰ et à 20 toises dans sa partie inférieure (en aval du chemin de Leytron à Saint-Pierre). La ligne du cours est fixée par des colonnes en mélèze plantées de chaque côté du torrent à des distances déterminées. D'anciens repères portent la date de 1770.⁶⁴¹

Le Contentieux de l'Administration porte, le 4 novembre 1869, son jugement dans l'affaire d'endiguement de la Losentze pendant entre les 2 communes.

Il se base sur l'ordonnance de la Diète, de 1709, citée ci-dessus ; celle-ci impose à Leytron la construction, au-dessus de la Croix qui sépare les deux juridictions, d'une barrière appuyée à un bloc se trouvant à environ 40m en amont de la Croix, formant la tête d'une digue construite anciennement par Leytron. La protection de la rive droite a une utilité majeure pour Leytron. Selon ce jugement, Leytron devra donc supporter la moitié des frais pour les travaux sur la rive droite en amont de la Croix et dans le vallon.⁶⁴²

Une nouvelle délimitation est entreprise, en 1882. On fixe alors le cours de la Losentze entre les deux juridictions à partir du pont de Praz jusqu'au chemin de Leytron — Saint-Pierre, à une largeur de 7m.⁶⁴³

Suite aux débordements de la Losentze, en 1885, Chamoson et Leytron se réunissent dans le but d'examiner le meilleur système de diguement en vue de l'approbation par le Département des Ponts et Chaussées.

Elles décident de maintenir la largeur du fond du lit à 7m et la distance de séparation des barrages à 16 m, soit 8m de part et d'autre de l'axe. En premier, le lit doit être vidé. Les barrages se feront en bois et pierres ou par un enrochement.

Cet endiguement du torrent donnera lieu à un litige porté devant le juge-instructeur du district de Conthey.

La convention de 1889 prévoit que les futurs travaux seront exécutés ensemble sous la direction du Département des travaux publics. Mais cela aussi n'ira pas sans difficultés.⁶⁴⁴

Quant aux alpages : Chamoson se libère, en 1585, des droits dûs aux Montheïs pour l'alpe de *Chamosenche* et de *l'Ouche*. Les alpages deviendront propriété bourgeoisiale comme les montagnes d'Ardon.⁶⁴⁵ On établit des arrêtés en 1619.

Leytron vend, en 1675, le pâturage de **Tronzey** sur la montagne de *l'Ouche* à Chamoson. La commune agrandira les pâturages par l'achat des mayens de Ferreyres, en 1747.⁶⁴⁶

⁶⁴⁰ Toise de Leytron = 6 pieds et 10 pouces de roi.

⁶⁴¹ Cham., AA-428.

⁶⁴² Contentieux, 1103/187c/66.

⁶⁴³ Ley., P-172.

⁶⁴⁴ Ley., P-197 ; Cham., AA-187.

⁶⁴⁵ Cham., A-17 + D-36.

⁶⁴⁶ Cham., AA-1.

Dès 1622, une procédure est en cours contre ceux de Leytron. Il y a prononcé, en 1633, au sujet de la **délimitation ou séparation des alpages de Saille et de l'Ouche** et on procède à leur bornage, en 1634.

Les personnes chargées de ce limitage se sont rendues à l'extrémité des alpes (Grand Muveran) et ont suivi l'arête (Crête Moret) vers la Dent de *Simoz* (Simond); elles se sont dirigées ensuite vers le sommet de Darbellinaz et de là jusqu'au torrent (ravine) *Biarzo* (Biedroz) qui formait la limite nord-ouest des indivis de *Troubillion*.⁶⁴⁷

Le 21 août 1885, les conseils des communes de Chamoson et de Leytron se retrouvent sur les lieux avec leurs notaires au sujet de la jouissance des pâturages dans les sommets des montagnes de Loutze et de Saille. Comme ils ne parviennent pas à s'entendre, une commission est nommée pour examiner la délimitation et interroger des témoins.⁶⁴⁸

En 1893, l'affaire est toujours pendante. Chamoson et Leytron se décident à procéder à une nouvelle vérification des limites des pâturages communaux jusqu'à la Crête à Moret. Les délégués ne s'accordent pas sur certaines désignations locales et l'affaire reste en suspens.

En même temps, le droit de coupe de bois sur **la Jeur de Bougonna** est examiné: Leytron conteste alors l'existence de ce droit de Chamoson qui en demande la reconnaissance formelle dans le délai d'un mois; à défaut, Chamoson ferait valoir ses droits.⁶⁴⁹

L'assemblée générale des bourgeois charge, en 1850, le conseil de présenter un projet pour réglementer le nombre de vaches à alper aux montagnes. Le Conseil d'Etat décide, le 21 février 1877, que les montagnes de Loutze, Chamosentze, Ferraire et Pouay sont propriété exclusive de la bourgeoisie et non propriété particulière de consorts.

Le 24 mai 1885, l'assemblée des bourgeois établit le **règlement concernant l'administration et le mode de jouissance des montagnes** qui est approuvé par le Conseil d'Etat, en date du 13 janvier 1886.

Le but du nouveau règlement est la mise en conformité avec le décret du 25 novembre 1880 et l'adaptation des dispositions surannées et, en partie, contraires aux lois. Une commission de 5 membres est nommée par le conseil bourgeoisial. Le président de la commission est choisi au sein du conseil bourgeoisial. Les attributions de la commission, du président, des charges-ayants, des allodiateurs sont mentionnées.

Dans chaque montagne, il y a 2 procureurs. Les taxes à payer pour le bétail sont fixées. Les vaches sont alpées aux montagnes de Loutze et Chamosentze, les génisses et génissons à Ferraire et Pouay. Les veaux, chèvres et moutons peuvent être menés sur les biens bourgeoisiaux autorisés à ces fins. Figurent aussi d'autres dispositions concernant le ménage à l'alpage et l'alpation du bétail.⁶⁵⁰ Ce règlement est modifié sur certains points par l'assemblée bourgeoisiale du 29 avril 1906; le nouveau règlement est homologué par le Conseil d'Etat, le 12 juin 1906, sous quelques réserves.⁶⁵¹

⁶⁴⁷ Cham., AA-1; C-22+23.

⁶⁴⁸ Cham., AA-187. (Loudze = Ouche)

⁶⁴⁹ Chamoson, Protocoles des séances.

⁶⁵⁰ AEV, 3040 B3-320.129.

⁶⁵¹ Cham., AA-428.

L'assemblée bourgeoisiale vote, le 4 mars 1923, **un autre règlement concernant le mode de jouissance des montagnes** qui est approuvé par le Conseil d'Etat, le 5 juillet 1923.

Il contient les mêmes dispositions de base sur l'administration, les attributions, la répartition des vaches sur chaque montagne par voie de tirage au sort, les travaux pour l'entretien des alpages, les taxes. La jouissance est basée sur le principe d'égalité entre bourgeois ayants-droit, domiciliés et tenant ménage; elle est inaliénable. Il est défendu d'acheter ou de louer du bétail en vue de l'inalper. Le nombre de vaches de chaque alpage est fixé.⁶⁵²

⁶⁵² AEV, 3040 B3-321.8.

Les bisses d'arrosage de la rive droite du Rhône

Après avoir mentionné les aqueducs les plus importants de la rive gauche, nous voulons porter notre attention encore sur quelques uns de la rive droite et esquisser brièvement leur histoire. Etant données les conditions climatiques du Valais et le fait que l'agriculture constituait l'activité principale de la population, il n'est pas nécessaire d'insister sur l'importance qu'on accordait aux bisses : elle se mesure aux immenses efforts déployés pour amener cette eau sacrée sur les terrains asséchés par un soleil ardent. Les passages vertigineux de ces canaux témoignent du courage des hommes qui les ont construits et entretenus.

Nous trouvons un premier témoignage de la nécessité de cette eau d'arrosage dans le **décret d'expropriation en faveur des aqueducs porté par l'évêque Boniface de Challant le 31 mai 1301.**

Il fait connaître par là qu'au Conseil général la résolution a été prise par lui, son Chapitre et les délégués des communes de statuer « qu'en quelque lieu et autant de fois qu'on pourra trouver de l'eau pour construire des torrents et aqueducs, en montagne comme en plaine, dans les vallées et autres lieux quelconques pour y faire passer cette eau pour arroser les propriétés cultivées et incultes qu'on voudra irriguer et quels que soient les individus, même s'ils sont les protégés ou les sujets du seigneur comte de Savoie pourvu qu'ils nous accordent la réciprocité si nous avons besoin de traverser leur territoire, qu'on puisse le faire de tous côtés, de manière cependant qu'une des parties dédommage l'autre et indemnise ceux dont on traverse les terres avec son eau et selon arbitrage de 2 prud'hommes choisis à cet effet. Mais qu'une fois payée l'indemnité, le payeur ait pour toujours libéré son passage et qu'il puisse le posséder à perpétuité et sans contradiction aucune ». ⁶⁵³

Le droit à l'eau était considéré comme un droit régalien. Divers documents nous renseignent sur les communautés reconnaissant tenir en fief de leurs seigneurs les eaux, pâturages et forêts. L'eau était captée et amenée pour l'arrosage comme pour le fonctionnement des roues à eau de nombreux artifices ou usines voir moulins, scieries, foulons à draps, martinets, installations pour battre, broyer. Avec le temps, les droits à l'exploitation sont allés à des familles nobles, à des communautés, des corporations, des confréries et finalement, par affermage et ventes, à des propriétaires privés. Avec le changement des structures sociales ces usines traditionnelles ont été abandonnées et sont en grande partie tombées en ruine ou ont disparu.

Nous avons concentré nos recherches sur les eaux d'arrosage de la région comprise entre la Lienne et la Morge et sur les relations de la ville de Sion avec les diverses communautés.

La Contrée d'Ayent-Arbaz

Ayent et Arbaz formaient ensemble les Trois Tiers d'Ayent, composés d'une part par Luc-Botyre et d'autre part par Arbaz-Blouvignoud. La source de la Sionne se trouvait alors sur territoire des Trois Tiers. Toutes les communautés riveraines

⁶⁵³ ABS, 16-110 en abrégé ; Ay., R-65.

sont impliquées dans la lutte pour les eaux de la Sionne, leurs captations et leur répartition.

Le plaid général des hommes des Trois Tiers, en 1306, mentionne déjà les eaux du « **Bystallia** » (**Bisse Tallia**).⁶⁵⁴ Ce bisse amenait l'eau d'arrosage pour toute une région entre Arbaz et Luc. On ne connaît pas de titre plus ancien citant un bisse.

Un aqueduc dans la vallée de la *Rière* est mentionné dans un document de 1310, et concerne les châtelainies d'Ayent et de Granges-Lens.⁶⁵⁵

Un acte de 1321 fait état du bisse de **Champill** qui capte les eaux de la Sionne et les amène sur Savièse.

Autre bisse dont on ne connaît pas l'origine et qui est cité dans les actes comme « ancien » : celui de **Chillon**, construit par les gens de Savièse et prenant sa source également dans la Sionne. En 1427, lors d'une décision arbitrale concernant les limites de territoire entre la communauté d'Ayent et celle de Grimisuat, il a été prévu que Grimisuat jouirait de la moitié de l'eau du bisse de Chillon qui est séparé en Pierre Grosse et dont une part est destinée à Arbaz-Bluvignoud et l'autre à Grimisuat.⁶⁵⁶

L'ensemble des sources de la Sionne relevait alors de la mense épiscopale et se trouvait sur territoire et juridiction des Trois Tiers. C'est ainsi qu'on peut s'expliquer les différends qui ont surgi entre les communautés, l'évêque, le Chapitre et la ville de Sion.

Les actes nous relatent un **procès que la ville de Sion mène contre Ayent, dans les années 1475 à 1485**, au sujet du droit d'eau que la Ville prétend avoir sur la Sionne mais que ceux d'Ayent contestent, prétendant que Sion n'en a jamais eu depuis 1400, soit depuis 80 ans au moins.

Tout d'abord, c'est le Chapitre de Sion qui se prononce contre ceux qui retiennent l'eau par des barrages qui peuvent occasionner des inondations en ville en cas d'orage.

Car Sion accuse Ayent d'avoir permis aux Saviésans de prendre l'eau et de l'amener à Savièse. Il s'ensuit une longue procédure. Les bourgeois de Sion, rassemblés à l'appel de la cloche, selon la coutume, en la maison des sels, le 13 décembre 1476, élisent les procureurs. Les syndics et le Vénérable Chapitre dressent ensuite une requête à l'évêque sous forme de procédure éditale contre ceux qui retiennent l'eau de la Sionne. Suivent alors diverses comparutions devant le vicaire épiscopal ; des mémoires sont dressés.

Ayent contestera toujours que la Ville et le Chapitre aient le droit de réclamer l'eau des aqueducs qui sont levés au lieu-dit Comba d'Arbaz, sur terre et paroisse d'Ayent, car ils n'ont jamais été en possession et en droit de prendre cette eau. Ayent conteste aussi que les Sédunois subissent des dommages par des inondations parce qu'ils détourneraient l'eau par leurs bisses ou par d'autres lieux en cas d'orage.

Les acteurs, soit la Ville et le Chapitre, n'admettent pas qu'ils n'ont jamais été en possession de ladite eau ; ils prétendent que dans le vieux temps, avant que Savièse ait construit ses aqueducs sur territoire d'Ayent, ils prenaient l'eau sans chicanes et que par la suite Ayent avait permis à Savièse de lever certains aqueducs en sorte que l'eau qui descendait avant par le cours de la Sionne fut ainsi entièrement retenue.

⁶⁵⁴ Ay., b-107/5.

⁶⁵⁵ voir à la rubrique « Contrée d'Ayent ».

⁶⁵⁶ Arbaz, B-5.

Les forces hydrauliques

Au Moyen-Age, l'eau qui actionnait les artifices indispensables à une existence autarcique était tenue en fief du seigneur.

Ainsi, en 1346, Pierre de la Tour, seigneur de Châtillon, donne en fief, à Jeannod d'Icogne, l'eau d'un moulin situé en amont du pont de Saint-Léonard, à proximité du cours de la Lienne, moyennant 7 deniers de servis (Gremaud n° 1904).

En 1295, Nantelme et Amédée d'Ayent donnent en fief, à Guillaume de Grimsuat, deux moulins, un foulon et une vigne (Gremaud n° 1065).

On situe les premiers moulins à eau en Suisse au XIII^e siècle. En Valais, en 1217, il est question du moulin dont Anselme de Saint-Maurice, chanoine de Sion, et ses frères vendent alors des droits en même temps qu'une vigne et un pré sis au nord de Sion, en Bayart, là même où subsisteront des moulins jusqu'au début de notre siècle.

Des communes, des consortages, voire des particuliers ont pu racheter ce droit seigneurial leur permettant de contrôler l'activité des artifices.

La roue hydraulique horizontale en bois, actionnant la meule d'un moulin, est considérée comme le plus ancien système adopté en Valais: il s'agit d'un tronc de mélèze cylindrique dans lequel sont fixées les pales qui reçoivent l'eau motrice et font tourner l'arbre vertical, pivotant dans une pièce de mélèze, auquel est reliée la meule tournante. La roue horizontale se trouve à l'intérieur du bâtiment tandis que la roue verticale (qui nécessite un jeu d'engrenages), plus tardive en Valais, est placée à l'extérieur, sur le côté du bâtiment.

La même eau actionnait souvent moulins, battoirs, foulons, presse-noix ou autres fruits, ainsi que les scies évoquées dans l'*Histoire des forêts*.

Au premier plan, le foulon à draps avec roue à aubes. Plus bas, le moulin à seigle.

Photo: Th. Kuonen



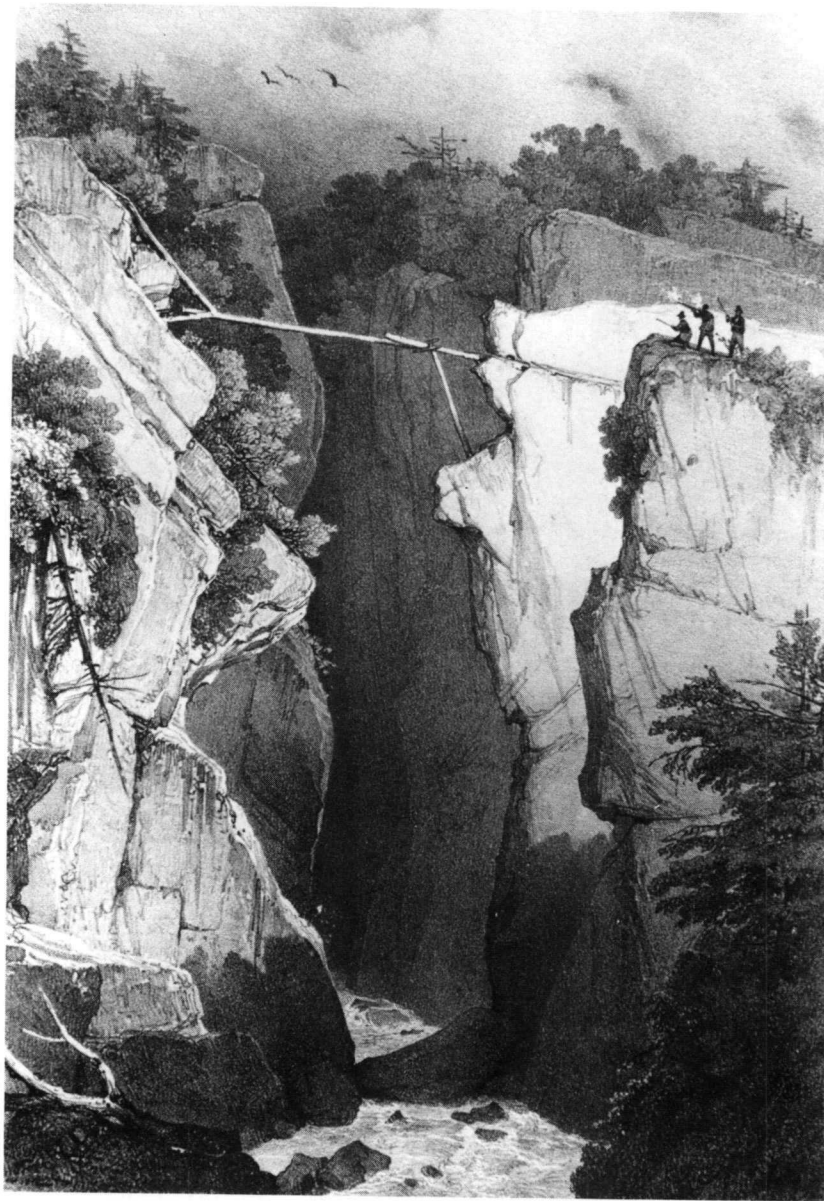
Les moulins de Saint-Luc ▽▷



Le battoir à orge avec conche et axe vertical en bois. On distingue, sous le plancher, dans l'eau, les pales fixées dans l'arbre.

Photo: Th. Kuonen

Les eaux d'arrosage



Aqueduc en bois servant à faire passer l'eau par-dessus le cours de la Massa qui se trouve à 500 pieds (= environ 150 m) en dessous des prairies à arroser sur la commune de Bitsch. L'eau est captée au Kelchbach qui traverse le village de Naters.

Lithographie: M. Villeneuve (1828), dans GOLBERY, ENZELMANN,
Lettres sur la Suisse, Paris, 1823-1832



Le bisse du Baltschiedertal

Amenée d'eau par un chenal creusé à la gouge dans un tronc d'arbre (le « bazot ») qui est suspendu par une crosse.

Photo: Ch. Paris, AEV

Le Torrent Neuf de Savièse

Amenée d'eau par une conduite constituée de planches reposant sur des « boutzets » (traverses) fixés dans la roche avec des cales.

Photo: Ch. Paris, AEV





«La recha de Braké» (la scie de Brac) sur Savièse

Elle a dû être installée après le prolongement du bisse existant jusqu'au Nétage (Morge du Brotzet) en 1518. Les bois nécessaires pour la canalisation en planches étaient débités par cette scie hydraulique ; elle a été abandonnée en même temps que le bisse, soit en 1934, ce dernier étant remplacé par le tunnel du Prabé.

Photo: Ch. Paris, AEV

Finalement, Ayent répliquera qu'ils n'ont plus à prendre position s'agissant d'une chose passée parmi d'autres. Mais le juge Jean Asper démontre dans son prononcé, de 1484, que les acteurs n'ont pas pu apporter la preuve que ceux d'Ayent avaient donné la permission aux Saviésans et laisse la question ouverte. Les séances vont se succéder mais ce procès n'aura pas d'issue.⁶⁵⁷

Alors, vu que les Saviésans continuent à capter toute l'eau et ne laissent rien couler pour la Ville, les acteurs attaquent ceux-ci en justice ; d'autant plus que les gens d'Ayent ont abandonné et vendu, à perpétuité, aux acteurs, l'eau prise à leur aqueduc du *Bystallia* et les fontaines qu'on trouve en aval du bisse : les Sédunois ont donc succédé aux Ayentôts dans leurs droits d'eau.⁶⁵⁸

Et la Diète prononce, le 20 mai 1569, après la visite des lieux par l'évêque, le bailli et les députés, la sentence aux termes de laquelle la Ville, le Chapitre et l'évêque ont droit à un quart de l'eau de la Sionne et tous les nouveaux bisse en dessous du Talliaz sont à démolir.

Toutes les sources en dessous du bisse appartiennent à l'évêque, au Chapitre et à la Ville qui pourront jouir de toute l'eau de la Sionne en dessous du bisse Talliaz. Quatre procureurs partagent l'eau. La Sionne, comme tous les autres cours d'eau du pays, appartient par droit régalien au prince-évêque et à ceux auquel il le confère.⁶⁵⁹

Le litige entre l'évêque, le Chapitre, la ville de Sion et la communauté de Savièse reprend en 1571, toujours au sujet de ces nouveaux aqueducs qu'on a construit depuis quelques années, l'eau étant indispensable aux Sédunois pour l'arrosage de leurs prés.

Il s'agissait surtout du bisse construit sous l'ancien bisse de Chillon. En 1527, l'évêque Philippe de Platea s'était prononcé en faveur du nouvel aqueduc, l'ancien bisse de Chillon étant chaque année obstrué par l'avalanche. Il a été ainsi permis à Savièse de construire un nouveau bisse dans lequel descendait l'eau de l'ancien. Et ceux d'Ayent et de Grimisuat qui avaient des prés et des mayens à l'endroit de la prise d'eau pouvaient utiliser l'eau un jour entier toutes les 3 semaines. Au surplus, Georges Supersaxo et ses assesseurs avaient autorisé les Saviésans à prendre l'eau de la grande source en cas de nécessité.⁶⁶⁰

Dans le procès qui s'ensuit, Savièse se réfère à ce prononcé de 1527. Mais il s'agissait alors d'une affaire entre Savièse et Ayent-Grimisuat.

La nouvelle sentence de 1576, prononcée par le bailli et des députés assesseurs délégués, détermine ce qui suit :

- les Saviésans pourront jouir du nouveau bisse de Chillon sur territoire des Trois Tiers d'Ayent selon acte de transaction de 1527 ;
- la source près et sous ledit bisse est adjugée à l'évêque, au Chapitre et à la ville de Sion ;
- l'eau des autres sources en dessous du bisse de Chillon et de la grande source que les Saviésans ont conduit dans le **bisse de Champil** (ou Fontaneys ou Fontaines vives) doit être partagée près de la levée, entre

⁶⁵⁷ Ay., L-1.

⁶⁵⁸ Ay., b-14.

⁶⁵⁹ ABS, 22-84 ; Grim., E-12 ; Ay., R-65.

⁶⁶⁰ Sav., SP-178.

- Sion et Savièse; Sion utilisera l'eau chaque année depuis le début avril jusqu'à la fête de Saint-Michel Archange [29 septembre]; le reste du temps les Saviésans utiliseront toute l'eau;
- les Saviésans ne pourront plus faire de nouveaux bisse sur Ayent, en dessus et en dessous du bisse de Champil et ceux qui existent devront être détruits.⁶⁶¹

La sentence est portée vers la Croujaz du Drayer, le 13 septembre 1576. Il en est donné connaissance aux parties à Sion, en l'Eglise de Saint-Théodule, le surlendemain.

Le bisse des Fontaneys est déjà mentionné dans un acte de 1320 qui traite d'un différend entre Sion et Savièse.⁶⁶² Mais les Sédunois se voient obligés de demander, en 1696, aux procureurs de Savièse et de Grimisuat de leur laisser l'eau. Et c'est le grand bailli qui décide que ceux de Savièse et de Grimisuat doivent demander aux Sédunois leurs eaux de Chillon.⁶⁶³

A son tour, la Diète confirme en 1715 les droits de l'évêque, du Chapitre et de la ville de Sion lorsque la question civile est débattue en Diète.

Les Sédunois avaient défendu, par mandat du bailli, toute eau de la Sionne que ceux d'Arbaz et de Grimisuat déviaient anciennement par leur aqueduc. Les dits hommes se permettaient donc d'enlever une portion de la 4^e partie de la Sionne. Ceux de Sion prétendent, à l'appui de la sentence de 1569, confirmée par la Diète en 1639, que le quart du torrent de la Sionne, depuis la prise du bisse de la Tallia avec toutes les sources coulant dans la Sionne, leur appartiennent et que défense avait été faite de construire d'autres bisse en aval de celui de la Tallia. Leur droit existe incontestablement. Ils consentent cependant d'adjuger une portion de l'eau de la Sionne à condition qu'on leur en fasse la demande annuellement.

La Diète confirme également Savièse dans son droit à une part de l'eau de la Sionne pour le bisse de Chillon.⁶⁶⁴

Il y aura encore procès entre la ville de Sion et Grimisuat au sujet de cette eau en 1872/73. La ville adjuge alors une partie des eaux tout en en gardant la propriété.⁶⁶⁵

Le **bisse Tallia** donne également lieu à un très long procès entre les communautés des Trois Tiers, à partir de 1790, lorsque l'official avait lancé un mandat à tous les participants sur la grande commande, parce que Arbaz avait révoqué une prononciation à l'amiable exigée par l'évêque.⁶⁶⁶

L'évêque écrit à Arbaz, en 1796, que les procureurs des Deux Tiers se réservent tous les droits et désirent une vision locale; il exige qu'on dépose, dans les 3 jours, tous les écrits et titres concernant le bisse Tallia, et annonce qu' Ayent n'est pas opposé à un arrangement à l'amiable et que le châtelain présentera un projet de compromis. Mais les charges-ayants d'Arbaz veulent un jugement de cette affaire.⁶⁶⁷ C'est ainsi que l'évêque porte un décret

⁶⁶¹ Sav., Sp-180; Ay., b-14; Grim., E-14.

⁶⁶² ABS, 14-1.

⁶⁶³ Grim., E-22.

⁶⁶⁴ Arbaz, B-29; Grim., E-24; Sav., P-90+92+93; Ay., R-65.

⁶⁶⁵ Grim., E-45.

⁶⁶⁶ Arbaz, SP-359.

⁶⁶⁷ Arbaz, SP-361.

interlocutoire dans cette cause, en 1796, et avise Arbaz, en 1797, que les préposés doivent se munir d'une procure légale pour la prochaine comparution contradictoire. Cependant il exhorte encore une fois au compromis.⁶⁶⁸ Ensuite, vu la sécheresse, il donne autorisation provisoire jusqu'à liquidation du procès, de faire partager l'eau équitablement et à l'amiable, par des prud'hommes, sans préjudice pour la cause de l'une ou l'autre partie.⁶⁶⁹

Enfin, l'évêque Joseph-Antoine Blatter porte, le 27 janvier 1798, un décret au sujet de la distribution de l'eau du bisse Tallia. Après les dépositions des parties, les visions locales avec les assesseurs, la visite des experts, l'évêque juge et prononce :

- que le Tiers d'Arbaz ne peut prétendre à la moitié de l'eau ; il ressort des visions locales et des cartes dressées sur la situation du lieu que le débouché (l'ouverture) de l'aqueduc d'Arbaz a été augmenté et qu'il y a eu présomption de l'ancien diviseur mais qu'il coule malgré tout plus d'eau vers Ayent à cause du cours plus rapide et de l'embouchure (prise) latérale pour Arbaz ;
- de faire diviser et partager les eaux selon le ratement des prés qu'on arrose par le grand diviseur ;

(Les Trois Tiers formant autrefois une seule communauté on peut admettre que cet aqueduc a été construit à dépens communs. On doit en déduire aussi que le droit d'eau est relatif à l'exigence des prés.)

- qu'après le ratement, il faudra établir un diviseur exact.⁶⁷⁰

A la suite de cela, Arbaz et Ayent passeront, en 1803, une convention au sujet de ces eaux.

Comparaissent devant le bailli, assisté du chanoine Blanc, les châtelains, présidents et conseillers des 2 communes et ils arrivent à l'accord suivant :

- le décret de l'évêque sera exécuté conformément à sa teneur ;
- les biens seront ratés ;
- ceux d'Arbaz auront 5,25 «bourlatins» (bulletins)
- ceux d'Ayent auront 6,25 «bourlatins».

Par la suite, les fondés de pouvoirs d'Ayent et d'Arbaz comparaissent à nouveau devant un notaire et des témoins à Sion pour régler définitivement la portion d'eau de chaque partie et chaque lieu, soit le nombre de journées en proportion des surfaces respectives. Deux «bourlatins» seront prélevés avant le grand diviseur et couleront pour les districts particuliers d'Arbaz jusqu'à la fête de Saint-Jean Baptiste [24 juin].⁶⁷¹

Une autre convention réglera, en 1869 et 1872, l'établissement du diviseur du bisse.⁶⁷²

Nombreuses aussi sont les **tractations entre les communautés des Trois Tiers et celle de Grimisuat à cause des eaux de la Lienne.**

En 1448, Ayent construit le **Bisse Neuf, ou «Grand Bisse»**, qui prend sa source à la *Rieye* (Lienne), à cause de l'insuffisance de l'eau du bisse de la Tallia et en établit le règlement.

⁶⁶⁸ Arbaz, SP-365.

⁶⁶⁹ Arbaz, SP-368.

⁶⁷⁰ Arbaz, SP-375.

⁶⁷¹ Ay., b-89.

⁶⁷² Arbaz, SP-425+427.

Un différend existe entre les communes d'Arbaz et de Grimsuat à cause de cette eau, différend porté devant le bailli du Valais, en 1680.

Les hommes d'Arbaz se plaignent d'abus de la part des gens de Grimsuat. Ce bisse est établi également sur Arbaz et amène l'eau aux étangs: une part de cette eau lui appartient donc.

Mais Grimsuat a également acquis et payé aux Deux Tiers d'Ayent, d'après l'acte d'achat de 1467, une partie de cette eau que, d'après ceux de Grimsuat, Arbaz retiendrait et détournerait. Et Grimsuat veut s'en tenir aux vieux usages et au règlement des tours de 1670.

Après propositions, répliques, dupliques, le bailli a fait procéder à une vision locale par des délégués. Les hommes se sont trouvés à la scie d'Arbaz. Il s'ensuit de nouvelles délibérations devant le bailli qui finalement décide et prononce, en 1686:

«Ceux d'Arbaz sépareront l'eau de leurs étangs de celle de Grimsuat vers la scie d'Arbaz ou ailleurs et n'arrêteront ou ne couperont pas l'eau de Grimsuat dite la «Queue»».⁶⁷³

Entre Ayent, Arbaz et Grimsuat, il y aura, à partir de 1860, encore diverses affaires à régler concernant les eaux d'arrosage.

La commune de Grimsuat demandera l'augmentation de 1 tiers de la capacité du Bisse Neuf d'Ayent. Elle veut prendre à sa charge les travaux d'agrandissement et d'entretien des mêmes trajets dont elle était chargée jusqu'ici. Ayent proteste contre tout changement de jouissance prévue dans l'acte bilatéral de 1464. En 1862, le Conseil d'Etat décide cependant que la capacité du bisse sera augmentée de 1/3 et détermine le tronçon dont les frais d'agrandissement et d'entretien sont à la charge des intéressés.⁶⁷⁴

Selon le règlement du Grand Bisse d'Ayent de 1865, il est défendu de couper du bois sur la rive inférieure de l'aqueduc jusqu'à une distance de 6 toises.

Une convention sera passée, en 1868, entre les communes d'Arbaz et d'Ayent pour la construction d'un nouveau bisse pour le partage des eaux de Blignoud.⁶⁷⁵

En 1835, les communes d'Ayent et d'Arbaz présentent au Conseil d'Etat une requête tendant à être autorisées à rétablir un ancien aqueduc dont on retrouverait encore des vestiges.

Il partirait du pied du glacier des *Eautannes*, descendrait par le gros ravin jusqu'à l'étang de *Serein* (Luchet), traverserait ensuite la montagne de *Serein* et aboutirait au grand diviseur du bisse de la Tallia. Suite à cette demande, le Conseil d'Etat veut connaître d'éventuelles oppositions contre l'établissement de cet aqueduc et informe par voie du Bulletin Officiel le public de la requête faite par les deux communes. Il somme tous ceux qui auraient des droits à faire valoir à cet égard de s'annoncer.⁶⁷⁶

⁶⁷³ Arbaz, B-24; Ay., b-31.

⁶⁷⁴ Ay., b-122.

⁶⁷⁵ Arbaz, B-118.

⁶⁷⁶ Arbaz, SP-384; Bulletin officiel n° 31/1885.

Cette idée n'aura pas été poursuivie par les deux communes.

Un projet de la ville de Sion subira le même sort : le conseil de celle-ci prend, en 1858, vu la pénurie d'eau dans l'aqueduc de Lentina, l'initiative de faire des recherches dans le but de trouver de nouveaux courants d'eau pour alimenter ce bisse.

Il s'adresse aux communes de Savièse, Arbaz, Ayent et Grimsuat pour connaître leur avis sur les études qui prévoient de prendre l'eau qui coule des glaciers de Savièse dans le vallon entre la Morge et la Sionne. Le président de Savièse a fait la course avec les délégués de Sion, Grimsuat et Arbaz pour visiter la captation prévue de ces eaux. Il donnera mission aux représentants de Savièse à la conférence de Sion qui s'ensuit, d'annoncer que Savièse ne prendra pas part aux études à faire pour le tunnel entre le Chable Court et le dévaloir de Donin.⁶⁷⁷

Par contre, en 1859, la ville de Sion communique au président d'Arbaz que le Conseil d'Etat l'a autorisée à tracer un aqueduc depuis les terres d'Ayent jusqu'à Sion et que le tracé sur Arbaz devait se faire sous peu.

De son côté, Ayent discute depuis 1858 déjà les conditions pour la construction de ce bisse du glacier des *Eautannes* (Odannes) avec le consortage de l'alpage de *Serein*, car l'eau se déverserait, comme déjà dit ci-dessus, en premier dans le Louché de *Serein*.

On revient donc au projet de 1835.

Et c'est en 1859, que l'assemblée bourgeoise d'Ayent accorde à la ville de Sion la concession de la moitié du bisse.⁶⁷⁸

En 1858 déjà, sont mis au concours les travaux pour la construction du canal de 400 toises d'étendue dans le roc sur la montagne de *Serein*. En 1860, la ville met au concours la construction du trajet du nouvel aqueduc depuis le diviseur sur Ayent jusqu'à la Sionne. On procèdera, en 1862, au toisage de la longueur du nouveau bisse, ensuite aux expropriations et enfin au règlement des comptes entre les communes. Ces affaires se terminent en 1874.⁶⁷⁹

Dans le but d'augmenter la quantité d'eau pour l'irrigation des vignes et vergers de Sion et compenser l'eau enlevée par la captation des sources de la Fille pour l'approvisionnement de la ville, Sion commence, en 1902, **la construction de l'aqueduc partant de la montagne du Rawyl** sur Ayent, à 1'800 mètres d'altitude, au confluent des Eaux Froides sortant de la paroi des rochers d'Armillon, pour le raccorder à celui construit en 1860, à Grillesse (la Ville ayant passé un acte avec ledit consortage pour la cession des sources, et ayant reçu, en 1891, le consentement de la commune d'Ayent à condition que les eaux du Grand Bisse ne soient pas diminuées).

L'assemblée primaire du 23 juin 1901 refuse par contre toute participation. Sion demande à l'Etat la déclaration d'utilité publique d'un **aqueduc de la Lienne à la Sionne.**⁶⁸⁰

⁶⁷⁷ Sav., SP-195 ; Sav., SR-8 ; Arbaz, SP-395.

⁶⁷⁸ Ay., SR-7.

⁶⁷⁹ Arbaz, SP-402+403+411.

⁶⁸⁰ Bulletin officiel n° 33/1901.

Il s'agit d'un travail important: on a dû construire, au total, environ 950 mètres de tunnels et traverser 2'500 mètres de rocher compact.

La longueur du nouveau bisse est de 9 km environ. Ayent cèdera à Sion sa part au bisse des Audannes à partir du torrent de la Forneri, en aval, et Sion à Ayent sa part à l'ancien lit du bisse, à partir dudit torrent jusqu'à la prise de l'aqueduc. La convention est passée le 30 juillet 1903.⁶⁸¹

Revenons encore à deux bisses pour l'arrosage des terres entre la Lienne et la Morge.

Un acte de 1453 mentionne que, peu avant, un aqueduc avait été construit par l'évêque Guillaume de Rarogne, par le Chapitre et par la ville de Sion, depuis l'eau de la Rière, à travers le territoire de la commune d'Ayent et de particuliers d'Ayent, à Bouly, Sinièse et Molignon, ainsi que cela ressort d'un document du 14 mai 1449. En 1453 donc, l'évêque Henri Asperlin, le Chapitre et la Ville, à la demande d'Ayent, conviennent de faire taxer et de visiter ledit cours par 4 prud'hommes de Lens. Il s'agit du **bisse dit de Clavoz**.

Sur quoi, les intéressés au passage du bisse dans les vignes et les prés, après avoir pris connaissance de la taxe, ont cédé et abandonné, à perpétuité, à l'évêque, au Chapitre et à la Ville ledit cours et passage du bisse, moyennant 25 livres mauricoises payées en espèces. Il a été arrêté que ledit aqueduc doit toujours rester dans sa forme avec son bord tout en laissant les vignes en dessous assez loin de l'aqueduc pour ne pas causer de rupture. Et si quelqu'un osait contrevenir à cet acte, qu'il encoure la malédiction de Dieu et paye à la puissance royale 60 livres et 1 obole d'or. Fait à Sion, au château de la Majorie, le 3 mai 1453, sous le règne de l'empereur Frédéric et l'épiscopat de Henri Asperlin.⁶⁸²

Cependant, en 1717, du fait que des «criminels» détruisaient impunément les bords et arrachaient les écluses, l'évêque François-Joseph Supersaxo mande aux châtelains d'Ayent et de Grimisuat de publier l'édit au lieu des criées ordinaires pour que personne ne l'ignore: les écluses doivent rester intactes et il est défendu de passer avec des chevaux sur le bord sous peine de 100 livres d'amende, dont la moitié est mise à disposition de l'évêque et l'autre au dénonciateur.⁶⁸³

Un acte de 1748 parle de la construction du grand pont-voûte qui fait passer l'aqueduc vers les moulins. Dans le cahier des charges sa longueur est fixée à 6 toises. Le coût est de 100 livres.⁶⁸⁴

Par la suite, l'aqueduc subira encore diverses modifications et corrections, en particulier à sa prise d'eau et sur son premier parcours.

Autre bisse qui dessert, lui, le coteau entre la Sionne et la Morge, c'est celui dit **de Lentine** dont on n'a pas pu connaître l'année de construction. Daterait-il déjà de l'époque du bisse de Champil ou Fontaneys?

Un acte de 1579 règle la jouissance de l'eau entre l'évêché, le Chapitre et la ville de Sion. Ils partagent l'eau depuis le début avril jusqu'à la fête de Saint-Michel. Une convention est alors passée avec ceux de Drône qui devront entretenir l'aqueduc au-delà des Fontaines jusqu'au village de Drône et de là jusqu'aux terres de Sion.

⁶⁸¹ ABS, 14-70; Ayent, livre des séances du Conseil.

⁶⁸² ABS, 16-111; Ay., R-65.

⁶⁸³ ABS, 16-109; Ay., R-65.

⁶⁸⁴ ABS, 16-79^{bis}.

Un différend existe en 1859, entre ceux de Drône et la Ville à la suite de l'empiètement sur les droits d'eau de cette dernière. On trouve un arrangement jusqu'à définition de cause et la jouissance de l'eau par ceux de Drône est fixée.

Lors de la construction du nouveau tronçon du bisse de Lentine, en 1861/62, nécessité par l'extension du vignoble entre la Sionne et la Morge, et qui a une longueur de 6'400 pieds depuis la Sionne, Savièse se défend pour maintenir les droits acquis sur les eaux de la Sionne pour les arrosages et les moulins. On constate d'autres difficultés au sujet du partage des eaux de la Sionne, en 1871.⁶⁸⁵

L'étang de Montorge sert de déversoir pour le bisse inférieur construit en 1866 par des consorts, sur le versant sud de Montorge.

Il faut croire que les années de sécheresse pesaient lourd car, en 1874, la ville de Sion se propose encore de construire un bisse avec prise d'eau **aux Barmes**, sur Ayent, face au grand bisse de Lens. Elle désirait s'associer Ayent.

Il était prévu de suivre le tracé d'un ancien bisse dont on trouvait encore des vestiges. On devra bien attribuer aux mauvaises conditions de terrain l'abandon tant de l'ancien bisse que du projet d'un nouveau bisse.⁶⁸⁶

Il nous reste à citer l'**aqueduc principal de Savièse, dit le Torrent-Neuf**. Il prend sa source dans la Vallée de la Morge.

D'après Ignace Mariétan (1933/1934) et Fernand Luyet (1961), un premier bisse partant vers le Pont Neuf devait aboutir à Chandolin en passant au-dessus de la chapelle des Corbelins; on ne connaît pas la date de sa construction. En 1430, une convention est passée entre les Saviésans, d'entente avec des Sédunois, et un certain Arnold Leucren⁶⁸⁷ de Rarogne, pour la construction d'un bisse devant prendre l'eau au torrent de la Lex, au lieu-dit Genevrier. Ce nouvel aqueduc devait remplacer le Torrent vieux dit aussi le mauvais torrent ou «croué-torin». Lors des guerres avec les sujets du comte de Savoie, ceux-ci cherchaient à empêcher les Saviésans de prendre l'eau du Torrent de la Lex qu'ils prétendaient être la Morge. Le contrat entre Leucren et les syndics de Savièse a été signé par le syndic de Sion au nom de ceux de Sion qui avaient des prés pouvant être arrosés par l'eau de la Sionne qu'on pensait pouvoir alimenter par l'eau du nouveau bisse.

Le parcours du bisse est indiqué sommairement ainsi que ses mesures. Depuis sa source, à 1660 m d'altitude, il doit passer par les Tyrénée, descendre ce couloir, recueillir les eaux de Fontana Dzemma et aboutir à la Barma de Dzour au-dessus du lieu-dit Nindaz. Le prix à payer est convenu: il est de 800 florins, monnaie ayant cours en Valais, à raison de 6 sous et 8 deniers par florin, de 2 setiers de vin et 8 fichelins de seigle.⁶⁸⁸

Un litige se déclare ensuite entre la ville de Sion et la commune de Savièse à cause de cet aqueduc qui doit mener l'eau de la Morge dans la Sionne en passant par Chandolin.

Le cardinal Schiner rend notoire que ce litige est porté devant lui; il lance un mandat, en 1514, aux autorités de Sion et de Savièse qui doivent s'occuper du bien public. Les syndics

⁶⁸⁵ ABS, 14-65.

⁶⁸⁶ Ay., SR-8.

⁶⁸⁷ Le père de Leucren avait construit, quelques années avant, le bisse d'Ausserberg.

⁶⁸⁸ ABS, 115-2.

de Sion lui avaient fait part que de nombreuses propriétés étaient restées improductives par manque d'eau d'arrosage de la Sionne; ils prétendent que cela pourrait être évité si on amenait l'eau superflue de la Morge par un canal à construire à travers le territoire de Savièse jusqu'à la Sionne et que l'évêque, le Chapitre et les citoyens pourraient alors profiter de cette eau. L'évêque est prié d'intervenir. Les syndics affirment que toutes les garanties seront données et les dommages réparés. L'évêque ordonne alors aux syndics de Sion de citer à la Majorie toutes les personnes de Savièse qui pourraient faire valoir des droits et des réserves au sujet du canal à construire. La sentence de l'évêque Schiner, en 1515, donne à Sion le droit d'amener l'eau du bisse de la Morge, par Chandolin, dans la Sionne.⁶⁸⁹

On constate cependant que ce litige n'est pas encore terminé en 1517.

C'est en 1507, que les travaux ont commencé pour la nouvelle prise au Torrent *de la Lex*, à 1320 mètres d'altitude, en faisant passer le bisse à travers la paroi des Brenlires. On installera une **scie à Brac** pour débiter les bois en planches destinées à la construction et à l'entretien de l'aqueduc.

Cependant, l'aqueduc à travers le territoire de Savièse dans le but de déverser les eaux superflues du Torrent Neuf dans la Sionne, à l'avantage des Sédunois, n'a jamais été réalisé comme prévu. Sion a dû se diriger vers Ayent et Arbaz.

En 1874/75, Savièse prolongera le bisse jusqu'à la *Zandra*. Le parcours sera subdivisé en 4 tronçons.⁶⁹⁰

En 1935, le Torrent Neuf est remplacé par une galerie sous le Prabé. Le réseau de répartition sera adapté et complété.

⁶⁸⁹ ABS, 22-84 + 115-10.

⁶⁹⁰ Sav., SR-9 + SP-190 + ST-6.

Conclusion

Tout ce qui précède témoigne d'une vie exclusivement agricole et pastorale qui se poursuivra ainsi jusqu'à la deuxième moitié du 19^e siècle et bien au-delà dans de nombreuses régions du pays.

C'est au temps de la République helvétique que de nombreux rapports sont établis sur l'art pastoral et cultural primitif à l'intention des Conseils du gouvernement central. On s'attaque en particulier au parcours du bétail sur les terrains privés qui en subissent de grands dommages : c'est un obstacle à l'accroissement du produit de l'agriculture et donc à une meilleure aisance de la population. Le problème du rachat du parcours abusif et nocif est abordé alors par le gouvernement central avant d'être ensuite repris par les cantons.

Le parcours en question est considéré comme une servitude car le propriétaire ne peut cultiver ses terres comme il le voudrait ; les grands propriétaires de bétail en tirent profit, tandis que les pauvres et les habitants sont fortement désavantagés. Des conflits entre bourgeois et habitants deviendront ainsi inévitables.

Des messages sont soumis au Corps législatif dans le but d'abolir ces droits de parcours. Ces mesures sont dictées par les principes constitutionnels de liberté et d'égalité.

Cependant, le Directoire arrêtera que le parcours est un droit qui ne peut être aboli que par une loi.

En même temps, des propositions sont faites pour augmenter la production alimentaire et le revenu par l'introduction, dans les jachères, de plantes alimentaires préparatoires aux semailles de l'automne.

On tend également au partage des communaux.

La République helvétique n'arrivera pas à résoudre ces problèmes mais aura donné l'impulsion à l'établissement des bases légales pour réglementer le parcours et pour le rachat des servitudes.

On a tâché de rappeler, d'après les plus anciens documents connus, l'importance que les pâturages et les eaux ont joué dans la vie des communautés mêmes et dans leurs relations intercommunales. Suffire aux besoins d'herbage était bien un des premiers soucis ; en déterminer les droits et les limites, une préoccupation constante. Se libérer d'un système féodal par des affranchissements, son abolition complète et le rachat des servitudes devait couronner l'aspiration à la liberté.

L'Histoire des forêts aborde également l'évolution de la situation économique et sociale, au fil des siècles, dans le domaine agricole et pastoral.